



## INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

**KOSOVO** A quelques heures de la fin des négociations de Rambouillet sur l'avenir du Kosovo, mardi 23 février, la délégation serbe n'avait toujours pas accepté le prin-

cipe d'une présence militaire occidentale dans la province. • LA DÉLÉGATION albanaise s'était divisée : les représentants de l'UCK, liés apparemment par l'intransigeance des

combattants sur le terrain, réclamaient toujours que la promesse d'un référendum d'autodétermination figure dans le texte. • MADELEINE ALBRIGHT, la Secrétaire d'Etat

américaine, avait cependant mis en œuvre de très fortes pressions sur les Albanais pendant toute la journée de lundi. La politique américaine était que, si échec il devait y

avoir, au moins il ne soit imputable qu'à la partie serbe, ce qui permettrait aux Occidentaux de recourir aux frappes. • EN SERBIE, la question du Kosovo reste taboue.

## Après les négociations de Rambouillet, l'incertitude

L'éventualité d'un accord des Serbes et des Albanais du Kosovo sur l'ensemble du plan proposé par les grandes puissances regroupées dans le Groupe de contact était jugée irréaliste à quelques heures de la fin des pourparlers

**A QUELQUES HEURES** de la fin des négociations de Rambouillet, mardi 23 février à 15 heures, l'espoir était très faible de voir les délégations serbe et albanaise s'entendre pour mettre un terme au conflit. Les diplomates occidentaux ne cachaient pas leur pessimisme. L'enjeu de ces pourparlers, engagés depuis le 6 février, s'était pourtant rappelé en images : celles des cohortes de civils fuyant des charrettes, sur des tracteurs ou à pied les combats entre l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et l'armée fédérale yougoslave dans le nord du Kosovo. Un convoi militaire avait été pris pour cible par les combattants indépendantistes dans la région de Vucitrn lundi et l'armée fédérale répliquait à coup

de canons de char. Les villages se vident.

A Rambouillet, pendant ce temps-là, le blocage restait entier. Du côté des Albanais du Kosovo, la délégation semblait avoir perdu en fin de course l'unité et la cohésion dont elle avait fait preuve au début des pourparlers, les représentants de l'UCK semblant liés par l'intransigeance de leur base à Pristina.

### NOUVELLES OBSTACLES

En dépit des efforts déployés par la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, la partie albanaise ne renonçait pas à sa revendication de voir inscrite dans le projet de règlement la perspective d'un référendum d'autodétermination au bout de la période transi-

toire de trois ans. Elle soulevait même de nouvelles objections sur le volet militaire du texte élaboré par le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie.

Mme Albright a passé des heures à tenter de rassurer les Albanais du Kosovo et demandé au commandant en chef des forces de l'OTAN, Wesley Clark, de venir lui-même fournir des précisions sur la rapidité d'intervention de la force multinationale qui serait déployée dans la province pour veiller à l'application d'un accord. Un des représentants de l'UCK, Hisham Thaqi, a été autorisé à sortir du château pour aller rencontrer le général pendant une heure sur la base militaire de Villacoublay. De source occidentale, on déclarait que His-

ham Thaqi, jeune chef militaire de vingt-neuf ans, était devenu le principal obstacle, côté albanais, à un accord. Il paraissait menacé, s'il faisait preuve de trop de souplesse, d'être totalement désavoué par sa base.

Les Serbes, de leur côté, continuaient de rejeter le principe de l'instauration au Kosovo d'une force commandée par l'OTAN, et leur délégation avait refusé, lundi soir, d'examiner de nouveaux documents proposés par les médiateurs internationaux. Le président de Serbie, Milan Milutinovic, a cependant semblé nuancer le refus de Belgrade, en déclarant qu'une présence militaire internationale serait envisageable une fois que les deux parties auraient signé le volet

politique d'un accord. « Nous pourrions négocier l'ampleur et la mission d'une telle force après l'accord politique », a-t-il dit. Les puissances occidentales ont toujours refusé, cependant, de dissocier le volet politique et le volet sécurité de leur projet d'accord et exigé que la force de l'OTAN soit inscrite dans le texte.

### CELA S'ANNONCE PLUTÔT MAL

Mme Albright s'était entretenue dans la journée avec le président Bill Clinton, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, et son homologue russe, Igor Ivanov. Elle a aussi téléphoné aux dirigeants du gouvernement de Tirana, en Albanie, pour leur

demander d'user de leur influence auprès de la délégation kosovare albanophone.

Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, le chef de la diplomatie allemande, Joschka Fischer, et leur homologue italien, Lamberto Dini, devaient retourner à Rambouillet mardi matin, pour retrouver Mme Albright et le ministre français, Hubert Védrine, et prendre connaissance de la réponse des deux parties à la dernière mouture du projet d'accord. « Cela s'annonce plutôt mal », disait-on de source proche des négociations, où la question la plus réaliste était de se demander à qui, en fonction d'une éventuelle évolution mardi matin, serait imputable l'échec. — (AFP, Reuters)

## L'attente des soldats stationnés en Macédoine

**KOUMANOVO** (Macédoine) *de notre envoyé spécial*

La ligne de crête sur les montagnes enneigées marque la frontière avec la Yougoslavie. Le Kosovo est à moins de 10 kilomètres. Sur le terrain boueux que d'énormes engins de terrassement sont en train de stabiliser, une douzaine d'hélicoptères Puma sont prêts à décoller à la première alerte. Quelque deux cents hommes appartenant au régiment d'infanterie de marine de Castres sont installés dans les tentes alentour. Il leur faudrait moins d'une demi-heure pour s'enfoncer vers le Kosovo s'ils en recevaient l'ordre.

Commandée par le général français Marcel Valentin, la Force d'extraction est stationnée à Koumanovo, à Tétovo et à Peprvec, sur l'aéroport international de Skopje. L'état-major a pris ses quartiers à Koumanovo, dans une caserne macedonienne qui abrita naguère une division de l'armée fédérale yougoslave commandée par le général Madić, celui-là même qui s'illustra tristement en Bosnie.

La aussi, l'incertitude quant à l'issue des négociations de Rambouillet pèse. La mission de ces soldats en dépend. Ils font partie de la Force d'extraction stationnée en Macédoine depuis le mois de décembre pour aller chercher, en cas d'urgence, les observateurs non armés qui ont été déployés au Kosovo. La force, qui compte au total mille huit cent cinquante hommes appartenant à dix nations de l'Organisation atlantique — dont huit cent cinquante Français — n'a pas eu, pour l'instant, à intervenir.

Mais elle reçoit aussi quotidiennement des renforts qui lui permettront d'aller les chercher si la perspective de frappes aériennes de l'OTAN sur le Kosovo et la Serbie rendrait leur maintien impossible. Elle a les moyens de les extraire, ainsi que le personnel d'autres organisations internationales, si le contexte est « permis ou semi-hôte ». Au cas où des actions hostiles, d'un côté ou de l'autre, exigerait un déploiement de forces plus important, elle serait assistée par d'autres unités de l'OTAN.

**TROIS HYPOTHÈSES** En cas d'issue positive à Rambouillet, la Force d'extraction, placée dans la structure militaire intégrée de l'OTAN, constituerait les premiers éléments de la KFOR, la force de mise en œuvre des éventuels accords entre la communauté internationale, les dirigeants serbes et les Kosovars. Trois hypothèses peuvent être envisagées, disent les responsables de la Force d'extraction. Soit les premiers éléments se déplacent immédiatement au Kosovo pour profiter de l'occasion créée par un accord. Bien que comportant quelques risques militaires, une telle décision serait politiquement utile pour ne pas laisser les deux parties tirer profit d'un vide provisoire.

Soit les autorités politiques et militaires de l'OTAN attendent que le contingent prévu — environ vingt-cinq mille hommes — soit quasi-complet pour commencer à entrer au Kosovo ; ce choix ne comporte aucun risque militaire, mais il laisse la possibilité aux Serbes ou aux Kosovars de créer des faits accomplis. La troisième hypothèse est une décision moyenne, qui cumulerait les inconvénients des deux premières.

**RETOMBÉES ÉCONOMIQUES** Il ne fait guère de doute que les militaires qui patientent depuis deux mois en Macédoine préfèrent la première hypothèse et sont prêts à assumer immédiatement une mission plus active au Kosovo.

Daniel Vernet

### Des renforts lourds sont déployés dans la région

Les Britanniques et les Français ont commencé de débarquer dans le port de Salonique, en Grèce, des moyens lourds terrestres, qui devraient venir compléter ceux de la force d'extraction au Kosovo. Il s'agit, du côté britannique, de chars Challenger, de véhicules blindés de transport de troupes Warrior et de pièces d'artillerie. Pour leur part, les Français ont acheminé des blindés AMX-10RC, des transmissions et des matériels du génie. Les Etats-Unis disposent, de leur côté, de 3 000 « marines » sur leurs bateaux en Adriatique et ont déployé de nouveaux moyens aériens, notamment en Grande-Bretagne et en Italie, parmi lesquels sept bombardiers B-52 armés de missiles de croisière Tomahawk et des avions dits « furtifs » F-117 pour des attaques de nuit. Au total, l'OTAN peut aligner quelque 400 avions à terre ou embarqués, dont 260 américains.

## L'autonomie de la province, un sujet lourd de tabous en Serbie

**ÉLÉGRAD** *de notre envoyée spéciale*

Extraits du journal télévisé serbe, dimanche 21 février, sur la réunion de Rambouillet : « Il n'est pas question d'un Kosovo indépendant », assène le présentateur. « C'est une nouvelle bataille du Kosovo que nous menons », lance un orateur à un meeting. « Si les puissances du monde essaient de créer un Etat dans notre Etat et d'y envoyer des troupes, alors nous n'avons pas d'autre choix que de répondre à la force par la force », déclare le chef d'état-major de l'armée yougoslave. « La défense du Kosovo n'a pas de prix, si nous perdons le Kosovo, nous perdons la Yougoslavie et notre liberté ».

« La plupart des gens ici se fabriquent une opinion à partir de ce qu'ils voient à la télévision », constate avec regret Miljenko Dretić, qui dirige une association indépendante pour la démocratisation en Serbie, Initiative civique. Baignant dans une propagande permanente, « la population n'obtient aucun message alternatif » sur le Kosovo, souligne-t-il. « Même les partis d'opposition n'en fournissent pas. Tout ce qu'ils disent, c'est : "A cause de Milosevic, on va perdre le Kosovo". Aucun ne dit de quelle façon il faudrait garder le Kosovo, par exemple que nous pourrions l'intégrer par la voie de l'autonomie, ou comme troisième élément de la Révolution [aux côtés de la Serbie et du Monténégro]. »

**ABSENCE DE DÉBAT** L'opposition, en somme, ne se risque pas à aborder le thème de l'autonomie du Kosovo d'une manière bien différente de celle du régime. Elle se contente de concentrer ses critiques sur la personne de Slobodan Milosevic et sa soif infinie de pouvoir. « Ils ne prennent pas de risques », dit M. Dretić. « Ils espèrent utiliser les thèmes de Milosevic pour arriver un jour au pouvoir ». L'opposant Zoran Djinjic a récemment semblé dresser un parallèle entre le plan de règlement du conflit du Kosovo mis en avant par les Occidentaux et la mythique bataille du Champ des merles (1389, perdue par les Serbes contre les Ottomans). « Quoi que dise Milosevic, d'ici à mars-avril, des

troupes de l'OTAN seront au Kosovo. Nous avons perdu une bataille, et cela sera bientôt officialisé, mais nous n'avons pas perdu la guerre ».

C'est désormais à l'opposition [en se débarrassant de Milosevic] d'établir une armée, une police et une administration capables de régler le problème du terrorisme. » M. Djinjic a, dans le même souffle, défendu l'idée que seule une évolution vers la démocratie en Serbie pourrait permettre d'intégrer le Kosovo.

On entendait, ces jours-ci, un petit parti d'opposition, le Parti démocratique de Serbie, assez bien établi à Belgrade, mettre en garde contre toute reculade des négociateurs à Rambouillet. La province du Kosovo « va totalement sortir du système juridique et politique de Serbie, et deviendra un Etat dans l'Etat. Après trois années sous un protectorat international, le Kosovo se séparera de la Serbie », s'est alarmé le chef de cette formation, Voislav Kostunica.

Les mesures répressives contre les médias indépendants aggravent l'absence de débat pluraliste sur la question du Kosovo. Il n'y a en Serbie actuellement qu'une seule radio indépendante, B-92, et deux journaux quotidiens d'opposition, *Danas* et *Blic*, dont les tirages sont relativement faibles et la distribution limitée. L'indigence de leur réflexion sur le degré d'autonomie à envisager pour le Kosovo, ainsi que sur les moyens de la mettre en œuvre durablement, est frappante.

Les journalistes de ces médias sont en réalité vivement conscients de pouvoir tomber sous le coup de la loi sur l'information de 1998, qui permet aux autorités de frapper les médias de lourdes amendes, capables de les mettre en faillite.

« Même parler du Kosovo comme possible troisième composante de la Fédération peut vous faire accuser de défaitisme, d'atteindre au moral de la nation », note l'un d'entre eux.

« Le mythe du Kosovo a été largement utilisé à des fins politiques que les gens s'assent », estime Backo Dikic, à l'agence indépendante Beta. En même temps, « il n'y a pas d'enfant et pas d'adulte serbes qui ne connaissent cette histoire [du Kosovo]. Si le régime le voulait, il pourrait éliminer les esprits... Mais depuis quelque temps les médias officiels sont en retrait sur ce point, ils parlent moins du "Kosovo-terre sainte" qu'ils ne le faisaient au début de la guerre. »

« PETIT THÉÂTRE PATRIOTIQUE » Les Serbes sont-ils prêts à prendre les armes pour conserver le Kosovo à tout prix ? « Il existe des gens prêts à cela mais ils sont très peu nombreux », estime M. Djinjic. « Surtout, on ne trouve personne qui ne soit prêt à envoyer son enfant se battre ». Un sondage publié par le journal tabloid d'opposition *Dnevni Telegraf* affirme qu'environ 38 % des Serbes « ne sont pas prêts à défendre le Kosovo par les

armes » ; 37 % sont prêts à faire « dans tous les cas de figure ».

Un professeur de littérature, opposé au régime, explique pour sa part : « Le Kosovo, tous les gens qui ont eu une éducation nationale, patriote, y tiennent. Le Kosovo, ce sont des histoires, des légendes, ça fait partie de l'inconscient national. Mais, politiquement, les gens comprennent que la réalité n'est pas propice à l'idée de garder le Kosovo. » Il poursuit : « La force d'intervention armée est une solution humanitaire pour le pays. En fin de compte, c'est une sécession du Kosovo qui se prépare, c'est évident. » Il affirme aussi que « les gens n'osent pas dire en face qu'ils accepteraient la perte du Kosovo ». Les déclarations à l'emporte-pièce, va-t-en-guerre, faites par certains habitants tiennent, selon lui, de la bravade. « Les gens ont parfois besoin de se livrer à un petit théâtre patriotique. »

La crainte existe aussi, chez les démocrates, de voir l'octroi d'une autonomie au Kosovo attiser les extrémistes serbes actuellement installés à Slobodan Milosevic. Ces radicaux dénoncent les « intentions criminelles des Etats-Unis et de l'OTAN », accusent Madeleine Albright de « haine démontant envers le peuple serbe » et proclament que « défendre le Kosovo par tous les moyens est une lutte morale pour tous les patriotes ».

Natalie Nouguayède

## Les médias américains ne parviennent pas à faire leur deuil du « Monicagate »

L'industrie de l'information est à la recherche d'un relais au feuilleton

Les médias américains peinent à classer l'affaire Lewinsky après une année d'incessant maillage sur le scandale de la Maison Blanche.

### WASHINGTON de notre envoyée spéciale

Les médias américains ont la gueule de bois. De l'affaire Lewinsky, visiblement, ils ne se remettent pas. Rien ne parvient à éclipser l'histoire qui les a mobilisés pendant plus de treize mois. Tout est présenté à bilan, conclusion, historique, récapitulatif, prospective, éclairages... et images. La file au bûcher, enlaidie par le président, figure à tous les génériques. Et l'on continue de débattre, le matin, l'après-midi, dans la soirée. Dans les pages des quotidiens consacrées aux chroniques et éditoriales. Comme en plein cœur du procès.

Quand ce n'est pas les séateurs que l'on soumet à un examen de conscience, ce sont les stratégies du Parti républicain que l'on somme de reconnaître leur déroute, ou bien les amis du président que l'on presse de confier leurs envies de vengeance. Quand ce ne sont pas les historiens auxquels on demande déjà d'honorer les premières lignes de la biographie de Bill Clinton telle qu'elle sera présentée, dans cent ans, dans les livres d'école, ce sont les psychologues et sociologues qui sont chargés de prendre le pouls de l'Amérique en scrutant chaque jour de nouveaux sondages.

Et que lit-on ? Qu'elle va bien, l'Amérique. Qu'elle se dit ravie que le procès soit terminé. Qu'elle est en colère contre les politiciens et les journalistes. Et qu'elle demande que l'on passe à ce qui préoccupe vraiment le peuple. Intéressant, s'émerveillent les commentateurs. N'est-ce pas la preuve que le scandale l'a marquée plus qu'elle ne veut le reconnaître ? Et ré-débat. Quelles conséquences de l'affaire sur la société américaine ? Sur les meurs politiques et journalistiques ? « Est-ce qu'on peut encore faire de l'information après le scandale ? », titrait, le 10 février, le *New York Times*. Et d'ailleurs, s'interrogeait un journaliste du *Washington Post*

## L'ONU dénonce les abus de drogues légales

Les Européens sont « les premiers consommateurs mondiaux de tranquillisants »

**ABUS** des stimulants aux Etats-Unis, excès de tranquillisants en Europe occidentale, débats sur la légalisation du cannabis : le rapport annuel de l'Organisation internationale de contrôle des stupéfiants (OICS), rendu public mardi 23 février, dessine une géographie en mouvement de trafic et de l'usage des drogues en 1998.

Au chapitre des « drogues légales », le rapport de l'OICS, qui dépend des Nations unies, classe les Etats-Unis en tête pour l'usage des stimulants du système nerveux central. La population américaine consomme 80 % de la production mondiale de méthylphénidate. Selon des études, un tiers des enfants suivent un traitement des troubles de l'attention. « Lorsqu'on administre aux jeunes des médicaments pour les aider à surmonter des difficultés émotionnelles, à améliorer leurs résultats scolaires ou à aider le corps dont chacun rêve, comment attendre d'eux qu'ils ne consomment pas de drogue ? », interrogé l'OICS.

Parallèle dérivate menace une cinquantaine de pays développés (dont l'Allemagne, l'Espagne ou le Royaume-Uni), particulièrement ceux « où le diagnostic d'un spécialiste n'est pas nécessaire ». Aussi l'OICS recommande-t-il aux autorités, face au méthylphénidate, de « déclencher d'éventuels diagnostics abusifs ».

Les Européens, devenus les « premiers consommateurs mondiaux de tranquillisants », se voient conseiller une réglementation plus stricte. « L'abus de benzodiazépines s'est sensiblement accru en Europe et dans d'autres pays développés, où certains médecins prescrivent la prise de ce type de médicament pour divers symptômes qui ne justifient pas tous un tel traitement. » Dans certains pays européens, « jusqu'à 10 % de la

population prend des tranquillisants, les plus gros consommateurs étant des personnes de plus de soixante-cinq ans ». Or ces médicaments comportent « un risque élevé d'abus et de dépendance ».

En outre, l'augmentation du nombre de personnes âgées et le développement des soins palliatifs aux cancéreux et aux malades du sida ont renforcé les besoins mondiaux de médicaments pour l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

En outre, l'augmentation du nombre de personnes âgées et le développement des soins palliatifs aux cancéreux et aux malades du sida ont renforcé les besoins mondiaux de médicaments pour l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

Le sujet de l'héroïne, l'OICS critique des « expériences » menées

au développement de l'héroïne à fumer, notamment en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, s'explique sans doute par une pureté accrue et par une baisse des prix. L'injection d'opiacés par voie intraveineuse, liée au sida, paraît avoir progressé dans plusieurs pays d'Asie occidentale et de la CEI.

## L'Ethiopie aurait lancé une vaste offensive contre l'Erythrée

**ASMARA.** Les forces éthiopiennes ont lancé, mardi 23 février, une « offensive à grande échelle » contre l'Erythrée, ont annoncé des responsables érythréens dans la capitale, Asmara. Il s'agirait de la première attaque d'infanterie significative depuis plus de deux semaines. Les troupes éthiopiennes sont soutenues par des blindés et des appareils de l'armée de l'air, selon Yermanka Gebremeskel, conseiller de la présidence érythréenne. L'offensive a été précédée par des tirs d'artillerie sur les trois fronts. A Addis Abeba, le porte-parole du gouvernement éthiopien a annoncé que son pays avait lancé dimanche et lundi des attaques aériennes et à l'artillerie lourde sur des positions érythréennes sur les fronts occidental, central et oriental. Le conflit frontalier qui oppose les deux Etats de la Corne de l'Afrique avait repris 6 février après une accalmie de huit mois. Il s'est, depuis, étendu à deux nouveaux fronts. « Il semble que cette offensive soit d'une ampleur supérieure à celle du 6 février », a ajouté le conseiller du président. - (AFP, Reuters)

## L'ONU salue le changement d'attitude de Kinshasa sur les droits de l'homme

**KINSHASA.** Le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme en République démocratique du Congo (RDC), Roberto Garretón, jusqu'à présent un des critiques les plus durs du régime de Laurent-Désiré Kabila, a acheté mardi 23 février une visite d'une semaine dans l'ex-Zaire en saluant le « changement d'attitude » de Kinshasa. Le rapporteur était interdit de séjour en RDC, jusqu'au début de l'année, pour ses dénonciations répétées des massacres de réfugiés hutus rwandais lors de l'offensive victorieuse des forces de M. Kabila contre l'armée du maréchal Mobutu en 1996-1997. Il a souligné « le changement d'attitude du gouvernement vis-à-vis de la commission des droits de l'homme de l'ONU » et a salué « le travail remarquable » du ministre congolais des droits humains, Léonard She Okitundu. A Kinshasa, « j'ai pu parler avec qui je voulais », a assuré le rapporteur, qui a également eu accès à Goma, le quartier général de la rébellion (est). Il a jugé que la situation des droits de l'homme restait « grave » en RDC, notamment dans l'est sous contrôle rebelle où, selon lui, « la population vit dans la peur ». - (AFP)

## Nouvelles émeutes en Indonésie

**DIJAKARTA.** L'armée a ouvert le feu, mardi 23 février à Ambon, chef-lieu des Moluques, pour disperser les émeutiers chrétiens et musulmans qui étaient descendus dans la rue à la suite d'incendies criminels, selon des témoins. Le nombre de victimes s'élève à un mort et sept blessés parmi les manifestants chrétiens, selon une source officielle. Au moins quatre autres personnes (des musulmans) ont été blessées à l'arme blanche selon des témoins. Depuis fin janvier, les affrontements entre chrétiens locaux et musulmans, en majorité colons, ont fait au moins 126 morts, selon les chiffres officiels. L'arrivée de renforts militaires n'a pas fait cesser les violences qui se sont étendues à d'autres îles. Les autorités indonésiennes ont refusé au Comité international de la Croix-Rouge l'autorisation de se rendre sur place. Par ailleurs, trois personnes ont été tuées, lundi 22 février, au cours d'affrontements qui ont opposé au Kalimantan-ouest (province de Bornéo) des indigènes aux colons venus de Java. Des affrontements meurtriers avaient opposé en janvier des Malais, une ethnie musulmane de Bornéo, et des Madurais, des colons, également musulmans, originaires d'une île de Java. - (AFP)

## La Grande-Bretagne fait un pas de plus vers l'euro

**LONDRES.** Le premier ministre britannique, Tony Blair, devait annoncer en personne, mardi 23 février, devant les Communes, les plans de son gouvernement pour préparer le passage à l'euro du Royaume-Uni, au cas où les Britanniques se rallieraient, lors d'un référendum, à la monnaie unique européenne. La présentation de ce plan par le premier ministre, plutôt que par le ministre des finances, Gordon Brown, montre l'importance que Tony Blair attache à cette question. L'annonce gouvernementale est perçue comme un signal aux entreprises et aux milieux financiers d'avoir à se préparer pour une échéance qui arrivera tôt ou tard. « La position du gouvernement à l'égard de la monnaie unique a été définie en 1997, et elle n'a pas changé. Mais il y a eu depuis un changement très important - le lancement de l'euro -, et si le gouvernement doit accomplir ce qu'il a promis d'accomplir, certains préparatifs doivent être entrepris », a déclaré le porte-parole du premier ministre. - (Reuters)

**DÉPÉCHES**  
**■ TIMOR:** le ministre indonésien des affaires étrangères, Ali Alatas, a annoncé, lundi 22 février que, dans le cadre d'un règlement de la question du Timor, le leader de la guérilla au Timor-Oriental, Xanana Gusmao, serait libéré, que les habitants de l'ancienne colonie portugaise opteraient pour l'indépendance ou qu'ils choisiraient le maintien dans l'Indonésie. M. Gusmao a été condamné en 1992 à une peine de vingt ans de prison pour séparatisme armé. Il a été placé en résidence surveillée, début février, alors que le gouvernement de Djakarta se disait prêt à accepter l'indépendance du Timor-Oriental. - (Reuters)

**■ TURQUIE:** les autorités turques ont fermé, lundi 22 février, un poste frontalier avec l'Iran en raison de manifestations de Kurdes dans ce pays contre l'emprisonnement en Turquie d'Abdullah Ocalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « La décision a été prise en raison des récentes manifestations en Iran. Nous nous soucions de la sécurité de nos ressortissants voyageant dans ce pays », a expliqué un responsable de la sécurité turque. - (Reuters)

**■ EGYPTE:** la Cour d'appel du Caire a donné, lundi 22 février, gain de cause à l'épouse de l'opposant libyen Mansour Kithia, porté disparu au Caire en décembre 1993, et ordonné au ministère de l'intérieur égyptien de lui verser 100 000 livres (environ 27 000 euros) de dommages et intérêts. Elle reprochait au ministère de ne pas avoir interrogé le dernier témoin ayant rencontré l'opposant et qui pourrait être un membre des services de renseignement libyens. - (AFP)

### OISE

L'anglais à Oxford

L'anglais à Dijon

L'anglais à Bristol

L'anglais à Cambridge

L'anglais aux USA

OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langue. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, professionnels ou collègues. Avec logement en famille, voyage et loisirs.

Informations et inscriptions

Bordeaux 05 56 99 99 99 - Lille 03 20 49 22 38

Lyon 04 78 24 68 74 - Paris 01 53 59 44 44

Strasbourg 03 88 45 38 00

## Lever de rideau à Bruxelles des négociations sur la politique agricole commune

La France dispose d'une marge de manœuvre limitée

Les négociations du « marathon » agricole, qui s'est ouvert, lundi 22 février, à Bruxelles, permettent d'être laborieuses. Bien que Luc Guyau,

le président de la FNSEA, se soit rallié timidement à l'idée d'une dégressivité des aides directes versées aux agriculteurs, défendue par

Paris, la nécessité de corriger les déséquilibres budgétaires, affirmée par l'Allemagne, limite la marge de manœuvre de la France.

**BRUXELLES**  
 (Union européenne)  
 de notre correspondant

Karl-Heinz Funke, le ministre allemand de l'agriculture, qui préside les travaux des Quinze, est un homme organisé : la première journée du « marathon » agricole, qui doit durer jusqu'à jeudi 25 février, veille de conseil européen extraordinaire de Petersberg, s'est déroulée selon le programme annoncé : dialogue avec les dirigeants du COPA, le Comité des organisations professionnelles de l'Union, qui avait appelé la réunion, puis début d'une série d'entretiens bilatéraux afin de faire réagir les ministres sur ces propositions : mardi matin,

poursuite des réunions bilatérales, la France passant au « confessionnal » parmi les derniers.

Luc Guyau, président de la FNSEA, le syndicat français des exploitants agricoles, et du COPA, a rappelé son opposition aux baisses de prix et au cofinancement par les Etats. Il a bien voulu admettre du bout des lèvres que la « dégressivité » (la réduction échelonnée des aides directes versées aux agriculteurs) proposée par la France pourrait constituer, à condition d'être « maîtrisée », « un petit moyen parmi d'autres », pour essayer de régler le problème de déséquilibre budgétaire dont se plaignent Allemands et Néerlandais.

Le premier texte de compromis présenté par la Commission et la présidence l'aurait déçu : les baisses de prix, ainsi que les nî-

veaux des compensations, restent inchangés : -30 % pour la viande bovine (compensés à 80 %) et -15 % pour le lait (compensés à 60 %). Seule modification allant dans le sens des revendications paysannes : le maintien pour la viande bovine, après 2002, d'un mécanisme d'intervention ouvrant la possibilité d'achats publics en cas de forte chute des cours.

De tels aménagements mineurs ne seront sans doute pas du goût de Jean Glavany, le ministre français, qui plaide pour une baisse moins importante des prix de la viande de bœuf (mais compensée totalement, ce qui revient aussi cher à l'Union), et récuse l'idée de réformer l'organisation du marché (OCM) du lait. Il est vrai que la tactique adoptée par le gouvernement en raison de la contrainte budgétaire qui domine

cette négociation agricole, ainsi que celle sur l'Agenda 2000, lui laisse une marge de manœuvre étroite : se rallier à des corrections qui rendraient la réforme moins économique empêcherait de dégager des moyens pour alléger la contribution budgétaire de l'Allemagne.

Philippe Lemaître

■ L'ancien ministre de l'agriculture, Philippe Vasseur, député du Pas-de-Calais (DL), a affirmé sur France 2, mardi 23 février, que le président Jacques Chirac était « en désaccord profond sur le fond et sur la forme » avec le gouvernement sur le dossier de la PAC. M. Vasseur a accusé le premier ministre et le ministre de l'agriculture de chercher à rendre le président de la République responsable de « l'échec » éventuel des négociations.

## Si Santer s'en tire, nous on s'enterre !...

**BRUXELLES**  
 de notre correspondant

En dépit du mauvais temps, des rafales de bise froide et des averses de grésil, les agriculteurs de l'Union européenne avaient répondu en masse à l'appel de la Confédération des organisations agricoles européennes, les invitant à venir protester, lundi 22 février, à Bruxelles, contre le projet de réforme de la PAC. « Nous étions près des 30 000 participants que des 30 000 que nous espérions »,

constatait Luc Guyau, président de la FNSEA. Les autorités policières belges avaient pour leur part un chiffre de 30 000 manifestants, en se basant sur les 600 autocars arrivés dans la capitale belge. Elles constataient avec un visible soulagement que leur crainte de voir se répéter les scènes de saccage qui avaient marqué une manifestation de la PAC. « Nous étions près des 30 000 que nous espérions »,

long du parcours ont été vite circonscrits par l'usage des canons à eau, redoutables en ces temps de froidure. Vers 15 h 30, après moins de deux heures de défilé, les organisateurs donnaient l'ordre de dispersion. La délégation française, estimée à 20 000 manifestants, était de loin la plus imposante en même temps que très visible avec les ponchos imperméables jaunes distribués par la FNSEA. Les Allemands étaient venus en nombre

landais et Belges constituaient l'essentiel du reste du cortège.

Les slogans, criés en toutes langues, se ressemblaient fort, visant particulièrement les responsables de la Commission européenne, Jacques Santer, son président, et Franz Fischler, le commissaire autrichien chargé de l'agriculture. Les patronymes de ces derniers permettaient de donner libre cours à l'inventivité linguistique des paysans en colère : « Fischler tu nous fiche en l'air ! », proclamait une banderole, alors que le mot d'ordre le plus fréquent sur les calicots français proclamait, avec un maniement quasi racinien de l'allitération : « Si Santer s'en tire, nous, on s'enterre ! »

Le ministre française de l'environnement et de l'aménagement du territoire était également prise à partie avec une certaine ironie par une pancarte où l'on pouvait lire : « Voyer, défends ton herbe ! », en référence aux positions prises par la dirigeante des Verts en matière de dépenalisation des drogues douces. Une attitude, qui à croire les paysans, devrait être étendue à la défense de l'herbe qui broture les vaches, menacée par les projets de la Commission européenne.

Luc Rosenzweig

## Les syndicats français refusent la baisse des prix

LE GRAND RASSEMBLEMENT de Bruxelles est passé, mais la pression des syndicats agricoles français ne se relâche pas. La Coordination rurale, qui a pris son essor en s'opposant vigoureusement à la précédente réforme de la PAC, en 1992, a lancé pour mardi 23 février un mot d'ordre de blocage de la ville d'Agen (Lot-et-Garonne). Dans un communiqué commun, la FNSEA et le CNJA affirment que la proposition de la Commission « est une vraie menace car elle abandonne les systèmes de régulation et détruit les organisations communes de marché (OCM), remet en cause la solidarité financière entre Etats par la renationalisation et le co-financement, et commet un pêché original, celui d'imposer la baisse des prix ».

Luc Guyau, qui est aussi président du COPA - le Comité européen des organisations agricoles - a précisé que « les ministres doivent tout mettre en œuvre pour bâti une politique qui assure l'avenir et la promo-

tion du modèle agricole réclamé par la société ». Pascal Coste, président du CNJA, dit : « Arrêtons le massacre, l'Europe a besoin de jeunes pour poursuivre sa construction ; l'heure n'est plus à la réflexion mais à la contre-réflexion. »

La Confédération paysanne, pour sa part, estime que la réforme proposée « va dans le sens de l'intensification, avec davantage d'attempts à l'environnement et à la santé humaine et la disparition des petites et moyennes exploitations ». Pour ce syndicat, il faut « régénérer les soutiens publics à l'agriculture (...) et redistribuer les aides vers ceux qui en ont réellement besoin ».

Actuellement, selon Pierre-André Deplaude, secrétaire général, 20 % des exploitations françaises touchent chacune plus de 150 000 francs (2 290 €) d'aides directes et accaparent 60 % de l'enveloppe, tandis que 40 % des agriculteurs ont un revenu inférieur au SMIC.

■ BONN  
 de notre correspondant

Le ministre (Vert) allemand de l'environnement, Jürgen Trittin, a renoncé à demander l'interdiction du retraitement des déchets nucléaires dans son projet de loi sur la sortie du nucléaire, le troisième présenté en trois mois. « L'interdiction du retraitement des déchets a été retirée de la loi », a confirmé lundi 22 février un porte-parole du ministre.

A la place, des négociations seront ouvertes avec les industriels pour fixer au cas par cas le cadre et le délai d'un abandon du retraitement.

ment. Dans un précédent projet, M. Trittin avait prévu d'interdire le retraitement dès l'an 2000, les centrales devant entreposer leurs combustibles irradiés dans des centres de stockage intermédiaires créés à proximité. Cette intention avait provoqué un tollé parmi les producteurs d'électricité, qui y avaient vu une volonté de les étouffer : l'autorisation de créer ces centres peut prendre de nombreuses années. Quant au transport des combustibles vers les centres de stockage de Gorleben et Ahaus, il est aisé de faire retraiter leurs combustibles au moins jusqu'en 2004.

Le projet de loi prévoit de déculpabiliser les responsabilités civiles des producteurs d'électricité à 2,5 milliards d'euros par réacteur. Il a été rédigé de telle sorte qu'il ne nécessite plus l'approbation du Bundestag, la chambre représentative des Länder où la gauche a perdu la majorité absolue, après les élections régionales de Hesse du 7 février. Gouvernement et producteurs d'électricité doivent se rencontrer pour la seconde fois le 9 mars. La durée d'exploitation des 19 réacteurs en activité figurera à l'ordre du jour. L'adoption de la loi Trittin en conseil des ministres, initialement prévue pour le 3 mars, pourrait de nouveau être repoussée, après la rencontre avec les électriciens.

Arnaud Leparentier

## Les Verts allemands reculent sur le dossier du retraitement nucléaire

ment. Dans un précédent projet, M. Trittin avait prévu d'interdire le retraitement dès l'an 2000, les centrales devant entreposer leurs combustibles irradiés dans des centres de stockage intermédiaires créés à proximité. Cette intention avait provoqué un tollé parmi les producteurs d'électricité, qui y avaient vu une volonté de les étouffer : l'autorisation de créer ces centres peut prendre de nombreuses années. Quant au transport des combustibles vers les centres de stockage de Gorleben et Ahaus, il est aisé de faire retraiter leurs combustibles au moins jusqu'en 2004.

Le projet de loi prévoit de déculpabiliser les responsabilités civiles des producteurs d'électricité à 2,5 milliards d'euros par réacteur. Il a été rédigé de telle sorte qu'il ne nécessite plus l'approbation du Bundestag, la chambre représentative des Länder où la gauche a perdu la majorité absolue, après les élections régionales de Hesse du 7 février. Gouvernement et producteurs d'électricité doivent se rencontrer pour la seconde fois le 9 mars. La durée d'exploitation des 19 réacteurs en activité figurera à l'ordre du jour. L'adoption de la loi Trittin en conseil des ministres, initialement prévue pour le 3 mars, pourrait de nouveau être repoussée, après la rencontre avec les électriciens.

Arnaud Leparentier

## La presse britannique accuse le gouvernement de protéger des policiers racistes

**LONDRES**

de notre correspondant

Pauvre Jack Straw ! Le ministre britannique de l'intérieur, l'un des hommes les plus populaires de l'équipe Blair, vient de voir infliger un retentissant camouflet. La publication du rapport McPherson sur l'assassinat d'un jeune d'origine antillaise, Stephen Lawrence, le 22 avril 1993, dans un quartier pauvre du sud de Londres, était un dossier sensible. Celui-ci montrait le laxisme de policiers dont le racisme latent et l'incroyable désinvolture avaient permis aux cinq meurtriers présumés, de jeunes prolétaires blancs, d'échapper à la justice.

La détermination de la famille de l'adolescent, le militantisme des organisations antiracistes et la pression d'une opinion révoltée par le comportement des policiers avaient entraîné la création d'une commission d'enquête. Ses débats eurent un énorme retentissement. La décision de Jack Straw d'éviter toute fuite dans les journaux avant la publication du rapport, le 24 février, était due à l'implication di-

recte de la Met, la force de police la plus importante du royaume, forte des vingt-sept mille bobbières affectées à la capitale.

# des négociations ricole commune

## INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999 / 5

### En Irak, l'opposition chiite assure que des troubles sanglants se poursuivent

Les autorités démentent des informations « inventées et fausses »

Pour le troisième jour consécutif, l'opposition chiite irakienne à l'étranger a fait état d'émeutes dans le pays, en protestation contre

l'assassinat, imputé au régime, d'un haut dignitaire religieux chiite. De leur côté, les autorités opposent un vif démenti aux informations faisant

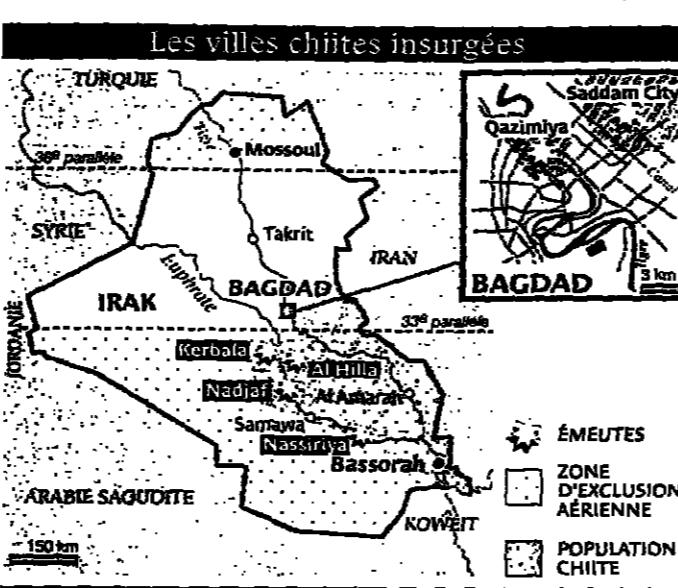
état de dizaines de morts. La confusion règne alors que les raids aériens américains et britanniques se poursuivent au sud et au nord.

LA SITUATION est restée confuse en Irak, lundi 22 février, trois jours après l'assassinat d'un haut dignitaire religieux chiite, l'ayatollah Mohamad Sadek El Sadr. Celui-ci a suscité, selon l'opposition, des émeutes sanglantes dans tout le pays contre le régime de Saddam Hussein, jugé responsable de sa mort. Les autorités irakiennes assurent que le calme règne, mais plusieurs partis chiites irakiens à l'étranger ont affirmé au contraire que les troubles se poursuivent.

Alors que le journal *Babel*, dirigé par Oudai Hussein, le fils du président, assurait lundi que Saddam Hussein avait déplacé un émissaire dans la ville chiite de Nadja pour présenter ses condoléances à la famille de la victime, le directeur de l'agence de presse officielle irakienne INA, Oudai El Tai, a démenti « les allégations de certains médias et de certaines parties hostiles à l'Irak » (à propos des troubles), lesquelles « sont inventées et fausses ». « Ces parties veulent semer la zizanie pour nuire à l'Irak et entamer la résistance de son peuple », a-t-il ajouté.

PLUSIEURS VILLES CONCERNÉES

Dans le même temps, l'opposition irakienne à l'étranger a confirmé les émeutes sanglantes survenues samedi et dimanche et assuré que plusieurs villes irakiennes



étaient encore en proie aux troubles. Un porte-parole du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak a ainsi affirmé que la ville de Nassiriyah, située à 300 kilomètres au sud-est de Bagdad, n'était plus contrôlée par les forces gouvernementales. Cette information n'a pu être confirmée de sources indépendantes.

« La situation s'oriente vers une explosion », a assuré l'ayatollah Mohammad Hakim, chef du

Conseil suprême. Un autre mouvement d'opposition chiite, le parti El Daawa, a fait état pour sa part de violents heurts à Saddam City, au nord de Bagdad. « Les manifestants ont attaqué les bureaux du parti Baas au pouvoir et ont fait un grand nombre de tués parmi les partisans du régime », a affirmé El Daawa dans un communiqué publié à Daawa.

Plusieurs quartiers à majorité chiite de Bagdad seraient assiégés

par les « Fedayine de Saddam », un corps paramilitaire, « pour empêcher les affrontements de s'étendre jusqu'au centre de la capitale ».

Ces émeutes n'ont suscité aucune réaction à l'étranger. Seul le président du Parlement libanais, Nabih Berri, a annulé lundi une rencontre avec le ministre irakien des affaires étrangères, Mohamad Saïd El Sahaf. Un proche de M. Berri a expliqué que ce dernier « ne peut rencontrer Sahaf alors que du sang chiite est versé en Irak et que des allégations font état d'une implication des autorités irakiennes ».

RAIDS AÉRIENS

En revanche, les raids aériens menés par les Etats-Unis en coopération avec la Grande-Bretagne dans les deux zones d'exclusion aérienne situées au sud et au nord du pays se sont poursuivis. Les F-15 américains et les Tornado britanniques ont bombardé deux sites de communications et deux dépôts d'armements dans la région de Bassorah (sud-est), « en réponse à l'entrée de deux appareils Mig 23 irakiens dans la zone d'exclusion aérienne ». Des sites d'artillerie anti-aérienne et des sites radar dans la région de Mossoul (au nord) ont également été touchés. L'agence officielle irakienne INA a affirmé qu'un frakien avait été tué et plusieurs autres blessés. (AFP, Reuters)

### La répression des populations civiles, un drame jamais évoqué

LES ATTENTATS qui ont visé quatre hauts responsables religieux chiites dans l'espace de dix mois en Irak (Le Monde du 23 février) posent avec acuité un problème jamais résolu depuis que l'armée de Bagdad a été chassée du Koweït, en février 1991 : comment protéger les populations civiles, singulièrement chiites, principales victimes de la répression du pouvoir ?

Le rapporteur des Nations unies pour les droits de l'homme en Irak, M. Van der Stoel, a constamment dénoncé les exactions du régime. En juillet 1998, il a clairement mis en garde contre le harcèlement systématique par les autorités des membres de la hiérarchie religieuse chiite. Les communautés chiites irakiennes, libanaises et iraniennes n'ont cessé d'accuser le régime de Bagdad, mais les capitales occidentales, singulièrement Washington, sont demeurées quasi indifférentes à cet aspect-là du problème irakien.

Alors que le département d'Etat est généralement d'une grande promptitude pour imputer tout ce qui se passe en Irak au régime de Saddam Hussein, les meurtres des chefs religieux chiites l'ont laissé pratiquement de marbre. Les Etats-Unis, qui sont les vrais maîtres du jeu en Irak, se comportent comme si les Irakiens étaient condamnés à prendre leur mal en patience, jusqu'au renverse-

ment — très hypothétique — de M. Hussein.

Pour obtenir sa chute, ils ont proposé de soutenir financièrement sept formations de l'opposition (97 millions de dollars, soit 88,2 millions d'euros), sont prévus à cette fin, en vertu de l'*Irak Liberation Act* et ils ont nommé en janvier un représentant spécial « pour la transition en Irak », le diplomate Franck Ricciardone. Une seule des grandes formations chiites fait partie des sept partis sélectionnés : le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, de l'ayatollah Mohammad Baqer El Hakim.

#### « AIDER LE PEUPLE »

Dans un entretien au *Monde* (du 13 février), ce dernier a décliné l'offre, et mis les points sur les « i ». C'est, a-t-il dit, une façon erronée de poser le problème, parce qu'il n'est tenu aucun compte du peuple irakien, « principal vecteur du changement ». Une somme de 97 millions de dollars n'a jamais permis de renverser un gouvernement, et c'est le peuple qu'il faut aider, en arrêtant « la répression du régime, de la même manière que la communauté internationale exige des Serbes de ne pas se livrer à toutes sortes d'excitations au Kosovo par exemple ».

Le fond du problème est là. Il a été posé par la résolution 688

adoptée en avril 1991 par le Conseil de sécurité des Nations unies. La

dite résolution « condamne la répression des populations civiles (...) exige (...) que l'Irak mette fin sans délai à cette répression » et confie au secrétaire général des Nations unies la tâche de suivre cette affaire. Protéger les populations civiles sans empêcher sur la souveraineté des Etats est certes chose difficile, mais il fallait faire preuve d'une grande naïveté pour croire que Bagdad prendrait l'initiative de mettre en œuvre ses pratiques.

La résolution 688 — d'inspiration française, et qui a été adoptée au nom de ce qui a alors été appelé « le devoir d'ingérence humanitaire », ne s'est d'ailleurs traduite que par le déploiement pendant un an (1992-1993), de 300 « observateurs humanitaires », dont le mandat n'a jamais été renouvelé à cause du refus de l'Irak. Une interprétation quelque peu abusive de cette résolution a néanmoins permis aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France d'imposer à Bagdad deux zones d'exclusion aérienne, au nord du 36<sup>e</sup> parallèle et au sud du 32<sup>e</sup> du 33<sup>e</sup> depuis septembre 1996. Ces deux zones empêchent certes l'aviation irakienne de se diriger contre les civils, mais elles ne limitent pas ses mouvements au sol. Dans le nord, la troupe a pris elle-même l'initiative de se retirer, parce qu'elle était en terrain escarpé, dont ses adversaires, les *peshmergas* (combattants) kurdes, connaissent tous les coins et re-

coins. Ce n'est pas le cas dans le plat pays du Sud.

Bagdad s'est lavé les mains de toute responsabilité dans les meurtres des chefs religieux. Cependant, la fréquence des crimes, dans une région — le Sud — très sévèrement gardée par l'armée et les forces spéciales, le prestige dont jouissaient les victimes auprès des populations chiites, le harcèlement auquel elles ont toutes été soumises par le gouvernement avant leur assassinat et les enterrements à la va-vite, sans autopsie ni cérémonie funéraire, qui ont été impossés par les autorités laissent peu de doute sur l'implication de ces dernières. D'autres assassinats du même genre avaient déjà eu lieu dans le passé.

#### TERMINER L'IMAGE DES RELIGIEUX

Après les meurtres des ayatollahs Mohamad El Bourjouri, en avril 1998, et Mirza Ali El Ghawri, en juin de la même année, les autorités avaient affirmé avoir arrêté des coupables. Huit hommes — dont cinq Irakiens en religion —, rappelle un Irakien fin connaisseur de son pays, mais qui souhaite garder l'anonymat, ont été présentés à la télévision comme étant les assassins. La valeur de tels « œuvres » dans un pays comme l'Irak est égale à zéro, et ils semblaient avoir pour seul et unique objectif de ternir l'image des hommes de religion, en les présentant comme des voleurs.

Lorsque, en janvier, l'ayatollah Bachir Hussein El Pakstani a été la

cible d'un attentat manqué, le meurtrier a été tué par la grenade à main qu'il tenait. C'était l'occasion

pour les autorités, ajoute-t-il, de prouver qu'elles n'étaient pour rien dans cette affaire. Elles n'en ont rien fait. Le corps du coupable a été emporté sans que soit jamais révélée son identité.

Quant au choix du moment du meurtre de l'ayatollah Mohamad Sadek El Sadr — vendredi 19 février —, il n'est sans doute pas fortuit, estime ce spécialiste. « C'est dit-il, un message adressé aux populations et qui tient à peu près en ce : Américains et Britanniques affirment vouloir vous aider à vous débarrasser du régime. N'en croyez rien. La preuve : je vous offre et il ne cillent pas. » Et il ajoute : « L'Irak est peut-être le pays où le plus grand nombre de chefs religieux ont été tués et où la question des violations des droits de l'homme est au moins aussi importante que celle des armes. Personne n'en parle. »

Mouna Naïm

Claude  
Lefort

Une réflexion sur le totalitarisme qui trouve le moyen de renouveler un sujet que l'on croyait épuisé.

Alain-Gérard Slama, *Le Figaro*

CLAUDE LEFORT  
LA  
COMPLICATION  
RETOUR  
SUR  
LE COMMUNISME

Fayard

264 pages  
125 F

Claude Lefort met l'accent sur la dimension sociale du phénomène [totalitaire], sa dynamique propre en lien paradoxal avec le modèle de la Révolution française, et la tradition du despotisme russe. Par là il pense que le communisme « complique » notre rapport à l'Histoire.

Michel Crépu, *L'Express*

Le titre... relève le défi des simplifications ordinaires... Cette approche permet une discussion sérieuse et préfère l'effort de compréhension à la simple dénonciation... Au delà d'un fructueux dialogue avec les thèses de Tocqueville ou d'Hannah Arendt, Lefort soulève enfin la question, cruciale pour l'époque, du jugement historique et de la sagesse historienne.

Daniel Bensaïd, *Le Monde*

FAYARD

1 fait  
unes  
27 fé-  
e mo-  
et dé-  
te le  
ait au  
en tête  
de en  
Après  
de dé-  
i à his-  
. Marc  
ure es-  
de ré-  
nagée.  
ille Au-  
Soldini  
bataie.  
. Il est  
tape, a  
us.  
page 22

Lire page 13  
exécution 18  
cas de bord 19  
mariage 22  
épidémie 25  
une 26  
de culture 26  
télévision 26

## FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

**PROTECTION SOCIALE** Le commissaire au Plan Jean-Michel Charpin tient une ultime réunion, jeudi 25 février, avec les partenaires sociaux, sur l'avenir du système des

retraites. Début avril, il fera connaître ses recommandations en vue d'une réforme. ● LE DÉBAT sur les retraites entre donc dans une phase décisive. Pour en cerner les en-

jeux, *Le Monde* a interrogé les dirigeants de l'UDF, du PS, du PCF, de DL et du RPR. Chacun défend des solutions qui lui sont propres, tels François Hollande, qui recommande un

système de retraite progressive, ou MM. Séguin et Bayrou, qui suggèrent une modulation des durées de cotisation. Mais tous convergent pour dire qu'il faut agir avec prudence. ● AUX

ÉTATS-UNIS, le président Clinton prépare une réforme qui vise à affecter aux retraites, au cours des quinze prochaines années, 62 % des excédents budgétaires à venir.

## Les partis politiques dévoilent leurs propositions sur les retraites

Alors que le commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, achève sa mission sur les retraites, « *Le Monde* » a interrogé les dirigeants de l'UDF, du PS, du PCF, de DL et du RPR sur les réformes qu'ils préconisent. Dans leurs réponses prédomine une relative prudence

LE DÉBAT sur l'avenir des retraites entre dans une phase décisive. Après une ultime réunion, jeudi 25 février, avec les partenaires sociaux, pour arrêter avec eux le « diagnostic partagé » qui lui a été demandé sur la situation actuelle des dix-neuf principaux régimes de retraite par répartition (salariés du privé, fonctionnaires, agriculteurs, indépendants, etc.), le commissaire au Plan Jean-Michel Charpin remettre au premier ministre, début avril, ses suggestions de réforme. Lionel Jospin a annoncé que la remise du rapport Charpin serait suivie, au cours du deuxième trimestre, d'une large concertation, dont on ignore la forme. Il a assuré que les « pre-

mières décisions » seraient prises avant la fin de l'année.

Pour fixer les enjeux de ce débat, *Le Monde* a interrogé les dirigeants des cinq principales formations républicaines – François Bayrou, président de l'UDF, François Hollande, premier secrétaire du PS, Robert Hue, secrétaire national du PCF, Alain Madelin, président de Démocratie libérale et Philippe Séguin, président du RPR – sur quelques points décisifs de ce dossier.

Les documents publiés depuis novembre 1998 par le Plan donnent un aperçu du problème. Le Commissariat estime qu'il y aura sept retraités pour dix actifs en 2040 et que les dépenses de re-

traites seront, à cette date, trois fois plus importantes qu'aujourd'hui, alors que la masse salariale sur laquelle sont prélevées les cotisations ne sera que de 70 %. Il juge que le recul progressif de l'âge de la retraite est le « paramètre d'ajustement essentiel » des régimes de retraite.

Aucun des leaders politiques interrogés ne conteste que le choc démographique de 2005-2010 va entraîner des problèmes de financement. Si plusieurs d'entre eux critiquent certains points des travaux du Plan – tel M. Hue, qui met en garde contre les lectures « catastrophistes » des simulations officielles –, un constat fait consensus : des mesures urgentes sont nécessaires. Lesquelles ? C'est une des surprises qui apparaissent ces réponses parallèles. Si l'opposition profite de la circonstance pour brocarder l'attente de gouvernement, elle prend, cependant, bien soin, sur un sujet aussi sensible, de mesurer ses critiques. Premier indice de cette prudence, M. Séguin, M. Madelin et M. Bayrou ne remettent pas en cause le principe du fonds de garantie voulu par le gouvernement. Tout juste relèvent-ils que les sommes qui y ont été versées sont « dérisoires ».

Deuxième indice, même le libéral M. Madelin affirme, dans le cas des régimes spéciaux, qu'il faudra « avoir le courage de certaines re-

mises en cause », mais qu'il faudra « procéder avec discernement et prudence ».

La lecture de ces contributions invite donc à se méfier de toute caricature. Penseraient-on que la gauche défend le système par répartition et que la droite entend promouvoir la capitalisation ?

M. Séguin rectifie cette caricature puisqu'il défend la nécessité de créer des fonds de pension, c'est moins pour faire l'apologie du système anglo-saxon que pour réhabiliter le thème gaulliste de la participation. De l'autre côté, M. Hollande confirme les évolutions du Plan : il se dit ouvert à des « formules d'épargne salariale », même « dotées de certains avan-

ages fiscaux ».

Derrière la pudeur des mots, on devine le changement de doctrine : du « non », le PS est passé au « oui, mais... ».

Si les cinq dirigeants convergent sur certains points, chacun n'en livre pas moins sa préférence pour sauver les régimes des retraites, qu'il s'agisse du système de « retraite progressive » défendu par M. Hollande, de la « relance de l'emploi » demandée par M. Hue, des mesures combinées recommandées par M. Madelin ou de la modulation de la « durée des cotisations » suggérée par MM. Séguin et Bayrou.

Jean-Michel Bezat et Laurent Mauduit

### 1. Les projections du Commissariat général du Plan

« Que pensez-vous des projections établies par le Commissariat général du Plan ?

François Bayrou – Quel temps perdu ! Le diagnostic est établi depuis les travaux du Plan en 1989, repris dans le Livre blanc de Michel Rocard en 1991, puis par la commission Briet en 1995. Le gouvernement actuel avait cinq ans devant lui pour agir, il en a déjà perdu deux. Toujours reporter à plus tard, dire « nous avons six ou sept ans devant nous avant que la dégradation se fasse plus forte », ce n'est ni courageux ni responsable.

Sur le fond, nous ne connaissons aujourd'hui du rapport Charpin que son constat et ses projections. Même en partant de l'hypothèse euphorique de 6 % de chômage en 2005 (au rythme actuel, qui y croit ?), les dépenses des régimes tripleraient alors que la masse salariale qui assure les rentes de cotisations serait seulement doublée. On nous dit même qu'en 2040 le Plan comptera sept retraités pour dix actifs, contre quatre pour dix actuellement. C'est non seulement le financement des régimes qui est en cause, mais également la situation individuelle des retraités : le montant de la retraite rapporté au dernier salaire d'activité pourrait passer de 70 % actuellement à 50 % en 2040, sans éviter pour autant une hausse des cotisations.

François Hollande – La mission confiée à Jean-Michel Charpin doit aboutir aux estimations et aux projections les plus justes sur l'avenir de notre système de retraite et l'ampleur du « choc financier » prévu à partir de 2005-2010. Cette démarche a été engagée en concertation avec les partenaires sociaux, afin que chacun partage le dia-

gnostic. Ses conclusions serviront de base aux discussions sur l'avenir des retraites et les mesures à prendre dans les années à venir. Elles ne seront pas les seules références à prendre en compte.

Si un état des lieux était nécessaire, il faut, bien sûr, se méfier des projections macro-économiques à long terme, qui, par définition, sont aléatoires. La variable-clé reste le taux de chômage, qui peut descendre, sur la période 2005-2040, en dessous du taux de 9 % retenu par le Commissariat du Plan. C'est en effet le niveau de l'emploi dans l'économie, conjugué avec l'évolution de la masse salariale, qui sera déterminant, compte tenu de l'assiette des cotisations sociales. L'enrichissement du contenu en emplois de la croissance comme la dynamique de l'activité induiront largement les résultats attendus, de même qu'une baisse plus rapide du taux de chômage pourra dégager des marges financières supplémentaires susceptibles d'être affectées aux régimes de retraite. Je me méfie donc des scénarios-catastrophe, surtout à l'horizon 2040 ! C'est le rôle du politique que de les éviter. Mais c'est aussi son devoir de prendre dès aujourd'hui les décisions nécessaires pour les deux prochaines décennies.

Robert Hue – Il est nécessaire, bien sûr, d'envisager les années à venir, de s'y préparer avec sérieux et rigueur. Les travaux du Commissariat me semblent appuyés sur une vision un peu plus figée de l'avenir – le taux de chômage est fixé à 9 % jusqu'en 2040. Je pense qu'il faut travailler sur des hypothèses plus diversifiées et contradictoires. N'utilisons donc pas le travail statistique de cette mission

pour étayer a priori des scénarios-catastrophe parfaitement aléatoires. En effet, d'autres experts qui essaient d'anticiper les évolutions démographiques et d'apprécier leurs conséquences ne font pas la même lecture « catastrophe » de l'avenir que le Commissariat général du Plan.

**N'utilisons pas ce travail statistique pour étayer a priori des scénarios-catastrophe parfaitement aléatoires »**

Robert Hue

Je trouve que ces projections devraient plutôt tenir lieu d'alerte pour tout gouvernement de gauche et poser avec force la question d'une politique plus efficace

en termes de croissance et d'emploi. Par exemple, on sait qu'une croissance annuelle de 0,5 % permettrait de faire face à l'augmentation du nombre des retraités, ou bien encore qu'une croissance annuelle de 2 % correspond à un doublement du produit intérieur brut en trente-cinq ans. La question est de savoir comment utiliser ces ressources considérables et pour quel choix de société.

Alain Madelin – Pendant trop longtemps, on a pratiqué la politique de l'autruche, refusé de regarder les déficits futurs, cette démarche n'a un sens que si elle correspond à l'âge des économies. Or nous sommes très loin d'une telle situation. En conséquence, l'allongement du fonds de réserve correspond pour l'instant qu'à une surcotisation déguisée.

C'est d'ailleurs tout le problème du financement futur de ce fonds : soit il est possible de dégager des ressources exceptionnelles, par exemple au moyen d'un vaste programme de privatisations. Dans ce cas, il serait intéressant que Lionel Jospin et la modestie des sommes qu'il y ait affectées ne sont pas à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi j'ai proposé que l'on engage sur plusieurs années la privatisation de grandes entreprises, à commencer par EDF, dont une part importante des recettes de privatisation pourraient être affectées à ce fonds.

Philippe Séguin – En regard des projections du Plan, la constitution de ce fonds doté de 2 milliards de francs a quelque chose de dérisoire, si ce n'est indécent. Si on ne peut qu'approuver la constitution de réserves destinées à appor-

ter les réalisations de nos régimes de retraites en face. Les projections du Commissariat général du Plan ne m'apprennent rien de fondamental. Elles ne font que confirmer ce que, pour ma part, je dis depuis des années. Depuis plus de vingt ans, un nombre considérable de rapports et de Livres blancs ont dressé un diagnostic clair et précis sur l'avenir de nos systèmes de retraite. Le problème n'est plus de commenter les rapports, mais d'en tirer les conséquences.

Philippe Séguin – On peut s'étonner que les deux scénarios macro-économiques retenus par le Plan soient ceux d'une diminution du taux de chômage à 9 % ou bien à 6 % de la population active à l'horizon 2005. Par prudence, un scénario du taux de chômage à 12 %, soit son niveau moyen des dernières années, aurait pu faire l'objet d'un chiffrage complémentaire. Les conclusions du travail réalisé par le Commissariat du Plan font ressortir trois éléments principaux :

» les besoins de financement à moyen et long terme sont colossaux ; dans le cadre de l'hypothèse d'une réduction du chômage à 9 % au cours des prochaines années, le déficit cumulé des différents régimes de retraite culminerait à 1 000 milliards de francs en 2040, soit les deux tiers du budget de l'Etat ;

» une très forte inégalité est perçue entre les différents régimes de retraite ;

» un inféchissement favorable des dynamiques démographique et économique serait à lui seul insuffisant pour résoudre les difficultés encourues par le système des retraites ; des réformes structurelles s'avèrent donc indispensables. »

### 3. Les pistes de réforme

« Parmi les différentes pistes de réformes possibles – modification des règles concernant l'âge du départ à la retraite, modification des règles de calcul des pensions, augmentation de la cotisation, etc. –, laquelle privilégiez-vous ?

François Bayrou – Ne perdons pas de vue que l'action la plus dynamique pour défendre les retraites, celle dont on ne parle jamais, c'est l'augmentation du nombre des actifs. Pour ce qui est des principes, nous voulons défendre le système de retraite par répartition et le compléter par un système très incitatif d'épargne-retraite. Si l'on veut défendre l'lien social, le sentiment de solidarité, il est juste que les actifs assument une part essentielle du destin des retraités. Il est tout aussi normal que la nation, connaissant les contraintes de notre démographie, incite les actifs à préparer eux-mêmes le complément de leur retraite future.

» Nous ne pouvons envisager ni le relèvement des cotisations – les prélevements obligatoires étant déjà trop lourds en France – ni la baisse des taux de retraite par rapport au dernier salaire perçu. Il conviendra donc de travailler autour de la durée des cotisations nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein de la modular en fonction de la nature des tâches, de leur pénibilité au cours de la vie professionnelle. Cela permet de prévoir un système beaucoup plus juste que la retraite française actuelle, marquée par une cessation d'activité uniforme légalement fixée théoriquement à soixante ans. Il s'agit pour nous d'introduire de la souplesse par l'adaptation des modes de calcul aux réalités qui entourent l'exercice de la vie active des salariés. Cette réforme devrait être étendue au-delà de 60 ans, voire 55 ou 50 ans, et se trouvent brutalement exclus de toute activité professionnelle sans l'avoir souhaité, pour certains. Il faut aussi, évidemment, se donner les moyens d'augmenter la population active, notamment au travers d'une croissance plus forte. En ce qui concerne les solutions à plus long terme, il faut mettre en œuvre dès maintenant des fonds de pension et des systèmes de retraite complémentaires.

Philippe Séguin – Dans les années à venir, il sera peu raisonnable de laisser inchangée l'une ou l'autre des composantes du mode de calcul des retraites par répartition : ce serait faire supporter injustement tous les efforts sur une partie de la population en se privant, par ailleurs, de toutes les marges de manœuvre possibles. Mais il est certain que la durée de cotisation – et donc, nécessairement, l'âge de départ en retraite – doit être une variable d'ajustement envisagée. C'est celle qui semble la plus juste et la plus cohérente, car elle correspond à une évolution démographique : l'allongement de l'espérance de vie – elle-même à l'origine de la fragilité financière de la répartition.

François Hollande

Alain Madelin – Il n'y a pas de potion magique ni de remède unique pour sauver nos retraites. Il faudra nécessairement combiner l'allongement des durées de cotisation, la modification des règles de calcul des pensions, la création d'un marché du travail pour les travailleurs plus âgés qui sont aujourd'hui mis à la retraite du jour au lendemain à 60 ans, voire 55 ou 50 ans, et se trouvent brutalement exclus de toute activité professionnelle sans l'avoir souhaité, pour certains. Il faut aussi, évidemment, se donner les moyens d'augmenter la population active, notamment au travers d'une croissance plus forte. En ce qui concerne les solutions à plus long terme, il faut mettre en œuvre dès maintenant des fonds de pension et des systèmes de retraite complémentaires.

Philippe Séguin – Dans les années à venir, il sera peu raisonnable de laisser inchangée l'une ou l'autre des composantes du mode de calcul des retraites par répartition : ce serait faire supporter injustement tous les efforts sur une partie de la population en se privant, par ailleurs, de toutes les marges de manœuvre possibles. Mais il est certain que la durée de cotisation – et donc, nécessairement, l'âge de départ en retraite – doit être une variable d'ajustement envisagée. C'est celle qui semble la plus juste et la plus cohérente, car elle correspond à une évolution démographique : l'allongement de l'espérance de vie – elle-même à l'origine de la fragilité financière de la répartition.

Robert Hue – Les politiques de l'emploi qui sont succédé ces deux dernières décennies ont eu quasiment pour unique objectif l'allègement des cotisations et des contributions sociales des entreprises. Le résultat est là : moins de

### 2. L'instauration d'un fonds de réserve

« La loi de financement de la Sécurité sociale pour 1999 a instauré un fonds de garantie des retraites, dans lequel 2 milliards de francs ont été versés. Apportez-vous cette décision ?

François Bayrou – Deux milliards de francs, c'est une pluasante. C'est plusieurs milliards de fois moins que ce qu'il faudrait. Ou bien ce fonds reste à la hauteur de quelques milliards, et il sera un sujet de dérisions dans quelques années, ou bien il est alimenté de ressources conséquentes. Je n'y crois guère. Mais encore une fois, ce seront des ressources capitalisées entre les mains de l'Etat : il s'agit là d'un véritable risque, car les impératifs d'un budget toujours impératif passeront sans doute avant l'objectif de financement des retraites.

François Hollande – Ce fonds de réserve avait été proposé par Pierre Bérégovoy dès 1992 : comment voudriez-vous que nous ne l'approvions pas aujourd'hui ? Bien sûr, la dotation actuelle demeure insuffisante. Bientôt, la réforme des caisses d'épargne portera la somme à 20 milliards. Si

d'autres ouvertures de capital d'entreprises publiques sont décidées, elles viendront abonder le fonds. La majorité précédente aurait été bien inspirée d'affecter les recettes des privatisations qu'elle a gaspillées en dépenses de fonctionnement. On peut également imaginer l'affectation de ressources fiscales ou parafiscales fondées sur le principe de solidarité.

**« Encore une fois, ce seront des ressources capitalisées entre les mains de l'Etat »**

François Bayrou

Robert Hue – L'idée n'est pas à rejeter. Mais il doit s'agir de garantir le système par répartition, et non pas de créer un fonds de capitalisation déguisé. Je propose qu'il contribue à garantir l'essor de la

base cotisante du système par répartition, en favorisant le développement de l'emploi et des qualifications. Une cotisation additionnelle sur les produits financiers des entreprises et des institutions financières peut être instituée, et affectée à ce fonds.

Alain Madelin – En 1992, j'avais approuvé la proposition de Pierre Bérégovoy de créer un fonds d'« épargne » des retraites alimenté par les recettes des privatisations. Je reste favorable à cette idée, mais le fonds créé par le gouvernement Jospin et la modestie des sommes qu'il y ait affectées ne sont pas à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi j'ai proposé que l'on engage sur plusieurs années la privatisation de grandes entreprises, à commencer par EDF, dont une part importante des recettes de privatisation pourraient être affectées à ce fonds.

Philippe Séguin – En regard des projections du Plan, la constitution de ce fonds doté de 2 milliards de francs a quelque chose de dérisoire, si ce n'est indécent. Si on ne peut qu'approuver la constitution de réserves destinées à appor-



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

**MARINE** Dans les ports français, de plus en plus de bateaux étrangers sont bloqués pendant des mois, voire des années, pour cause de vétusté, de difficultés financières en-

trainant leur abandon par les sociétés propriétaires. Les marins en sont les premières victimes : dans l'attente de leurs salaires et d'un hypothétique rapatriement vers leur

pays d'origine, ils survivent grâce au soutien des associations caritatives.

● **QUATRE NAVIRES** sont actuellement oubliés dans les ports et la

France se heurte à la dimension in-

ternationale des procédures et à la lourdeur de son système judiciaire. Le 14 janvier, la CFDT a écrit au premier ministre, Lionel Jospin, pour l'alerter. ● **LE GOUVERNEMENT** s'ap-

prête, cependant, à débloquer, dans

la

plus grande discréetion, 500 000 francs (76 220 euros) pour l'équipage du *Kifangondo*, un cargo bloqué au Havre depuis cinq ans.

# Dans les ports, des marins prisonniers de leurs navires abandonnés

Quatre bateaux étrangers sont actuellement bloqués en France, pour cause de vétusté ou de difficultés financières. Leurs équipages survivent sans salaire grâce aux associations humanitaires. Le gouvernement tente de trouver une solution à ces situations de détresse

**L'OSCAR-JUPITER** à Nantes, le *Baltiskiy-22* à Tréguier, le *Kifangondo* au Havre et maintenant le *City-of-London* à Marseille... Les ports français n'en finissent plus d'héberger des bateaux étrangers bloqués pendant des mois, voire des années, pour cause de vétusté ou de difficultés financières. Le phénomène n'est pas récent mais il s'est accentué avec la décomposition des flottes d'Etat, en Afrique et dans les ex-pays communistes. Les pratiques en vigueur dans le milieu maritime - pavillons de complaisance, armateurs insatisfaits... - ajoutent à la complexité des problèmes posés par ces navires oubliés. Les premières victimes sont les marins : dans l'attente de leurs salaires et d'un hypothétique rapatriement, ils survivent tant bien que mal, grâce au soutien des associations caritatives.

En juin 1997, le syndicat international des marins (International Transport Workers Federation (ITF)) avait relevé 119 cas d'« équipages abandonnés » - soit 744 personnes - à travers le monde, d'is-

tanbul à Bombay, de Karachi à Rotterdam. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer et la France, du fait de sa situation géographique et de sa tradition d'aide humanitaire, figure parmi les principaux points de fixation.

Les motifs d'immobilisation sont variables. Ainsi, arrive-t-il que les autorités françaises, en application des conventions internationales, obligent un armateur à effectuer des réparations sur un bateau jugé dangereux. S'il s'exécute, celui-ci peut repartir ; s'il ne le fait pas, faute de volonté ou de moyens, il ne repart pas. Or la crise est telle, dans certaines régions du monde, que les rafiotis hors d'âge, poussés jusqu'à leur dernier souffle, sont de plus en plus nombreux ; les propriétaires eux-mêmes finissent par s'en désintéresser.

Second cas de figure : les navires ont l'objet de salaire, à la demande de tel ou tel créancier. Si les tribunaux français se déclarent compétents - ce qui n'est pas systématique -, de longues batailles juridiques s'engagent, qui peuvent aboutir à la vente aux enchères du

bateau concerné. Souvent, les équipages se retrouvent donc piégés, contraints de patienter s'ils veulent être payés après la vente. Les plus vulnérables sont ceux du tiers-monde et de l'ex-URSS, main-d'œuvre bon marché et corvéable à merci. Afin d'aider ces hommes qualifiés de « nouveaux esclaves » lors d'un colloque organisé au printemps 1998 à Nantes, une ré-

maines, turcs ou sierra-leonais avaient attendu six mois avant la vente amiable de leur cargo. L'année suivante, toujours à Marseille, les douze Birmanes et Coréens du *Hassel* ont patienté quatorze mois avant la vente judiciaire de ce « chimique ». Leurs salaires sont restés bloqués dix-huit mois après la vente. En 1998, le *Beloostrov*, un porte-conteneur russe, a été bloqué

« Ici, il faut deux ans pour résoudre un problème. En Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, il faut trois ou quatre mois ! »

dération des associations d'accueil de marins (FAAM) a vu le jour et dispose de relais dans presque tous les ports français.

La France, où quatre navires sont actuellement bloqués, est confrontée à deux obstacles : la dimension internationale des procédures et la lourdeur de son système judiciaire. En 1995, à Marseille, l'*Africa* et ses quatorze marins rou-

quent pour cause de faillite de la société armatrice. La vente a eu lieu un an et demi plus tard...

Le représentant du syndicat ITF à Paris, James Smith, s'insurge contre ces délais : « Ici, il faut deux ans pour résoudre un problème. En Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, il faut trois ou quatre mois ! Nous nous heurtons aussi à des difficultés de coordination. Il est difficile de savoir

à qui s'adresser car plusieurs administrations peuvent être concernées, les transports mais aussi les affaires étrangères et le budget. » Selon M. Smith, la France ne devrait pas seulement « réformer ses propres structures », elle devrait aussi s'imposer comme un « moteur sur le plan international ».

Le 14 janvier, la CFDT a écrit au

premier ministre, Lionel Jospin, pour l'alerter. « Nous trouvons scandaleux, écrivaient plusieurs syndicalistes, que le gouvernement se contente de laisser les marins abandonnés dépendre d'une assistance humanitaire qui s'avère souvent insuffisante : cela semble être prétexte à ne rien faire pour établir de vraies réformes. Il est temps que le dispositif judiciaire de notre profession maritime (...) Les procédures juridiques françaises sont ridiculisées : elles durent beaucoup trop longtemps (...) et les décisions des tribunaux ne sont pas forcément des réformes. »

Pour le gouvernement, le sujet est délicat. Si l'appétit à débloquer 500 000 francs (76 220 €) en faveur des marins du *Kifangondo*, un cargo bloqué au Havre depuis cinq ans (lire ci-dessous), c'est avec une infime prudence. La France n'entend pas suppléer les employeurs défaillants et courir le risque de devenir un « pot de miel », selon l'expression d'un spécialiste de ces questions. La solution, si solution il y a, passe par une mise à plat de l'ensemble du dossier et par une coopération internationale accrue.

A l'initiative du ministre des transports, Jean-Claude Gayssot,

un groupe de travail a été créé en octobre 1998, qui devrait rendre un rapport à la fin du mois de mars. Le

président de ce groupe, Jean-Marie Gilory, conseiller à la direction des affaires maritimes et des gens de mer, regrette, lui aussi, la « lenteur » de la justice. A l'entendre, les interventions auprès de la garde des sceaux afin d'accélérer les procédures n'ont pas été suivies d'effets.

« Notre réglementation n'est plus en phase avec son époque », constate également M. Gilory. Dès lors, quelles sont les solutions envisageables ? Diverses mesures sont à l'étude : l'instauration d'un fonds de garantie international, qui permettrait de payer les marins en toute circonstance ; un système d'assurance obligatoire contracté par les armateurs ; ou encore, la création d'un fichier centralisé, dans le cadre du programme européen Equisat (European Quality Shipping) - les navires figurant sur cette « liste noire » se verront interdire l'accès aux ports européens, destinations incontournables pour tous les armateurs...

Sans doute conviendrait-il également d'appliquer les textes déjà rédigés. Ainsi existe-t-il une convention qui accorde aux marins le statut de créanciers prioritaires en cas de saisie de leur bateau. En théorie, ils devraient donc percevoir leur dû avant tout autre créancier.

Cette convention date de 1993, mais elle n'a jamais été appliquée. Selon M. Gilory, ni la France ni ses partenaires ne l'ont ratifiée...

Michel Samson Philippe Broussard

## A Marseille, les damnés du « City-of-London » demandent la saisie de leur navire

**MARSEILLE** de notre correspondant régional

Au bout des sept kilomètres de la ligne du large, le *City-of-London*, 86 mètres de coque grise tavelée de rouille, attend dans les rafales, abandonné par son propriétaire, la Star Shipping and Trading Company, basée à Londres. Alexandre Shulga, son capitaine russe, qui fut footballeur professionnel dans une autre vie, reçoit derrière son bureau de l'ormière ébréchée : TMRA, son chat gris tigré qui a embarqué avec lui il y a dix-huit mois, vient se blottir sur les banquettes de Skai râpées.

M. Shulga raconte alors, dans un sabir anglo-russe, les mésaventures de son cargo vrachier, immatriculé par complaisance à Belize (Amérique centrale). Le dernier voyage l'a conduit de Bulgarie à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), où il a déchargé, fin novembre 1998, ses sorties remplies de nitrate d'ammonium. Depuis, il n'a plus reçu qu'un seul ordre ni un seul dollar du propriétaire sri-lankais, qu'il n'a jamais vu. Son équipage n'a rien touché depuis six mois, si

ce n'est 100 dollars remis à Istanbul, en octobre 1998, par un représentant de l'armateur.

La cambuse, qui permettait de nourrir les onze marins et la femme du capitaine dans un mess aux tables posées, est arrivée à épuisement depuis quinze jours. La solidarité organisée par l'Association marseillaise des amis des marins (AMAM), liée à la mission catholique de la mer, permet de survivre grâce aux dons de la Banque alimentaire. Le combustible, l'eau et l'huile de graisse sont désormais fournis par le Port autonome de Marseille (PAM) afin d'éviter une avarie mortelle du *City-of-London*. Les élèves de l'école de la marine marchande se sont aussi mobilisés pour aider les abandonnés.

Six Lettons, un Lituanien, trois Sri-Lankais et deux Russes composent cet équipage de fortune, cloué dans ce bateau fantôme construit il y a vingt-sept ans en Angleterre. Six autres cadets sri-lankais, embarqués à Malte, probablement contre un bakchich, ont, dès les premiers jours,

disparu ou ne sait où. Ces damnés de la mer se font peu d'illusions sur leur sort : si l'armateur ne donne plus signe de vie, il leur faudra alors attendre la vente judiciaire de leur navire - ce qui prend des années quand il est en bon état - pour espérer toucher les quelques sous qui leur permettront de repartir chez eux.

### FONDS DE SOLIDARITÉ

« L'état de leur bateau leur laisse peu de place », dit le président de l'AMAM, Louis Hug. D'ailleurs, en cas de vente, ils ne seraient pas les premiers créanciers remboursés : les droits de port ou de douane passent avant. C'est pourquoi ils ont entamé une démarche avec leur avocat, M. Danny Cohen, afin de demander la saisie de leur propre navire : la démarche auprès du tribunal de commerce vient d'aboutir et un huissier est venu à bord la signifier. Leurs amis veulent à tout prix éviter que ce ne se reproduise ce qui arrive au Havre, où le *Kifangondo* pourrit depuis cinq ans (lire ci-dessous).

Le fonds de solidarité dont dispose l'AMAM, alimenté par des dons du Comité catholique contre la faim et pour le développement, quelques armateurs, le PAM, la ville et le conseil régional, permet d'envisager une aide pour un retour au pays, guère plus. Heureusement, l'Office international des migrations a entamé des démarches pour le rapatriement de six marins, cinq Lettons et un Sri-Lankais, vers leur pays d'origine.

« They are good men, good men », dit le mécanicien italien, Vladimir Sipilov, en vareuse maculée, à propos des bénévoles de l'AMAM et du Père Tangui, qui vient les voir chaque jour. Et il fait visiter la salle des machines aux odeurs grasses où il s'efforce de maintenir en marche les gros moteurs Diesel. Au poste de commandement, une pauvre gravure de Nicolas Oogden, saint patron des marins russes, veille sur le navire et ses marins perdus dans le mistral glacial.

Leurs amis veulent à tout prix éviter que ce ne se reproduise ce qui arrive au Havre, où le *Kifangondo* pourrit depuis cinq ans (lire ci-dessous).

Michel Samson

Philippe Broussard

## La France s'engage à payer les marins angolais du « Kifangondo », oublié au Havre

**LE HAVRE** de notre envoyé spécial Sur le port du Havre, le *Kifangondo* fait désormais partie du décor. Plus personne ne s'étonne de voir

**REPORTAGE** A hauteur du hangar 56, une épave où vivotent quatre matelots sans le sou

ceux, à hauteur du hangar 56. Il a fait l'objet de tant de procédures judiciaires, de tant de tractations plus ou moins discrètes, que son histoire, entre imbroglio juridique et drame humain, est devenue emblématique.

Cette épave, où vivotent quatre marins sans le sou, appartient théoriquement à la société maritime angolaise, Angonave. Pris dans une tempête en baie de Sotome en janvier 1994, le *Kifangondo* avait été remorqué jusqu'au port normand, avec l'obligation d'effectuer des travaux de réparation. Or Angonave, en pleine déroute financière, n'a jamais effectué ces réparations. A son initiative, divers équipages se sont tout

de même succédé à bord, afin d'assurer une sorte de « gardiennage ». Certains marins, qui se sont dans le groupe d'origine ou dans la première « relève », ont été payés, ce qui leur a permis de rentrer à Luanda. Mais ces salaires n'ont été versés qu'au terme de longues négociations et dans des conditions parfois rocambolesques. Fin 1996, l'avocat havrais Alain Michel avait dû se rendre à l'ambassade d'Angola à Paris afin de récupérer une valise remplie de dollars, l'équivalent de 903 000 francs (137 661 euros) en espèces...

### MANŒUVRES AUTOUR DU CARGO

C'est le dernier équipage en date qui pose problème. Ces quatre hommes, arrivés en janvier 1997 sans avoir été informés des « épisodes » précédents, n'ont pas été payés depuis le mois d'avril de la même année. La société Angonave, désormais à l'agonie, les a abandonnés. Comme ils n'avaient pas les moyens de repartir chez eux en avion, ils sont restés au Havre, espérant obtenir gain de cause en justice. « Nous ne rentrons qu'avec nos salaires », affirment-ils.

A bord, chacun dispose de sa propre cabine, un « chez-soi » sans eau chaude, où l'on se sent vite à l'étroit. Des organisations humanitaires, en particulier la Mission de la mer, Médecins du monde et l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés du Havre (Astib) les aident à survivre. Des lycéens leur ont fourni des vélos. L'Union maritime CFDT et M. Alain Michel les conseillent dans leurs démarches. Outre les lourdeurs judi-

ciaires, leur principal motif d'indignation concerne les manœuvres constatées autour du cargo. La vente aux enchères, qui aurait peut-être permis d'obtenir des fonds, a en effet été reportée à plusieurs reprises. A chaque fois, d'autres créanciers, français et étrangers, se sont manifestés au dernier moment et Angonave les a remboursés sans avoir à vendre le bateau.

Au total, 25 millions de francs de créances (3,81 millions d'euros) ont

ainsi été honorés en quatre ans et demi. Mais sans un sou pour l'équipage ! Dénonçant cette « injustice », le syndicat International Transport Workers Federation (ITF) s'est interrogé dans l'un de ses bulletins : « Bien que condamnée à plusieurs reprises par la justice française, la compagnie Angonave est toujours débrouillée pour échapper à la mise en vente du navire. (...) S'agira-t-il d'opérations de blanchiment d'argent ? » D'autres syndicalistes, à la CFDT, ont soupçonné le gouvernement de vouloir ménager l'Angola, un pays riche en ressources pétrolières.

Aujourd'hui, alors qu'une nouvelle tentative de vente aux enchères est prévue le 25 février, une issue est néanmoins en vue puisque la France se dit prête à débloquer 500 000 francs (76 224 euros). Cette somme couvrirait les salaires et les billets d'avion. Les ministères concernés, transports et budget, se sont récemment engagés en ce sens mais l'opération s'avère délicate et oblige à la discrétion. Paris ne veut pas créer un

« naufrage » du *Kifangondo*. En attendant, ceux-ci s'impatientent. Ils prennent des cours de français et écoutent à la radio les nouvelles d'un pays en guerre. Deux d'entre eux, Manuel et Miguel, n'ont jamais vu leurs derniers enfants, nés quelques mois après leur départ...

P. Br.

### VENTES PAR SÉDÉNATION

2 APPARTEMENTS à PARIS 16<sup>ème</sup> 21-21 bis et 23, rue du Bouquet de Longchamp

1<sup>er</sup> lot : Au 4<sup>ème</sup> étage, 4/5 Pièces - Cave et parking

2<sup>ème</sup> lot : Au 5<sup>ème</sup> étage, 4/5 Pièces - Cave et parking

MISES A PRIX : 2.000.000 F ch.

S'adresser à Maître J. WEISZ, Avocat à PARIS 15<sup>ème</sup>, 101, avenue de Suffren - Tél : 01.43.06.71.99  
Au Greffe du Tribunal de Grande instance de PARIS  
Visites le 5 Mars 1999 de 11h à 12h et le 9 Mars 1999 de 10h à 11h

9.1 Vente sur saisie au Palais de Justice de CRETEIL  
Jundi 11 Mars 1999 à 14h 30 - En deux lots

APPARTEMENT à NOGENT S/MARNE  
53 bis, Rue Marceau - B. au 2<sup>ème</sup> étage

(60 m<sup>2</sup> environ) - Sous-sol : CAVE

MISE A PRIX : 350.000 F

S'adr. à Me Marie CORNELIE-WEIL, Avocat, 16, Rue Paul Bert à NOGENT-SUR-MARNE (94) - Tél : 01.43.94.28.42  
Me Jean-Marc BENHAMOU, Avocat à PARIS 17<sup>ème</sup>, 3, Rue de Logelbach - Tél : 01.44.15.94.00

**NATEXIS MULTIDEVISSES</**

## Trois anciens cadres du PS mis en examen dans l'affaire Destrade

Les cahiers de notes d'un ancien dirigeant d'un groupe de grande distribution, saisis au cours de l'enquête sur un éventuel financement occulte du Parti socialiste, pourraient impliquer d'autres formations politiques

Le juge d'instruction de Pau Thierry Pons a mis en examen pour « recel de trafic d'influence », le 5 février, trois anciens cadres financiers du Parti socialiste. Ces poursuites interviennent dans le cours de l'affaire

QUATRE MOIS après la mise en examen d'Henri Emmanuel, l'enquête sur les malversations attribuées à l'ancien député (PS) des Pyrénées-Atlantiques Jean-Pierre Destrade continue d'explorer la piste d'un financement politique occulte. Le juge d'instruction de Pau, Thierry Pons, a adressé, le 5 février, des avis de mise en examen pour « recel de trafic d'influence » à trois anciens cadres du Parti socialiste, chargé à divers titres des questions financières : Laurent Azoulay et Aissa Kheïfa, délégués généraux successifs auprès du trésorier du parti, et Gérard Peybernes, qui dirigea l'association officielle de financement du PS, créée en 1990 après l'adoption de la nouvelle loi sur le financement des partis politiques.

Ces mises en examen apparaissent consécutives aux déclarations de M. Destrade, qui assure, depuis quatre ans, avoir servi de « correspondant » au PS auprès des groupes de la grande distribution. Mis en examen pour « escroquerie, recel d'abus de biens sociaux, faux en écriture privée et trafic d'influence », l'ancien député devait écrire, le 29 août 1995, alors qu'il se trouvait en détention provisoire, un long récit en forme de confes-

Destrade, du nom de l'ancien député (PS) et conseiller général des Pyrénées-Atlantiques Jean-Pierre Destrade, soupçonné d'avoir servi de « correspondant » de son parti auprès des grands groupes de distribution commerciale,

dans le but de récolter des fonds. Mis en cause par l'ex-député, Henri Emmanuel avait été mis en examen, le 15 octobre 1998. Lors d'une perquisition effectuée la semaine dernière par la brigade financière de Bor-

deaux, des documents évoquant des opérations financières suspectes ont été saisis chez un ancien dirigeant du groupe Promodes. Ils pourraient mettre en cause d'autres partis politiques, de droite et de gauche.

### DÉPÔTS D'ARGENT LIQUIDE

Ayant siégé au sein de la Commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC) de 1981 à 1988, M. Destrade continuait d'explorer la piste d'un financement politique occulte. Le juge d'instruction de Pau, Thierry Pons, a adressé, le 5 février, des avis de mise en examen pour « recel de trafic d'influence » à trois anciens cadres du Parti socialiste, chargé à divers titres des questions financières : Laurent Azoulay et Aissa Kheïfa, délégués généraux successifs auprès du trésorier du parti, et Gérard Peybernes, qui dirigea l'association officielle de financement du PS, créée en 1990 après l'adoption de la nouvelle loi sur le financement des partis politiques.

Ces mises en examen apparaissent consécutives aux déclarations de M. Destrade, qui assure, depuis quatre ans, avoir servi de « correspondant » au PS auprès des groupes de la grande distribution. Mis en examen pour « escroquerie, recel d'abus de biens sociaux, faux en écriture privée et trafic d'influence », l'ancien député devait écrire, le 29 août 1995, alors qu'il se trouvait en détention provisoire, un long récit en forme de confes-

« Je suis impatient d'être confronté à M. Destrade, afin que la vérité

puisse être établie », a déclaré au Monde M. Azoulay, qui n'exerce plus de fonctions au sein du PS. Lors d'une perquisition au siège du parti, le 23 septembre 1998, les enquêteurs avaient saisi plusieurs documents internes dont il était l'auteur, décrivant la situation préoccupante des finances du PS. Dans l'un de ces documents, daté du 4 octobre 1994 et adressé à M. Emmanuel, M. Azoulay s'inquiétait notamment du train de vie excessif du parti, au moment où les fournisseurs ne pouvaient pas être payés. « Les entreprises avaient pris un engagement moral avec Urba qui n'a pas été reporté sur l'Association de financement du PS », déplore-t-il, faisant allusion à l'ancien bureau d'études, dissous au terme d'une succession d'enquêtes judiciaires. Il estime, en outre, nécessaire de demander aux fédérations du PS de « solliciter à nouveau les entreprises ». Les archives du PS, consultées par les policiers, attestent que plusieurs gestionnaires de centres commerciaux cités dans l'instruction avaient acheté des stands au congrès de Rennes, en 1990. Une

trantaine de dirigeants de groupes de distribution et d'intermédiaires spécialisés ont été mis en examen dans ce dossier. Aucun d'entre eux n'a, à ce jour, confirmé l'existence d'un véritable système de financement politique.

Ancien directeur des relations extérieures de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE), M. Peybernes s'est trouvé impliqué dans l'affaire de fausses factures qui avait frappé, en 1989, ce groupe de bâti-ment et de travaux publics, mais il avait bénéficié de la loi d'amnistie. Nommé ensuite directeur financier de la structure officielle chargée de collecter les fonds du PS, il aurait été « informé », selon M. Destrade, de l'existence de contributions clandestines des grands distributeurs au financement du parti. Questionné par le juge Pons, le 12 janvier 1999, M. Emmanuel a nié avec vigueur avoir confié une telle mission à M. Destrade, qu'il avait néanmoins appelé à ses côtés en 1992, au titre de « conseiller technique », après son élection à la présidence de l'Assemblée nationale.

« Je réfute toute idée de pacte qui

a aurait été passé [entre les groupes de distribution et le PS] », a déclaré l'ancien trésorier du PS. La découverte de nouveaux documents, lors d'une perquisition conduite la semaine dernière dans la région lilloise, pourrait orienter les enquêteurs vers d'autres pistes politiques. Au domicile d'un ancien dirigeant du groupe Promodes, les enquêteurs ont saisi trois grands cahiers de notes, recensant certaines opérations financières au cours des années 1991, 1992 et 1993. En voyage à l'étranger, celui-ci n'a pu être interrogé sur le détail de ses annotations, qui mettraient en évidence de nombreux versements susceptibles d'intéresser l'enquête, au profit de formations politiques de gauche et de droite. Dans sa lettre du mois d'août 1994, M. Destrade avait lui-même indiqué qu'il avait, dans l'exercice de sa « mission », « fait connaissance avec les pourvoyeurs du financement occulte du PS des autres formations politiques (RPR et PR notamment). »

Jacques Follorou et Hervé Gatetgno

## Une équipe de braqueurs devant la cour d'assises du Tarn

### ALBI

de notre envoyé spécial

Le petit tribunal d'Albi est presque en état de siège. La cour d'assises voit comparaître ceux que l'on appelle ici, avec un brin d'effroi, le « gang des Corses ». Une cinquantaine de policiers assistés de chiens filtrent les entrées et fouillent le public, tandis le Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) a été mobilisé. Un périmètre de sécurité a été établi autour du palais de justice jusqu'au 5 mars, date prévue de la fin des audiences. Sous la tribune du président de la cour s'étoile un arsenal impressionnant d'armes de guerre et de munitions. Ces pièces à conviction rappellent la série d'attaques à main armée contre des agences bancaires de la région, entre les mois d'août et d'octobre 1994.

A chaque fois, le même scénario se reproduisait : des hommes entraient dans une banque à visage découvert, mais grimés de postiches, et se faisaient remettre contenus des coffres sous la menace de leurs armes, sans oublier d'emporter la cassette vidéo des caméras de surveillance. Plusieurs témoins ont souligné « l'accent corsé » ou seulement « méridional » de certains assaillants. La bande avait une préférence pour des villes moyennes du Tarn, de l'Aveyron et de l'Ariège, voire pour deux petites localités de la Drôme et de l'Isère.

Pour la première journée d'audience, lundi 22 février, la cour a examiné les relations entre les deux seuls braqueurs - sur cinq identifiés - présents dans le box : Ange Federici, présenté comme le chef du gang, et Jean-Pierre Louadoudi, son lieutenant dans le Tarn. Deux accusés corses et un toulonnais, arrêtés puis remis en liberté, ont préféré ne pas se présenter à Albi. Un troisième accusé corsé, mis en cause dans un autre braquage avec Ange Federici, avait déjà pris le maquis pendant l'instruction.

Ancien parachutiste engagé aux Comores aux côtés du mercenaire Bob Denard, Jean-Pierre Louadoudi est né dans le nord de la France dans une famille de dix-sept enfants. Il connaît la région d'Albi pour y avoir été instructeur avant de déserter l'armée. Il revient en France après un grave accident de voiture qui lui interdit de sauter en parachute et ouvre un vidéo-club à

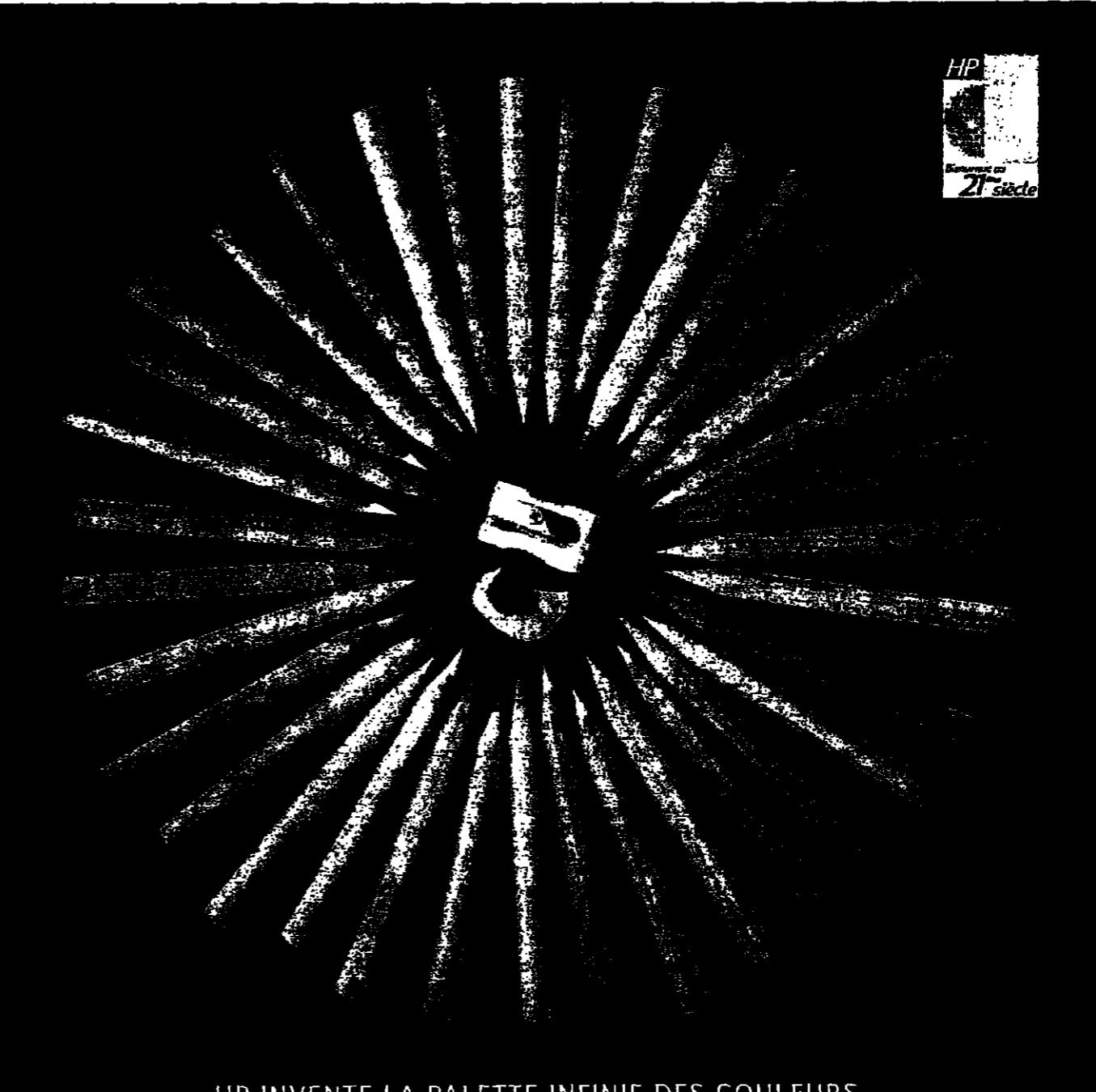
Gaillac (Tarn), sans succès. Déjà condamné pour trafic de drogue, il reconnaît avoir fourni des armes au gang, mais nie toute participation directe aux attaques, bien qu'il ait été reconnu par des témoins. Les enquêteurs ont aussi découvert un trésor de guerre qu'il avait laissé en dépôt à Montélimar chez l'un de ses frères, ancien militaire et légionnaire : huit fusils d'assaut, des fusils à pompe, des revolvers et des pistolets avec leur munitions, et même une mitrailleuse et un lance-roquettes. Interrogé sur la provenance d'un tel arsenal, Jean-Pierre Louadoudi finit par avouer qu'il est en relation avec Ange Federici et se vantera d'être son ami.

### MENTEURS

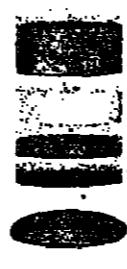
Condamné à sept reprises pour divers vols à main armée, Ange Federici est resté muet depuis le début de l'instruction, se contentant de nier toute implication et traitant ses co-inculpés de « menteurs ». Les enquêteurs n'ont pas jugé utile de le confronter aux autres accusés. Vêtu d'un blouson de montagne, les cheveux mi-longs, il se présente comme élève de moutons. Le maire de son village natal de Venzelasca (Haute-Corse) le définit comme « gentil et très serviable ». Ce n'est pas exactement le portrait brossé par l'arrêt de renvoi, qui le considère comme « le chef de cette association de malfaiteurs, celui qui est partout mais qui terrorise tellement ses lieutenants les plus aguerris qu'ils préfèrent endosser l'entièreté de la responsabilité plutôt que de parler ».

Au premier jour d'audience, Federici et Louadoudi n'ont échangé ni paroles, ni regards. Un ancien légionnaire, Gilles Froel, très attaché à Louadoudi qui lui avait sauvé la vie aux Comores, est aussi présent dans le box. Il avait été recruté par Louadoudi comme homme de main après la série de braquages de 1994. Mais toutes les tentatives des deux hommes pour continuer les attaques de banques, après l'arrestation de Federici en janvier 1995, ont avorté. Vont-ils être jugés une vingtaine de personnes qui comparaissent la plupart, librement, pour « association de malfaiteurs ». Un couple de jeunes Tamais, accusé de recel, a été autorisé par le président Philippe Bélemer à rejoindre les rangs du public, après avoir passé une nuit à la maison d'arrêt d'Albi. Dans le box des accusés, il ne reste donc plus qu'un Corse muet et deux mercenaires à la dérive.

Stéphane Thépot



HP INVENTE LA PALETTE INFINIE DES COULEURS.



HP invente la technologie de superposition des couleurs. Vous aurez beau chercher, vous ne trouverez pas d'imprimante qui vous offre des couleurs comparables à celles de nos imprimantes jet d'encre et Laser. Pour des couleurs encore plus vives, nous avons doté nos HP Color LaserJet du système HP ImageREt (superposition des points) et nos imprimantes jet d'encre de la technologie HP PhotoREt jusqu'à 16 gouttes d'encre superposées dans chaque



pixel. Il n'est donc pas étonnant que, même sur papier ordinaire et à une vitesse allant jusqu'à 6 pleines pages couleur par minute, elles soient capables de reproduire pratiquement tous les dégradés perceptibles par l'œil humain. Au final, la qualité de l'image que vous obtenez est digne d'une photo. Et si vous n'avez pas encore de HP, notre palette d'imprimantes couleur professionnelles est si étendue que vous y trouverez forcément votre bonheur.

**hp**  
HEWLETT  
PACKARD  
Expanding Possibilities®

HP. Et tout devient possible.

1 fait  
aines  
27 té-  
e mo-  
et dé-  
le au  
en tête  
de en  
Après  
de dé-  
i à his-  
i. Marc  
ire es-  
i di ré-  
nagée.  
ille Au-  
Soldini  
bateau.  
ie. Il est  
tage, à  
trs.

page 22

moi, plu-  
r dessus, il ne  
te décret ait-  
d'Air France  
titulé de ce-  
la SFO, de  
de Force ou-  
he a conquis  
trait d'un pa-  
le qui confie,  
rôle ruminant.

Lire page 13

marital 18  
cas de fond 19  
arribé 22  
torpille 25  
anc 26  
de culturel 26  
la télévision 29

## PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

## Trois questions pour la dernière semaine de débats devant la Cour de justice

La deuxième semaine d'audiences, plus dense que la première, a permis de mieux préciser les trois « fautes » reprochées aux ministres par la commission d'instruction. La fin du procès est prévue, après réquisitoire et plaidoiries, pour le vendredi 26 février

**AVEC L'AUDITION** des derniers témoins, mardi 23 février, les observations conclusives des prévenus, le réquisitoire et les plaidoiries, le procès du sang contaminé devant la Cour de justice de la République touche bientôt à sa fin. Il y eut d'ailleurs déjà comme un air de fin de procès, vendredi 19, quand, au terme de l'audience, la défense renonça par anticipation à l'audition programmée de certains des témoins qu'elle avait fait citer et quand la Cour ramena une dernière fois le calendrier des débats au vendredi 26.

Succédant à une cinquantaine de témoignages centrés sur les faits, les dépositions du philosophe Paul Ricœur et de Pierre Mazeaud, membre du Conseil constitutionnel, avaient déjà élargi le débat, l'orientant sur la philosophie des poursuites plutôt que sur les poursuites elles-mêmes, donnant comme un avant-goût de ce que pourraient être le réquisitoire et les plaidoiries : une réflexion portant peut-être moins sur ce qui est reproché aux prévenus que sur la nature des responsabilités engagées, aux confins du pénal et du politique.

Concernant les faits eux-mêmes, deux semaines d'audience ont, dans la confusion tout d'abord, puis avec une certaine densité par la suite, abordé les trois « fautes » reprochées par la commission d'instruction de la Cour de justice, du moins autant que les imperfections de la procédure de cette juridiction d'exception le permettaient.

1. **L'absence de sélection chez les donneurs de sang.** Peu centrale dans l'arrêt de la commission d'instruction qui a renvoyé les ministres devant leurs juges, la question de la sélection chez les donneurs de sang, pour laquelle seul Edmond Hervé est poursuivi, est finalement revenue de manière récurrente au cours des débats.

Evitant la « spécificité française » liée à l'affaire du sang contaminé, le chercheur au CNRS Michel Setbon a notamment expliqué comment des pays européens qui avaient pourtant mis en place le dépistage biologique des dons du sang postérieurement à la France avaient finalement été moins touchés au regard des contaminations post-transfusionnelles parce qu'ils avaient assuré, en amont, un premier barrage en procédant à une sélection stricte

parmi les donneurs de sang. En première ligne, Edmond Hervé a renvoyé la balle dans le camp des médecins, estimant « avoir pris ses responsabilités » en publiant dès le 20 juin 1983, par l'entremise du directeur général de la santé, Jacques Roux, une circulaire préconisant cette sélection. Puis, en faisant établir une lettre de rappel en janvier 1985. Sur ce point, Laurent Fabius a appuyé son ancien secrétaire d'Etat à la santé : « Cela sera une assez grande illusion de penser que, d'une façon générale, parce qu'il y a des directives données par les ministères, celles-ci s'appliquent (...). Dans le rapport entre l'Etat et la réalité de la médecine, on est dépendant de ce qui joue ou ne joue pas les médecins. »

**Des causes culturelles (volonté de ne pas exclure...), associées à l'inconscience du risque, ont été avancées pour justifier la poursuite des prélevements**

Cependant, l'audience s'est appesantie sur les dysfonctionnements qui ont fait que cette circulaire est restée inappliquée. Notamment, fut souvent évoquée la décision de la directrice de l'administration pénitentiaire



de l'autoriser l'augmentation des collectes dans les prisons, où était concentrée une forte « population à risque ». Ces collectes, qui ont représenté 0,37 % des dons en 1985, ont été à l'origine de 25 % des contaminations cette année-là (les chiffres n'ont jamais été communiqués pour les années antérieures).

**Des causes culturelles (volonté de ne pas exclure...), associées à l'inconscience du risque, ont été avancées pour justifier la poursuite des prélevements**

Netter, la directrice du LNS. Mais, au cours d'une déposition attendue, François Gros, conseiller scientifique de Laurent Fabius, a déclaré clairement l'ancien premier ministre de cette intention. Du coup, la démonstration de Laurent Fabius visant à montrer qu'il avait agi avec sévérité, à chaque fois qu'il avait été saisi, n'a souffert apparemment d'aucune incohérence. Son directeur de cabinet, Louis Schweitzer, a estimé en résumé que l'intervention du premier ministre avait été finalement « utile, mais pas nécessaire ».

2. **Les retards dans la mise en œuvre du dépistage.** Restituée dans la chaîne des événements, la question du dépistage biologique du virus de l'immunodéficience (VIH) dans les dons de sang, pour laquelle sont poursuivis les trois ministres, a débouché sur un aveu de plusieurs témoins. Il y eut effectivement intention de favoriser le test français au détriment de son concurrent américain Abbott, dont on demanda le blocage du dossier au Laboratoire national de la santé (LNS). « Quelques jours », a indiqué le professeur Roux. « Quelques jours », a soufflé Robert

Netter, le directeur du LNS. Mais, au cours d'une déposition attendue, François Gros, conseiller scientifique de Laurent Fabius, a déclaré clairement l'ancien premier ministre de cette intention. Du coup, la démonstration de Laurent Fabius visant à montrer qu'il avait agi avec sévérité, à chaque fois qu'il avait été saisi, n'a souffert apparemment d'aucune incohérence. Son directeur de cabinet, Louis Schweitzer, a estimé en résumé que l'intervention du premier ministre avait été finalement « utile, mais pas nécessaire ».

De même, Georgina Dufoux a eu beau jeu, via ses conseillers, de montrer que ses services, une fois saisis, n'avaient pas retardé le processus, dans le temps administratif requis, pour mettre en place les mesures de financement et avancer de deux mois la date prévue pour la généralisation du dispositif. Pour ne pas être taxée de favoritisme, elle a également fait valoir qu'un dispositif de conventionnement avec Diagnostics Pasteur avait été abandonné.

En revanche, un important défaut

structurel inhérent au fonctionnement de son ministère a été pointé : l'*« autonomie »* (souhaitée) du secrétariat d'Etat à la santé, déconnectant la prise de conscience du risque sanitaire des mesures de financement et générant alors du retard.

De son côté, interrogé sur des lettres dilatoires visant à retarder l'enregistrement du test Abbott, Edmond Hervé indiqua : « Je ne connaissais pas ces discussions, mais j'assume. » Il a insisté sur la nécessité d'évaluer les tests et assuré finalement que « jamais des considérations financières n'avaient bloqué des décisions d'importance ». L'avocat général a déploré, pour sa part, qu'un dépistage partiel, ciblé par exemple sur les grandes villes, n'ait pas été mis en place plus rapidement.

3. **Les retards dans la « sécurisation » des produits antihématophiliques.** Relativement assez peu abordée au regard des deux sujets précédents, la question de la double distribution, pendant quelques mois, de produits antihématophiliques chauffés et non chauffés, qui résultait de « fautes d'imprudence et de négligence » taft d'Edmond Hervé que de Georgina Dufoux, selon la commission d'instruction, a fait l'objet d'une réponse invariable des deux anciens ministres, à savoir qu'ils n'avaient pas été consultés sur cette question technique. Et qu'elle faisait, selon eux, « l'objet d'un consensus ». Rien n'est encore venu les contredire. Il reste encore à entendre, sur ce point, lecture des dépositions de l'ancien conseiller d'Edmond Hervé, Claude Weissberg.

Restait enfin en suspens, notamment le problème dit du « rappel des transfusés », pour lequel les ministres sont également poursuivis. Abordé par intermittence, ce sujet a été plus particulièrement foulé par Jean-François Girard, le successeur du professeur Roux à la direction générale de la santé. Celui-ci a évidemment critiqué l'arrêt de la commission d'instruction, qui affirme que cette mesure, destinée à éviter la propagation des contaminations, n'a pas été mise en œuvre avant une loi de 1993. Et il a égayé l'affirmation selon laquelle « on ne pouvait pas dire que rien n'avait été fait ».

*Jean-Michel Durmaz*

Dessin : Noëlle Herrenschmidt

## Le président Le Guehenec, transformé, a rendu une forme décente aux audiences

« LE GU » s'est ressaisi. L'affaire, pour lui, avait commencé on ne peut plus mal. L'attitude du président de la Cour de justice de la République (CJR) aura alimenté

### PORTRAIT

Il s'est ressaisi. Il était temps. Personne ne trouvait son compte dans ce caillouage

la chronique du procès du sang contaminé, au point de déporter vers sa personne le centre d'attention légitime. En deux semaines d'audience, Christian Le Guehenec, surnommé « Le Gu » dans le milieu, fut à lui tout seul un théâtre.

Acte I : en 1997, alors président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, Christian Le Guehenec est élu par ses pairs à soixante-huit ans à la présidence de la CJR. Les avocats de Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé redoutent ce haut magistrat dont la réputation de fin juriste est doublée de celle d'un homme classé à droite. Après le pourvoi en cassation concernant le premier procès des docteurs Garretta, Allain, Netter et Roux, il avait commenté l'arrêt de la Cour, ouvrant la voie à des poursuites pour « empoisonnement ». La défense le soupçonne de « vouloir la peau » des ministres socialistes.

Acte II : trois semaines avant le début du procès, Christian Le Guehenec, tout affairé à régler les dernières questions de protocole, déclare ne pas avoir commencé à travailler le dossier : il préfère

« avoir à juger avec une certaine virginité » (*Le Monde* du 9 février). Naturellement, personne n'y croit : il ne peut s'agir que de coquetterie chez ce haut magistrat réputé pour son sérieux et la méticulosité quasi maniaque avec laquelle il se met d'ordinaire à la tâche.

Acte III : c'est donc vrai ? En moins d'une semaine d'audience, la statue du commandeur se fissure gravement. Commencant par annoncer la couleur « surrealiste » de la juridiction qui s'apprête à siéger, le président se livre à une succession de bourses et d'approximations, témoignant d'une incroyable méconnaissance du dossier. Ferait-il son lieutenant Columbo, feignant la naïveté pour mieux refermer le piège ? Dans la salle de report-vélo réservée à la presse, les soupirs se font de plus en plus bruyants lorsque le président « Le Gu » oublie de faire prêter serment à un témoin, évoque la « cour d'assises » à la place de la Cour de justice de la République, ou demande au docteur Garretta, venu témoigner, ce qu'est le CNTS...

Acte IV : les trois jours de suspension d'audience, au terme de la première semaine, ont manifestement été mis à profit. On envisageait la démission de « Le Gu ». Il ouvre l'audience avec calme, sans allusion aux critiques fusant de toute part à son encontre. C'est un président transformé qui apparaît, précis dans ses interventions, plus pertinent dans ses questions, maîtrisant enfin les sigles ou les fonctions des témoins cités à comparaître, et toujours d'une re-

marquable courtoisie. Le week-end a été studieux. Le procès des trois anciens ministres prend une forme décente. Il était temps. Personne ne trouvait son compte dans ce caillouage. Ni les victimes, ni les prévenus, ni la justice, ni la République. Le corps de la magistrature non plus.

■ **RÉEL SOULAGEMENT** Qu'est-il donc arrivé à Christian Le Guehenec ? L'angoisse de ne pouvoir fumer à l'audience pour un homme qui arrache si fébrilement les bouts-filres de ses Philip Morris ? Ou l'inexpérience d'un magistrat qui, habitué aux subtilités juridiques de la Cour de cassation, n'a jamais eu à présider d'audience sur le fond ? Les qualités requises ne sont pas les mêmes. A la Cour de cassation, on juge le droit, pas les faits, qui sont considérés comme acquis. Le débat y est purement formel. Peut-être a-t-il estimé que l'audition des débats, ajoutée à son talent de juriste, suffirait à empêcher l'affaire.

« Le Gu », donc, s'est ressaisi. Au Palais, où les couloirs bruissent d'une douleuruse consternation, on éprouve « un réel soulagement ». « Peut-être n'a-t-il pas su quel ton adopter, entre une présidence trop stricte et une présidence trop lâche », s'interroge l'avocat général. « Il aura plusieurs leçons à tirer, poursuit-il, sur le fonctionnement de la Cour de justice. Pour l'instant, le cauchemar semble avoir pris fin. » Le rideau devait s'ouvrir, mardi 23 février, sur le cinquième acte.

*Marion Van Renterghem*

## Les juges parlementaires sous l'œil vigilant des politiques

INSTRUIT par trois magistrats professionnels, mais aussi par douze parlementaires en majorité de droite, le « procès du sang » peut-il échapper à la vigilance des politiques ? Le procès n'est pas une « affaire parlementaire » assure un élus de Démocratie libérale. « Par pudeur, ça ne nous vient pas à l'idée d'en parler », renchérit un député PS. Mais chassez le naturel, il revient au galop. Pas de dispositif voyant, ni de rencontres officielles mais une veille discrète, à droite comme à gauche.

Des tabous sont d'abord tombés : Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, a constaté que des députés venaient « spontanément » prendre auprès de lui des nouvelles du procès, à l'issue des séances de questions d'actualité à l'Assemblée, mardi 16 et mercredi 17 février. « On ne me regarde plus comme si j'avais quelque chose de souffrant dans ma famille », explique proche de Laurent Fabius.

Le procès ayant un enjeu politique, un député du RPR, qui a des « contacts » réguliers avec des juges parlementaires « de tous bords », surveille le procès comme le fait le feu. Il accepte de s'exprimer, mais sous couvert de l'anonymat. Toute publicité sur les discussions des juges et, plus encore, sur celles qu'ils peuvent avoir avec leurs collègues du Parlement et du parti est « en théorie proscrite ».

Cet élus sans nom affirme avoir senti un « tournant » à l'issue de la première semaine. « Avant que la Cour se réunisse, la tonalité était : « Je n'ai pas le sentiment qu'ils sont coupables. » Ce préjugé favorable a

régressé au point que certains sont convaincus de la culpabilité de Georgina Dufoux et d'Edmond Hervé et s'interrogent sur celle de Laurent Fabius. » Il note que des témoignages récents, comme celui de François Gros, ancien conseiller scientifique de M. Fabius à Matignon, sont « positifs » pour les prévenus. Il le sait, pour avoir rencontré « un juge » au cours de la deuxième semaine. « Le RPR a toutes les raisons de suivre le procès, comme un élus socialiste. En toile de fond de sa stratégie, il y a la course à l'Élysée : la droite pourra décider de relaxer Fabius pour déstabiliser Lionel Jospin. »

Dans la nuit du 11 au 12 février, il a été voté le projet de loi sur l'intercommunalité. Gros travailleur, M. de Courson vient aussi « bûcher » ses dossiers, le soir, dans son bureau de l'Assemblée. Tel élus de Démocratie libérale déclare avoir « croisé » le juge parlementaire Patrick Ollier (RPR) dans les couloirs. Telle députée socialiste a « rencontré » un « juge » à la résidence Saint-Dominique, l'hôtel des députés de province situé à deux pas du Palais-Bourbon. Plus discrètement, un proche de M. Fabius a diné avec un « ami avocat » qui défend Laurent Fabius.

Myriam Ezratty, l'ancienne directrice de l'administration pénitentiaire, signataire d'une circulaire controversée demandant d'augmenter les collectes de sang dans les prisons, a même contacté par téléphone un « juge » PS à son domicile ! Un député socialiste fabiusien s'inquiète : « Il ne faudrait pas que ce procès discrépante se transforme en énorme piège pour les trois ministres. »

Enfin, les « juges » font parfois le point entre eux comme ces trois élus socialistes qui ont diné ensemble, jeudi 18 février, au restaurant de l'Assemblée. A gauche, Laurent Fabius est jugé « brillant, trop peut-être » ; Georgina Dufoux est « très polite » et Edmond Hervé « un peu sec, un peu rapide » dans ses réponses à la Cour. Certains juges parlementaires ont donc suggéré à l'ancien secrétaire d'Etat à la santé d'« argumenter plus »...

*Clarisse Fabre*

## Le gouvernement veut redynamiser la recherche en Ile-de-France

Longtemps, le paysage scientifique hexagonal a fait la part belle au Bassin parisien. La politique volontariste de décentralisation, lancée au début des années 90, a trop bien réussi : aujourd'hui, l'urgence est de conserver un pôle d'excellence francilien, compétitif à l'échelle européenne

**LA RECHERCHE** française a-t-elle trop bien réussi sa décentralisation ? C'est ce que pensent les responsables scientifiques et universitaires de la région parisienne, inquiets de la déperdition de son potentiel de matière grise. Leurs craintes ne sont pas sans fondements : en dix ans, la carte de France de la recherche a beaucoup changé et ses lignes d'équilibre - ou plutôt de déséquilibre - se sont déplacées.

À la fin des années 80, le paysage scientifique hexagonal offrait un visage contrasté à l'excès : il opposait l'îlot de prospérité du Bassin parisien, où étaient regroupés plus de la moitié des personnels de ce secteur, à un quasi-désert provincial, Rhône-Alpes et Midi exceptionnel. Soutiens d'atténuer ces inégalités, le gouvernement d'Edith Cresson avait posé, en 1992, une règle d'or : sur trois postes de chercheurs créés, deux le seraient désormais hors de la capitale. Le ministre de la recherche de l'époque, Hubert Curien, avait programmé le transfert en région de 4 500 emplois de chercheurs avant la fin du siècle. Et l'alternance politique n'avait pas remis en cause cette démarche volontariste, confirmée par la loi Pasqua d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire de février 1995, sous le gouvernement d'Edouard Balladur.

Ces objectifs ambitieux n'ont

### TROIS QUESTIONS À... FRANÇOIS BOUVIER

**1** Vous êtes conseiller pour les questions scientifiques de Jean-Louis Guigou, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Quel est l'état de la recherche en Ile-de-France ?

L'Ile-de-France est toujours le plus grand pôle scientifique et technologique d'Europe. Elle n'est dépassée que par Londres pour les publications scientifiques, et par Munich pour la production de brevets. Mais c'est un pôle d'excellence fragile en relative perte de vitesse, comme tous les grands centres européens, face à l'émergence de nouveaux pays comme la Suède et la Finlande. La recherche en Ile-de-France est également relativement faible dans les secteurs en plein développement comme les biotechnologies et l'information.

**2** D'où vient cette perte de compétitivité ?

Ce n'est pas de la faute des scientifiques eux-mêmes, mais plutôt celle des responsables économiques, qui n'exploitent pas suffisamment les données acquises par la recherche. Par ailleurs, les centres sont trop localisés dans certains secteurs : Paris d'un côté, avec la moitié des chercheurs, et le plateau de Saclay pour le quart des effectifs. Quant à la recherche indus-

trielle, elle est trop concentrée sur les départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines.

Il semble pourtant que des entreprises innovantes se développent à nouveau dans la région. Mais elles rencontrent de grandes difficultés pour établir des relations efficaces avec les centres de recherche. L'Ile-de-France est très en retard sur la province dans ce domaine. À Paris, par exemple, il n'y a pas de pépinières d'entreprises à proximité des établissements scientifiques. La ZAC Paris-Rive gauche devrait fournir une formidable occasion de créer un pôle scientifique moderne.

**3** Quel avenir voyez-vous pour la recherche en Ile-de-France ?

Elle a une vocation internationale. Elle ne doit donc pas être démantelée, mais au contraire confortée. C'est l'idée retenue par Claude Allègre (*lien ci-dessus*). La recherche scientifique d'Ile-de-France a également pour vocation d'entraîner le reste de la recherche française. Mais, pour cela, elle doit faire preuve de solidarité. La seule façon d'atteindre cet objectif est la constitution de réseaux nationaux. Il faudrait que les centres de recherche d'Ile-de-France se dotent des moyens d'accueillir des chercheurs d'autres régions.

*Propos recueillis par Christophe de Chenay*

### La RATP acceptera les paiements en euros à partir du 15 mars

DEUX MOIS et demi après le lancement de l'euro, la RATP se met à l'heure de la monnaie unique européenne. Les usagers du métro et des bus de la région parisienne vont pouvoir payer leurs titres de transports en euros, par chèque ou par carte bancaire, à partir du 15 mars. La tarification de base restera libellée en francs. En revanche, les tarifs seront affichés dans tous les points de vente en euros et en francs.

La RATP se préoccupe déjà du passage définitif à l'euro en janvier 2002, et de la période transitoire précédant le retrait des francs. La tarification sera alors fixée en euros, à des tarifs permettant d'aboutir à des chiffres ronds, et de telle sorte que la RATP « préserve ses recettes ». Les agents de la RATP continueront à accepter les francs durant ces quelques semaines, mais ne rendront la monnaie qu'en euros. La RATP s'inquiète d'ailleurs du faible volume de billets et de pièces en euros qui sera alors en circulation, et qui pourrait conduire certaines caisses de la RATP à manquer de la monnaie européenne suffisante pour effectuer ces transactions.

**DÉPÈCHE**  
■ GARDANNE : dix-sept salariés d'intramme, sous-traitant des Houillères de Provence dont le siège est à Lunel (Hérault) et qui effectue depuis plus de vingt ans des travaux miniers au puits de Gardanne (Bouches-du-Rhône), campent au fond de la mine, paralysant la production. Ils demandent des garanties quant au renouvellement de leur contrat, qui doit s'achever cet été. Leurs avocats ont demandé, lundi 22 février, au tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, de nommer un médiateur.

movement de balancier a été trop brutal. En mathématiques, par exemple, beaucoup d'enseignants-chercheurs ont essaimé d'Orsay vers la province, et ce mouvement est resté à sens unique. Il est aujourd'hui très difficile d'attirer des provinciaux en région parisienne », déplore Alain Gaudemer, président honoraire de l'université de Paris-Sud. « Il serait dangereux et absurde de ne pas maintenir un pôle scientifique national compétitif au niveau européen », renchérit l'un de ses collègues. L'argument prend d'autant plus de poids que, parmi les vingt-

cinq premières métropoles européennes pour la recherche au nom du CNRS, d'Orsay illustre un nouvel état d'espriit plus offensif. L'actuel synchrotron d'Orsay, plaident-ils d'une même voix, est vieillissant et condamné à une fermeture prochaine. Son remplacement, qui fixerait sur place 400 emplois permanents et drainerait chaque année entre 1 500 et 2 000 utilisateurs, est « vital » pour le plateau scientifique de Paris-Sud, affaibli par la perte d'équipements lourds du CEA et du CNRS.

lui des précédents gouvernements, a trouvé un écho au CNRS, dont la politique de recrutement connaît depuis peu une inflexion. « Nous n'abandonnons pas l'objectif de parvenir à un ratio de 60 % de notre effectif en région. Mais il n'y a plus de raison d'aller à marches forcées en maintenant la règle des deux tiers sur trois. La recherche en province, en gagnant en puissance, est devenue plus attractive, et le mouvement se fait maintenant de façon naturelle », observe Hervé Douchin, directeur des ressources humaines.

Il reste à savoir comment se traduira, sur le terrain, le plan des universités du troisième millénaire U3M, dont le ministre de l'éducation nationale et de la recherche, Claude Allègre, a souligné qu'il devait tendre à « un rééquilibrage national, au profit de Paris-centre ». « Il ne s'agit pas de tirer toujours sur Paris : la France s'affaiblit si Paris s'affaiblit », défend-il. Dans le futur schéma des enseignements supérieurs, a aussi indiqué le ministre, la recherche occupera une place centrale.

Pierre Le Hir

### Soulagement sur le Plateau de Saclay

L'évolution du gouvernement sur l'avenir de la recherche en Ile-de-France rassure les responsables d'Ile-de-France. Cette association, née d'une suggestion de François Mitterrand, qui visitait l'Ecole polytechnique en 1988, se mobilise depuis 1991 pour défendre le pôle scientifique du Plateau de Saclay. Ce secteur, au sud et à l'ouest de Paris, à cheval sur l'Essonne et les Yvelines, entre Evry, Massy-Palaiseau, Orsay, Gif-sur-Yvette, Saclay et Saint-Quentin-en-Yvelines, regroupe 400 laboratoires, 9 000 enseignants et chercheurs, 7 000 ingénieurs et environ 30 000 étudiants. C'est là que sont installés le CEA, l'Ecole polytechnique, HEC, Supélec, trois universités, l'Institut national de la recherche agronomique, mais aussi des entreprises de haute technologie comme Thomson-CSF, Aerospatiale, Alcatel, le Technocentre Renault et le groupe pharmaceutique Glaxo-Welcome.

Ce discours, en rupture avec ce

## Entrez

dans la 4<sup>ème</sup> banque mondiale.

## 8 actions Paribas pour 5 actions Société Générale

Les actions Paribas apportées à l'échange bénéficieront du dividende Paribas versé au titre de l'exercice 1998.

### Offre publique d'échange sur les actions Paribas

**Du 12 février au 18 mars 1999 inclus**

Paribas Actionnaires  
0800 05 17 88

Pour toute information, adressez-vous à votre banque ou à votre intermédiaire financier

Une note d'information (visa COB 99-116) est disponible gratuitement sur simple demande auprès des intermédiaires financiers et aux agences Paribas, 3, rue d'Alésia, 75012 Paris, et de Société Générale, Tour Société Générale, 27, cours Valmy, Paris-le Défense 7.

Société Générale et Paribas affirment leurs forces, leur culture, leur dynamisme et leur ambition.

**SG Paribas** est la banque française 1<sup>ère</sup> banque de la zone euro et 4<sup>ème</sup> banque mondiale par le total de ses fonds propres.

**SG Paribas** 24 milliards d'euros de fonds propres, 15,8 milliards d'euros de revenus, 22,1 milliards d'euros de résultat net, 220 milliards d'euros d'actifs gérés, 11 000 collaborateurs européens, 20 000 collaborateurs dans le monde, 25 000 clients et une présence dans 80 pays.

**SG Paribas** dispose de tous les atouts de l'entreprise d'aujourd'hui comme un leader.

**SG PARIBAS**

fait  
tunes  
27 fe-  
e mo-  
et dé-  
e le  
ait au  
n tête  
ide en  
Après  
le dé-  
à his-  
. Marc  
ire es-  
de ré-  
nagé.  
ille Au-  
Soldini  
bateau  
e. Il est  
tage, à  
rs.  
page 22

Lire page 13  
marcation... 18  
au bord... 19  
ord'hui... 22  
ordologie... 25  
... 26  
re... 26  
le culture... 28  
lo-télévis... 29

## HORIZONS

ENQUÊTE

2. LA GALAXIE MURDOCH

## Des jeux, une star et une Chinoise

**La quête insatiable de l'audience a poussé Rupert Murdoch à investir dans les équipes de base-ball et de basket, lui qui n'aime guère le sport. En Chine, c'est Richard Nixon qui lui aurait ouvert les yeux sur le potentiel de téléspectateurs et d'acheteurs de journaux. A 67 ans, le magnat rêve toujours de fonder une dynastie. Mais avec qui ?**

S. BRESNAHAN

## Los Angeles

**L**e sport est le bâti de la télévision payante : ce credo de Rupert Murdoch pourrait figurer au fronton de Dodgers Stadium, vieux stade déglingué, comme on peut les voir dans les films noirs des années 50, situé à l'est, dans le quartier mexicain de Los Angeles. Les bouleversements apportés à cette équipe de baseball prestigieuse par le magnat des médias illustrent la volonté de promouvoir le sport-spectacle qui est désormais au cœur de sa stratégie planétaire.

Les Dodgers sont nés à New York à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils se sont installés à Los Angeles dans les années 50. Walter O'Malley, le propriétaire de l'époque, était un « puriste » qui avait interdit toute publicité sur les gradins ; les sponsors ne disposaient pas de loges : les sièges inconfortables étaient en plastique. Le merchandising se résumait à des tristes casquettes aux couleurs du club, bleu et blanc. Le design des maillots n'avait pas changé depuis trente ans. La discipline était draconienne pour les joueurs qui devaient adopter un look de GI, rasé de près, cheveux en brosse. O'Malley refusait l'engagement de stars à des salaires mirobolants. Résultat de cette gestion paternelle : les Dodgers vivotaient en milieu de classement et le club accusait un déficit annuel de 10 millions de dollars (8,9 millions d'euros).

En 1998, les Dodgers sont à vendre. Murdoch a les fonds pour régler 350 millions de dollars (312 millions d'euros), mais surtout les ambitions nécessaires. A Washington d'abord, où les parlementaires de la droite républicaine neutralisent toute volonté d'opposition des agences fédérales. En ajoutant un nouveau club à sa palette, News Corporation risque, en effet, de contrevenir à la législation antimonopole. La République dominicaine et le Venezuela, où les Dodgers ont installé deux centres d'entraînement, font également pression en faveur de Murdoch sur le Département d'Etat. A Sacramento, la capitale de la Californie, le gouverneur, Pete Wilson, que Murdoch a soutenu financièrement lors de ses campagnes électorales, lui apporte son appui. Le *Los Angeles Times*

porte Murdoch aux nues : le cinquième groupe de communication au monde est l'un de ses principaux annonceurs, via le réseau Fox TV et le studio 20th Century Fox. Sa femme, Anna Murdoch, qui réside en permanence à Beverly Hills, fait du lobbying auprès de la haute société de l'entertainment.

Pourtant, malgré ce déploiement de forces, il reste un problème : Ted Turner, le fondateur de la chaîne d'information CNN qui vient d'être rachetée par Time-Warner, est propriétaire des Broncos, une équipe de baseball de premier rang qui est basée à Atlanta. A ce titre, l'ennemi juré de Murdoch siège au conseil d'administration de la National baseball league où il dispose d'un droit de veto. Pour le dissuader, Rupert Murdoch rappelle à Time-Warner qu'ils ont des projets cinématographiques en commun. Élementaire, mon cher Rupert, et une fois de plus, Ted-le-magnifique mord la poussière.

Le sport ne passionne guère Murdoch. En revanche, l'entrepreneur au flair infallible pour sentir les désirs du public est conscient des potentiels de cette acquisition. La marque Dodgers est sous-exploitée sur le plan commercial. Les fans - en majorité des jeunes - intéressent les publicitaires. Discipline olympique depuis 1992, le baseball n'est pas seulement un sport américain. Il est populaire en Amérique latine, en Asie et même en Italie, où News Corporation a des ambitions. Les Dodgers s'ajoutent à la vingtaine d'équipes de baseball dont Murdoch dépose des droits télévisuels pour les chaînes locales, mais Fox Television mise surtout sur la retransmission en exclusivité des championnats de football américain et de hockey sur glace.

Dans son bureau vétuste couvert des trophées d'antan et tapissé de photos un peu jaunies de légendes passées, Derrick Hall, le nouveau directeur de la publicité, explique comment Murdoch a changé les Dodgers. « Nous avons révolutionné le baseball en introduisant la touche hollywoodienne et en transformant ce sport en un divertissement. Le public s'amuse et il n'y a plus de déficit. » Le rouleur compresseur News Corp a balayé la culture O'Malley. Le directeur général, un protégé de l'ancien patron, a été brutallement remplacé

par un professionnel venu des Baltimore Orioles. Les salaires ont été doublés pour faire venir des stars à l'international. La publicité est apparue sur les balustrades. Le signe magique « LA », plus chic et agressif, que les Dodgers, a été associé à l'ancien logo.

Désormais, on se rend au Dodgers Stadium comme au cinéma. Une vingtaine de caméras sur le terrain, des angles nouveaux, des présentateurs jeunes et agressifs, des shows avec stars d'Hollywood à la clé pour que ça aille vite et fort. Le remake de l'hymne aux Dodgers en un air euphorisant soulève les foules. Pour la première fois depuis leur implantation en Californie, les Dodgers sont devenus l'équipe symbole des Angelinos. Ses couleurs sont dé-

**Avec Wendy Deng, il y a un an, lors d'un voyage en Chine, Rupert Murdoch est tombé amoureux de la Chinoise qui lui servait d'interprète.**

naire dans l'âme n'a que faire de la communauté du show business, trop marginale, trop à gauche, et préfère fréquenter les milliardaires d'Orange County à la richesse discrète.

**L'executive control room :** ce nom, digne de *La Guerre des étoiles*, du bureau de David Hill, fondateur de Fox Sports, souligne les ambitions planétaires du plus grand empire médiatique consacré au sport. *Le marché du divertissement télévisuel sera de plus en plus*

**« Nous avons révolutionné le baseball en introduisant la touche hollywoodienne et en transformant ce sport en un divertissement. Le public s'amuse et il n'y a plus de déficit. »**

sormais présentes dans les boutiques les plus chics de Rodeo Drive, l'artère des super-riches.

De Dodgers Stadium, Sunset boulevard, The Strip, même directement, via Chinatown et West Hollywood à Fox Lot, au croisement de Pico boulevard et de l'Avenue of the Stars, où se trouve la légendaire 20th Century Fox. A gauche, la fausse rue new-yorkaise où a été filmé *NYPD Blues* et les vieux bâtiments art déco de l'ère Zanuck, à droite les gratte-ciel en béton et acier de l'ère Murdoch. Rupert, qui a racheté ce studio de cinéma au bord de la faillite en 1985, y tenait tellement que, pour accélérer les procédures, le natif de Melbourne a pris la citoyenneté américaine. Sa garde rapprochée, Peter Chernin, le créatif et Chase Carey, le technicien, co-présidents de News America, mais en fait numéros 2 et 3 de la News Corporation, sont basés dans ce haut lieu de l'entertainment. Citoyen du monde, Murdoch aime Hollywood qui fait mourir le passé pour des lendemains de science-fiction. Même si, sur le plan personnel, ce réaction-

fragmenté. **Par rapport aux films, aux soaps, le sport est un colosse. C'est la dernière frontière de la réalité. Le résultat d'un match est totalement imprévisible.** Avec son look de vieux surfeur, David Hill a gardé la touche australienne. Le succès de Fox Sports ? « Le ballon », dit-il en esquissant un dribble avec un ballon de basket-ball. « Tant que vous frappez une balle, grande, petite, ou ovale avec les pieds ou avec les mains, c'est gagné. A la télé, le tennis est devenu ennuyeux, l'athlétisme, la gym et la natation ne font pas recette en dehors des Jeux olympiques. »

**Le ballon 1 et la boxe ont des publics trop spécialisés.** C'est pourquoi Murdoch investit dans les clubs - 20 % des New York Knicks (basket-ball), 20 % des New York Rangers (hockey sur glace), 100 % des Los Angeles Dodgers - et les grandes enceintes sportives - 20 % du Madison Square Garden, la Mecca new-yorkaise du sport. En Angleterre, le tycoon s'est porté acquéreur de Manchester United et en Australie, il dispose de 50 % des droits de retransmissions télévisées de la National rugby league.

La termine ronde comme un ballon ? Vieux compagnon de route de Sa Sérénissime, David Hill sait de quoi il parle. En 1992, alors chef du sport chez BSkyB, la chaîne satellite britannique lancée par Murdoch, il avait négocié l'acquisition des droits de retransmission télévisée des matches de la Premier League. Ce coup de génie va permettre à Sky, qui jusque-là survivait de vieux films, de comédies à la guimauve, et de jeux proposant la « fortune » de décoller dans l'audimat. Aujourd'hui, l'une des grandes forces de News Corporation est de faire jouer les synergies entre sport, télévision, presse écrite et édition. Le *TV Guide* monte en exergue les programmes de Fox Net, le nouveau réseau câblé sportif qui couvre les marchés locaux et diffuse auprès de soixante millions de foyers. HarperCollins publie de bons et beaux livres sur les vedettes d'antan des clubs News Corp. La grande innovation de Sky, l'affichage en permanence sur le petit écran du score et du temps qui reste à jouer dans un match de foot, a été appliquée par Fox à d'autres sports aux Etats-Unis et en Australie. Le *New York Post* couvre avec un intérêt digne de suspicion les exploits des équipes-maison. Ses journalistes ont le monopole des confidences à l'issue des séances d'entraînement, des réactions à chaud après le match. Murdoch applique la même recette que Canal Plus avec le PSG et Berlusconi avec le Milan AC, mais à l'échelle planétaire.

Quand on évoque la couverture des chaînes généralistes, aux Etats-Unis comme en Europe, David Hill ne s'encombre pas de circonvolutions pour défendre Citizen Rupert : « *Entreprenante, jaimante, morte. C'est la télé de papà !* »

Mais le danger d'un monopole sur les retransmissions sportives ? « Il n'y a pas de complot machiavélique visant à dominer le monde. Nous respectons le consommateur. Nos programmes sont faits sur mesure pour répondre à la volonté du public au lieu de le prendre de haut. Les chaînes publiques en Europe ont une conception paternaliste et aristocratique de la télé qui méprise les téléspectateurs. Les vrais démocrates, c'est nous. »

Si c'est vous qui le dites, Mister Hill.



# e Chinoise



## Hongkong

**S**TAR Television est une vieille histoire malheureuse. Tout ça, c'est oublié aujourd'hui : Rebecca Leung, public relations du Pacific Century Group, a gardé de son éducation anglaise l'art de la lèche auquel peut dire les pires choses. Son boss, Richard Li est l'un des rares entrepreneurs au monde qui puisse se targuer d'avoir grugé Rupert Murdoch, et ce à vingt-six ans ! En 1993, ce Chinois qui a fait ses études aux Etats-Unis, a réussi à vendre à News Corporation pour une somme record Star Television, un réseau pan-asiatique de chaînes de télévision au bord de la banqueroute. Les témoignages et confidences abondent pour affirmer que Murdoch, dont la prudence et la méfiance sont légendaires, a signé les yeux fermés sans réclamer d'inventaire, ni d'audit des comptes.

Certes, Richard Li était avant tout, aux yeux de Murdoch, le deuxième fils de Li Ka-Shing, l'un des deux hommes les plus riches de Hongkong. Aujourd'hui, malgré des investissements colossaux de près de 1 milliard de dollars (grès de 900 millions d'euros), la chaîne accuse un lourd déficit. En dépit de cette hémorragie qui oblige News Corporation à siphonner les bénéfices réalisés ailleurs dans le monde, Star TV reste la première des yeux du redoutable Keith Rupert Murdoch : elle lui permet d'arracher d'images le marché chinois à travers Phoenix Channel, la chaîne en mandarin lancée en 1996 avec un associé chinois.

La cinquante tour de verre et d'acier de Star TV, à l'extrême de la péninsule de Kowloon Bay, fait richement, signature à première vue d'une « success story » comme le magnat des médias en a le secret. L'explosion d'images provenant du mur de télévisions installé dans le salon, d'attente de la direction donne une idée de la diversité des programmes de cette chaîne couvrant six fuseaux horaires et touchant soixante-douze millions de foyers potentiels : un match de badminton en Malaisie, une fiction télévisée indienne, un clip philippin, un quiz au Japon, un dessin animé indonésien, etc., mais pas de bulletins d'informations. « Faire des affaires en Chine relève à la fois de la politique et de l'économie. Rupert s'occupe personnellement des relations avec les autorités. Les téléspectateurs chinois profitent d'une plus grande gamme de programmes. Avec les Chinois, il faut savoir être patient, pas être arrogant et se croire tout permis comme certains Occidentaux. »

Le discours de Bruce Churchill, directeur général adjoint de Star TV, est rodé. C'est lui qui a négocié les détails de la création de Phoenix, cette joint venture dans laquelle News Corporation, comme à son habitude, contrôle la direction opérationnelle. L'associé chinois à parité, Liu Chang-Lee, chef de file de la société Today's Asia, doit se contenter du poste honoraire de président. Beaucoup soupçonnent ce transfuge du continent, ancien garde rouge pendant la révolution culturelle, d'être le sous-marin de l'armée populaire de libération chinoise. « Franchement, je n'en sais rien et si c'était le cas, cela me serait égal. J'apprécie chez Rupert qu'il ne se contente pas des règles existantes et qu'il bouscule le statu quo », répétit sans éclat d'âme Bruce Churchill. De sa fenêtre, il suit des yeux une jonque grise, toutes voiles déployées, qui traverse la plus belle baie du monde.

Selon la légende, c'est à Richard Nixon que Rupert Murdoch doit son implantation en Chine. L'ex-président américain, devenu l'un des confidentis de Rupert, lui aurait parlé longuement de ses rencontres avec les dirigeants chinois. Toujours selon la légende, le magnat émerveillé aurait boudé : « Il faut que j'y aille. » L'ancocke est plausible car, au printemps 1984, en compagnie de son épouse Anna et de ses trois enfants, Rupert Murdoch passe ses vacances en Chine. Il est alors reçu par un sous-ministre aux communications. Coup de foudre. En 1986, le *South China Morning Post* est à vendre. « KRM » rachète ce véritable quotidien de l'administration coloniale, proche de l'administration chinoise, à Canton et Shanghai notamment. Le sport, ce moteur de la vie payante, reste sous-développé en Chine, à l'exception de certaines disciplines olympiques qui n'intéressent pas les publicitaires. Au *Reign Correspondent Club*, le rédacteur en chef d'un grand journal asiatique qui vit depuis vingt ans à Hongkong met le doigt sur le grand défaut de la curiosité Murdoch : « Les Chinois ont peut-être pardonné le discours offensant de

après la suite d'une énorme gaffe : Murdoch déclare dans un de ses rares moments d'euphorie démocratique que « les progrès technologiques des télécommunications s'avèrent des menaces certaines à l'égard des régimes totalitaires ». Pékin lui fait payer cher ce propos.

Ainsi, en 1994, les Chinois font savoir au gouverneur de Hongkong, Chris Patten, qu'ils s'opposent à l'entrée de Murdoch dans TVB, la principale chaîne hertzienne de la colonie britannique. Nous sommes à trois ans de la rétrocession de la colonie et Londres veut maintenir ses bonnes relations avec Pékin. Sur les ordres du Foreign Office, Patten obtient à ces oukazes. Murdoch est d'autant plus furieux que, lors des élections générales britanniques de 1992, son Sun avait joué un rôle déterminant dans la victoire surprise du Parti conservateur de John Major, dont Patten était alors le président. Mais lorsque la BBC diffuse un documentaire sur le gobe de Mao Zedong pour les petites filles, Murdoch retire immédiatement le World Service Television de son bouquet Star. La reconquête de Pékin est en marche : sortie de la biographie de Deng Xiaoping par l'une de ses filles, rejet d'Harper-Collins de publier les mémoires de Patten et censure par le Times des informations pouvant déplaire à Pékin, à commencer par la politique de démocratisation suivie par le gouvernement à Hongkong.

Lors des cérémonies de rétrocession de Hongkong à la Chine, en 1997, Murdoch fait connaissance de Tung Chee Hwa, le nouveau chef de l'exécutif nommé par Pékin. Les deux hommes se comprennent quand Murdoch lui confie à propos de celui qui ne lui a pas renouvelé l'ascenseur : « Je déteste Patten. Je ne suis pas d'accord avec ce qu'il a fait à Hongkong. » Quelques mois plus tard, Murdoch est nommé par « l'homme de Pékin » à son nouveau Conseil international qui comprend des personnalités de renommée mondiale de la vie des affaires. Comment expliquer alors la récente attaque de Tung contre « les médias qui sacrifient leurs responsabilités civiques au profit de la course au tirage et aux ventes ? » Avec ses journaux populaires à scandale en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, PDG de News Corp n'est-il pas directement visé par cette violente dénonciation des chasseurs de scoops ?

« Ne vous pas là un signe de dé'accord entre Murdoch et Tung, qui s'apprécient », dit Tsang Tak Sing, membre du cabinet du chef de Hongkong. Pourquoi avoir nommé tycoon à cette position de prestige ? « Hongkong est un carrefour financier international qu'il faut défendre. Monsieur Murdoch a une dimension, les compétences et les qualités pour cela. » Le « Monsieur Murdoch » ne trompe pas : le Machiavel des médias occidentaux est de nouveau en cour à Pékin. Pour appuyer ce retour en force, le fondateur de News Corporation a désigné Gareth Chang à la présidence de Star TV. Un choix qui a surpris quand on connaît les échecs répétés de cet ancien représentant en Chine de McDonnell-Douglas et de Hughes Electronics. Mais ce serait faire abstraction de l'impressionnant carnet d'adresses de ce ressortissant américain né en Chine et qui connaît toute l'équipe dirigeante actuelle, à commencer par le président Jiang Zemin et le premier ministre Zhu Rongji dont il est, dit-on, le conseiller et parfois le confident.

« Personne ne sait vraiment ce qui se passe là-bas. Chacun a sa propre grille d'explication. Il faut frapper à toutes les portes. Cela peut prendre des mois », la remarque de Murdoch est à prendre au pied de la lettre car il n'est pas le seul à s'intéresser au potentiel de l'Empire du Milieu. « Si j'étais un dirigeant chinois, je trouverais plus facile de contrôler une compagnie comme la nôtre qu'une multinationale américaine style News Corporation. Nous sommes chinois et nous n'allons offenser personne », souligne-t-on chez TVB, qui est déjà présente dans le delta de la rivière des Perles, dans la province frontière du Guangdong. Il doit également tenir compte du poids des médias locaux à Canton et Shanghai notamment. Le sport, ce moteur de la vie payante, reste sous-développé en Chine, à l'exception de certaines disciplines olympiques qui n'intéressent pas les publicitaires. Au *Reign Correspondent Club*, le rédacteur en chef d'un grand journal asiatique qui vit depuis vingt ans à Hongkong met le doigt sur le grand défaut de la curiosité Murdoch : « Les Chinois ont peut-être

pardonné le discours offensant de



« KRM » entouré de ses fils Lachlan (en haut à gauche), héritier virtuel de l'empire Murdoch, et James, responsable de l'activité multimédia.

A quarante ans, Prudence (en bas à gauche), née d'un premier mariage avec Patricia Booker, est la seule des enfants à ne pas être liée à la gestion de News Corp. Elle épouse un des directeurs de News International, la branche anglaise du groupe.

Elizabeth (au centre) est directrice des programmes de BSkyB. Ambitieuse, c'est la préférée de son père.

wick, qui dirigeait jusqu'à il y a peu le centre d'études Communications Law Center.

L'*Australian*, seul quotidien à diffusion nationale de ce pays immense, le *Daily Telegraph*, riche en scandales, des journaux régionaux en situation de monopole dans le Queensland, en Tasmanie et en Australie du Sud, la chaîne de satellite Foxtel, les studios de cinéma à des intérêts en Papouasie-Nouvelle-Guinée, des droits de retransmission télévisés du rugby à XV et du cricket... Lachlan, déclaré comme dauphin officiel en 1997, contrôle une mini News Corporation à l'échelle d'un continent, l'Australie. L'assemblée générale de News Corporation, la société mère, a tenu toujours à Adelaïde, berceau de l'empire. Les comptes de cette multinationale tirant plus de trois quarts de ses revenus des Etats-Unis continuent à être exprimés en dollars américains comme américains. Mais, selon les mauvaises langues, « Rupe » met rarement les pieds dans cette « sous-préfecture » qui ne produit que 5 % des profits du son conglomérat. Preuve du peu d'importance accordée par le président-fondateur de News Corp à sa filiale du bout du monde, la supervision de Star IV, tremplin vers le marché chinois, a été retirée à Lachlan au profit de Los Angeles. De plus, les meilleures éléments de News Ltd sont systématiquement débauchés par la compagnie-mère pour grossir le bataillon d'Australiens aux postes de commandes opérationnelles de par le monde.

News Ltd est gérée depuis le quatrième étage d'une vieille bâtisse de Holt Street, dans le quartier huppé de Surry Hills. Murs sombres, fauteuils en skaï, mobilier austère... Le siège est banal. Les deux seules touches de Lachlan depuis son arrivée en 1996 sont la machine à cappuccino et le gymnase, où ce passionné d'escalade s'entraîne tous les jours. Son bureau minuscule est simplement meublé et sa table de travail comprend pour tout objet personnel un peu de ses deux petites filles, ainsi qu'un cliché d'Edward Curtis représentant des Indiens d'Amérique au début du siècle. Lachlan n'a ni garde du corps ni chauffeur.

Mal en Australie, le « p'tit gars » aux goûts simples entend faire ses devoirs. Il n'a pas attendu beaucoup de temps avant d'asseoir son pouvoir en changeant totalement l'équipe de direction. « Je ne suis pas parano de nature, mais il y a de quoi le devenir, avec ces vaillants au-dessus de nos têtes », dit Mark Scott, news editor du *Sydney Morning Herald*, le principal quotidien du groupe Fairfax, tremble à l'idée de perdre un jour son indépendance face à l'offensive lancée par News Limited. L'*Australian*, qui a baissé son prix, s'est attaqué avec succès à l'autre

forteresse de Fairfax, le *Melbourne Age*. Transposant la recette du *Times* de Londres, Murdoch Junior a transformé ce quotidien sérieux et bien informé en un tabloid haut de gamme agressif et spectaculaire, désormais célèbre pour ses interviews de stars, sa couverture des faits de société et ses pages sportives rondement menées. Avec son siège opulent du centre-ville, ses magazines respectés, ses éditoriaux bien pensants et sa longue histoire, Fairfax symbolise aux yeux des Murdoch une « gaule caviar » hommique.

Fairfax a vu se dévoiler un axe apparu cet été en pleine lumière entre Lachlan Murdoch et l'autre dynastie, les Packer. Jamie Packer, trente-deux ans, possède Channel Nine, première chaîne hertzienne disposant de la quasi-exclusivité des grands événements sportifs, 50 % des magazines australiens, et surtout une participation de 15 % de Fairfax. Depuis la signature d'un cessez-le-feu, l'alliance entre les deux jeunes tycoons fait peur.

Rebelle peut-être, mais tendance conservatrice, Lachlan. S'il fait preuve d'une grande ouverture d'esprit en matière de problèmes de société et tolère les syndicats, le rejeton de Rupert reste un ultralibéral en matière économique. A l'instar de Rupert, le chef de News Ltd possède aussi son « cabinet fantôme » d'anciennes personnalités du monde politique ou de la haute administration de Canberra. « Les politiciens de droite comme de gauche sont conscients de la capacité de News Limited de détruire leur carrière ou celle de leurs opposants. Pas étonnant que les commissions royales sur le contrôle des médias soient si rares dans ce pays », déclare une journaliste de Canberra. Rupert, un peu hâtivement classé à gauche dans sa jeunesse, n'a eu de cesse de changer de bord politique selon ses intérêts commerciaux. Dans les années 70 et 80, il a soutenu les travailleurs Hawke et Keating, le style d'hommes politiques de gauche « réalistes » appréciés par les gens de droite. News Ltd appuie actuellement la coalition nationale-libérale au pouvoir. Mais Lachlan n'a pas eu de mots assez durs pour stigmatiser la tête du premier ministre, John Howard, face à la montée du parti d'extrême droite One Nation. L'hostilité du *Courier Mail*, porte-drapeau de News Ltd, dans le Queensland, envers Pauline Hanson a d'ailleurs joué un rôle déterminant dans la cuisante défaite électorale, en 1996, de la *Le Pen* australienne.

Sorti de Princeton, Lachlan a donné de lui l'image du défenseur du modèle multiculturel australien, héritier d'une société égalitaire et hétéroïde. Mais quand les intérêts du business sont menacés, il n'hésite pas à balancer ses journaux. Ainsi, sur ses ordres, l'*Australian* n'a jamais mentionné la séparation de son associé Jamie Packer de sa fiancée Kate, la révolte des riverains de Moore Park contre le projet de création de Fox Studios Australia copié sur le site d'*Universal* à Los Angeles ou la visite de l'ex-gouverneur de Hongkong, Chris Patten, venu présenter ses mémoires à Sydney : « Ca n'avait aucun intérêt », dit Campbell-Reid, le rédacteur en chef adjoint.

Au siège de News Ltd, le porte-parole évite soigneusement le sujet de la retraite de Rupert en haussant les épaules : « Il ne donne aucun signe de fatigue, je peux vous l'assurer. » Dans cette compagnie familiale où le patron a casé ses trois enfants dont Elizabeth, trente ans, directrice des programmes de Sky Television, à Londres, et James, vingt-quatre ans, responsable du multimédia à New York, Lachlan est-il en position pour s'emparer du sceptre qui lui a été promis ? Le 9 février, ce dernier a été nommé vice-président exécutif du groupe News Corp Ltd, en charge du secteur imprimerie pour les Etats-Unis, tout en restant PDG de la filiale australienne News Ltd. Mais le tsarévitch a encore tout à prouver, dit-on même en interne.

De toute façon, nul n'ignore que Keith Rupert Murdoch préfère les femmes. Sa fille Elizabeth par exemple, blonde, sportive, moderne. Mais il existe depuis peu un outsider : Wendy Deng. A New York, à Londres, à Hongkong et à Sydney, tout le monde ne parle plus que de la belle Chinoise qui a métamorphosé le tycoon. Il veut l'épouser et avoir des enfants. « Mes gosses ne sont pas encore prêts pour me succéder », a déclaré Rupert à *Newsweek*, le principal magazine d'actualité mondiale. « Mes gosses ne sont pas encore prêts pour me succéder », a déclaré Rupert à *Newsweek*, le principal magazine d'actualité mondiale.

Marc Roche

fait unes 27 têtes et dé. le ait au m tête ide en Après le dé à his. - Marc ire es de ré- négâge. le Au Soldini bateau e. Il est tape, à rs.

page 22

mou, plu- dessus, il ne se décrit ait d'Air France de la SFO, ne le Force ou- he a conquis trait d'un pa- qui confie, est ruminant.

Lire page 13  
nationale — 18  
au bord — 19  
arbitre — 22  
analogie — 25  
ré- — 26  
e culture — 28  
o-télévision — 29

## Les mensonges grossiers de M. Papon

par François Maspero

**D**ANS les comptes rendus du récent procès en diffamation intenté par Maurice Papon à Jean-Luc Einaudi, j'ai relevé plusieurs déclarations du plaignant qui m'apparaissent comme autant de mensonges grossiers, à la lumière de mon expérience.

En 1961, j'étais librairie-éditeur, au 40, rue Saint-Séverin, Paris V<sup>e</sup>. Dans les jours qui ont précédé le 17 octobre 1961, j'ai été informé par un auteur de mes éditions, Georges-Mathieu Mattei, que la Fédération de France du FLN préparait une manifestation pacifique dans les rues de Paris : la population algérienne montrerait son refus du couvre-feu qui lui était imposé. Il m'a demandé le moment venu, en moto pour me livrer à une estimation de l'importance de la manifestation sur différents points de rassemblement.

Vers 18 heures, le 17 octobre, je me suis donc trouvé successivement place de l'Étoile, place de l'Opéra, sur le boulevard Bonne-Nouvelle et sur le boulevard Saint-Michel.

Place de l'Étoile, à cette heure de grande affluence, la sortie du métro était encadrée par d'importantes forces de l'ordre casquées et munies de ce que l'on appela alors des « bidules » : de lourds bâtons de la taille d'une canne. Dès l'escalier, les nombreux Algériens qui sortaient étaient systématiquement séparés des autres personnes, roués de coups et entassés dans les cars proches. Le seul critère de discrimination était l'aspect physique.

Mêmes scènes aux autres lieux. A aucun moment je n'ai vu de gestes agressifs de la part des Algériens, qui prirent dans une sourcière et matraqués dès leur sortie du métro, n'avaient pas eu le temps de manifester. Ils ne portaient rien. Tout concordait avec le terme de « manifestation pacifique » qui m'avait été indiqué.

Revenant à ma librairie, j'ai trouvé le quartier en état de siège. Je suis ressorti sur le boulevard Saint-Michel en compagnie de mon ami Jean-Philippe Bernigaud, qui venait de terminer son service en Algérie avec le grade de lieutenant et la croix de la valeur militaire. Nous avons vu se former, sur le trottoir, un cortège d'une centaine de personnes. Nous en avons reconnu plusieurs, l'îlot Saint-Séverin ayant à l'époque un certain nombre d'habitants algériens. Se trouvait là, par exemple, le personnel du restaurant Al Djazair de la rue de la Huchette.

### Réformer la PAC, pour l'Europe

*Suite de la première page*

Certains de ceux qui s'émeuvent, voire s'indignent, que le budget de la PAC représente la moitié du budget communautaire devraient s'interroger.

Faut-il, pour construire l'Europe, planifier la disparition progressive de la seule politique vraiment commune qui existe, avec la pêche, si l'on fait exception de l'euro qui obéit à d'autres critères et à un pilotage d'une autre nature ? Ne faut-il pas, au contraire, avoir plus d'ambition et, au lieu de songer à en finir avec l'existant, promouvoir une meilleure coordination des politiques économiques, fiscales ou environnementales ?

La position française, défendue par le gouvernement, soutenue par le président de la République, refuse que l'agriculture soit la variable d'ajustement des contraintes budgétaires de l'Europe. Non que le secteur agricole soit exempt d'efforts – nous y sommes prêts – mais parce que d'autres sujets doivent faire aussi partie de la négociation d'Agenda 2000, par exemple les fonds structurels ou encore le chèque britannique.

Sans accord sur un paquet global, il ne peut y avoir d'accord équilibré. D'ailleurs, cette position était une des conclusions du sommet de Vienne, en décembre 1998.

Dire qu'il faut préserver la poli-

que nous sommes mêlés à ce cortège. Il n'a pas parcouru 100 mètres. Il y a eu quelques cris accompagnés de quelques coups de mains nues. Là encore, le moi « pacifique » s'impose. Les forces de l'ordre sont intervenues. Les coups de bidules étaient portés à la tête, puis la victime à terre, entourée de plusieurs hommes, continuaient à être frappés. Les hommes qui frappaient n'étaient pas seulement munis des bidules de dotation, mais d'armes bâtonnées, matraques en caoutchouc ou cravaches. Il n'y a pas eu de résistance. Le plus impressionnant était le bruit sourd des coups sur les crânes. Cela figure dans la lettre que moi-même et d'autres témoins avons adressée la nuit même au *Monde*, qui en a publié un bref extrait le lendemain.

A ce moment-là, nous étions pratiquement les seuls, Jean-Philippe Bernigaud et moi, à être restés debout. Mon ami a crié très fort : « *Assassins !* » Il a été entouré et bousculé. Mais un gradé est intervenu immédiatement. J'ai entendu : « *Pas les Blancs !* ».

**Il est faux de prétendre que des ordres n'ont pas été donnés au sommet pour opérer une ratonnade. Cela dit, attribuer la responsabilité des crimes commis le 17 octobre 1961 au seul préfet de police serait simpliste**

mon ami a entendu : « *Pas ceux-là !* », mais tous deux avons entendu clairement : « *Ce sont les ordres.* » Et il n'a pas reçu de coups, seulement des injures telles que « *Pépé !* ».

Peu après, avec plusieurs autres personnes de type « européen » comme nous, nous avons pu porter une dizaine de blessés dans la pharmacie Glomaud, où ils ont été étendus par terre. Il y avait beaucoup de sang. Des victimes étaient inanimées. ayant tenté de se protéger la tête de leurs mains nues, beaucoup avaient, entre autres, les mains brisées. Je ne sais combien de temps nous avons attendu là. Les forces de l'ordre bloquaient l'accès des ambulances. Nous avons pu, bien plus tard, trouver des voitures et des conducteurs, dûment informés par ses services (l'énorme déploiement policier est en la preuve), ce souci de clandestinité, ce black-out, ne s'explique

tique agricole commune ne signifie pas qu'il ne faut pas la réformer. Il faut le faire pour de multiples raisons : existence d'excédents, nécessité de maîtriser le coût de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale, ouverture prochaine des négociations de l'OMC dans lesquelles l'Europe devra se présenter unie et en ordre de bataille.

La France est si peu opposée à la réforme qu'à ce stade elle est la seule à avoir amené des propositions nouvelles dans la négociation, avec notamment la proposition de réorientation des aides.

**Défendue par le gouvernement, soutenue par le président de la République, la position française refuse que l'agriculture soit la variable d'ajustement des contraintes budgétaires de l'Europe**

Ce que je veux pour l'agriculture européenne, c'est une bonne réforme, c'est-à-dire une réforme :

– économie, qui n'engendre pas des aides directes supplémentaires importantes compensant des efforts – nous y sommes prêts – mais parce que d'autres sujets doivent faire aussi partie de la négociation d'Agenda 2000, par exemple les fonds structurels ou encore le chèque britannique.

Sans accord sur un paquet global, il ne peut y avoir d'accord équilibré. D'ailleurs, cette position était une des conclusions du sommet de Vienne, en décembre 1998.

Dire qu'il faut préserver la poli-

que par une volonté délibérée de désinformation.

– Les consignes de répression, telles que je les ai vu et entendu appliquer, étaient fondées sur la discrimination raciale.

– J'ajoute qu'il apparaît aujourd'hui que la direction de la Fédération de France du FLN a manipulé une population pacifique, alors qu'elle pouvait pourtant pourtant mesurer les risques tragiques, compte tenu de la tension qui régnait alors (du fait des attentats terroristes contre des policiers). Et cela dans un but politique qui était, autant que d'impressionner le gouvernement français, d'affirmer son poids vis-à-vis du gouvernement provisoire algérien de Tunis.

J'accuse donc Maurice Papon des mensonges suivants :

– Il est faux que, comme il l'a prétendu, les manifestants se soient laissé conduire dans les cars sans être violents et même avec soulagement (I).

– Il est faux que, comme il a osé le prétendre, les photos d'Elie Kagan aient pu être un « montage ». Je l'ai vu opérer, j'ai vu les planches-contactes dans les jours qui ont suivi, et celles-ci, comme les négatifs, existent.

– Il est faux de prétendre que des ordres n'ont pas été donnés au sommet pour opérer une ratonnade, c'est-à-dire une chasse identifiée une fois débouté.

– Il est faux de prétendre que les témoins auraient pu et dû se manifester alors. J'ai témoigné le jour même par notre lettre au *Monde*, et mes autres témoins ont été tout simplement supprimés par les services de police.

Cela dit, attribuer la responsabilité des crimes commis ce jour-là au seul Maurice Papon serait simpliste. Quels que soient les pouvoirs d'un préfet de police, les conditions de leur préparation relèvent d'un niveau supérieur. Rappelons que le premier ministre, Michel Débré, avait, entre autres, affirmé que la capitale du FLN était Paris et qu'une seule chose comptait, « gagner la guerre révolutionnaire ». Et ce n'est pas sur ordre du préfet de police que tous les témoignages ont été occultés systématiquement par des saisies, mais sur décision du ministre de l'Intérieur, Roger Frey. Une fois encore, Maurice Papon a été un rouage.

**François Maspero est écrivain et traducteur.**

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### LES ALLEMANDS SOUS SUSPICION PERMANENTE

Les Allemands auraient-ils « la tentation de l'oubli », comme voudrait nous le démontrer Bernard-Henry Lévy (*Le Monde* du 6 février) ? (...) L'idée fait sourire par son absurdité. Il faut savoir qu'un Allemand est condamné à faire attention à chacune de ses paroles ; le moindre mot concernant la période [hitlérienne] est interdit. Le sujet est tabou ; la seule attitude tolérable est la contrition.

Le gagnant n'a pas aujourd'hui à cesser de culpabiliser le peuple, à cesser d'exploiter la suspicion qui pèse sur lui, inexorablement.

Toute personne se promenant à Berlin sera saisie par l'accumulation des monuments (plus de quatre-vingts) rappelant l'horreur des deux guerres : ce *Mahnmal*, planté ex nihilo sur un lieu qui n'a rien d'historique, frise l'autodéification, au risque de dégoûter une jeune génération dont le programme scolaire d'histoire se résume presque au III<sup>e</sup> Reich.

(...) La jeune génération a le droit de se reconstruire une estime de soi. C'est ce mouvement de déculpabilisation qui doit incarner le chancelier Gerhard Schröder, s'il veut freiner la progression du déni ou de l'indifférence. Quant aux Français, s'ils souhaitent voir les citoyens allemands participer sincèrement à l'Europe, ils doivent abandonner leurs suspicions dépassées.

**Karine Bachongy**  
Rennes

## Le corps des immigrés

par Didier Fassin

ES chiffres que viennent de rendre publics l'Office de protection des réfugiés et des apatrides ainsi que le ministère de l'Intérieur et qui concernent, pour le premier, les demandes et les obtentions du statut de réfugié, et, pour le second, les régularisations de débouts pourtant menacés de « risques vitaux » dans leur pays, confirment une évolution historique : le recul du droit d'asile. Au cours des dix dernières années, le nombre de dossiers déposés a diminué de trois fois et la proportion d'accords octroyés s'est réduite de moitié, ces facteurs étant multiplicatifs lorsqu'on examine le nombre de personnes ayant effectivement obtenu le statut de réfugié.

Deux phénomènes se conjuguent. D'une part, l'administration délivre de moins en moins ce statut : aujourd'hui, un accord pour six demandes, avec une forte sélection en fonction de l'origine. Et, d'autre part, les étrangers sont aussi de moins en moins nombreux à engager cette procédure : environ vingt mille par an, ce qui traduit à la fois les attitudes plus restrictives des consulats, les contrôles plus sévères aux frontières et l'intériorisation par certains candidats à l'asile du rapport toujours plus défavorable entre la probabilité d'obtenir le précieux statut et le risque d'être identifié une fois débouté.

En comptant les étrangers qui ont eu un accord au cours des deux premiers mois de 1998 et les régularisations qui ont bénéficié de la circulaire de juin 1997, environ quatre mille personnes ont été reconnues au titre du droit d'asile. Nombre de ces personnes ont été reconnues en regard des situations correspondant, dans le monde, aux critères de la Convention de Genève. Un autre phénomène, qui s'est développé à peu près simultanément, a moins retenu l'attention : l'augmentation rapide des demandes d'autorisation provisoire de séjour pour « raison humanitaire ». Cette procédure suppose deux conditions : l'existence d'une maladie grave et l'impossibilité de la soigner dans le pays d'origine. Critères laissés à l'appréciation des médecins-inspecteurs de la direction des affaires sanitaires et sociales qui, sur la base d'expertises fournies par les praticiens qui suivent ces malades, statuent sur le bien-fondé de la sollicitation. Mais le sont fait aux étrangers est toujours un enjeu crucial pour la démocratie. Qu'il leur soit plus facile d'être reconnus en montrant leur corps éprouvé par la pathologie qu'en mettant en avant leur corps menacé par la violence politique ne devrait pas nous laisser indifférents.

Le déplacement de l'asile à l'humanitaire ou, pour le dire autrement, d'un régime de droit à un régime de compassion déborde assurément le cadre de l'immigration et s'inscrit dans une évolution de nos fondements moraux du politique, qu'il s'agisse de réguler des rapports sociaux ou des relations internationales. Mais le sont fait aux étrangers est toujours un enjeu crucial pour la démocratie. Qu'il leur soit plus facile d'être reconnus en montrant leur corps éprouvé par la pathologie qu'en mettant en avant leur corps menacé par la violence politique ne devrait pas nous laisser indifférents.

Il fut un temps, pas si lointain, où la maladie de l'immigré était illégale : travailleur, s'il se plaignait de l'usure de son corps, on parlait volontiers de sinistre, syndrome mal défini, éminemment suspect, aux confins de la simulation, surtout si l'on entrevoyait l'éventualité d'une indemnisation au titre des conséquences du travail. Aujourd'hui, au contraire, la maladie tend à devenir le dernier refuge légitime de l'étranger en quête de régularisation : politiquement indésirable sur le marché de l'emploi, même s'il est encore économiquement rentable dans certains secteurs d'activité, il lui reste souvent ce seul recours pour espérer une existence juridique. Dans une certaine mesure, la grève de la faim, qui est devenue la forme de protestation la plus commune, prolonge cette logique jusqu'à son extrême. Du corps sinistre du travailleur immigré au corps souffrant de l'étranger irrégulier, se manifeste ainsi non seulement un changement de la valeur sociale des immigrés et des étrangers, mais aussi une transformation de nos valeurs morales.

On peut certes se réjouir de ce que nos sociétés accordent, au moins dans les textes, un accès aux soins pour les immigrés malades et même ajouter que, dans nombre de cas, cette reconnaissance par la maladie permet à l'étranger de recouvrer certains droits sociaux, y compris le droit de travailler qu'a réintroduit l'actuel gouvernement. On peut aussi s'interroger sur le sens d'une évolution où la vie de l'être social pèse moins que la vie de l'être malade, où le politique trouve son ultime source de légitimation dans le biologique. Quelle humanité défendons-nous et quelle citoyenneté produisons-nous en fondant ainsi la communauté politique sur un tel principe de bio-légitimité ?

**Didier Fassin** est professeur de sociologie à l'université Paris-Nord.

L'éclatement des difficultés

de la crise de Megret

de la transformation

de la droite

de la gauche

de la droite

# L'éclatement du FN est révélateur des difficultés de sa mutation

**D**EUX mois après que la crise a éclaté au sein du Front national, les premiers sondages sur les élections européennes marquent à la fois une tendance au recul électoral de l'extrême droite et un score médiocre de la liste de Bruno Mégret, située entre 3 % et 5 % des voix, nullement assurée, donc, de sa survie politique. Les explications les plus fréquemment fournies mettent l'accent sur l'impact de la crise et le manque de charisme de l'ancien délégué général comparé à celui de Jean-Marie Le Pen. Il convient d'y ajouter les difficultés pour mettre en œuvre la transformation du mouvement.

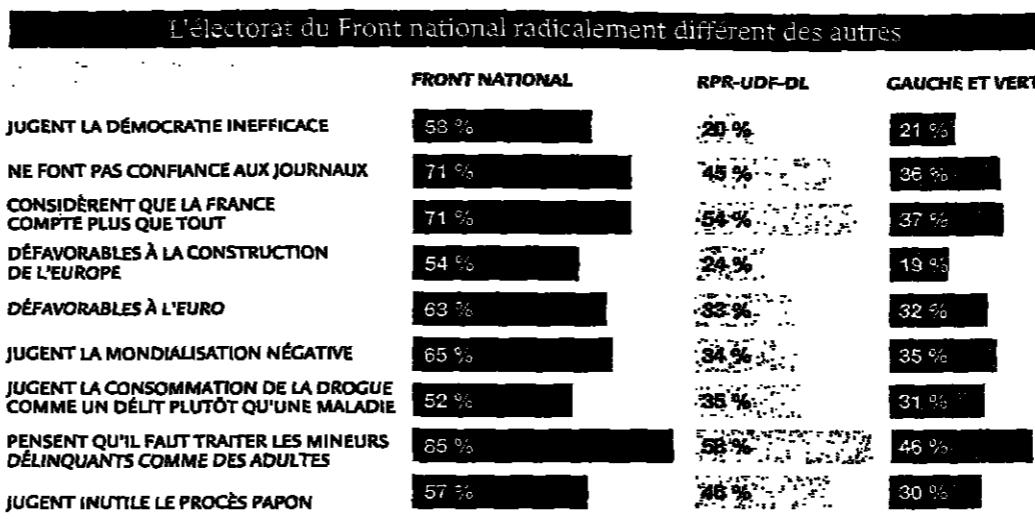
Formulée de manière implicite, l'analyse critique de M. Mégret à l'encontre de M. Le Pen se fonde sur trois éléments principaux : le surplace électoral depuis 1988, avec 14,5 % des voix à la présidentielle d'alors et 15 % dix ans plus tard ; l'impuissance du mouvement, qui dispose certes d'une grande capacité de nuisance mais ne peut espérer pour lui aucun bénéfice - son soutien aux présidents de région élus en mars 1998 ne lui a valu aucune vice-présidence de conseil régional ou présidence de commission ; enfin, la diabolisation dont il est l'objet en raison des excès de son fondateur, qui l'empêche de sortir de son cercle électoral habituel.

Comme remède, M. Mégret propose, semble-t-il, un nouveau projet stratégique fondé sur quatre éléments principaux. Tout d'abord, l'ancrage du FN à droite, à l'opposé du « ni gauche ni droite » proclamé par les légitimistes, allant jusqu'aux appels anti-Chirac de 1995. En deuxième lieu, la transformation d'un parti protestataire en un parti de pouvoir, qui doit aspirer à gouverner et pour cela accepter des compromis et des alliances. En troisième lieu, la « dédiabolisation » du mouvement, qui suppose la mise sous tutelle de son chef historique ou, si cela était impossible, la cassure du mouvement. Enfin, la capture de nouveaux électeurs en s'appuyant sur le constat que, si 20 % à 25 % des Français partagent les idées du FN, seuls 15 % votent en sa faveur. Dans une société marquée par la montée des thèmes sécuritaires, il y a là matière à une nouvelle progression pour un parti plus ouvert et débarrassé de ses excès. L'objet-

**La volonté de Bruno Mégret de transformer le Front national en parti de pouvoir se heurte à la singularité des électeurs de l'extrême droite - fondamentalement protestataires - et à la coupure croissante avec les valeurs de la droite modérée**



COORDINATION  
Gérard Courtioux  
Jérôme Jaffré



tif de la mutation paraît clair : imposer le FN comme un partenaire obligé de la droite modérée et lui permettre ainsi d'accéder à des positions de pouvoir locales, voire nationales.

Cependant, les données recueillies par les instituts de sondage montrent les difficultés de la tentative. L'ancrage à droite du FN se heurte à un électeur qui se caractérise par son refus des deux grandes tendances de l'esprit public. Aux législatives de 1997, selon l'enquête post-électorale du Cevipof, 79 % des frontistes déclaraient ne faire confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner le pays. Fin 1998, 63 % d'entre eux refusent encore de dire qui de la gauche ou de l'Alliance possède les meilleures solutions pour le pays ; 72 % ne font pas confiance à Lionel Jospin, mais 70 % ne font pas davantage confiance à Jacques Chirac. Selon la Sofres, en cas de duel au second tour entre un socialiste et un « atlantiste », 20 % voteront socialiste, 43 % à droite (au lieu de 50 % en 1997) et 37 % se réfugieront dans l'abstention ou le vote blanc.

Il est vrai que l'électorat du FN recevra la main tendue de la droite comme une marque de reconnaissance. 82 % des frontistes souhaitent avoir des ministres de leur mouvement dans un gouvernement de droite. Mais cette main tendue, les électeurs RPR et UDF s'y refusent massivement. Ainsi, selon Ipsos, 59 % des RPR-UDF considèrent que les quatre prési-

dents de région de droite élus grâce au FN en mars 1998 n'auraient pas dû accepter ce soutien ; 71 % estiment que l'Alliance doit conserver le maximum de distances avec l'extrême droite, et 70 % déclarent qu'ils refuseraient des ministres FN dans un gouvernement de droite. Enfin, dans la liste des priorités assignées à la droite modérée, combattre le FN vient au troisième rang (avec 40 % des réponses des sympathisants RPR-UDF), devant la création d'un parti unique, le renouvellement des dirigeants et

la droite modérée (*lire tableau*), jusqu'à critiquer la démocratie comme régime politique, contester la tenue du procès Papon, critiquer les médias, rejeter la mondialisation et l'euro.

La singularité de telles attitudes assurent sans doute la survie politique du courant, mais elle rend très difficile son intégration. 44 % des électeurs FN ne proclament pas leur « dégoût » de la politique ? Comme l'observe Pascal Perrineau (*Le Symptôme Le Pen*, page 115), « un des éléments de sa réussite a été

Le mouvement est installé dans le rôle d'un parti antisystème, qui ne saurait donc participer à sa gestion sans se dévoyer

même le combat contre les socialistes (cité par seulement 18 %). Faire du FN un parti de pouvoir et non plus un simple parti de protestation

Certes, mais chez ses propres partisans le mouvement est installé dans le rôle d'un parti anti-système, qui ne saurait donc participer à sa gestion sans se dévoyer. Les électeurs frontistes font confiance à leur parti sur l'immigration et l'insécurité, mais ils ne sont qu'un sur deux à faire sur l'économie et un sur trois sur les problèmes sociaux. Voter pour le FN, c'est adopter des attitudes radicalement divergentes de la gauche comme de

de politiser un mouvement de rejet de la politique ? Mais comment transformer un refus en une participation aux responsabilités ?

Tout au moins la création du FN. Mouvement national avec un nouveau chef annoncé-t-il la fin des excès verbaux. Mais cela suffira-t-il à « dédiaboliser » le mouvement ? Certes, M. Le Pen apparaît comme « un handicap pour le FN » à une proportion croissante de Français (35 % en 1996, 43 % en 1997, 59 % en avril 1998), mais les deux tiers des électeurs frontistes continuent de voir en lui « un atout », 65 % estimant ses positions « justes », contre un tiers qui les

trouvent « excessives ». Le changement de leader pourra-t-il, pour autant, faire basculer la fraction de l'électorat rebûte, jusqu'à par le style du mouvement ? Rien n'est moins sûr, car le principal facteur de résistance au vote FN réside moins dans M. Le Pen que dans la nature du parti, jugé par 87 % des Français « raciste », par 86 % « pas capable de gouverner » et par 73 % comme constituant « un danger pour la démocratie ».

Il est vrai que 20 % à 25 % des sondés sont d'accord avec les idées du FN, ce qui constitue sur le plan un réservoir de nouveaux électeurs représentant 5 % à 10 % des voix, pouvant permettre l'envolée de la liste de M. Mégret aux européennes. Selon l'enquête de la Sofres réalisée pour *Le Monde* et RTL en avril 1998, 25 % des RPR, 15 % des UDF, 16 % des communistes, 7 % des socialistes et 7 % des Verts sont d'accord avec les idées du FN. Mais, en réalité, ce groupe composite ne lui accorde sa confiance que sur le seul thème de l'immigration (47 % d'entre eux le citent sur ce thème comme le parti le plus capable d'y faire face). En revanche, ils ne sont que 18 % à le citer sur l'insécurité, 6 % sur le chômage, 2 % sur l'économie. Attirer une forte proportion de nouveaux électeurs suppose donc que l'immigration prenne une place déterminante dans les motivations de vote, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Dès lors, le FN ne peut guère attirer ceux qui approuvent ses idées mais ne votent pas pour lui. Au demeurant, seuls 14 % d'entre eux le citent comme choix partisan de rechange.

La mutation entreprise à ses risques et périls par M. Mégret se heurte enfin à l'obstacle des européennes, où le mode de scrutin proportionnel national rend inutile toute alliance et, pis, fait des voix immédiats les plus rudes concurrents. Selon toute probabilité, la bataille Le Pen/Mégret aura lieu dans le camp retranché de l'électorat traditionnel du FN et sur les thèmes classiques de l'extrême droite. Ce qui n'est sans doute pas le meilleur terrain pour engager la mutation du mouvement frontiste.

**Jérôme Jaffré** est directeur du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (Cecop).

## Pour en savoir plus

• *Le Symptôme Le Pen*, de Pascal Perrineau, Fayard, 1997, 257 p. 120 F (18,29 €). Examine les caractéristiques du vote FN et avance avec rigueur les interprétations de son enracinement depuis quinze ans.

• *Le Après Le Pen*, de Michael Darmon et Romualdo Rosso, Le Seuil, 1998, 271 p. 120 F (18,29 €). Décrit, quelques mois avant la scission, la montée en puissance de Bruno Mégret au sein du parti, son opposition croissante avec Jean-Marie Le Pen et la gestion municipale de Vitrolles.

• *Le Vote légitimiste au vote frontalier*, par Nonna Mayer, *Revue française de science politique*, juin-août 1997, p. 438-453. Etudie le vote FN aux législatives de 1997 en soulignant son autonomie par rapport au vote national et ses progrès dans les zones où il s'est le plus implanté.

Depuis une dizaine d'années, les preuves d'une radicalisation de l'électorat de la droite modérée sont introuvable. De fait, les sympathisants du RPR se trouvent aujourd'hui soit à distance égale des socialistes et des frontistes, soit légèrement plus proches des premiers. Dans ce contexte, l'attrait de la formation de Bruno Mégret sur cet électorat apparaît très aléatoire alors qu'on ne peut exclure que la scission de l'extrême droite modifie les jeux dans les cercles militants ou locaux.

• *Le Gaullisme après de Gaulle*, d'Andrew Knapp, Le Seuil, 1996, 896 p., 195 F (29,72 €). Retrace les évolutions idéologiques du RPR, de la synthèse gaulliste à une position de droite clairement antisystème.

• *L'extrême droite en Europe*, n° 87 de la revue *Pouvoirs*, 1998, 206 p., 95 F (14,48 €). Eclairage historique de l'extrême droite en France ; offre une comparaison avec les pays européens, dont l'Italie, la Belgique et l'Autriche.

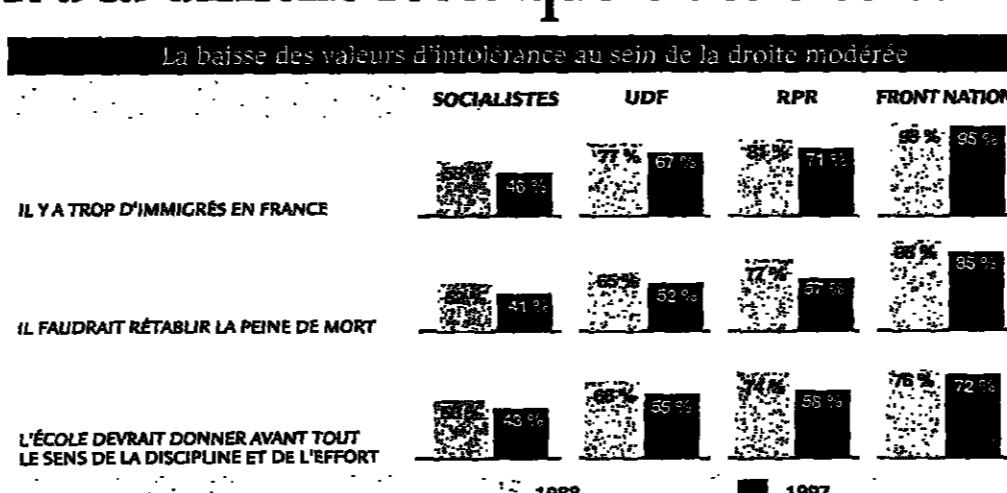
• *La France bâtarde*, de Jean-Christophe Cambadélis et Eric Osmund, Plon, 314 p., 139 F (21,19 €). Une histoire de l'extrême droite qui retrace la renaissance de cette famille politique, marginalisée après la Libération.

## Le RPR à la difficile reconquête des électeurs perdus

**U**NE proportion déterminante de l'électorat du Front national est issue des rangs de la droite modérée : parmi les personnes ayant voté pour un candidat FN au premier tour des élections de 1997, 61 % déclarent avoir voté pour Jacques Chirac le 7 mai 1995. La stratégie du RPR passe donc par la reconquête de ces électeurs perdus. Peut-il y parvenir en parlant aux électeurs séduits par l'extrême droite des sujets qui les préoccupent ? A observer la manière dont le RPR a pris en charge les préoccupations frontistes dans ses programmes, il semble plutôt être passé d'une phase de rapprochement à une prise de distance. Et même si celle-ci masque parfois des attitudes plus flottantes, elle correspond à l'évolution d'un électeur RPR s'éloignant progressivement de l'univers idéologique du FN.

Dans un premier temps, la tendance a bien été au rapprochement. De 1986 à 1993, les programmes électoraux du mouvement gaulliste en témoignent. La lutte intransigeante contre l'insécurité est érigée en priorité. Le thème de l'immigration est associé à celui de l'identité nationale. La volonté d'expulser les immigrés en situation irrégulière va de pair avec la défense d'un modèle d'intégration fondé sur le refus de toute forme de multiculturalisme et sur l'existence d'un contrat d'adhésion. En 1988, une première accentuation va dans le sens d'un patriosme plus accusé et d'une fermeté accrue dans le contrôle des flux migratoires (la lutte contre l'immigration abusive du droit d'asile est affichée).

Mais le dosage ne se modifie nettement qu'aux élections législatives



de 1993. Se plaçant sur le terrain du FN, le RPR se pose comme le porte-drapeau de l'*exception nationale* et son programme s'ouvre par une interrogatoire au nationalisme aigu : « Y aura-t-il encore une France en 2000 ? » Dans le domaine de l'immigration, il affirme que « le seuil de tolérance est franchi depuis longtemps », prône « une expulsion sans mansuétude » des immigrés en situation irrégulière, stigmatise la « polygamie » et affirme qu'il faudra « reconstruire certains aspects de notre système de solidarité sociale » et réformer le code de la nationalité.

Depuis 1995, une nouvelle séquence est ouverte. Des signes de distanciation, comme le refus affiché de toute alliance, sont aussi perceptibles dans les textes. A l'élection présidentielle, le programme de Jacques Chirac renverse radicalement

ment la logique d'emprunt privilégié deux ans auparavant. Face à un concurrent, Edouard Balladur, qui carpe sur une position plus traditionnelle, il inverse l'ordre des priorités en relevant les thèmes de la sécurité ou de l'immigration. Il change les références en substituant la République à la nation et en plaçant les valeurs de tolérance et d'égalité des chances avant celle d'autorité.

La plate-forme d'union RPR-UDF de 1997 reste globalement dans la même ligne. Fait marquant, elle n'évoque même pas la question de l'immigration. Il change les références en substituant la République à la nation et en plaçant les valeurs de tolérance et d'égalité des chances avant celle d'autorité.

et la moralisation de la vie publique. Pourtant, la thèse de la prise de distance entre d'être mancée. Les programmes officiels n'épuisent pas l'attitude du mouvement gaulliste.

Et l'on ne dit pas la même chose dans une réunion militante ou électorale, au niveau local ou national. De même, on n'agit pas toujours comme le programme : le RPR peut simultanément dénoncer les compromis avec l'extrême droite et accueillir le maire de Nice qui en est issu. Plus encore, au sein même de l'organisation, les prises de position divergent. Certains se prononcent peu ou prou pour une reprise des thèmes du FN, à l'image d'Edouard Balladur ou d'Alain Peyrefitte, d'autres appellent à la dénonciation des thèmes de l'extrême droite, c'est en évoquant d'autres sujets qui les préoccupent, en particulier la sécurité (sanctions effectives pour les délinquants, réponses judiciaires aux défaits commis par les mineurs, lutte contre la drogue, etc.)

et la moralisation de la vie publique. Pourtant, la thèse de la prise de distance entre d'être mancée. Les programmes officiels n'épuisent pas l'attitude du mouvement gaulliste.

Et l'on ne dit pas la même chose dans une réunion militante ou électorale, au niveau local ou national. De même, on n'agit pas toujours comme le programme : le RPR peut simultanément dénoncer les compromis avec l'extrême droite et accueillir le maire de Nice qui en est issu. Plus encore, au sein même de l'organisation, les prises de position divergent. Certains se prononcent peu ou prou pour une reprise des thèmes du FN, à l'image d'Edouard Balladur ou d'Alain Peyrefitte, d'autres appellent à la dénonciation des thèmes de l'extrême droite, c'est en évoquant d'autres sujets qui les préoccupent, en particulier la sécurité (sanctions effectives pour les délinquants, réponses judiciaires aux défaits commis par les mineurs, lutte contre la drogue, etc.)

**Florence Haegel** est chargée de recherches au Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française).

fait unies 27 fédé  
e mo- et dé  
e le ait au  
n tête de en  
Après le dé  
à his-  
. Marc  
ire es-  
de ré-  
nagée.  
le Au-  
Soldini  
bateau e. Il est  
tape, a  
rs.

page 22

mou, plu-  
des, il ne  
e débit aér-  
d'Air France  
tifs-fils de cé-  
la SFIO, ne  
le Force ou-  
be a conquis  
trait d'un pa-  
e qui confie  
éternellement  
»

Lire page 13

notication 11  
au de bord 19  
ordinal 22  
ordologie 25  
re 26  
la culture 28  
la révolution 29

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

## ÉDITORIAL

## Sauver les retraites

**L**IONEL JOSPIN a ouvert, avec la mission du Plan sur les retraites, une boîte de Pandore dont il ne sait probablement pas lui-même ce qui en sortira. Le premier ministre n'a pas fait preuve d'un grand courage, mais seulement de bon sens politique : il pouvait difficilement ne pas ouvrir un dossier qui engage les générations futures. Mais la démarche de M. Jospin pose une question de méthode : fallait-il, après les nombreux travaux d'experts publiés depuis dix ans, confier un nouveau rapport au Commissariat du Plan ?

En apparence, la question donne lieu à un véritable dialogue de sourds. D'un côté, l'opposition – c'est de bonne guerre – fait au gouvernement le procès de jouer la montre et de ne vouloir, en réalité, prendre, à terme, aucune décision d'importance. Débatteur au lieu de décider, multiplier les concertations plutôt que de rendre des arbitrages, forcément impopulaires : d'autres gouvernements, pas seulement de gauche, ont usé, c'est vrai, du subterfuge.

Le gouvernement, lui, rétorque qu'on ne peut lui adresser cette critique, puisque, pour qu'une réforme aussi difficile puisse aboutir et être acceptée par l'opinion, il faut impérativement qu'elle soit précédée d'une longue phase de concertation.

Pour ne l'avoir pas compris et avoir voulu réformer à la harsarde les régimes spéciaux de retraite, Alain Juppé n'a-t-il pas récolté, en retour, la grève de novembre et décembre 1995 ? Si l'objection du gouvernement

ment est forte, elle présente, cependant, une faille, que l'on mesure en lisant les positions sur l'avenir du système des retraites des responsables des cinq principales formations politiques interrogés par *Le Monde* (voir pages 6 et 7). Au fil des mois, les termes du débat sont, en effet, en train d'évoluer, et il apparaît des convergences nouvelles. Il en est ainsi de l'âge de la retraite. De gauche comme de droite, la plupart des dirigeants politiques admettent désormais qu'il faudra remettre en cause, un jour ou l'autre, le tabou de la retraite à 60 ans. La droite le dit clairement tandis que le PS – comme d'ailleurs le premier ministre – le suggère, préconisant un système de « retraite progressive ».

Alors, si chacun s'accorde à penser que, l'espérance de vie augmentant, il faudra impérativement, pour sauver le système de retraite, reculer l'âge de cessation d'activité ou trouver des systèmes plus souples, pourquoi le gouvernement apporte-t-il des aides ponctuelles pour favoriser des départs anticipés à la retraite, dès 56 ans, comme dans le secteur automobile ? On en comprend bien la raison : il s'agit dans ce dernier cas de favoriser un accord sur les 35 heures.

Il reste, malgré tout, un problème de cohérence. Prétendant des nécessités de la concertation, le gouvernement n'a jamais voulu dire précisément quelle serait la philosophie de la réforme qu'il engagerait pour sauver les retraites. Les mois passant, ce silence risque de plus en plus d'être source d'incohérence.

Si l'objection du gouvernement

*Le Monde* est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire : Jean-Marie Colombani  
Directrice : Jeanne-Marie Colombani ; Denis Depêche Adm' directeur général

Téléphon : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F

Internet : <http://www.lemonde.fr>

Directeur de la rédaction : Édouard Pichot

Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Férat, Pierre Georges, Jean-Pierre Lhomme

Directeur artistique : Dominique Royer

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourquet

Rédacteur en chef : Eric Azan

Mediachef : Robert Sol

Directeur exécutif : Eric Pichot, directeur adjoint : Anne Chassaigne

Conseiller de la direction : Alain Pichot, directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenaires audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président : Michel Notteboom, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Bouy-Mey (1948-1961), Jacques Faure (1964-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lassmann (1991-1994)

*Le Monde* est édité par la SA LE MONDE

Capital social : 945 000 F. Actionnaires : Société civile les Représentants du Monde, Fonds de placement des personnels du Monde, Association Hubert Bouy-Mey, Société de placement des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprise, Irida Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Fermeture estivale des musées

**N**OUS NOUS SOMMES déjà fait l'écho des doléances des touristes qui affluent en France à l'époque des grandes vacances pour admirer nos richesses artistiques et qui trouvent fermés ou incomplètement ouverts nos musées de province.

Le même inconveniend s'est présenté l'été dernier à Paris pour les musées municipaux de la capitale, et les visiteurs venus de la province et de l'étranger ont eu, en outre, la désagréable surprise de trouver quantité de théâtres et de magasins parisiens fermés. Or, il est à craindre qu'il n'en soit de même cette année.

En ce qui concerne notamment les musées, la direction des beaux-arts de la Ville de Paris informe qu'elle se verra dans l'obligation de fermer provisoirement certaines salles, en raison de la compression des effectifs de gar-

diens, réduits à 80 unités ; et même à 70, si l'on tient compte du personnel mis à la retraite, licencié ou en congé de maladie que l'interdiction d'embauchage, toujours en vigueur, ne permet pas de remplacer. Or ce nombre est insuffisant pour assurer, dans des conditions normales, la surveillance des collections.

Par ailleurs, la chambre de commerce de Paris vient d'attirer l'attention du ministre de l'éducation nationale sur les inconvenients qu'entraîne pour le développement du tourisme étranger la fermeture pendant l'été des théâtres subventionnés, sauf l'Opéra, et elle a demandé à la Fédération des commerçants détaillants d'entreprendre auprès de ses adhérents une action en vue de répartir les fermetures de magasins sur un plus grand nombre de mois.

(24 février 1949.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

*Le Monde* sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms de *Le Monde* : 01-42-17-29-33

*Le Monde* sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## Hors-piste

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

UNE RÉGATIERE repêchée à 3 000 kilomètres de toute côte alors qu'elle surfait à 20 nœuds sur un voilier gracieux comme un engin de plage : trois randonneurs bivouaquant dans les boursouflures à portée de sifflets de Prolagnan : des cosmopolites partis bricoler pendant six mois une station orbitale bonne pour la ferraille... Quand le dernier hiver du millénaire collectionne, en une semaine, tant de parts stupides, sous couvert de « dépassement de soi », initiale d'être grand clerc pour prédire ce que sera le siècle imminent : un Barnum planétaire d'amateurs jouant – excusez l'expression – comme des enfants dans l'espace notamment, reviennent à trou- ver une aiguille dans une meule de foin. Il y a seulement quinze ans, le sort de Colas attendait tous les naufragés du large. Le paradoxe est que, loin d'améliorer la sécurité, ces engins incitent les petits amateurs de sensations fortes à redoubler d'inconscience, et à exposer davantage les sauveurs : « on » viendra forcément le temps qu'il faudra...

L'extrême » à la portée de tous a résulté de plus en plus, ce sont les pisteurs, voisins de course ou champions de l'hélicoptère qui paient les pots cassés. Et il ferait beau voir qu'ils ne se dérangent pas, qu'ils présentent la note. Le public considère que l'accès universel au risque inclut le droit aux évacuations. Il en va de l'image d'une société qui se doit d'autant d'avoir d'avoir de la morale que ses membres en ont moins. Si les pouvoirs publics encadrent l'aventure, on hurle à la réglementation archaïque, antilibérale, in-

fantilisante. Et si elle ne porte plus secours, les rebelles à toute interdiction trouvent de bons avocats pour lui faire payer le prix de leurs fantaisies. Il y a trop d'Etat, la cause est entendue ; mais la revendication monte : « Qu'attend l'Etat pour éradiquer ou rembourser coûte que coûte les avalanches, verglas, inondations et autres intempéries hivernales, ces purs scandales de la nature ? » On croit rêver, au contraire, « on » ne peut se permettre de nous laisser là, le tout est de tenir le coup le temps qu'il faudra...

L'extrême » à la portée de tous a résulté de plus en plus, ce sont les pisteurs, voisins de course ou champions de l'hélicoptère qui paient les pots cassés. Et il ferait beau voir qu'ils ne se dérangent pas, qu'ils présentent la note. Le public considère que l'accès universel au risque inclut le droit aux évacuations. Il en va de l'image d'une société qui se doit d'autant d'avoir d'avoir de la morale que ses membres en ont moins. Si les pouvoirs publics encadrent l'aventure, on hurle à la réglementation archaïque, antilibérale, in-

métaphores routières ou sportives) : les grands débats (on sait-rait ce que cela veut dire, si petit débat avait un sens), et les codes de bonne conduite ou nouvelles règles du jeu. Quand on voit les records de tués que battent les automobilistes, malgré un code de conduite nullement facultatif, on devine ce que penseraient des appels gentilles à la bonne volonté, dans le style des offices de tourisme.

« J'ai payé, je veux pouvoir m'éclater stupidement et être secouru, comme les stars de la télé » : telle est l'exigence nouvelle. Le XXI<sup>e</sup> siècle sera donc casse-cou ou ne sera pas. La même prétention propre aux loisirs englobe l'amour : « On devrait pouvoir aimer une personne et la façon d'aimer d'une autre ; la nature est mal faite, il faut la changer. » Avec *Rien contre Robert*, qui sort cette semaine, Pascal Bonitzer inaugure une première, au cinéma : le hors-piste sentimental, sans fillet ni portant.

## RECTIFICATIFS

## PAUL MASSON

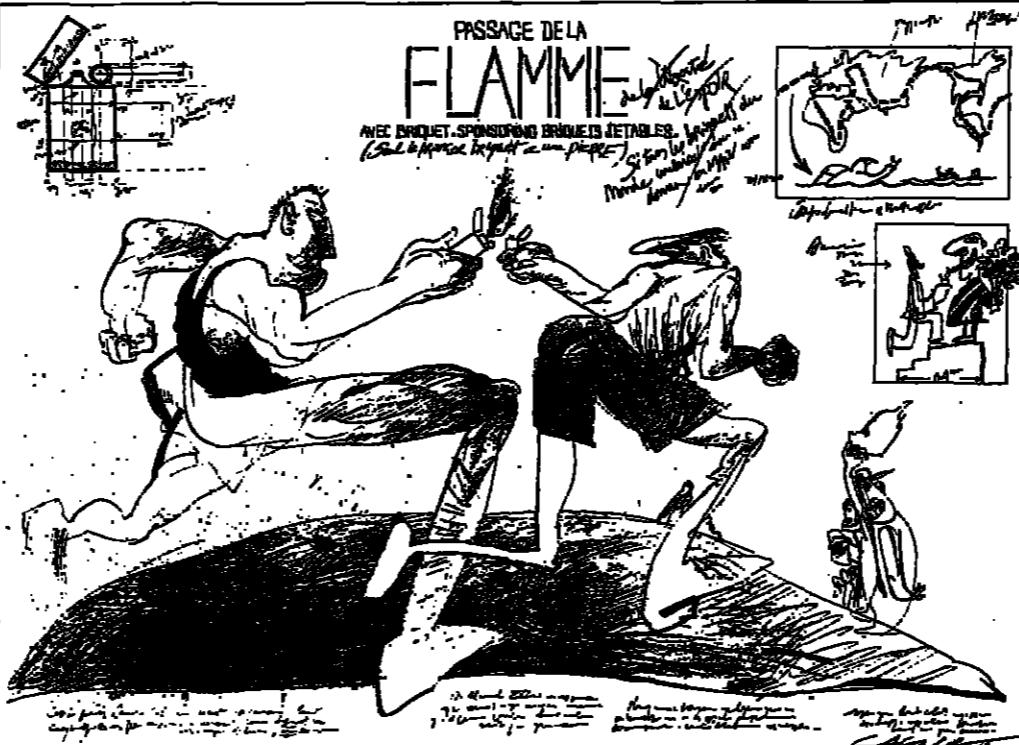
Après la publication, dans *Le Monde* du 16 février, d'un article consacré au procès du sang contaminé, sous le titre « Climat de crise au sein de la Cour de Justice de la République », Paul Masson, sénateur RPR du Loiret et juge à la Cour de justice, nous a adressé la lettre suivante :

« Dans *Le Monde* du 16 février 1999, je relève une déclaration qui m'est prêtée, conjointement avec M. de Courson. Je dément ces propos. Je considère que les délibérés de la Cour de justice doivent être pris en dehors de toute interférence extérieure et je m'étonne que onze juges aient pu évoquer ces débats sans vouloir être eux nommément cités, tout en citant leurs collègues. »

## LECTORAT

La proportion de femmes dans le lectorat du *Monde* est de 44,9 %, et non de 49,1 % comme il a été écrit par erreur dans la dernière chronique du médiateur intitulée « *Le lieu du débat* » (*Le Monde* daté 21-22 février).

## Projet de célébration pour l'an 2000 par Cagnat



## L'écologie, entre nature et société

ON COMPTE lorsqu'on est beaucoup aimé ou beaucoup hâlé. Les écologistes, parvenus à quelques responsabilités à un âge où l'on souvient encore que l'on a eu dix-huit ans, voudraient être aimés. Ils découvrent avec une stupeur adolescente qu'ils peuvent être détestés. Mais l'important est qu'ils comprennent

Et qu'ils peuvent devenir, dans une France ennuie par le ping-pong mou de la cohabitation lissopno-chiriquaine, le point de focalisation des signes, mais aussi des compréhensions angoissées des paysans, des ruraux, des travailleurs du nucléaire, et sans doute de quelques autres membres du corps social. Ainsi, non seulement les écologistes comptent, mais la dissonance entre l'écologie et le reste de la société, et leur pouvoir réel – fort limité dans l'appareil d'Etat et dans l'économie – signifie qu'ils en sont venus à occuper, dans la symbolique politique populaire, le point nodal.

L'affondrement idéologique des autres partis leur ouvre cette place aussi périlleuse qu'enviable. En se fracturant, le Front national a montré que sa xénophobie n'était pas tant l'expression d'une vision du monde que d'une paranoïa généralisée. La droite court après son extrême, sans plus savoir si comptent pour elle la nation, l'Europe, le capitalisme ou un conservatisme pur et simple. Le socialisme, ayant à peu près abandonné

l'idéal d'égalité sociale au profit d'un libéralisme tempéré, n'a plus guère que la « République » et les droits de l'homme à invoquer, comme si ces valeurs lui revenaient de droit. Quant au Parti communiste, n'ayant su comment éviter de jeter le marxisme avec l'eau du bain stalinienne, il n'ose plus qu'à peine employer le mot travailleur et s'inquiète de ses révélations, qui prospèrent malgré un discours poussif.

ESPACE POLITIQUE LIBRE En fait, si l'on peut dire que, depuis quinze ans, le Front national et la question de l'immigration ont occupé l'espace idéologique laissé libre par la droite et la gauche, de même peut-on avancer l'hypothèse que la question écologique vient prendre la place à nouveau libérée. Oui, le mondialisation est le défi jeté aux nations du village global : mondialisation du risque climatique, de la couche d'oxyde de l'azote, de la biodiversité. Oui, le chômage est l'angoisse centrale des sociétés, chômage induit par les mutations technologiques qui élèvent continûment la productivité du travail sans que celui-ci en soit autrement distribué. Oui, la croissance est le problème crucial de l'économie mondiale, croissance fondée aujourd'hui comme hier sur la dilapidation des ressources naturelles, eau, terre, mer, donc mécaniquement limitée par les effets pervers qu'elle induit.

En fait, si l'on peut dire que, depuis quinze ans, le Front national et la question de l'immigration ont occupé l'espace idéologique laissé libre par la droite et la gauche, de même peut-on avancer l'hypothèse que la question écologique vient prendre la place à nouveau libérée. Oui, le mondialisation est le défi jeté aux nations du village global : mondialisation du risque climatique, de la couche d'oxyde de l'azote, de la biodiversité. Oui, la croissance est le problème crucial de l'économie mondiale, croissance fondée aujourd'hui comme hier sur la dilapidation des ressources naturelles, eau, terre, mer, donc mécaniquement limitée par les effets pervers qu'elle induit.

La protestation des chasseurs et des ruraux peut s'interpréter comme le refus d'un discours perché comme imposé, pour faire court, par « ces bourgeois de la ville ». Cette évidence sociologique signifie qu'il reste à l'écologie à s'ancrer réellement dans un territoire populaire. Rien ne dit qu'elle soit apte à relever ce défi, qui est pourtant la condition de son expansion.

L'autre signification de la contestation anti-écologie est plus subtile. Le mouvement écologiste

balance depuis toujours entre la volonté de préserver une nature originelle et un discours critique sur la technique. Et depuis toujours ces courants s'interpellent, s'adosSENT l'un à l'autre, mais souvent aussi se contredisent. Or il est devenu clair que le retour à une nature idéalisée n'est plus de l'ordre de l'utopie mais du mythe. Pour sa plus grande partie, le mouvement écologiste reconnaît la réalité de l'artificialisation de la biosphère opérée par l'humanité. Il se fixe en fait comme but la réformation de lieux humains véritable dans le « jardin planétaire », qu'il reste à dessiner et à cultiver.

## CRITIQUE DES TECHNIQUES

Pourtant, la référence à la « nature » ne peut être absente de la critique des techniques : sont pré-éminemment contestées celles d'entre elles qui, en dévaluant l'impact environnemental et social de leur application, dégradent la vie humaine.

Cette interaction entre nature originelle, nature transformée, techniques et lieux sociaux est encore mal théorisée. Et dans la représentation générale, les écologistes restent, d'abord, les défenseurs de la « nature » pure. Il est donc normal qu'ils rencontrent l'opposition de praticiens des ressources naturelles, chasseurs et paysans, qui comprennent le discours écologiste comme celui d'une volonté d'appropriation symbolique de leur substrat. Cette opposition désoriente les écologistes parce qu'ils ne possèdent pas encore les outils théoriques pour y répondre. Leur succès politique est d'avoir légitimé les questions de « nature » dans le débat social. Leur problème actuel est d'apprendre à les poser dans des termes politiques clairs.

Heribert Kämpf

Vendredi 12 mars 1999  
LE MONDE ET LA POSTE

vous invitent à

Découvrir

Rencontrer

Apprendre

Devenir

Débattre

## DISPARITIONS

## Walter Lini

## Le père de l'indépendance du Vanuatu

LE PASTEUR anglican Walter Lini, premier ministre du Vanuatu de 1980 à 1991, est mort dimanche 21 février d'une infection virale. Il était âgé de cinquante-six ans. Fier de lancer du mouvement d'indépendance dans l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, dans le Pacifique sud, il était la plus grande figure politique du pays, largement considéré comme le père de la République du Vanuatu.

Né en 1942 dans l'île de Pentecôte (nord-est de l'archipel du Vanuatu), Walter Lini suivit une formation ecclésiastique en Nouvelle-Zélande mais fut surtout élève à l'école anglaise de l'île

d'Aoba, un passage obligé pour les jeunes anglophones les plus brillants, où le Royaume-Uni formait dans les années 70 les cadres de la future indépendance. Dans un pays divisé entre deux administrations rivales, celle de la France et celle du Royaume-Uni, son appartenance à l'Église anglicane a tempéré quelque peu le clivage traditionnel entre les presbytériens anglophones et les catholiques francophones. Reste que la France vit d'abord dans Walter Lini une marionnette du jeu britannique pour expulser les Français du condominium, à l'époque où les Anglais, implicitement soutenus par les Australiens et les Néo-

Zélandais, souhaitaient se retirer de l'archipel ; sans pour autant laisser la France récupérer leur « part » d'influence au Vanuatu. C'est d'ailleurs Walter Lini, alors ministre du gouvernement local, qui demanda le rappel à Paris du dernier « commissaire résident » français aux Nouvelles-Hébrides, sous prétexte de son soutien aux « modérés » (partis d'obéissance francophone), ne voyant en revanche rien à redire au soutien tout aussi clair du commissaire britannique à son propre parti franchement fondé, le Parti national ou Vanuatu (L'Arbre et le Cocon). L'indépendance, en 1980, installa Walter Lini au poste de premier ministre, une fonction qu'il occupa sans interruption jusqu'en 1991. Le climat tendu et émaillé du post-colonialisme des années 80 favorisa chez Walter Lini des prises de position radicales, en particulier sur la question nucléaire ainsi que sur la Nouvelle-Calédonie. Son parti était proche du FLNKS et Walter Lini comptait parmi ses amis nombreux de leaders indépendants canadiens.

Pourtant, à l'épreuve du pouvoir, l'attitude de Walter Lini à l'égard de la France s'assouplit. Il effectua d'ailleurs une visite en France en 1986. En 1987, il fut victime d'une hémipétiol qui l'affaiblit considérablement. Évincé de son parti, il fonda un nouveau parti en 1991, le Parti national unifié (PNU). Quelques mois plus tard, le PNU concut une coalition avec l'Union des partis modérés (UPM), parti francophone mené par Maxime Carlot. C'est donc paradoxalement grâce au soutien de Walter Lini qu'un francophone a obtenu, pour la première fois, le poste de premier ministre du Vanuatu. Bien que cette coalition fut rompue en août 1993, Walter Lini continua d'occuper des postes-clés dans les nombreux cabinets francophones qui se succédèrent ensuite. En mars 1998, son Parti national unifié se mit en coalition avec son premier parti, le Parti national. Mais cette alliance peu crédible dura à peine six mois. Depuis septembre 1998, Walter Lini était le chef de l'opposition.

Dans un pays dont la classe politique est notablement corrompue, Walter Lini a maintenu tout au long de sa vie politique une réputation de moralité qu'aucun des nombreux scandales qui rythmèrent la vie de l'archipel n'est parvenu à entacher. La jeune République lui a rendu un hommage national lundi, lors d'une cérémonie funéraire organisée au Parlement. Walter Lini devait ensuite être inhumé selon la coutume de l'île de Pentecôte.

Florence de Changy

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 22-mardi 23 février sont publiés :

• Logement : deux décrets sur le fonctionnement du fonds de soutien de l'Union d'économie sociale du logement.

• Ense : un arrêté portant attribution du diplôme d'ingénieur de l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace en 1998.

Le *Journal officiel* daté lundi 22-mardi 23 février 1999, au prix de 24 francs, au lieu de 23 francs.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

Il s'est consacrée avec une grande énergie à l'animation de son cher GFCH et a su lui donner une place internationale de premier rang. Il n'y comptait que des amis.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Sainte-Croix, Le Bouscat.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 février 1999, à l'église Saint

## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

**CAPITALISME** Investor, la société d'investissement du groupe familial Wallenberg, est un actionnaire majeur de l'industrie suédoise. Scania, ABB, SAS, SKF ou encore

Saab Automobile figurent parmi les fleurons de son patrimoine. ● PRIVÉ-LÉGANT jusqu'à récemment le long terme sur la rentabilité immédiate, Investor change peu à peu de mé-

thode, notamment sous la pression des autres actionnaires présents dans les sociétés de l'empire Wallenberg. ● LES FUSIONS sont la conséquence la plus directe de cette nou-

velle attitude. Mais Investor, qui a fusionné Astra au britannique Zeteca et Stora au finlandais Enso, a refusé de marier Scania à Volvo Trucks. ● UNE NOUVELLE stratégie doit être définie par Marcus Wallenberg, 42 ans, qui prendra en avril les commandes du groupe familial, dont la rentabilité tend à s'émousser.

## La mondialisation contraint Wallenberg à une remise en cause

Présent au capital de 40 % des entreprises cotées à Stockholm, le groupe familial suédois joue un rôle décisif dans leurs stratégies. Son opposition à la fusion Scania-Volvo Trucks révèle une divergence entre ses intérêts et ceux des autres actionnaires

STOCKHOLM  
de notre correspondant

Le petit monde de la finance et de l'industrie suédoises s'interroge : l'étoile de la famille Wallenberg est en train de pâlir. Centes, son holding d'investissement, Investor, ne contrôle pas moins de 40 % des entreprises cotées à la Bourse de Stockholm. Parmi elles, les fleurons de l'industrie d'exportation suédoise : Ericsson, Astra - les sociétés à la plus forte capitalisation du pays - Scania, Electrolux, SKF, Saab Automobile, etc. Autant dire qu'Investor est une institution que l'on respecte et que l'on craint dans le royaume. C'est elle qui fait et défait les conseils d'administration des compagnies sous sa coupe, c'est à son entretien que l'on a recours pour favoriser telle ou telle transaction à l'étranger. Mais, pour la première fois depuis longtemps, Stock-

holm bruit de critiques et de doutes quant à la stratégie du groupe. Dernier épisode en date : ses ennemis avec Scania, le constructeur de poids lourds, dont il ne maîtrise plus la destinée depuis l'irruption, « hostile » à ses yeux, de Volvo dans son capital.

C'est dans ce climat inhabituel que la dynastie Wallenberg a décidé de reprendre les choses en main en nommant l'un des siens PDG d'Investor. Marcus Wallenberg remplacera, à partir du 14 avril, celui qui a occupé ce poste depuis 1978, Claes Dahlback. Ce fidèle de la famille devient vice-président du conseil d'administration au même titre que Jacob Wallenberg, cousin de Marcus, également promu lors de ce remaniement annoncé le 11 février. Tous deux assisteront la « star » du groupe, Percy Barnevik, considéré par beaucoup comme l'homme le

plus puissant de Suède. Derrière ces changements se profile la volonté des Wallenberg d'injecter du sang frais et de remettre leur empire sur les rails de la rentabilité. La question est de savoir comment.

Investor a été créée en 1916 dans le but de regrouper les participations industrielles acquises à la fin du siècle précédent par banquier André Oscar Wallenberg. Longtemps, la société d'investissement a mené une gestion privilégiant le long terme plutôt que la rentabilité immédiate. « Lorsque l'une des entreprises sous son contrôle alignait perte sur perte, Investor ne s'en dérangeait pas tant qu'elle estimait pouvoir, un jour, être payée en retour », explique Haakan Lindgren, professeur à la haute école commerciale de Stockholm et auteur d'un livre sur Investor. Au pire cédait-elle une partie de ses titres,

comme pour Saab Automobile, achetée à 50 % par General Motors en 1989. Mais la globalisation de l'économie finit par rattraper la Suède et ses entreprises.

Avec elle apparaissent les investisseurs institutionnels étrangers. En particulier les fonds de pension américains, obsédés par le profit et vite imités par leurs homologues suédois. La vague des fusions et acquisitions n'épargne pas non plus les firmes du royaume, dont celles des Wallenberg : Asea, mariée en 1987 au suisse Brown Boveri pour former le géant de l'électromécanique ABB ; puis Stora, fusionnée avec la finlandaise Enso ; et le groupe Astra, rapproché du britannique Zeteca. Cette période coïncide avec le départ à la retraite du patriarche, Peter Wallenberg. Pour prendre sa place à la tête du conseil d'administration d'Investor, il fit appeler au charismatique Percy Barnevik

etur automobile suédois annonçant par surprise qu'il avait acquis près de 13 % de Scania et qu'il souhaitait acheter le reste dès possible.

Offusqué par ce raid, Investor a froidement repoussé les avances de Volvo, qui en a pris note lundi 22 février, en annonçant la rupture des pourparlers en vue d'une reprise de Scania. Mais la firme de Göteborg

les investisseurs institutionnels suédois de suivre sa stratégie, en leur promettant de mieux prendre en compte leurs intérêts.

Avec les fusions en cours, le pouvoir des Wallenberg dans les sociétés impliquées se dilue, et il leur est plus difficile d'imposer leurs vues. C'est le cas pour Astra Zeteca, dont la fusion n'inspire pas confiance à

### Les plus belles valeurs de l'industrie suédoise

La valeur des principales participations d'Investor s'élevait, au 31 décembre 1998, à 88,923 milliards de couronnes (10 milliards d'euros). ● Astra (pharmacie) : 11 % du capital (13 % des droits de vote), pour une valeur de 29,2 MdsKr (3,28 Mds).

● Ericsson (télécommunications) : 3 % (22 %), 12,9 MdsKr (1,4 Mds).

● Scania (poids lourds, autobus) : 26 % (42 %), 7,9 MdsKr (0,9 Mds).

● ABB (électromécanique) : 10 % (13 %), 7,8 MdsKr (0,87 Mds).

● Gambr (technologies médicales) : 20 % (26 %), 6 MdsKr (0,67 Mds).

● Stora Enso (bois, papier) : 10 % (11 %), 5,5 MdsKr (0,62 Mds).

● Atlas Copco (équipements industriels) : 15 % (21 %), 4,9 MdsKr (0,55 Mds).

● SEB (banque) : 8 % (9 %), 4,1 MdsKr (0,46 Mds).

● WM-Data (multimédia) : 13 % (6 %), 3,5 MdsKr (0,39 Mds).

● Electrolux : 4 % (21 %), 1,9 MdsKr (0,2 Mds).

● SAAB AB (avions) : 20 % (36 %), 1,8 MdsKr (0,2 Mds).

● SKF (roulement à bille) : 13 % (30 %), 1,3 MdsKr (0,1 Mds).

● SAS Suède (transport aérien) : 19 % (19 %), 1 MdsKr (0,1 Mds).

compte bien conserver sa participation stratégique. Qui ose vendre ses titres à Volvo ? Des fonds de pension suédois, mécontents de l'évolution du cours de l'action Scania.

De cette opération inédite en Suède, Investor a du mal à se remettre. La présence de Volvo au capital de Scania l'empêche de vendre à son gré le constructeur de poids lourds et crée un précédent. « Un acte de défiance à l'égard d'Investor et de Percy Barnevik », estime le quotidien des affaires Dagens Industri. Selon le journal, le dirigeant avait pourtant réussi à convaincre

Antoine Jacob

### PROFIL

#### MARCUS

#### LE « COSTAUD »

« On nous demandera toujours si l'on a été nommé à ce poste grâce à son nom ou pour ses qualifications », observait avec justesse Percy Barnevik, en présentant, jeudi 11 février, le nouveau PDG d'Investor, Marcus Wallenberg, quarante-deux ans. La question revient en Suède dès lors qu'un nouveau membre de la dynastie accède à des responsabilités. Elle est posée avec plus d'insistance lorsque l'impétrant est méconnu du grand public. C'est le cas de Marcus, représentant la cinquième génération des Wallenberg avec son cousin Jacob, de sept mois son aîné, et président du conseil d'administration

de SEB, la banque familiale. Contrairement à celui-ci, le nouveau dirigeant d'Investor ne brille pas par son aisance en public. Timide, réservé, prudent, sérieux : tels sont les qualificatifs qui reviennent pour décrire cet homme au sourire un peu triste. « Il est très fort et il sait ce qu'il veut », affirme un membre du sérial. « Percy Barnevik l'a observé pendant deux ans pour s'assurer qu'il était apte à prendre la relève. » Marcus est le fils de Marc Wallenberg, qui s'est suicidé en 1971, alors qu'il se préparait à succéder à son père, le légendaire Marcus. Eduqué à l'université américaine de Georgetown et formé dans des banques de renom à New York, Francfort, Londres et Hongkong, le jeune Wallenberg fait ses gammes dans l'industrie à la direction de la filiale allemande du groupe forestier Stora.

A. J.

## L'inévitale concentration des constructeurs européens de camions

L'INDUSTRIE du poids lourd, comme celle de l'automobile, est dans une phase ultime de concentration mondiale, même si les projets n'aboutissent pas tous, comme

**ANALYSE**  
L'anticipation de la mondialisation a permis aux Européens de s'imposer

dans le cas de Volvo-Scania. Si ce secteur compte une myriade de fabricants locaux, il est dominé par moins d'une dizaine de grands constructeurs, majoritairement européens. Ceux-ci produisent des quelque 1,2 million de véhicules utilitaires de plus de 5 tonnes vendus dans le monde, le nouveau géant DaimlerChrysler (marques Mercedes, Chrysler, Ford Trucks) fabriquant à lui seul 490 000 unités. Sur la partie « noble » du secteur, les camions lourds (plus de 16 tonnes), Mercedes, Volvo, Renault, Scania, MAN et Iveco assurent 85,5 % de la production mondiale en 1997.

Mercedes est loin devant (150 000 unités), et pourra encore accroître son avance, s'il parvient à mettre la main sur le japonais Nissan Diesel (50 000). Volvo Trucks, qui a vendu plus de 83 000 camions lourds dans le monde l'an dernier, soit 21 % de plus qu'en 1997, piaffe de pouvoir rattraper son grand rival allemand. Après avoir forcé la porte de son compatriote Scania, sans parvenir à ses fins, il aurait entrepris de faire la cour au numéro deux américain Navistar (43 000 camions lourds vendus en 1998). Volvo est par ailleurs allié à Mitsubishi dans les camions légers et moyens.

C'est cette bonne anticipation de la mondialisation qui a permis aux Européens de s'imposer. Dès les années 70, Mercedes, Volvo et Renault ont investi le marché nord-américain, le plus important, en rachetant respectivement Freightliner (puis Ford Trucks en 1997), GM-White et Mack Trucks. L'américain Paccar (marques Peterbilt et Kenworth), répliquait en 1996 et 1997 en reprenant deux marques européennes mal en point, le néerlandais Daf et le britannique Leyland. En revanche, Navistar (marque In-

ternational) est peu présent hors d'Amérique du Nord, mais il y détiennent près de 20 % du marché des camions lourds en 1998 et 38,5 % de celui des camions légers.

**DEUX CAMPS**  
Les japonais, s'ils ont inondé le monde de leurs voitures, ont concentré l'essentiel de leurs ventes de camions sur la zone asiatique, avec des véhicules plus légers, assez peu sophistiqués, et ils ont peu investi dans la technologie. Conséquence : aucune des firmes de l'assemblage n'ayant la taille mondiale, elles ont perdu leur indépendance. General Motors a pris 37,5 % d'Isuzu, Toyota a gobé Hino, Mitsubishi s'est allié à Volvo. Et Nissan Diesel est en passe d'entrer dans l'orbite de DaimlerChrysler.

Reste que six constructeurs en Europe, c'est encore beaucoup. Deux camps se dessinent : celui des prédateurs et celui des cibles. Volvo, comme Mercedes, est claire-

ment dans le premier, surtout depuis qu'il a décidé de céder sa division automobile à Ford pour 5,8 milliards d'euros (37,8 milliards de francs). L'allemand MAN (42 000 véhicules en 1997) est plutôt dans le second camp. Iveco et Renault VI luttent pour ne pas y tomber. Le constructeur français est solide malgré son camp sur deux continents : l'Europe, dont RVI détient 12 % du marché (camions lourds), et les Etats-Unis, où sa filiale Mack s'adjudique 13 % des ventes. Louis Schweizer, le PDG du groupe Renault, qui continue de penser que le camion est stratégique pour la firme, vient de nommer à la présidence de RVI son ex-bras droit Patrick Faure, doté d'une augmentation de capital de 3 milliards de francs (457 M€), avec une double mission : atteindre 4 % de rentabilité nette et grossir.

Iveco, deux fois plus petit que le géant, deux fois plus isolé en Europe, paraît plus isolé en Europe, mais la

boutte secrète de cette filiale de Fiat s'appelle le Daily, son utilitaire léger (à partir de 3,5 tonnes), et qui génère de gros volumes à l'international, notamment en Asie. Scania, le constructeur le plus rentable du monde, est longtemps passé au-dessus du lot, estimant pouvoir vivre seul en construisant des camions lourds haut de gamme. Le numéro deux suédois a néanmoins commencé à grossir à son tour, sortant de sa base suédoise pour assembler ses camions en Amérique du Sud et en France, à Angers.

### CHUTE DES VENTES

Reste les pays émergents, en particulier en Asie, grand réservoir de la croissance future du secteur. Les constructeurs locaux sont légion, mais les vraies cibles de choix sont rares. On citera le coréen Hyundai et l'indien Ashok, qui produisent chacun plus de 20 000 véhicules utilitaires. Ou encore le numéro un indien, Tata Engineering (64 000 véhicules en 1997), qui a déjà conclu des accords avec Mercedes.

La conjoncture mondiale pourrait précipiter les rapprochements. Bien équipement, le camion est un capteur avancé de la situation économique. Or après une année 1998 record sur les marchés occidentaux 1999 s'annonce moins bonne. Une étude de Salomon Smith Barney estime que le marché européen baîssera d'environ 8 % en 1999, à 185 500 unités. Volvo table pour sa part sur une chute de 10 % des ventes en Europe, de 5 % en Amérique du Nord, et surtout de 40 % en Amérique du Sud, une région où Scania est particulièrement bien implanté. Les Wallenberg, gourmands aujourd'hui - Daimler, ayant Volvo, avait déjà estimé qu'ils exigeaient un prix trop cher pour Scania -, pourraient bien être obligés de revoter à la baisse leurs prévisions dans quelques mois.

Pascal Galinier

## British Aerospace se sent victime d'un complot français

LONDRES  
de notre correspondant à la City

Un mois après l'annonce du rapprochement surprise entre British Aerospace (Bae) et Marconi, l'avant du contrat d'armement anglo-saoudien d'Al Yamana, dont le groupe britannique est le principal bénéficiaire, vient de provoquer une de ces poussées d'anticipation anti-françaises dont la Grande-Bretagne est coutumière. Au départ, une curieuse dépêche de l'AFP datée du 18 février et originale de Dubai cite des diplomates selon lesquels l'important contrat d'armement Al Yamana avait été gelé en raison des difficultés financières de l'Arabie saoudite.

Cet accord, signé dans les années 80 par M. Thatcher, concerne la livraison de plus de 120 chasseurs-bombardiers Tornado, des avions d'entraînement Hawk et des blindés. Sa deuxième phase, en 1992, avait sauté Bae de la banquette. La sanction de cette information est immédiate : la baisse de l'action Bae à Londres, et ce malgré les démentis répétés de Londres. Le 22 février, le ministère britannique de la défense reconnaissait que le contrat tenait compte de la situation économique de l'Arabie saoudite mais

sans préciser qu'il avait été l'objet d'un rapprochement. Cette mise au point, conjuguée à un démenti officiel saoudien d'un gel du contrat, a permis au titre Bae de se ressaisir lundi.

### MACHINATION

A la demande de British Aerospace, la Bourse de Londres a ouvert une enquête sur l'origine de ces rumeurs. Tous les vieux démons ressurgissent, à commencer par celui d'une machination d'un gouvernement français prétendument soucieux d'occulter les limites de la privatisation de l'aéronautique. De bien curieuses rumeurs se propagent dans la presse dominicale britannique, comme celles qui accusent en outre Paris d'être l'instigateur des récentes menaces du commissaire européen à la concurrence, le Belge Karl Van Miert, de surveiller de près le rapprochement annoncé le 17 janvier entre British Aerospace et Marconi.

L'enjeu est d'importance. Si les termes et conditions d'Al Yamana restent entourés de mystère, cet accord, sur lequel travaillent 5 500 employés de Bae, rapporterait chaque année 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) à la compagnie. Par ailleurs, les deux principaux diri-

geants de la nouvelle entité Bae-Marconi, le président Dick Evans et le directeur général, John Weston, sont liés à la signature de ce qui reste le plus gros contrat d'armement de tous les temps. La controverse sur l'avvenir de la compagnie, enfin, vient gâcher la présentation, le 25 février, des excellents résultats pour 1998, avec des bénéfices évalués entre 6/5 millions de livres et 7/8 millions de livres (entre 990 millions et 1,07 milliards d'euros).

Ce climat détesté n'est pas étranger à la faiblesse en Bourse de Bae. Cette sous-évaluation souligne la persistance des réserves émises dans la City à l'encontre d'un rapprochement qui ne facilite pas la restrukturisation de l'industrie européenne de l'aéronautique et de la défense. Une possible alliance franco-allemande entre Aerospatiale-Matra et DASA, capable de contre-carrer Bae, effraie bon nombre de spécialistes. Dernier sujet d'inquiétude, la défiance des marchés est loin de faire l'affaire des actionnaires de GEC puisque le rachat de Marconi se fait en partie par échange de titres.

Marc Roche

**NATEXIS MULTIDEVISSES**  
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

**Sur Minitel la nouvelle version euro**

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

**NATEXIS GROUPE**



08 36 29 00 65  
3623 NXMULTIDEV

## Le nouveau recul de l'euro n'inquiète pas les autorités monétaires européennes

Pour Wim Duisenberg, président de la BCE, la situation est « provisoire »

En dépit d'une petite remontée, mardi 23 février dans la matinée, la monnaie européenne reste proche de son plus bas niveau face à la devise

**APRÈS AVOIR** touché lundi 23 février son plus bas niveau contre la devise américaine et la livre anglaise, l'euro s'est redressé. Mardi, en début de matinée, la monnaie européenne s'échangeait contre 1,1052 dollar. Le billet vert perdait aussi un peu de terrain contre la devise japonaise, s'échangeant autour de 120 yens. Lundi, l'euro était tombé sous la barre de 1,10 dollar et des 68 pence mais cette baisse n'a guère suscité l'émotion des autorités monétaires et politiques.

Déjà déclinante la semaine dernière, la devise européenne n'a pas reçu le soutien des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales du G 7, réunis samedi à Bonn (Allemagne). Au contraire, Oskar Lafontaine, le ministre allemand des finances, a affirmé qu'il ne voyait pas « le cours actuel de l'euro comme un désavantage », notant que son affaiblissement face au dollar était bon pour les exportations européennes. Dans le même registre, Heiner Flassbeck, vice-ministre allemand des finances, estimait, lundi, que la baisse de l'euro n'est pas « un sujet d'inquiétude. C'est le produit du différentiel entre les deux situations économiques », faisant valoir que la croissance américaine s'accélère et qu'au contraire celle de l'Europe s'affaiblissait. Cette situation a conduit les intervenants sur le marché à anticiper une baisse des taux d'intérêt en Europe tandis que la vigueur de l'activité outre-

atlantique pourrait conduire la Réserve fédérale américaine (Fed) à relever les siens.

Pour bon nombre d'économistes, la faiblesse de l'euro n'est pas une surprise même si certains redoutaient une mouvance unique forte dans l'euphorie de son lancement. « La dépréciation de l'euro résulte d'un changement d'anticipations sur l'évolution des taux d'intérêt des deux côtés de l'Atlantique », juge Hubert de Montvalon, économiste à la société de Bourse Oddo. Les taux d'intérêt pour les contrats à échéance décembre 1999 ressortent à 5,50 % aux Etats-Unis et à 3 % dans la zone euro, contre respectivement 4,40 % et 3,50 % en octobre, au pire de la crise financière.

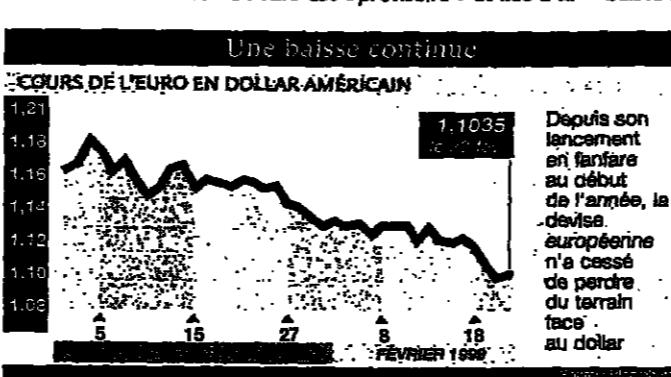
La vigueur de l'économie américaine fait redouter à certains opérateurs que la Fed augmente ses taux directeurs d'ici la fin de l'année. En Europe, une majorité d'entre eux envisagent, en re-

vitalité de l'économie américaine et aux « pressions politiques » en Europe en faveur d'une baisse des taux d'intérêt.

et due, pour l'essentiel, à la vitalité de l'économie aux Etats-Unis et aux « pressions politiques » en Europe en faveur d'une baisse des taux d'intérêt. Il a prévenu : les Européens doivent maintenant s'habituer à voir les taux de change « revêtir moins d'importance » dans la zone euro. Ils ne sont plus « si importants que dans le passé pour la zone euro ». Des déclarations qui laissent peu augurer une baisse prochaine des taux directeurs et politiques.

Une fois dissipées les anticipations d'un assouplissement rapide de la politique monétaire de la BCE, l'euro pourrait stopper sa glisse contre la monnaie américaine. D'autant plus que dans l'absolu, les écarts sont limités : « Les variations du cours du dollar en euro sont tout à fait comparables à celles que l'on pouvait observer entre les devises européennes et la monnaie américaine l'an dernier », souligne Marc Touati, économiste à la Caisse centrale des Banques populaires. « Si le dollar retrouve des couleurs, c'est avant tout pour des raisons conjoncturelles. Sur le long terme, les fondamentaux économiques jouent en faveur de l'euro. Les pays de l'Euroland ont enregistré, l'année dernière, un excédent courant de plus de 100 milliards de dollars, contre un déficit de 230 milliards de dollars en 1998 pour la balance courante américaine », ajoute-t-il.

Joël Morio



Atlantique pourrait conduire la Réserve fédérale américaine (Fed) à relever les siens.

vanche, une baisse du loyer de l'argent, qui l'jugent nécessaire pour soutenir l'activité. Un raisonnement que les autorités monétaires ne partagent pas forcément. Domingo Solans, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a estimé, lundi, que les Etats-Unis devraient être les premiers à baisser leurs taux d'intérêt, en réponse à une déclaration du secrétaire d'Etat américain au Trésor pressant l'Europe de relancer la croissance. « Le loyer de l'argent aux Etats-Unis est plus élevé qu'en Europe. S'il fallait me permettre d'une façon coordonnée une politique monétaire plus expansive, la Réserve fédérale devrait donner le coup d'envoi », a-t-il affirmé dans une interview publiée, lundi, par le quotidien économique espagnol *Expansion*.

Le président de la BCE, Wim Duisenberg, pense, lui, que la faiblesse de l'euro est « provisoire »

## Le Congrès juif fait monter la pression sur les banques françaises

**LES CRITIQUES** sur l'attitude des banques françaises concernant les Juifs en déshérence se font de plus en plus vives. Le Congrès juif mondial (CJM), qui réunit les comités exécutifs d'ici la fin mars, examinera d'éventuelles « sanctions contre les banques françaises », a indiqué, lundi 22 février, l'agence Reuters, citant une source anonyme. Le CJM reproche aux établissements bancaires « leur attitude de non coopération », et exige un accord avant la fin du mois prochain. Si rien n'est fait d'ici là, le CJM pourra commander de bloquer tout projet de fusion ou d'acquisition de ces banques aux Etats-Unis ou au Canada. C'est également fin mars que six banques françaises (Société générale, Paribas, Crédit lyonnais, Crédit agricole, Indosuez, Natexis), rejointes par la BNP et par les filiales françaises des américaines Chase et J.P. Morgan, devront se prononcer sur la compétence de la justice américaine sur le sujet. Elles sont poursuivies devant un tribunal de Brooklyn, à New York, par des survivants de l'Holocauste, ou leurs ayants droit, qui les accusent d'avoir confisqué des comptes détenus par des Juifs. La décision de la justice américaine de juger ou non les banques françaises dans cette affaire sera prise dans le courant de l'année. « Les juridictions américaines n'ont

pas compétence pour se prononcer sur le sujet, qui est traité de façon très sérieuse en France », estime Emmanuel Gaillard, avocat chez Shearman & Sterling, qui représente les établissements français. Les pressions qui pèsent sur eux aux Etats-Unis « ne sont pas la bonne manière de traiter le sujet et ne prennent pas en considération la dimension historique et morale », regrette-t-il.

M. Gaillard plaide pour un « traitement local, avec des représentants de la communauté juive française ».

**RECENTEMENT** La création en France d'un fonds a été évoquée la semaine dernière. Les banques renvoient, elles aussi, la balle du côté de la mission Mattéoli sur la spoliation des Juifs de France, dont le deuxième rapport d'étape a été rendu fin janvier au gouvernement français (*Le Monde* du 4 février). L'Association française des banques (AFB) a recensé en France 106 banques françaises ou étrangères actuelles qui étaient en activité pendant la Seconde guerre mondiale. Depuis un an, le plupart des grandes banques françaises travaillent au recensement du total des avoirs Juifs et devraient avoir terminé pour la fin avril. Une instance chargée d'examiner les demandes individuelles d'indemnisation des victimes Juives devrait être prochainement mise en place dans le cadre de la mission Mattéoli, et devrait être présidée par Pierre Drai, ancien président de la Cour de cassation.

Les opinions sont assez divergentes du côté du CJM. Daniel Singer, secrétaire général, indique : « Il est opposé, dans tous les cas, au boycott ainsi qu'aux sanctions économiques ». La communauté juive mondiale semble divisée. Il n'empêche, la question du boycott sera soulevée lors de la réunion du CJM fin mars. Et les menaces ont jusqu'ici été une arme efficace. C'est cette épée de Damoclès qui a fait flétrir les

banques suisses. Le zèle du contrôleur des finances de New York, Alan Hevesi, a permis de parvenir avec elles à un accord de dédommagement de victimes de l'Holocauste portant sur 1,25 milliard de dollars (1,12 milliard €). De même, le projet de rachat par la Deutsche Bank de la banque américaine Bankers Trust a été menacé, incitant une dizaine d'entreprises allemandes et la première banque d'outre-Rhin, à créer un fonds de l'Holocauste (*Le Monde* du 18 février).

Pascale Santi

## L'autorité boursière italienne rejette l'OPA sur Telecom Italia

Olivetti ne renonce pas à son « raid »

Consob avait en fait demandé à Olivetti « de reformuler, de préciser et de clarifier » son offre. Le groupe avait annoncé, lundi, un conseil d'administration pour la journée de mercredi 24 février, visant à convoquer une assemblée extraordinaire pour approuver l'augmentation de capital nécessaire à l'OPA.

**LA DÉFENSE S'ORGANISE**

La décision de la Consob représente en revanche une première victoire pour Telecom Italia. L'administrateur délégué de Telecom Italia, Franco Bernabè, n'entend pas perdre de temps. Son groupe, suivant la décision de la Consob, ne fait pas encore formellement l'objet d'une OPA : il peut donc organiser ses défenses. Avant même la décision de la Consob, Telecom Italia avait annoncé pour jeudi 25 février une réunion de son conseil d'administration. Au cours de ce conseil pourrait être illustré un plan industriel prévoyant notamment des cessions de participations dans des sociétés non-stratégiques. Selon des indiscrétions rapportées par la presse italienne, M. Bernabè pourrait aussi annoncer une initiative renfermant une fusion entre Telecom Italia et sa filiale de téléphonie mobile TIM, ou une alliance avec un géant international – on parle de British Telecom. M. Bernabè semble d'autant plus déterminé à agir que la situation capitaliste de Telecom Italia la rend fragile : le ministère du Trésor dispose encore d'une part de 3,4 % du capital et d'une « golden share » (action préférentielle) lui donnant un droit de regard sur les nouveaux actionnaires du groupe, mais le « naufrage » mis en place lors de la privatisation contrôle moins de 7 % du capital.

La décision de la Consob intervient alors que les marchés semblaient juger négativement l'offre d'Olivetti. Par le biais de sa filiale Tecnot, vecteur technique de l'OPA, celle-ci avait offert 10 € pour chaque titre Telecom Italia (valeur totale : 52,5 milliards €). Or Telecom Italia, en hausse de plus de 9 % lundi, était déjà proche de la valeur de 10 €. En clair, Olivetti devra sans doute faire une offre plus généreuse.

Marie-Noëlle Thérissé

## Levi Strauss supprime 6 000 emplois

**UN AN APRÈS** son plan de restructuration ayant entraîné la suppression de 6 395 emplois, Levi Strauss a annoncé, lundi 22 février, qu'il allait fermer onze de ses vingt-deux usines en Amérique du Nord, supprimant 5 900 emplois, soit 30 % de ses effectifs. Face à l'érosion de ses ventes (-13 % en 1998), due à la baisse du marché du jean et à une perte de compétitivité, la firme a décidé d'externaliser une partie de sa production. « Levi's and Co. est un des derniers groupes américains d'habillement à maintenir en propre une force de production massive. Presque tous les autres ont éliminé ou réduit les unités de fabrication qu'ils possédaient », explique l'entreprise dans un communiqué.

## Nouvelles fusions aux Etats-Unis dans l'électricité et le gaz

**DEUX COMPAGNIES** électriques américaines ont annoncé, chacune, le rachat d'un groupe gazier. Dominion Resources a racheté par échange d'actions la société Consolidated Natural Gas pour 6,3 milliards de dollars (5,67 milliards d'euros). Le nouvel ensemble se situe au quatrième rang des entreprises électriques et gazier américaines, avec un chiffre d'affaires de 8,8 milliards de dollars et près de 4 millions de clients. Sempra Energy, entreprise californienne, rachète la compagnie gazier du Colorado KN Energy, pour 1,8 milliard de dollars (1,6 milliard d'euros).

## Investir en Europe, choisir Paris dans le nouveau quartier Paris Rive Gauche

A proximité du centre historique, du Ministère des Finances et de la Bibliothèque Nationale de France, entre les gares de Lyon et d'Austerlitz, un pôle économique puissant dans Paris, un environnement unique : la Seine, ... un quartier vivant

**CONSULTATION**

PARIS RIVE GAUCHE

La Ville de Paris et la SEMAPA lancent une consultation pour la cession de droits à construire permettant de réaliser un immeuble de bureaux de 40.000 m<sup>2</sup> HON dans Paris Rive Gauche.

Cette consultation s'adresse aux promoteurs et aux investisseurs.

Les sociétés intéressées pourront retirer le dossier de consultation à la SEMAPA à partir du 3 mars 1999 sur présentation d'une lettre d'intention accompagnée d'un dossier de références.

Les candidats devront remettre leurs propositions le 30 avril 1999 - 18h00 au plus tard.

MAIRIE DE PARIS

SEMAPA 6971 rue du Chevalier • 75013 PARIS • TÉL. : 00 33 (1) 44 06 20 00

fait unies 27 fé-  
e m-  
et dé-  
e le  
ait au  
n tête  
de en  
Après  
ie dé-  
à his-  
. Marc  
ire es-  
de ré-  
nagée.  
le Au-  
Soldini  
bateau  
e. Il est  
tape, a  
rs.  
page 22

mou, plu-  
tôt dessus, il ne  
se dérict ains-  
d'Afrique  
titif de cé-  
la SFIO, nuc-  
le Force ou-  
je a conquis  
trait d'un pa-  
e qui confie,  
étiellement  
+

Lire page 13  
nisation 15  
au de bon 19  
arifid 22  
ordage 25  
re 26  
la culturel 28  
e-tévision 29



Le 24 fev 1999

embarrassent Matignon

## TABLEAU DE BORD

### AFFAIRES

#### INDUSTRIE

● COGEMA : la décision du ministre allemand de l'environnement, Jürgen Trittin, lundi 22 février, de renoncer à interdire le retraitement des combustibles nucléaires usés, « marque un retour à la normale des relations entre les deux pays dans ce domaine », a estimé le président de la Cogema, Jean Syrota (lire page 4).

● MICHELIN : le fabricant de pneus français et son homologue italien, Pirelli, ont signé, lundi 22 février, un accord de développement conjoint du système PAX mis au point par Michelin, permettant de continuer à rouler après une crevaison.

● BMW : le constructeur automobile allemand a assuré aux analystes financiers qu'il « prendra toutes les mesures pour que sa filiale britannique Rover sorte du rouge en l'an 2000 comme prévu », a indiqué lundi un porte-parole de BMW.

● MÉTALLURGIE ALLEMANDE : la métallurgie bavaroise s'est ralliée lundi à l'accord salarial pilote du Bade-Wurtemberg conclu la semaine dernière. Les métallurgistes bénéficieront d'une augmentation de 3,2 % au 1er mars, auxquels s'ajoutera un versement unique de 1 % dans l'année et une prime de 180 deutschemarks (163 euros) pour janvier et février 1999. La Bavière est le premier Land à suivre l'accord signé dans le Bade-Wurtemberg.

● STRACEL : la grève dans la filiale du papetier finlandais UPM-Kymmene, située à Strasbourg, a été reconduite mardi à la suite de l'échec de nouvelles négociations sur le passage des 35 heures et surtout sur le montant des indemnités de licenciement concernant la fermeture de l'unité de pâte à papier.

● SERVICES : ● CGM : la Compagnie générale maritime a signé lundi avec Delmas un accord de principe pour lui racheter les lignes Méditerranée-Caraïbes et Méditerranée-Guyane-Brésil.

● TRANSPORTS : les conducteurs d'autobus de Nîmes (Gard) poursuivent lundi 22 février leur mouvement de grève déclenché vingt jours plus tôt pour protester contre l'agression d'un chauffeur.

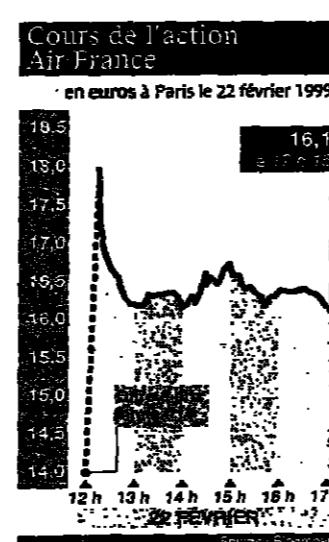
### VALEUR DU JOUR

#### Air France réussit son entrée

SANS réelle surprise, l'arrivée en Bourse d'Air France a tenu du voyage sans encombre, lundi 22 février, à la Bourse de Paris. Vendue 14 euros aux particuliers, l'action s'est rapidement appréciée de 28,6 % avant de terminer la journée sur un gain de 15 % à 16,10 euros. Le titre termine en deçà de son plus haut niveau de 18 euros. Les échanges ont porté sur plus de 9,96 millions d'actions. La cotation, initialement prévue à midi, a été retardée d'un quart d'heure par la Société des Bourses françaises, la demande de titres excédant nettement l'offre.

Le cours actuel est conforme aux attentes des analystes financiers, pour qui le prix de l'offre représentait une décote d'environ 20 % par rapport à la valeur de la compagnie. « Le titre bénéfice d'éléments techniques », estimait lundi soir Wyn Ellis, analyste de la Commerzbank citée par Reuter faisant notamment allusion à la faible part du capital introduit en Bourse, qui génère un phénomène de rareté. Le président d'Air France, Jean-Cyril Spinetta, a estimé pour sa part que l'ouverture du capital avait remporté « un énorme succès populaire » auprès des Français, qui ont découvert à cette occasion les atouts et le potentiel de la compagnie. Sur France Inter, il a rappelé qu'elle avait suscité la plus forte demande de la part des particuliers après l'ouverture du capital de France Télécom.

Même les pilotes y sont allés de





## VALEURS FRANÇAISES

● Air France grimpait mardi 23 février en début de séance de 5,59 %, à 17 euros. Lors de son premier jour de cotisation à la Bourse de Paris, l'action de la compagnie aérienne a gagné 15 %, à 16,1 euros.

● Canal Plus progressait à l'ouverture de la séance de 2,37 %, à 302 euros. Le *Wall Street Journal* indique dans son édition de mardi que le magnat australo-américain Rupert Murdoch est en négociation avec Canal Plus pour une possible fusion avec sa chaîne satellitaire BSkyB (British Sky Broadcasting) afin de former un géant de la télévision en Europe.

● Casino s'appréciait mardi en début de séance de 0,76 %, à 92,5 euros. Le groupe de distribution a dégagé un résultat net part du groupe, en hausse de 27,0 % en 1998, à 215,7 millions d'euros (0,415 milliard de francs).

● Ecia chutait mardi matin de 5,2 % à 92 euros. L'équipementier automobile a vu son bénéfice net fondre de moitié en 1998.

● Michelin gagnait 1,12 % mardi à l'ouverture, à 42,31 euros. Le leader des pneumatiques en Europe a formé un joint-venture avec l'italien Pirelli pour développer un nouveau pneu.

● Thomson-CSF reculait mardi, au début des cotations, de 2,54 %, à 31,39 euros. Le groupe prévoit de soumettre à son assemblée générale du 10 mars un programme de rachat de ses propres actions.

## RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 23 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 24 mars

	Président	Cours	Cours en dollars	Cours en francs	% Var. (1)	Marché
BNP (T.P.)	147,90	984,26	1,14	8,88		
CLIVILLON (T.P.)	140,70	769,39	92,93	8,19		
RENAULT (T.P.)	455	2859,97	+ 0,22	16,15		
SONY CORP (T.P.)	171,00	1120,00	1,00	8,88		
THOMSON SA (T.P.)	140,10	944,65	+ 0,78	8,88		
ACCOR	223,80	1475,90	+ 0,53	5,51		
ALCATEL	125	840,20	+ 2,77	7,68		
ALPHALINE	52,45	341,10	- 0,85	6,78		
ALPHAMEDIA	140	242,70	+ 2,77	2,77		
ALPHAMOS	51,82	312,28	- 0,53	5,33		
ALTIMAR & CI	148	988,28	- 0,03	9,83		
APPLIGENE ON	17,45	111,78	+ 5,83	6,58		
ASTRA	5,20	34,50	- 0,03	0,56		
ATLANTIS	200	134,12	+ 0,12	1,12		
ALTRUM TECHNOD.	240,40	1658,46	- 0,84	5,83		
ATOS CA	200	134,12	+ 2,15	1,12		
AVIA	128,50	808,17	- 0,18	1,37		
BAL INVESTS	129	849,45	+ 0,38	9,88		
BAZAR HOT. VILLE	93,00	622,83	+ 1,11	2,58		
BEYERAND PAIRE	56,85	367,01	- 1,58	0,61		

France ►

Président

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

Cours

Cours en dollars

Cours en francs

% Var. (1)

Marché

Coupon

Prédateur

# AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

**SCIENCES** Le gouvernement, les organismes de recherche et les industriels devaient annoncer, mardi 23 février, le lancement d'un vaste programme visant à conforter la place

de la France dans l'effort mondial pour le séquençage du génome des céréales. ● Ce PROGRAMME devrait bénéficier de 1,4 milliard de francs (210 millions d'euros) sur cinq ans, fi-

nancés à 40 % par les industriels des semences et de l'agrochimie. ● SON BUT est d'accumuler de nouvelles connaissances sur le génome des grandes cultures, à partir de deux

plantes modèles que sont la crucifère *Arabidopsis* et le riz, afin de pouvoir les valoriser sous forme de brevets et de nouvelles variétés. ● CETTE COURSE aux brevets consacre, pour

certains, l'appropriation des données génétiques et des ressources naturelles par les grandes firmes, au détriment des paysans et des scientifiques des pays en développement

## La France mobilise pour exploiter les gènes des céréales

Pour la première fois, les laboratoires publics et les grandes firmes impliquées en génétique des plantes se rassemblent. Génoplante se consacrera au séquençage de deux plantes modèles, dont le riz

**MONTPELLIER**  
correspondance

En plein cœur de l'hiver, les pousses de riz vert tendre baignent dans une brume tiède. « Avec ces jets de vapeur, notre serre est vraiment futuriste », s'amuse Didier Tharreau, phytopathologiste du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) à Montpellier. Ces 200 m<sup>2</sup> de double vitrage constituent une enceinte de haute sécurité destinée aux plantes transgéniques. « Ici, tous les effluents liquides sont filtrés, l'atmosphère et l'ensollement sont contrôlés, mais aussi les flux d'insectes et de pollen, ainsi que l'impact de la grêle. Ça résisterait même à des pavés de Greenpeace », ironise Emmanuel Guiderdoni, un généticien du Cirad.

Sa construction vient juste d'être achevée, mais elle risque de se révéler très vite trop exigüe. Mardi 23 février, les principaux instituts de recherche français et des industriels des semences et de l'agrochimie devaient annoncer la naissance du groupement d'intérêt scientifique Génoplante, un ambitieux programme de génomique végétale. Et, dans ce cadre, les scientifiques de Montpellier auront quelque 20 000 mutants à tester par an...

Génoplante regroupera l'institut national de la recherche agronomique (INRA), l'institut pour la recherche en développement (IRD, ex-Orstom), le Cirad et un secteur public : Biogemma (filiale de Limagrain et de Pau Eur-

lis), Bioplante (qui regroupe les semenciers Desprez et Cerasem) et Rhône-Poulenc, pour l'industrie. « Son but est d'accumuler de nouvelles connaissances sur la structure et le fonctionnement des génomes des grandes cultures, à partir de deux plantes modèles que sont la crucifère *Arabidopsis* et le riz, afin de pouvoir les valoriser sous forme de brevets et de nouvelles variétés », résume le représentant d'une firme semencière.

**UNE FUSION À PLUSIEURS ÉTAGES**  
Ce groupement d'intérêt scientifique répond ainsi aux besoins des industriels de rester dans la course aux variétés à haut rendement et résistantes aux pathogènes. Il apporte, en outre, aux biologistes moléculaires des plantes des moyens financiers et des équipements (bioinformatique, outils de tests, cultures cellulaires et serres) qui leur manquaient. Largement inspiré des réflexions de Michel Caboche, spécialiste de la génétique d'*Arabidopsis* à la station INRA de Versailles, Génoplante ressemble à une fusée à plusieurs étages tirée dans le sillage du génome d'Ervy lancé l'an dernier et centré, lui, sur l'homme. Mais le montage juridique et l'organisation de Génoplante n'ont guère été faciles, en raison du nombre et de la diversité des partenaires publics et privés : les discussions ont duré un an et demi.

Deux raisons fondamentales ont conduit les initiateurs du projet à inscrire le riz au menu de leurs investigations. D'abord l'enjeu social

et économique qu'il représente : il constitue aujourd'hui près de la moitié des productions céréalières destinées à la consommation dans les pays en développement, loin devant le blé et le maïs. Malgré des millénaires de domestication, les sélectionneurs butent sur une terrible équation : de nombreux hybrides sont stériles ou peu perfor-

mants ; les pathogènes (champignons, virus et bactéries) sont plus destructeurs au fur et à mesure que les cultures s'intensifient ; la disponibilité des surfaces cultivables, des ressources en eau et des produits phytosanitaires s'avère limitée ; les besoins alimentaires ne cessent de croître. La production de riz devrait aug-

menter de 70 % d'ici à 2025 pour répondre aux défis démographiques à venir. Les biologistes moléculaires, les physiologues et les pathologues, les agronomes doivent donc accompagner des miracles. Et vite ! Là même où les politiques foncières et agricoles ont échoué. Les chercheurs disposent pour cela d'un matériel d'une merveilleuse

variabilité : le riz, qui compte dix-huit espèces sauvages et deux domestiques, ainsi que plus de 80 000 variétés nées d'un travail de sélection ancestral.

« Grâce à la Fondation Rockefeller, un vaste programme de recherches, de formation et de développement de variétés de riz plus performantes a été financé au début des années 80, à hauteur de 500 millions de francs sur quinze ans. Les études génétiques sur le riz ont alors décollé, raconte Jean-Christophe Glasemann, du Cirad. A présent, de nouvelles techniques doivent être développées pour répondre aux défis à venir, par transgénèse et sélection assistée par marqueurs génétiques. Cela suppose d'améliorer considérablement nos connaissances génétiques du riz. »

**« NOTRE TICKET D'ENTRÉE »**  
Le Japon s'est alors lancé dès 1991 dans l'aventure du séquençage de cette céréale, avec le Rice Genome Project, piloté à Tsukuba. Faute de pouvoir y parvenir seul, il a mis à disposition d'un consortium scientifique international ses banques de marqueurs génétiques (des fragments de gènes déjà isolés) et ses séquences couvrant près de la moitié du génome. Les Américains de l'université Clemson en Caroline du Sud ont fait de même avec d'autres gros fragments d'ADN appelés BAC. Et le génome vient d'être découpé en tranches que grandes et petites puissances génétiques se sont partagées. Ce vaste effort mondial coûtera 150 millions de dollars, contre seulement 35 millions de dollars pour le séquençage d'*Arabidopsis*, dont le génome, il est vrai, est trois fois et demi plus petit. Ce dernier devrait d'ailleurs être achevé en l'an 2000, tandis que le génome du riz ne livrera ses secrets qu'à l'horizon de 2004.

Les Français se chargeront du chromosome 12 du riz. « C'est notre ticket d'entrée pour accéder librement aux différentes données génétiques. En l'occurrence, le chromosome 12 semble contrôler des résistances à des pathogènes comme le champignon responsable de la pyriculariose », précise Jean-Christophe Glasemann. Mais une autre raison, tout à fait capitale, justifie le séquençage du génome du riz par la France et tous les autres pays qui en consomment peu. C'est que les segments des cartes génétiques des céréales comportent des similitudes. « Et, pour identifier un gène d'intérêt sur le blé ou le maïs, mieux vaut passer par le génome du riz, car il compte environ 430 mégabases d'ADN à séquençer contre 2 500 mb pour le blé », explique Alain Chesquier, de l'IRD de Montpellier. Ce détour par le riz est alors un raccourci.

V. T. V. T.

## Le triomphe du club des transnationales

**GÉNOPLANTE** apparaît comme un réflexe de survie pour l'industrie semencière et l'agrochimie française. Après l'échec relatif du projet Bioavenir sur les biotechnologies médicales et végétales, piloté au début des années 90 par Rhône-Poulenc et financé en partie par l'Etat, les industriels n'ont plus droit à l'erreur. La France demeure une puissance agricole incontournable, mais les intérêts de ses producteurs sont menacés par les investissements et les développements fulgurants des transnationales de l'agrochimie et des biotechnologies, dominées par les Américains.

« Quand les industriels français ont réalisé que des compagnies comme DuPont détenaient dans leurs banques informatiques quelque 450 000 étiquettes génétiques du maïs [séquences patielles de gènes d'intérêt permettant leur clonage], la panique les a saisis », raconte le généticien Michel Delseny (CNRS/Université de Perpignan). Car, si officiellement on ne peut pas breveter ces étiquettes, on a tout loisir, en les gardant sous le coude, de développer des tests sur les fonctions des gènes qu'elles repèrent. Il ne reste plus ensuite qu'à breveter des constructions génétiques qui feront les variétés agricoles du futur. Voilà pourquoi le

séquençage du génome des deux plantes modèles pour les grandes cultures que sont le riz et la crucifère *Arabidopsis*, vise d'abord au clonage des gènes utiles et à leur protection par brevets. Ce sont les véritables enjeux de Génoplante.

**« UNE ARME DÉFENSIVE INDISPENSABLE »**  
Selon les promoteurs de ce projet, les prises de brevets constituent « une arme défensive indispensable ». Pour les scientifiques et les agriculteurs du monde entier ou pour les industriels français ? Les conditions d'accès ultérieur à cette ressource intellectuelle protégée demandent à être clarifiées, estiment certains experts. De même que les conditions d'utilisation des semences obtenues par ces travaux de génomique et de biotechnologie, bien souvent à partir de plantes sauvages originaires des pays du Sud. Car des taxes et des contraintes agronomiques diverses sur certains matériels biologiques – comme l'obligation de racheter un stock entier de semences l'année suivante – menaceront le développement des agriculteurs les plus démunis.

« Cette course française aux brevets me scandalise. Au lieu de mener la bataille contre

l'appropriation privée des ressources génétiques, sur laquelle nous serions soutenus au niveau international, la France est en train de faire le jeu d'une poignée d'industriels qui veulent intégrer le club des grandes transnationales ! Et les instituts de recherche publics, qui auront fourni l'essentiel du travail, n'en retireront que des miettes », dénonce Jean-Pierre Berlan, économiste de l'INRA (Ctesi) à Montpellier.

Plus généralement, considèrent les critiques, les chercheurs engagés dans Génoplante devraient s'interroger sur l'impact social et économique des nouvelles variétés, transgéniques ou pas, qui seront mises sur le marché grâce à leurs travaux. Car la « Révolution verte », souvent prise en référence, a, certes, nourri des millions d'habitants des tropiques dans les années 60-70, grâce à des variétés de riz résistant aux maladies, plus précoces et dotées d'une meilleure qualité de grains. Mais elle a aussi provoqué la faillite et l'exclusion des plus petits paysans d'Asie et d'Amérique latine, incapables de payer les intrants et les équipements nécessaires pour exploiter le potentiel de ces variétés.

## Premiers riz transgéniques

PLUSIEURS riz transgéniques n'attendent que le feu vert des pouvoirs publics pour inonder les marchés japonais et américains. Mais aucun n'a encore fait l'objet d'une large diffusion. En France, des tests en serre sont actuellement conduits au Cirad de Montpellier, sur des variétés modifiées pour inhibiter l'enzyme digestive de la pyrale du riz, qui fait beaucoup de dégâts sur les riz de Méditerranée et d'Asie. Des riz tolérants à des herbicides font l'objet d'essais similaires et un riz adapté au millet salin sera bientôt testé en serre, dans le cadre d'un programme européen. Courant juin, le Cirad entamera même les premiers tests en champs expérimentaux en Camargue avec le Centre français du riz, sur un riz anti-pyrale, dont les essais en serre ont été concluants.

Les Français ne sont pas des nouveaux venus en matière de manipulations génétiques sur le riz. En février 1996, ils ont créé le tout premier riz transgénique avec leurs

### Du gène au brevet

Génoplante pourra mobiliser autour de 1,4 milliard de francs (210 millions d'euros) sur cinq ans, les entreprises assumant environ 40 % de la somme, les ministères et les instituts de recherches publiques le reste. Ce groupement d'intérêt scientifique sera transformé en groupement d'intérêt économique, afin de favoriser les prises de brevet et les ventes de licences. Alors que le centre INRA de Versailles pilote les études génétiques et post-génétiques sur la crucifère *Arabidopsis thaliana*, les laboratoires de l'agrochimie et des biotechnologies, dominées par les Américains.

« Quand les industriels français ont réalisé que des compagnies comme DuPont détenaient dans leurs banques informatiques quelque 450 000 étiquettes génétiques du maïs [séquences patielles de gènes d'intérêt permettant leur clonage], la panique les a saisies », raconte le généticien Michel Delseny (CNRS/Université de Perpignan). Car, si officiellement on ne peut pas breveter ces étiquettes, on a tout loisir, en les gardant sous le coude, de développer des tests sur les fonctions des gènes qu'elles repèrent. Il ne reste plus ensuite qu'à breveter des constructions génétiques qui feront les variétés agricoles du futur. Voilà pourquoi le

### TROIS QUESTIONS À...

**MICHEL DELSENY**

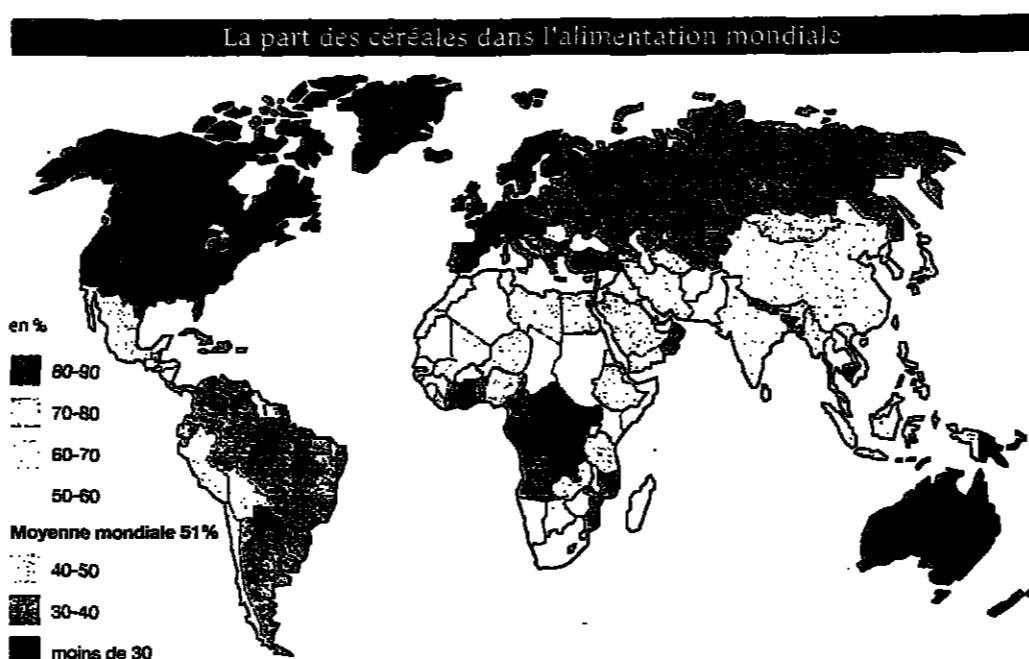
1 A la tête du laboratoire de physiologie et biologie moléculaire des plantes (CNRS-université de Perpignan), vous coordonnez sans doute les travaux universitaires en génétique du riz pour Génoplante. Quelle carte les Français peuvent-ils jouer dans ce domaine ? Si nous cultivons peu de riz (25 000 hectares environ en Camargue et 3 500 en Guyane), nous sommes très actifs en matière de recherches fondamentales et appliquées depuis près de quarante ans, tant en France qu'à l'étranger. Ce sont les chercheurs de l'IRD (ex-Orstom) qui, avec leurs collègues américains de l'université Davis, ont créé, au laboratoire de l'Istab en Californie, le premier riz transgénique capable de résister à une grave maladie tropicale agricole, la bactériose. En Afrique de l'Ouest, à Madagascar, au Vietnam ou en Amérique latine, nous conservons des responsabilités importantes en matière d'aide au développement.

2 Les études postgénomiques sur l'expression et la régulation des gènes séquencés sont aussi importantes que le séquençage. Génoplante assurera-t-elle cette phase décisive ? La question des moyens reste posée. Au-delà de Génoplante, en France et en Europe, les crédits de recherche sur la biologie végétale ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Mais nous ne pouvons pas raisonner en disant : compte tenu des coûts du séquençage, il vaut mieux se concentrer sur la postgénomique. Prenons l'exemple d'*Arabidopsis thaliana* : au fil de son séquençage, nous nous sommes aperçus qu'un grand nombre de gènes présentaient des séquences et des fonctions très proches ; pourtant ils ne s'exprimaient pas dans les mêmes conditions ni les mêmes tissus de la plante. Sans le séquençage complet du génome de cette crucifère nous serions aujourd'hui bien embarrassés pour comprendre les fonctions de ses gènes et en contrôler l'expression.

3 Le réveil tardif des industriels français avec Génoplante résout-il la faiblesse de l'investissement privé dans ce domaine ? La question des moyens reste posée. Au-delà de Génoplante, en France et en Europe, les crédits de recherche sur la biologie végétale ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Mais nous ne pouvons pas raisonner en disant : compte tenu des coûts du séquençage, il vaut mieux se concentrer sur la postgénomique. Prenons l'exemple d'*Arabidopsis thaliana* : au fil de son séquençage, nous nous sommes aperçus qu'un grand nombre de gènes présentaient des séquences et des fonctions très proches ; pourtant ils ne s'exprimaient pas dans les mêmes conditions ni les mêmes tissus de la plante. Sans le séquençage complet du génome de cette crucifère nous serions aujourd'hui bien embarrassés pour comprendre les fonctions de ses gènes et en contrôler l'expression.

Propos recueillis par  
Vincent Tardieu

**FONDATION GEORGES BESSE**  
BP 3 - 78142 VÉLIZY CEDEX  
Sauf exception, cette aide ne s'adresse ni aux créateurs d'entreprise, ni aux chercheurs.



Le Monde  
international

## Au passage du cap Horn, Giovanni Soldini a repris du temps sur Marc Thiercelin

Le Français a fait une escale technique dans la baie d'Aguirre lors de la 3e étape de l'Around Alone

Equipé d'une tête de bôme toute neuve, après sa halte sur la côte argentine, Marc Thiercelin (Somewhere) a repris la mer avec 135 milles

d'avance (soit une quinzaine d'heures de mer) sur Giovanni Soldini (Fila), qui a choisi une option très nord et file 16, voire 18 nœuds. Les

deux concurrents devraient arriver le 1<sup>er</sup> mars à Punta del Este (Uruguay) où l'italien déposera Isabelle Autissier, qu'il a sauvée le 16 février.

APRÈS quelques apéritifs agrémentés de tranches de parmesan, Giovanni Soldini et Isabelle Autissier ont sablé le champagne au passage du cap Horn, mardi 23 février : « Comme la dernière fois [NDLR, lors du Vendée Globe 1996-1997], je ne le verrai pas, car je vais y passer de nuit », écrivait « Gio » Soldini, lundi 22 février. Mais nous allons faire une belle fête. » Après cette troisième étape mouvementée, marquée par le sauvetage d'Isabelle Autissier, qui avait chaviré, lundi 15 février, le passage du plus fameux caillou du monde avait quelque chose d'encore plus étonnant. Le navigateur italien le fait bien comprendre dans ses e-mails aux amis et enchanteurs. Ils ont refait le monde, celui des templiers comme des marins, qui ont paré de course, de bateaux et de sécurité en mer.

« Gio » plaisante : « Il reste encore trois bonnes bouées dans les cales de fila. » Il devrait bien emmener sa passagère jusqu'à l'arrivée de Punta del Este (Uruguay). Il fait silence sur un éventuel crochet par une île pour y déposer Isabelle Autissier. Même Soldini est pressé.

Dans une mer dure, grosse et inhospitalière, « Gio » a parfaitement navigué. Il avait choisi une option très nord, il a filé à 16, voire 18 nœuds de moyenne. A cette cadence, il est revenu sur Marc Thiercelin (Somewhere) et a avalé du temps perdu, d'autant que le Français s'est ensuite astreint à un arrêt pour réparer sa bôme endommagée.

Arrivée prévue à Punta del Este pour le 1<sup>er</sup> mars

LE TOUR DU MONDE EN SOLITAIRE AVEC ESCALES

0 ÉTAPES

SENS DU PARCOURS

1 DEPART

2 ARRIVÉE

3 DISTANCE

(en milles)

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

## Semainier

L'Est à petits prix, le Fouquet's change de mains, bientôt le printemps

LA PREMIÈRE cantine du *Monde* était sous les toits. On y accédait à l'issue d'un long cheminement, où, derrière le terminus de l'ascenseur, il fallait s'en-corder et s'affranchir de plusieurs mauvaises passes avant de se mettre à table. C'était une sorte de grande mansarde laissée à la résidence des propos et des avis de tous. On était près du ciel à dévoiler pour pas cher les dernières nouvelles du jour. Les menus étaient stricts. Petit salé aux lentilles le lundi et salades de lentilles en entrée le lendemain. On vivait à la dure et à l'estime à ce journal maigre de pages et muscule d'ambition.

Les cantines. Nous y avons tous laissé une partie de nos illusions et construit en même temps l'essentiel de nos projets. Lieux clos, banc de rame où galéraient ensemble nos amis probables et nos ennemis déjà certifiés. Nous pensions à eux, à tous ces musiciens, qui sur trois quarts de siècle, s'étaient retrouvés ici, dans cette salle à manger caveau du conservatoire Serge-Rachmaninov de l'avenue de New-York, dans le 16<sup>e</sup>. De quoi ça cause des musiciens à l'entraîne ? Assuetti depuis sa création à la loi de 1901, l'endroit quitte l'associatif pour entrer dans le commercial et prend le nom de Cantine russe en offrant désormais ses toiles cirées à carreaux à qui veut en profiter.

C'est aussi modeste qu'hétéroclite. Clientèle largement inclassable, réfugiée là, poussée par les rumeurs ou bouchée à oreille. Les assiettes de zakouski et les croquettes pojarski, elles, du savoir tout neuf d'une équipe de cuisiniers sri-lankais habiles et pas truquées. Une sortie pour fin de mois difficile ou pour intriguer les amis.

Toujours en sous-sol, mais encore plus fort. Le Foyer Concorde, dépendance des Amis de la mission catholique polonoise, installé dans une crypte de l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, rue Saint-Honoré. Lui aussi jusqu'ici réservé à ses membres, le voici depuis plusieurs mois ouvert au public. Décoration pieuse et musique de fond très sage, studieuse. On n'y fume pas et les

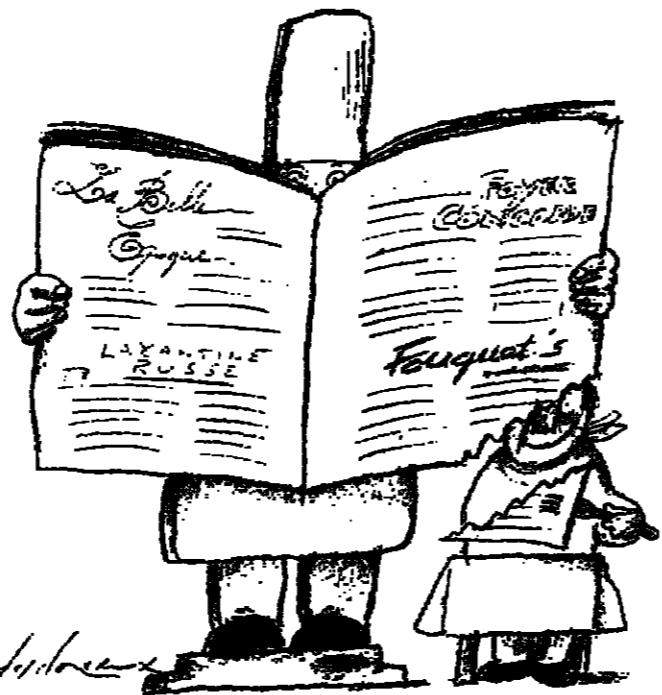
cartes de crédit n'y ont pas encore cours. Qu'à cela ne tienne, on présente le chef comme un homme de haute expérience et sachant tout de la rude gastronomie de son pays. Parfaitement vrai. Etonnant bœuf de blettes, raviolis de viande comme on aurait du mal à en trouver d'aujourd'hui dans la capitale. Verre de vodka Wyborowa et une cannette de bière Okocim pour se croire vraiment dans un restaurant.

Pour un repas d'affaires, on choisira plutôt le Fouquet's. Le Fouquet's, qui vient d'échapper à la dynastie des Casanova, tombant sous les projets de remise en ordre du groupe Lucien Barrière. La fin d'une époque, le début d'une autre. En tout, on lancerait les travaux qui redonneront à la brasserie beaucoup de l'aspect qu'elle avait au début du siècle, puisqu'il est centenaire ce lieu où Paris vient se lisser le plumage tout en rechargeant sa boîte à portefeuille : à la terrasse de l'avenue George-V, plus précisément, où un échotier fameux a choisi sa table dans la nommante « *Les Canons de Navarre* », poste de tir longue distance qui ne laisse personne à l'abri d'une terrifiante puissance de feu. On se fait une réputation comme on peut.

**MIROIR AUX ALOUETTES**  
Nous, nous n'étions que dans la grande salle avec le populo, et seulement venu aux Champs-Elysées pour apprécier la rondeur de préparation des œufs en gelée, vieille gloire de l'établissement dont la critique fait depuis toujours grand cas. Oui, corrects et chers – on les sert par deux –, n'était une gelée de complexité un peu trop naïve pour que l'on puisse crire au miracle. Attention ! ce plat de quatre œufs est en voie de disparition. Le minutage et la minutie qu'il réclame ne conviennent plus au siècle. Tant pis pour eux, tant pis pour nous.

Et à propos du changement d'orientation et de lois du marché, voilà l'exemple radical d'une toque avec palmes ayant remisé ses ambitions et cédué aux impératifs du temps. A Maisons-Laffitte, François Clerc, il y a une quin-

Dessins de J. L. Lecocq



zaine d'années, avait décroché la timbale et deux étoiles au Michelin avec une cuisine souriante, constante et précise. De l'Elysée, du parterre parisien des arts et des lettres, du cinéma et de tout ce qui brillait au box-office du moment, on venait l'envahir de compliments et remplir sa maison de maître, elle-même soutenue d'un parc assez coquet, qui faisait penser à tous ces voyageurs que la banlieue n'était pas aussi sordide qu'on le prétendait.

La demeure est encore là. François Clerc moins, et pourtant toujours aux manettes de la carte du restaurant, toujours patron du site, mais c'est le public qui a changé. Et les prix. Les étoiles se sont envolées, laissant la place à deux soûres fourchettes et à un menu à 172 francs (26,22 €). Succès. Cadre inchangé, confort qui flatte et plats suffisamment tourmentés dans leur formule et formulation pour qu'on s'y laisse prendre. Miroir aux alouettes, miroir de l'époque. Astuce.

Mais voilà le printemps qui se pointe, et les jours qui commencent à en prendre à leur aise : il faudra dans pas trop long-



de celles que l'on débusque dans le pâté d'Amiens (au canard), celui de Chartres (au gibier), celui de Pithiviers (aux abatissots) ou celui de Brantôme (à la bécasse). « *Le bon pâté en croûte se doit tout de même* », souligne Joël Robuchon, de content à la fois gras et maigre de porc, en l'occurrence la gorge de l'animal et du jambon, que l'on hachera en mélange avec du veau ». C'est avec cette recette que le grand chef a fait fabriquer à Noël, à Albi, pour le compte de Fleury-Michon un excellent pâté.

« *Ce que l'on met à l'intérieur est essentiel*, ajoute-t-il, mais le plus dur est d'obtenir une croûte à la fois croquante et savoureuse.

Généralement, à cause de la force, elle est

détrempée en quelques jours et le consommateur la découvre molle et grasse ». Dans la recette qu'il réalise, Joël Robuchon incorpore pourtant un fumet légèrement gélatineux et qui rend un peu de jus. Pour éviter cet indésirable effet de détrempé, il opère donc de deux façons : il hache d'abord ses viandes de façon assez grossière pour qu'elles restent suffisamment sèches. Il travaille ensuite sa pâte de façon à la

rendre la plus croquante possible et n'hésite pas pour cela à utiliser du safran, « un produit injustement méprisé ».

On notera toutefois que le veau,

parce qu'il est cher, se fait de plus

en plus rare dans les pâtés en

croûte. Remplacé chez les industriels par de la volaille, le plus souvent de la dinde, il ne reste présent que dans les maisons traditionnelles, comme Millet, le pâtissier parisien de la rue Saint-Dominique. Chez celui qui fut meilleur ouvrier de France, la recette comprend du filet de veau et même quelques lamelles de truffes prises dans la gelée. Certains trouveront ce pâté en croûte bien sophistiqué, mais personne ne pourra contester que sa pâte brisée au beurre est croquante et aérienne au possible.

Guillaume Crouzet

\* Pâté en croûte Luxos, 20 F, 3,04 €, environ les deux tranches de 220 g en libre-service. Au même rayon, on trouve aussi les marques Roland Montratier ou Michel Bolard.

Pâtissier Millet, 103, rue Saint-Dominique, 75007

Paris, 29 F, 4,42 € la tranche de 80 g environ, 75007

PARIS 6<sup>e</sup>



Spécialités Indiennes

« Juganji demeure, dans sa catégorie, l'un des plus fins représentants parisiens ». *Guide Michelin* 1997-1998

A midi : *Delhi-Express* 130 F

Carte environ 180 F à 190 F

14, rue Dauphine 75006. Fermé lundi et mardi

PARIS 6<sup>e</sup>

**LE POLIDOR** depuis 1845

Authentique bistro parisien de

rencontre artistique et littéraire

Menu midi 55 F, 100 F

Carte 90/120 F. 41, rue Monsieur le Prince

Tél. : 01 43.26.54.00 - 0.11, jusqu'à 03h

PARIS 6<sup>e</sup>

**KALIMNOS**

LE NOUVEAU RESTAURANT GREC

Propose une cuisine authentique

avec un cadre exceptionnel.

Sorcières animées au bœufrouki.

Menu 70/150 F. Carte env. 180 F. 250 pers.

47, boulevard du Montparnasse

Tél. : 01 45 48 44 63 - 73/7

PARIS 7<sup>e</sup>

**LES MINISTÈRES**

Menu 175 F apéritif et via compris

Nouveau : Livraison de

Fruits de Mer sur tout Paris

30, rue de Bac - Tél. 01.42.61.22.37

LE RESTAURANT DE LA BELLE EPOQUE

PARIS 7<sup>e</sup>

**Le Bistrot de Breteuil**

Sérieux - Qualité - Prix

Une adresse qu'on ne peut que vous recommander : le haut de gamme

des formules tout compris. Jugez vous-même : une sélection de pro-

ducts frais de première qualité parmi

les plus appréciés (pour ne pas dire

les plus chers), des vins directs de

propriété, tout pour 182 F (apé-

ritif, vien et café compris). Très rare,

dans un tout compris, 6 superbes

flans de etaines de Marées

Oléron n°2. Ouvert 7/7.

3, place de Breteuil

Tél. 01.45.67.07.27

PARIS 7<sup>e</sup>

**Le LYS D'OR** authentique

« Grand prix 1998 du festival international

de gastronomie de Dalian (Chine) »

Menu midi 90 F. Menu 130 F. Carte 150 F

2, rue de Chaligny - Tél. 01.44.68.98.88

210, rue de Charenton - Tél. 01.44.68.90.00

PARIS 1<sup>er</sup>

**A L'Escargot Montorgueil**

Menu midi : Midi Bière 80 F - 130 F

Le Soir : Menu 180 F et Carte 210 F

38, rue Montorgueil - 01.42.36.83.51

PARIS 1<sup>er</sup>

**La Chope d'Alsace**

Repas d'affaires

Menu 169 F

4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6<sup>e</sup>

Rés : 01 43 26 67 76

Ouvert jusqu'à 2 h du matin

Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 1<sup>er</sup>

**Choumieux**

SPÉCIALITÉ DE CASSOULET et CONFIT DE CANARD

Tous les jours jusqu'à minuit

Demandez notre menu à 12 h à minuit

Barbecue de 10 à 110 personnes

75, rue St-Dominique (7<sup>e</sup>) Tél. 01.47.05.48.51

PARIS 1<sup>er</sup>

**Le Lys d'Or** authentique

« Grand prix 1998 du festival international

de gastronomie de Dalian (Chine) »

Menu midi 90 F. Menu 130 F. Carte 150 F

2, rue de Chaligny - Tél. 01.44.68.98.88

210, rue de Charenton - Tél. 01.44.68.90.00

PARIS 1<sup>er</sup>

**La Lys d'Or** authentique

« Grand prix 1998 du festival international

de gastronomie de Dalian (Chine) »

Menu midi 90 F. Menu 130 F. Carte 150 F

2, rue de Chaligny - Tél. 01.44.68.98.88

210, rue de Charenton - Tél. 01.44.68.90.00

PARIS 1<sup>er</sup>

**La Lys d'Or** authentique

« Grand prix 1998 du festival international

de gastronomie de Dalian (Chine) »

Menu midi 90 F. Menu 130 F. Carte 150 F

2, rue de Chaligny - Tél.



## CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

**PATRIMOINE** Rome est en ébullition. Treize des ses musées sont en rénovation. Les travaux doivent être immédiatement terminés pour l'ouverture du Jubilé (Noël 1999) pour le

quel des millions de visiteurs sont attendus. ● UNE OCCASION de refaire une beauté aux monuments. Ainsi en est-il de la Galerie Borghèse, de la Villa Giulia, de la Galerie nationale

ou encore du Musée national des antiquités. ● LES CHANTIERS envahissent la capitale (nouveaux parkings, réaménagement des alentours de la basilique Saint-Pierre, etc.). Les

ambitions ont pourtant été revues à la baisse, et certains projets, risquant de ne pas être prêts pour le jour J, ont été abandonnés. ● GIOVANNA MELANDRI, nommée ministre en no-

embre 1998, évoque sa mission à la tête des biens publics : « Je ne suis pas seulement la ministre de l'héritage culturel mais aussi celle de la culture vivante. »

## Les musées de Rome achèvent leur rénovation à marche forcée

A la faveur du Jubilé de la chrétienté, la capitale italienne se refait une beauté. De nombreux monuments historiques ont été remis à neuf et déplacent désormais leurs chefs-d'œuvre dans des espaces dignes du temps

ROME  
de notre envoyé spécial

A Rome, depuis dix-huit mois, treize musées – nationaux, municipaux ou privés – ont été ouverts ou rénovés de fond en comble. Certains n'ont pas encore achevé leurs dernières mutations qui doivent leur permettre de faire face au délugé de visiteurs annoncé pour l'an 2000, l'année du Jubilé de la chrétienté. Pour Walter Veltroni, ancien ministre des biens culturels qui a succédé à Giovanna Melandri en 1998, ces fêtes religieuses étaient une opportunité touristique mais aussi une date butoir. Il a voulu profiter de cette date symbolique pour sortir de sa torpeur le patrimoine italien, et particulièrement les musées. Pendant longtemps, ces établissements aux horaires d'ouverture excessivement capricieux ont suscité émerveillement, fous rires, abattement ou colère, selon que l'on considérait leur contenu ou la chance d'y accéder.

**Le décor des salles, souvent prestigieux, n'avait pas été entretenu depuis des décennies**

Ils sont désormais largement ouverts, parfois tard le soir, et à heures fixes. Il a fallu également les débousser. Leur décor, souvent prestigieux, n'avait pas été entretenu depuis des décennies. Leur mosaïque, mise au point dans les années 50, avait besoin d'être révisée. Tous manquaient de ces équipements (accès, librairie, cafétéria) qui accompagnent désormais ces institutions dans toute l'Europe. La Galerie Borghèse, dont les travaux sont entamés depuis 1983, est la première à avoir rouvert ses portes après un toletage soigné qui met en valeur ses chefs-d'œuvre (les sculptures de Bernini, les toiles de Titien et de Caravage) et sa somptueuse décoration intérieure. Le « jardin secret » qui l'accompagne est en cours d'élaboration. Le Palais Barberini, et son célèbre plafond signé par Pierre de Cortone, connaît une lente réouverture, étape après étape. La collection de la Galerie Doria Pamphilj, encore dans son « jus », est de nouveau visible. Le petit Musée du Palatin, fermé en 1984, est rouvert, méconnaissable, riche des fresques Renaissance de la Loggia Mattei.

La Villa Giulia, toujours encombrée d'échafaudages, propose de nouvelles salles d'art étrusque. Les travaux de la Galerie nationale d'art moderne, commencés en 1995, devraient s'achever à la fin de 1999. La visite du musée s'agrémente déjà de vingt salles nouvelles consacrées

au XIX<sup>e</sup> siècle, une grande librairie et un café des Arts. La Caisse d'Épargne de Rome vient d'ouvrir, le 2 février, au rez-de-chaussée de son siège historique sur le Corso, l'une des principales artères de Rome, un petit musée simplement baptisé « del Corso » où elle présentera, tous les trois mois, des expositions temporaires de peinture.

Le Musée national des Antiquités a désormais plusieurs adresses. Il a investi un nouveau bâtiment, le palais Massimo, situé presque en face de la gare Termini. Cet ancien collège de jésuites, acquis par l'Etat en 1981, reçoit une partie des collections entreposées dans les thermes de Dioclétien. En particulier, les admirables mosaïques, fresques et peintures, trouvées notamment dans les fouilles de la Farnésine. La rénovation du palais Altemps, à deux pas de la piazza Navona, permet de loger dans ce palais du XVI<sup>e</sup> siècle, les trésors rassemblés par le cardinal Ludovisi au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Sous les fresques retrouvées et les plafonds peints ont été installées les statues grecques et leurs copies romaines, complétées ou retouchées par des artistes de la taille de Bernini.

La ville de Rome s'est lancée dans une opération d'une semblable envergure avec son Musée du Capitole, en cours de réaménagement sous la direction de l'architecte Roberto Einaudi. Dans l'angle gauche, les œuvres restent sur place pendant les travaux. Elles ont simplement été enveloppées dans plusieurs épaisseurs de tissus recouvertes de plastique comme si un Christo transalpin était passé par là. L'angle droit est presque entière-



Les collections du Musée du Capitole, parmi les turbines de la centrale Montemartini.

ment vidée pour un chantier beaucoup plus ambitieux qui aura du mal à être achevé avant la fin de l'année. En attendant, une partie des collections a été envoyée dans la proche banlieue de Rome, via Ostiense, dans l'ancienne centrale

électrique Montemartini (Le Monde du 24 décembre 1998) où elles s'alignent avec les turbines et les accumulateurs restés sur place. Le succès de cette entreprise parfaitement convaincante est telle qu'Emilia Talamo, responsable de ce mu-

sée improvisé, envisage de conserver cette annexe pour faire tourner le surplus des réserves à l'étroit au Capitole.

Adriano La Regina, surintendant des Antiquités nationales surveille de près deux autres chantiers : celui

E. de R.

## Plus de trois cents chantiers pour préparer le Jubilé

ROME  
de notre correspondant

« Aujourd'hui les désagréments, demandent une meilleure : sept cents chantiers ouverts. Rome se prépare à l'an 2000. » Le panneau est planté sur la colline du Janicule aux abords de l'un des plus grands chantiers ouverts dans la capitale italienne pour le Jubilé : un parking pour huit cents voitures et cent dix autocars sur le territoire du Vatican. Ces travaux, ajoutés au percement d'un souterrain à proximité du château Saint-Ange (350 mètres au lieu des 1 400 mètres prévus), ont transformé la vie des habitants en cauchemar.

Un peu partout, automobilistes, visiteurs et piétons se heurtent aux palissades, aux accès barrés pour cause de restauration, et aux échafaudages. Au total, un peu plus de trois cents chantiers pour la seule commune de Rome, afin d'offrir aux pèlerins de l'an 2000, une cité meilleure.

L'affluence devrait être considérable. S'il

est impossible de donner des chiffres précis, les estimations oscillent entre 20 et 27 millions de pèlerins. Il est prévu que quarante mille voitures supplémentaires entrent dans Rome chaque jour, et jusqu'à deux mille cars lors des grandes concentrations. Le plus grand événement, les Journées mondiales de la jeunesse, les 19 et 20 août, devrait réunir deux millions de personnes à Tor Vergata, au sud de Rome, sur le site de la seconde université.

**REMISES EN ÉTAT**  
Pour faire face à cette invasion, il convenait de procéder à des aménagements, particulièrement aux alentours de la basilique Saint-Pierre, et, par la même occasion, de refaire une beauté à Rome. Il ne s'agit pas d'un grand lifting, mais de réajustements : nettoyages, consolidations, remises en état.

Les grands projets, comme la troisième ligne de métro, une nouvelle voie ferrée et le tunnel le long des berges du Tibre pour éviter le goulet d'étranglement du château Saint-

Ange, ont dû être abandonnés car ils avaient pris du retard et n'auraient pu être achevés dans les délais. Comme souvent, les prédictions ont été réduites à la baisse parce qu'à Rome rien n'est simple, et creuser un trou conduit inévitablement à des découvertes archéologiques et à des procédures judiciaires. Ce fut le cas pour le nouvel auditorium conçu par Renzo Piano du côté de la cité olympique, retardé par la mise au jour de vestiges antiques et paralysé ensuite par un conflit avec les constructeurs. Son ouverture avant la fin de l'année reste improbable. Si le parking du Janicule ne souffre pas de retard, des voix s'élèvent pour protester contre son implantation sur les lieux mêmes du martyre des premiers chrétiens.

Il n'est jamais facile d'innover à Rome et il est surtout malaisé d'être prêt pour le jour J, en l'occurrence la nuit de Noël 1999, date à laquelle sera ouverte la porte sainte qui marquera l'ouverture du Jubilé. Mauro Fabris, secrétaire d'Etat aux travaux publics, a fait part

de « sa plus vive préoccupation pour le risque de retard concernant les plus importants travaux en cours ». Ces derniers doivent en effet se terminer au mois de novembre, et la moindre difficulté imprévue peut occasionner des délais supplémentaires. Enrico Micheli, ministre des travaux publics, et Francesco Rutelli, maire de Rome, se sont donc rendus sur place, le 3 février, pour constater l'état d'avancement des chantiers les plus sensibles et rassurer tout le monde.

« Il reste quelques doutes sur certains chantiers, mais, pour les trois cent dix-neuf chantiers en cours, le tourant décisif est passé, alors que trente-deux autres sont déjà achevés », a précisé, plutôt satisfait, le maire de Rome. Mais la course de vitesse porte sur un programme largement révisé à la baisse. Ce qui fait dire à Giovanni Negri, coordinateur de l'Observatoire laïque sur le Jubilé, que « l'occasion de moderniser Rome a encore été manquée ».

M. B.-R.

Giovanna Melandri, ministre italienne des biens culturels

## « Nous sommes conscients que la culture est une des clés du développement économique »

ELLE EST L'UNE des plus jeunes ministres de la république italienne : Giovanna Melandri a trente-sept ans. Depuis le 10 novembre 1998, elle remplace au ministère des biens culturels Walter Veltroni, aujourd'hui patron du parti démocratique de la gauche.

Mais les attributions de son ministère ont été considérablement élargies. En plus des biens culturels, c'est-à-dire du patrimoine, ce ministère couvre désormais les spectacles, les arts plastiques, la qualité architecturale, la lecture, les sites et les sports. Un grand ministère composite qu'il s'agit d'unifier.

« Pourquoi pendant tant d'années, les musées italiens ont-ils été délaissés ?

– La priorité – ou l'obsession – des biens culturels, c'était de conserver et non pas de valoriser le patrimoine italien. Le sacerdoce de

la conservation l'importait tout. La crainte d'exposer les trésors dont nous avons hérité paralyse l'administration culturelle.

L'accès à cet héritage était donc négligé. Mon prédécesseur, Walter Veltroni, a lancé un vaste programme de rénovation des musées et du patrimoine, qui se poursuit activement. En cinq ans, nous avons investi dans ce domaine 5 000 milliards de lires (2,58 milliards d'euros). L'Italie est aujourd'hui, nous avons pu le constater, un énorme chantier. Bien sûr, nous avons comme symbole et date butoir le Jubilé de l'an 2000, mais le mouvement qui est lancé n'en arrêtera pas là.

– Ne craignez-vous pas, justement, qu'après la célébration du Jubilé, l'effort ne retombe ?

– Il faut transformer l'exceptionnel en permanent. J'ai de bonnes

raisons d'être optimiste. On nous avait dit qu'il était impossible d'allonger les horaires d'ouverture des musées, que les syndicats s'y opposeraient farouchement. Nous avons négocié et ces nouveaux horaires sont acquis. Mais nous n'arriverons à soutenir cet effort que si nous enregistrons des retombées économiques – l'ouverture de cafétérias, de librairies et de boutiques, dans une quarantaine de musées, nous a rapporté 14 milliards de lires.

Il faut maintenant que ce mouvement ait des répercussions sur l'emploi. Nous préparons une loi qui permettra de recruter, dès cette année, un millier de jeunes. Des horaires flexibles leur permettront de continuer leurs études. Notre but n'est pas de faire à tout prix de l'argent avec la culture, mais nous sommes conscients que la culture

est l'une des clés du développement économique.

– Quelles sont vos priorités ?

– En effet. La première, c'est la construction du monastère. Walter Veltroni en avait esquissé les contours, à moi de le faire. Je suis à la tête d'une administration importante (vingt-six mille personnes), riche de spécialistes qualifiés, mais qui manque de gestionnaires et d'économistes. Ma deuxième priorité, c'est d'ouvrir le ministère au privé. Il ne s'agit pas de brader les pans du ministère, mais de déléguer certaines tâches pour lesquelles nous sommes mal armés.

– Nous pourrions, par exemple, avec des appuis, mettre en valeur quelques grands sites archéologiques. L'Italie doit bâtir une véritable industrie culturelle au-delà de quelques pôles – Venise, Flo-

rence, Rome et Pompéi –, et négocier le flot touristique. Une tâche difficile que l'Etat ne peut entreprendre seul.

– Les attributions de votre ministère ont été élargies. Avez-vous la possibilité d'intervenir dans les secteurs de l'art contemporain ?

– Tout à fait. Nous profitons ainsi de l'ouverture d'un nouvel étage du musée Capodimonte de Naples pour organiser dans cette ville une opération qui touchera toutes les disciplines, du théâtre aux bibliothèques en passant par le cinéma. Je ne suis pas seulement le ministre de l'héritage culturel mais aussi celui de la culture vivante. Il faudrait être aveugle pour considérer que la peinture, en Italie, s'arrête avec Tiepolo alors qu'on assiste à une étonnante floraison de musées d'art contemporain municipaux

dans tout le pays. Nous pouvons fédérer ces initiatives.

– Dans quelques jours j'annoncerai le nom de l'architecte qui, à la suite d'un concours, sera chargé de réaménager, les 36 000 m<sup>2</sup> de l'ancienne caserne à Montello, à côté de la Cité olympique. Celle-ci doit devenir un Centre national pour les arts contemporains.

– Mais ma tâche ne sera pas achevée si nous n'arrivons pas à faire quelque chose au niveau européen, puisque l'art et la culture sont le fondement des nations qui composent le Vieux Continent. Je sais que vouloir fonder l'Europe de la culture n'est pas une mince affaire : vous voyez que j'ai besoin d'un peu de temps.»

Propos recueillis par Michel Böle-Richard et Emmanuel de Roux

cité de la  
musique

G. Brahms  
Schönberg  
S. Eschenbach  
J. Staham, violon  
Orchestre de Paris

44 84 44 84

on à marche forcée

## Les artistes africains, entre destin planétaire et survie continentale

Abidjan accueille le MASA jusqu'au 28 février

ABIDJAN  
de notre correspondant  
en Afrique de l'Ouest

Sur la scène du Palais des Congrès, la chanteuse pygmée peine à trouver sa voix. Une climatisation imprévisible refroidit instantanément artistes et spectateurs. Pourtant, ce concert est important. Le chœur pygmée aka participe à l'ouverture du quatrième Marché des arts du spectacle africain (MASA), qui se tient à Abidjan du 20 au 28 février. Venus de la forêt centrafricaine, les aka ne sont pas des débutants. Ils ont déjà joué (des tambours, de l'arc à boucher...) et chanté à la Cité de la musique à Paris et dans quelques festivals européens. Leur musique douce et complexe, tellement spontanée qu'on n'en perçoit que progressivement l'architecture, se situe à un bout de l'arc-en-ciel africain. C'est le côté primitif, comme disait le commandant de cercle sous la colonisation, roots, comme le disent aujourd'hui les programmeurs de salles alternatives d'Europe du Nord, dont quelques dizaines ont fait le voyage en Côte d'Ivoire.

A l'autre extrémité du spectre, il y a les musiciens urbains, qui font danser les foules de Kinshasa, Yaoundé ou Brazzaville. Et aussi des troupes comme l'Atelier-Théâtre de Lomé, qui joue *La Récupération*, un beau texte de Josué Kossi Etoï. Cette troupe survit dans la capitale du Togo, un pays bloqué par un régime autoritaire qui n'en finit pas. Pourtant, l'Atelier-Théâtre joue régulièrement

dans tout le Togo, utilisant à Lomé les installations du Centre culturel français, seul équipement de la capitale. Grâce au soutien matériel et financier de la France, la troupe peut répéter, créer et se déplacer en Afrique de l'Ouest. L'Atelier-Théâtre se paie même le luxe de sortir des archétypes du théâtre africain pour affronter la terrible réalité urbaine contemporaine, avec une ironie douloureuse.

Les troupes de théâtre et de danse qui viennent au MASA font un pari risqué, espérant sortir des minuscules circuits nationaux. Mais, pour l'instant, l'axe du marché est surtout musical. Les acheteurs de spectacles sont principalement des programmeurs de festivals et de salles qui cherchent à satisfaire l'appétit insatiable mais imprévisible du Nord pour les musiques du Sud. Comment prévoir les engouements ? Si les Pygmées bénéficient d'une forte prise à l'extériorisation, comment faire passer un nouveau griot malien ? Un nouveau groupe de musique zouloue ?

IMPROVISATION ET INDULGENCE  
Tu Nokwe est justement zouloue. Elle chante depuis quinze ans et compose de belles chansons. C'est la première fois que la Sud-Africaine se produit en Afrique hors de son pays. « Mon guitariste est un vrai Zoulou. C'est un virtuose du style traditionnel. Mais, quand il a entendu le groupe sénégalais qui est passé après nous, il a voulu apprendre ce style », raconte Tu Nokwe, encore éblouie des découvertes

qu'elle a faites pendant les premières quarante-huit heures du MASA.

Au fil des années, le MASA se fait de plus en plus africain, de moins en moins francophone. Fondé en 1993 à l'initiative de l'Agence de coopération culturelle et technique - aujourd'hui Agence de la francophonie -, le marché est progressivement ouvert au reste du continent. Le MASA est ainsi devenu l'un des seuls lieux en Afrique où des artistes kényans ou centrafricains peuvent découvrir leur musique aux autres Africains qu'en jouant sur les scènes françaises. Les producteurs de spectacles africains se contentent de faire venir les valeurs sûres, comme les vedettes du Congo démocratique.

M. Yablahi voudrait profiter de l'implantation permanente du MASA à Abidjan pour intervenir plus régulièrement dans la vie culturelle du continent, en aidant à l'organisation de tournées, en formant des techniciens du spectacle...

## CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999 / 29



Le chœur pygmée Aka, à la Cité de la musique, à Paris, en 1991.

### DÉPÉCHES

■ CINÉMA : Catherine Trautmann devait recevoir les professionnels du cinéma au ministère de la culture le 23 février, pour engager la concertation au moment où le système de financement du cinéma par les télévisions est remis en cause par l'évolution de la technique et de la jurisprudence. Dans le courrier adressé aux présidents de toutes les organisations corporatives où elle les convie à cette réunion, la ministre affirme : « Il importe que cette négociation conduise à garantir, dans le respect de la diversité de la production cinématographique, un niveau suffisant et pérenne des contributions apportées par les opérateurs, notamment sous la forme de préfinancements. J'attends donc de chacune des parties qu'elle formule des propositions en ce sens. »

■ Le tournage de la suite de *Mission : Impossible* devrait commencer le 20 mars prochain à Sydney avec, dans les rôles principaux, Tom Cruise et l'actrice américaine Thandie Newton (*Beloved*, de Jonathan Demme, *Shandor*, de Bernardo Bertolucci). Le budget de *Mission : Impossible II* est estimé à 80 millions de dollars (68 millions d'euros). Il sera réalisé par John Woo pour la Paramount et financé par les productions Cruise/Wagner. Un tiers du film sera réalisé dans les studios Fox à Sydney, le reste sera tourné en extérieur dans la ville et à Broken Hill, dans l'intérieur du pays. *Mission : Impossible II* sortira sur les écrans américains à Noël. - (Reuters)

■ ARTS : le peintre britannique Lucian Freud a donné son accord conditionnel pour peindre un portrait de la reine Elizabeth II, selon le quotidien britannique *The Independent*. Le peintre aurait posé comme conditions d'avoir pour modèle une personne de pouvoir travailler à domicile, en faisant venir la reine d'Angleterre à son atelier de l'ouest de Londres pour les séances de pose. Il demande en outre que la reine, âgée de soixante-douze ans, se soumette à des séances de pose à sa discrétion, alors qu'elle ne connaît d'ordinaire que cinq.

Thomas Sotinel

## La Cinémathèque de la danse reçoit la collection unique de films de jazz réunie par Jo Milgram

DEPUIS dix-sept ans, la Cinémathèque de la danse fait partie de la Cinémathèque française. Tous les deux mois, elle organise des projections sur fond de la collection de Jo Milgram. La série, unique au monde, est intitulée « Trésors du film de jazz ». Elle participe de cette œuvre de monstration à laquelle, outre son travail d'archivage et de conservation, la Cinémathèque se consacre, dans une élégance de manières à quoi l'on reconnaît l'équipe dirigée par Patrick Bensard. La collection de Jo Milgram lui est désormais intégralement cédée.

Deuxième nouvelle : les fidèles de l'Opéra-Garnier, où étaient montrés naguère, une fois par mois, en présence de témoins et acteurs directs, les miracles de la comédie musicale ou des films de danse, sont informés que la série va reprendre en décembre 1999 dans la salle rénovée du Châtelet. Quant aux fidèles de Jean Rouch,

ils attendent sa soirée « Ciné-Danse, Ciné-Trance » le 6 avril. Les lieux, une magnificence débonnaire et la qualité obsessionnelle du détail (la copie, ses conditions d'accompagnement) : ces qualités ont fait des soirées Jo Milgram des événements exceptionnels. On s'en est rendu compte, lundi 15 février, dans la salle Henri-Langlois du Palais de Chaillot où, entre le dessin animé de Max Fleischer mêlé à Betty Boop et Louis Armstrong (1932) et le chef-d'œuvre indépassable du film de jazz (*Jammin' The Blues*, de Gjon Mili, avec Lester Young, 1944), Jo Milgram a projeté un rareté, une minute d'effrayer, une galerie de douleurs sur fond de blues, le *Blind Gary Davis*, de Harols Becker (1964).

Milgram à quatre-vingt-trois ans, il ne les fait pas : « Vous vous trompez. Sur scène, quand je présente mes films, je revis. Simon, je suis au bout. Le faire tous les soirs ? avec une rythmique à rendre fou, j'ai sangloté pendant tout le spectacle. On était comme plongé dans un bain d'huile bouillante. A partir de 1970, bien aidé par Daniel Filippacchi, j'ai recherché, acheté, collectionné tout ce qui pouvait avoir trait au jazz sous forme de vrais films, de catalogues intéressants à Hollywood. Si quelqu'un ne s'y était pas accroché, tout aurait disparu. La comédie musicale, les danseurs, la gestuelle, les mouvements mêmes de l'orchestre, la chorégraphie des instrumentistes, désignent ce fonds pour la Cinémathèque de la danse. Elle a su le mettre en valeur. »

« BAÏN D'HUIRE BOUILLANTE »

« En 1931, sur un truc en ferraille, un phono à pavillon, j'ai entendu Armstrong. Ce fut une révélation, un éblouissement. J'ai tout compris d'un coup. Je n'ai jamais plus lâché. D'abord l'époque des disques que l'on pouvait découvrir en cabine, les big bands, les solistes, l'âge d'or du jazz, l'âme lumineuse des Noirs d'Amérique ; puis le Hot-Club, l'amitié avec Delaunay, la fréquentation de Pimasié ; ces types, Pierre Noury, Jacques Bureau, qui étaient des merveilles de cœur et de générosité. Enfin la scène : le premier orchestre que j'ai vu sur scène, c'est Duke Ellington en 1933, après quoi Armstrong et Cab Calloway en 1934, le Cotton Club au Moulin-Rouge en 1937. Je ne suis, hélas ! allé aux Etats-Unis qu'une fois, en 1963. Barclay avait organisé un voyage pour la présentation d'Aznavour à Carnegie Hall. Je me suis précipité à l'Apollo de Harlem. Il y avait ce soir-là du gospel,

avec une rythmique à rendre fou, j'ai sangloté pendant tout le spectacle. On était comme plongé dans un bain d'huile bouillante. A partir de 1970, bien aidé par Daniel Filippacchi, j'ai recherché, acheté, collectionné tout ce qui pouvait avoir trait au jazz sous forme de vrais films, de catalogues intéressants à Hollywood. Si quelqu'un ne s'y était pas accroché, tout aurait disparu. La comédie musicale, les danseurs, la gestuelle, les mouvements mêmes de l'orchestre, la chorégraphie des instrumentistes, désignent ce fonds pour la Cinémathèque de la danse. Elle a su le mettre en valeur. »

Ces images rejoignent la collection de plus de cinq cents films et quatre mille vidéos qui s'est constituée, en trois lustres, l'institution dirigée par Bensard. Elles continuent de servir de réservoir à la suite des trois mille événements qu'elle a montés à Paris comme en province et à l'étranger. A côté des bobines classées de Balanchine, Martha Graham, Merce Cunningham, Pina Bausch, Béjart, Noureev, le Ballet de l'Opéra de Paris, Sylvie Guillem, Yvette Chauvire, Jean Babilé, il y a désormais les séries de mémoire de Jo Milgram : ces corps solaires et totémiques qui ont inspiré si peu d'images dans le siècle où elles eussent dû se perdre s'il ne s'était trouvé un original pour les recueillir et de bien grands extravagans pour y prêter attention.

Francis Marmande

## Nouvelles mesures en faveur des intermittents du spectacle

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture et de la communication, s'est félicitée le 22 février de l'accord entre les partenaires sociaux prorogeant jusqu'au 31 décembre 1999 le régime d'indemnisation du chômage des intermittents. La ministre a précisé que deux mesures venaient d'être prises en leur faveur : les allocations des ouvriers techniques et réalisateurs de la production du cinéma et de l'audiovisuel seront désormais calculées selon des modalités comparables à celles des artistes et des techniciens du spectacle vivant afin de « prendre en compte les conséquences apportées par leur passage au salaire réel » prévu par l'accord entre les partenaires sociaux du 20 janvier. Par ailleurs, la ministre annonce « la reprise des travaux portant sur la négociation des conventions collectives et le renforcement des contrôles pour lutter contre le travail dissimulé et les situations abusives d'emploi précaire ».

### L'ANNÉE DE LA SPOILITATION

Mais le 3 décembre, coup de théâtre : au conseil municipal du 4<sup>e</sup> arrondissement, le dossier est brutalement rejeté par l'ordre du jour... et renvoyé devant la commission centrale des marchés publics pour examen ! Sans doute les « affaires » qui secouent la Mairie de Paris incitent-elles à redoubler de prudence, sans doute la forte pression du Groupe professionnel [français] des facteurs d'orgue porte-t-elle ses fruits. Toujours est-il que 1997 sera pour Ahrend - après vingt ans d'expectative - l'année de la spoliation.

En juillet 1997, un appel d'offres

international sur concours est donc lancé, auquel Ahrend se présente, quant à eux, mieux qu'un requiem. Marie-Aude Roux

fait unies 27 fé-  
moc-  
et dé-  
e le  
ait au  
n tête  
ide en  
Après  
le dé-  
à his-  
. Marc  
ire es-  
de ré-  
nagéé.  
le Au-  
Soldini  
bateau  
e. Il est  
tape, à

page 22

mou, plu-  
d'au-  
s'écrit an-  
d'Air France  
tit-fils de cé-  
la SFIO, ne-  
le Force ou-  
he a conquis  
ratt d'un pa-  
qui com-  
été ruminant.

Lire page 13  
annulation 18  
au bord 19  
armé 22  
éologie 25  
re 26  
e culture 28  
o-télévision 29

## Un certain art français dans l'œil de Georges Pompidou

Au Jeu de paume, une exposition pluridisciplinaire réunit les créateurs aimés par le président

Jacques Chirac a inauguré, le lundi 22 février, l'exposition « Georges Pompidou et la modernité », proposée jusqu'au 18 avril par la Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Concorde, de 12 heures à 21 h 30 ; du mercredi au vendredi, de 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche, de 10 heures à 19 heures. Tél. : 01-47-03-12-50. 38 F (5,8 €). Jusqu'au 18 avril.

**GEORGES POMPIDOU ET LA MODERNITÉ.** Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Concorde, de 12 heures à 21 h 30 ; du mercredi au vendredi, de 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche, de 10 heures à 19 heures. Tél. : 01-47-03-12-50. 38 F (5,8 €). Jusqu'au 18 avril.

« J'aime l'art, j'aime Paris, j'aime la France. Je suis frappé par le caractère conservateur du goût français, particulièrement de ce qu'on appelle l'élite, je suis scandalisé de la politique des pouvoirs publics en matière d'art depuis un siècle, et c'est pourquoi je cherche à réagir, avec un succès mitigé. » Ce n'était pas un ministre de la culture qui s'expliquait ainsi dans les colonnes du *Monde* le 17 octobre 1972, mais le président de la République lui-même : Georges Pompidou, le lettré, l'amateur d'art contemporain, l'homme d'Etat soucieux de moderniser la France et de lui redonner la place culturelle de premier plan qu'elle avait perdue sous les coups de l'Amérique. Il avait notamment imposé l'idée de créer un grand centre culturel qui « serait à la fois musée et centre de création » au cœur de Paris, à deux pas des Halles, quartier chaud, où « l'affaire des pavillons de Baltard s'était transformée en bataille pour la sauvegarde de ces témoignages parfaits de l'architecture industrielle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Bataille perdue, qui, avec un mot du président, aurait pu être gagnée.

L'exposition « Georges Pompidou et la modernité », conçue par Daniel Abadie, directeur de la Galerie du Jeu de paume, reproduit largement les déclarations au *Monde* du président de la République mais se garde bien de les commenter. C'est un hommage, un portrait sans ombres au tableau. Bien que pluridisciplinaire, elle insiste sur les relations privilégiées que Georges Pompidou – collectionneur capable, quand il était premier ministre, d'aller visiter les galeries à 8 heures du matin et, quand il était président, de convoquer à l'Elysée quelque marchand pour parler des nouveaux courants de la création – avait avec des peintres et des sculpteurs. Ces peintres, c'était Nicolas de Staél, Georges Mathieu, Hans Hartung, Sonia Sénéauy, Serge Poliakoff, Pierre Soulages... des abstraits de l'école de Paris. Ces sculpteurs, c'était Alberto Giacometti, Emile Gilioli, François Stahly, Etienne Hajdu, ou François-Xavier Lalanne. Mais il s'intéressait aussi aux artistes cinétiques comme Victor Vasarely et Yaacov Agam, et aux nouveaux réalistes : Yves Klein, Martial Raysse, Arman, Tinguely et Niki de Saint-Phalle. Et il leur achetait, avec ou sans Claude Pompidou, des œuvres. De petites œuvres (il n'était que salarié et n'avait pas les moyens, il l'a dit, de s'offrir de grandes œuvres), dont certaines figurent dans l'exposition, parmi d'autres ; des grandes, dont quelques-unes ont eu leur place à Matignon, ou à l'Elysée. Quelques-unes seulement. L'exposition se veut agréable à visiter, quête à piper des soins.

Elle est agréable. Les œuvres sont bien choisies et leur regroupement donne un bon aperçu de ce que pouvait être la modernité des années 60, avant 1968, quand Georges Pompidou était en phase avec son temps. Les nouveaux œuvres libres de leurs choix. Contestée avant même d'être élaborée, boycottée par ceux qui n'étaient pas invités et ceux qui étaient invités mais refusaient d'être « récupérés », elle fut inaugurée avec un cordon de CRS et à coups de gaz lacrymogène, pour la protection de la Reine d'Angleterre qui passait par là. Ce fut un four. Comme quoi la nouvelle relation que l'Etat voulait entretenir avec l'art vivant n'allait pas de soi.

### Un bon aperçu de ce que pouvait être la modernité avant 1968, quand Pompidou était en phase avec son temps

L'exposition se garde bien d'évoquer cet épisode somme toute anecdotique mais révélateur du climat de l'époque. Focalisée sur le point du vue du président, elle s'attarde plutôt dans les appartements privés de l'Elysée, que Georges Pompidou avait entrepris de moderniser, mieux, de transformer en vitrine de la création française, en faisant appel au designer Pierre Paulin et à Yaacov Agam. On y voit la reconstitution du salon avec canapés et fauteuils bien

comme Georges Pompidou – collectionneur capable, quand il était premier ministre, d'aller visiter les galeries à 8 heures du matin et, quand il était président, de convoquer à l'Elysée quelque marchand pour parler des nouveaux courants de la création – avait avec des peintres et des sculpteurs. Ces peintres, c'était Nicolas de Staél, Georges Mathieu, Hans Hartung, Sonia Sénéauy, Serge Poliakoff, Pierre Soulages... des abstraits de l'école de Paris. Ces sculpteurs, c'était Alberto Giacometti, Emile Gilioli, François Stahly, Etienne Hajdu, ou François-Xavier Lalanne. Mais il s'intéressait aussi aux artistes cinétiques comme Victor Vasarely et Yaacov Agam, et aux nouveaux réalistes : Yves Klein, Martial Raysse, Arman, Tinguely et Niki de Saint-Phalle. Et il leur achetait, avec ou sans Claude Pompidou, des œuvres. De petites œuvres (il n'était que salarié et n'avait pas les moyens, il l'a dit, de s'offrir de grandes œuvres), dont certaines figurent dans l'exposition, parmi d'autres ; des grandes, dont quelques-unes ont eu leur place à Matignon, ou à l'Elysée. Quelques-unes seulement. L'exposition se veut agréable à visiter, quête à piper des soins.

Elle est agréable. Les œuvres sont bien choisies et leur regroupement donne un bon aperçu de ce que pouvait être la modernité des années 60, avant 1968, quand Georges Pompidou était en phase avec son temps.

Le président de la République n'était pas responsable de l'absence d'architecture et d'urbanisme en France dans les années 60. Mais il pouvait freiner les ardeurs bétonnières. Il ne l'a pas fait. Au nom de la modernité, d'une modernité impensable sans la présence de tours dans les villes, et de voies express un peu partout. De cela, l'exposition, qui se veut artistique et non pas politique, ne parle pas non plus.

*Geneviève Breerette*

## De l'efficacité respective de la marionnette et de l'acteur

**LA SECONDE SURPRISE DE L'AMOUR**, de Marivaux. Mise en scène : Daniel Mesguich. Avec Sophie Carrier, Frédéric Cuit, Philippe Fenwick, Cyrille Josselyn, Sarah Mesquich et William Mesquich.

**ATHÈNEE**, 4, square de l'Opéra, Paris 9<sup>me</sup>. M<sup>me</sup> Opéra. Mardi, à 19 heures ; du mercredi au samedi, à 20 heures ; dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-53-05-19-19. 40 F à 160 F (6 € à 24 €). Jusqu'au 20 mars. Durée : 1 h 40.

En 1722, les Comédiens-Italiens, de retour depuis peu à Paris, créent *La Surprise de l'amour*, de Marivaux. Cinq ans plus tard, *La Seconde Surprise* sera montée par les Comédiens-Français. A l'époque, le Théâtre-Italien et le Théâtre-Français n'ont rien d'interchangeable. Les deux troupes s'opposent dans la liberté et la tradition, dans le mouvement et la parole. Marivaux le sait, qui fabrique alternativement

à italiano » pour l'italien et « français » pour le français. Quelques arlequinades encolombinées signent la différence de la première *Surprise* et un pédant – d'ascendance moliféresque – celle de la seconde.

Daniel Mesguich a choisi d'inverser la donne et monte la *Seconde Surprise* à l'italienne. Il précise les uns contre les autres les personnages – chevalier, comte et marquise, valet et suivante – comme si la plus énergique folie devait souligner le renversement du style. A ce régime, le pédant Hortensius (Frédéric Cuit) est le premier pulvérisé. Le donneur de leçons se met à patouiller dans ses phrases, son affection glisse de la langue au geste. La pédanterie envahit ses veines, bloque ses articulations, raidit son corps en des postures sombres à coups d'effractures tonitruantes, de coups de poing sur la table, d'ordres lancés du bout du doigt en rythme et en musique.

Ce ressort premier du burlesque, la chute, devient une figure centrale de la comédie. Les maîtres n'y sont pas aussi encinés que les domestiques. Mais pour mener à bien leurs acrobaties sentimentales, les uns et les autres ont en commun de s'appuyer sur les livres. Non sur leur lecture, leur contenu, mais sur leur encocombrement dans l'espace. Daniel Mesguich va de saable, à y réfléchir, pas très folichonne, mais le rythme est si rapide qu'on n'a pas le temps de réfléchir : s'alléger du port du livre, c'est libérer des bras pour l'amour. Alors les volumes s'entassent en escaliers, estrades, strapontins, îles, soulèvent et entraînent les amants, les projetant parfois au sol, dans le plaisir bref de quelques bonnes roulades.

A l'avant-scène, le metteur en scène a placé le mari défunt de la marquise sous la forme d'un mannequin à fils. Ce véritable commandeur maintient la jeuneute dans son veuvage à coups d'effractures tonitruantes, de coups de poing sur la table, d'ordres lancés du bout du doigt en rythme et en musique.

L'occasion pour le spectateur de débattre de l'efficacité respective de la marionnette et de l'acteur, du risque et de la difficulté de les monter ensemble, du tort que l'un peut causer à l'autre. Le schématisme des mouvements permet de mettre en place les jeux de miroirs auxquels nous nous accoutumons. Daniel Mesguich, et de rendre visible la progression en actes de la pourvoir sur son « corps ». Son effacement accompagne celui des sentiments qu'il inspirait et la consolidation de l'amour naissant pour le nouveau pretendant.

**DISTRIBUTION FAMILIALE**

Cette *Seconde Surprise de l'amour* avait été créée en 1991 à l'Île par Daniel Mesguich, alors à la tête du centre dramatique de la métropole du Nord. Même *planissimi* au départ, mèmes *fortissimi* déchainés au final. Mais la distribution en est neuve (à une exception près), fraîche, jeune, familiale puisque s'y distingue le jeune William Mesguich (Lubin) et plus encore Sarah (la marquise), aussi féminine ici qu'elle était virile dans la soldatesque recrue au Conservatoire à l'automne 1998 par Patrice Chéreau. Avec l'impertinente « rhétorique des yeux » – des épaules, des hanches – de Sophie Carrier (Lisette), elle a affaire à forte partie.

## SORTIR

### PARIS

**Orchestre de Paris**  
Le futur directeur musical de l'Orchestre de Paris, Christoph Eschenbach, est aux commandes. Ce n'est pas la première fois qu'il le dirige, Salle Pleyel. Chacune de ses apparitions a été un succès public et musical. Son soliste, Tzimon Barto, est un pianiste américain singulier dont le jeu oscille entre recherche précieuse et éclat batteur. Dans le *Deuxième de Brahms*, il devrait être passionnant de l'écouter. Quant à la première partie du concert, Christoph Eschenbach a choisi l'étonnante orchestration par Schoenberg du *Quatuor en sol mineur de Brahms*. Une relecture qui met tous les pupitres à la fête. Salle Pleyel, 252, rue des Lombards, 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Châtelet. Le 23, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F (12 €).

**Soirée courts-métrages**  
L'Association française de recherche en histoire du cinéma propose une soirée consacrée à la diffusion de courts-métrages rares. Au programme : *Nous marions Solange* (Lucien Mayrargues, 1934), *Sport et parapluie* (André Michel, 1948), *Les Tuti-Fruti* (Jean Gourquet, 1933), *La Légende de Saint-Nicolas* (Jean Devaivre, 1941). Le même soir, de 17 h 30 à 20 h 30, le ciné-club de Jean Douchet présente *Les Nauplages de l'île de la Tortue* (Jacques Rozier, 1974), un film dont les personnages, isolés sur une île déserte, doivent s'organiser eux-mêmes pour subsister.

**Cinémathèque des Grands Boulevards**, 42, boulevard Bonne-Nouvelle, 10<sup>me</sup>.

M<sup>me</sup> Bonne-Nouvelle. Le 23, à 21 heures. Tél. : 01-56-26-01-01. 18 F et 29 F (2,75 et 4,40 €).

**Thomas Savo Quintet**  
Saxophoniste, clarinettiste, compositeur, Thomas Savo est de la bande des jeunes musiciens qui veulent jouer. Les occasions existent, mais très rarement à leur goût. Récemment, il était en trio au Petit-Opportun. Au Duc,

au bout de la rue des Lombards, c'est en quintet qu'il se présente. Pour faire le point, l'état des lieux et prendre le pouls du jazz dans une des meilleures brasseries de nuit des Halles.

**Au Duc des Lombards**, 42, rue des Lombards, 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Châtelet. Le 23, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F (12 €).

**Soirée courts-métrages**

L'Association française de recherche en histoire du cinéma propose une soirée consacrée à la diffusion de courts-métrages rares. Au programme : *Nous marions Solange* (Lucien

Mayrargues, 1934), *Sport et parapluie* (André Michel, 1948), *Les Tuti-Fruti* (Jean Gourquet, 1933), *La Légende de Saint-Nicolas* (Jean Devaivre, 1941). Le même

soir, de 17 h 30 à 20 h 30, le ciné-club de Jean Douchet présente *Les Nauplages de l'île de la Tortue* (Jacques Rozier, 1974), un film dont les personnages, isolés sur une île déserte, doivent s'organiser eux-mêmes pour subsister.

**Cinémathèque des Grands Boulevards**, 42, boulevard

Bonne-Nouvelle, 10<sup>me</sup>.

M<sup>me</sup> Bonne-Nouvelle. Le 23, à 21 heures. Tél. : 01-56-26-01-01. 18 F et 29 F (2,75 et 4,40 €).

**Publicité**

## LES HUISSIERS

Michel Vinaver mise en scène Alain Françon

Dernière le 28 février

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

## GUIDE

### AVANT-PREMIÈRE

**Sicilia** (Italie, 1998) de Danièle Hullet et Jean-Marie Straub, en présence des réalisateurs.

**Cinémathèque française**, Palais de Chaillot, 1<sup>er</sup>, avenue Albert-de-Mun, 16<sup>me</sup>. Tél. : 01-56-26-01-01. 18 F et 29 F

**ANNULATION**

Hommage à Jean-François Jenny Clarke

*New Morning*, 7-8, rue des Petites-Ecuries, 10<sup>me</sup>. M<sup>me</sup> Château-d'Eau. Le 23, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F

**TROUVER SON FILM**

Tous les films Paris et régions sur le Mné, 3615-LEMONDE et tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mm)

**ENTRÉES IMMÉDIATES**

Le *Quisque Théâtre* : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare de Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

**Marché monte à Paris**

Un cinéma-théâtre écrit, réalisé et interprété par Marc Hollage.

*La Cigale*, 120, boulevard Rochechouart, 18<sup>me</sup>. M<sup>me</sup> Pigalle. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-49-25-89-99. De 160 F à 230 F. Jusqu'au 15 mars.

**ANNULATION**

Le récital que devait donner Françoise Pollet le 9 mars est annulé. Les spectateurs munis de billets, sont priés de se mettre en contact avec le Théâtre des Champs-Elysées. Tél. : 01-49-52-50-50.

**RÉSERVATION**

*King* de Michel Vinaver, mise en scène d'Alain Françon.

*Théâtre national de la Colline*, 15, rue

Malte-Brun, 20<sup>me</sup>. Du 11 mars au 25 avril. Tél. : 01-44-62-52-52. De 55 F à 160 F.

**DERNIERS JOURS**

27 février :

*Le Marchand de Venise*

de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig.

*Bouffes du Nord*, 37bis, boulevard de la Chapelle, 10<sup>me</sup>. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

**Partage de midi**

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

21.25 Les Amours Léniniens. Invités : François-Xavier Coquin, Pierre Lorrain, Pierre Rigouard, Jacques Sapir. Forum Planète

## MAGAZINES

18.00 et 21.00 Le Grand Journal. LCI  
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Gérard Darmon, Nadia Fares, Intik, Fabrice Luchini, Sandrine Kiberlain. Canal +  
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Hubert Wédrine. LCI  
20.00 20h Paris Première. Sandrine Kiberlain. Paris Première  
21.00 Le Cal Savoir. Invités : Michel Grisolia, Michel Le Bris, Olivier de Kersauson, Christian Arnal. Paris Première  
21.05 Temps présent. Nicaragua : l'argent du bonheur. TV5  
22.50 Place de la République. Faut-il brûler les journaux ? France 2  
23.20 Comment ça va ? Au bout des démons. Invités : Jean-Pierre Angot et Frédéric Dard. Comment ça marche : les ongles. France 3  
0.20 Capital. Salariés contre patrons. Partage aux Pétrochimiques. Comment ça va ? qui servent les inspecteurs du travail ? M6  
0.45 Le Cercle. Nancy, arts nouveaux. France 2

## DOCUMENTAIRES

20.30 URG. [1981-1990 - 1999 : la Révolution confondu]. Forum Planète  
20.35 Tsar Boris. [2/2]. Intrigues au Kremlin. Planète  
20.45 La Vie en face. Tout se passe comme un grand. Arte  
20.45 Les Descendants. [3/3]. Les Indiens des tribus du Nord. Histoire  
20.55 Mittaburzans. Odyssee  
21.25 Brocéliande, entre légende et réalité. Odyssee  
21.25 Les Pasteurs himalayens. Planète  
21.40 Soirée thématique. Forum Planète  
21.50 Les Ateliers du rêve. [2/2]. La règle de l'illusion. Histoire  
22.30 Surfeurs, les tribus d'Europe. Forum Planète  
23.00 Une saga scandinave. [1/2]. Histoire  
0.40 Les Blanchisseuses de Magdala. France 3

## SPORTS EN DIRECT

19.15 Football. Championnat d'Europe indoor 1999. Russie - Belgique. 18.30 Espagne - Croatie. Eurosport  
22.00 Boxe. Poids lourds-Mégers. Tim Reuter - Darren Griffiths. Poids moyens : Steeve Johnson - Laurento Ramirez. A Cardiff. Eurosport  
2.00 Basket NBA. Houston - Seattle. Canal +

## MUSIQUE

21.15 Ligeti, Schumann et Prokofiev. Concerto pour piano de la Radio de France. dir. Dmitri Kostylev. Muzik  
21.45 La Symphonie 41 dite Jupiter, de Mozart. Par l'Orchestre d'Europe. Mezzo  
TELEFILMS

20.30 The Practice. Chien méchant. Série Club  
20.55 La Vie à cinq. Accords et désaccords. Téva  
21.45 The Eat-Home's Don't They ? Téva  
22.15 Star Trek. La nouvelle génération. Série Club  
22.50 Star Trek. Soñar inconsciente. Canal Jimmy  
23.00 High Street City. L'enfer de Dante. TF1  
23.00 La guerre des cochons. TF1  
23.45 Star Trek. Deep Space Nine. Dual (v.o.). Canal Jimmy  
0.35 Cop Rock. The Cocaine Musing (v.o.). Canal Jimmy

## FILMS

16.25 Le Cirque [1/2]. Charlie Chaplin (Etats-Unis, 1928, N° 100). Ciné Classics  
18.15 Le Rêve de l'homme [1/2]. Martin Scorsese (Etats-Unis, 1993, 135 min) O. Cinéstar 2  
18.25 Viva l'Italia [1/2]. Roberto Rossellini (Italie, 1960, 125 min) O. Histoire  
20.30 Ludwig le crépuscule des dieux. [2/2] (F - It - All, 1972, 125 min) O. Ciné Cinéma 1  
21.25 Une femme disparaît [1/2]. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1958, N, 100 min) O. Cinéma 2  
21.55 Pat Garrett et le Kid [1/2]. [1973-1998] (Etats-Unis, 1973, 120 min) O. Cinéma 3  
22.00 Stromboli [1/2]. Roberto Rossellini (Italie, 1949, N, v.o., 105 min) O. Ciné Classics  
22.30 My Beautiful Laundrette [1/2]. Tim Rice (GB, 1985, v.o., 100 min) O. Paris Première  
23.55 Où est la maison de mon ami ? [1/2]. Abbas Kiarostami (Iran, 1987, v.o., 85 min) O. Arte

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF1

18.05 Exclusif. 18.05 Le Bigopl. 20.00 Journal, Météo. 20.59 L'île aux pirates. Film. Kenny Harlin. O. 23.00 High Secret City. L'enfer de Dante. O. 23.45 La Vie à cinq. 0. 0.45 Le docteur mène l'enquête. Le mystère de la corde bleue. O. 21.25 Lois et Clark. 0. 18.25 Matrés, deux enfants. O. 19.34 Le Six Matres. Météo. 20.10 Notre belle famille. O. 20.40 Décrochage info. E - M6 découverte. 20.50 Pourquoi ça marche. Les Français mettent du piment dans leur vie. 22.40 La Femme d'en face. Téléfilm. George Milhakis. O. 0.20 Capitale. Salaires contre patrons.

## M6

18.25 Lois et Clark. 0. 19.20 Matrés, deux enfants. O. 19.34 Le Six Matres. Météo. 20.10 Notre belle famille. O. 20.40 Décrochage info. E - M6 découverte. 20.50 Pourquoi ça marche. Les Français mettent du piment dans leur vie. 22.40 La Femme d'en face. Téléfilm. George Milhakis. O. 0.20 Capitale. Salaires contre patrons.

## RADIO

20.30 Agora. Jean-Claude Bolognesi. 21.00 Poésie studio. 22.10 Mauvais genres. 23.00 Nuits magnétiques. [2/4]. 0.05 Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUE

20.00 La Semaine internationale d'Avignon. Musique sacrée. Cours de Divac. 22.30 Musique pluriel. Cours de Saraya, Suzuki. 23.07 Le Dialogue des muses.

## RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Cours de Brahms. 20.40 L'Editeur Jacques Durand. Cours de Debussy, Dukas, Saint-Saëns, Indy, Fauré, Ravel, Messiaen. 22.32 La Soirée (suite). Cours de Poulenc, Rameau, Mozart, Mendelssohn.

## TELEVISION

## ARTE

23.55 Où est la maison de mon ami ? O. Un petit paysan de huit ans s'aperçoit qu'il a pris, par erreur, le cahier de classe d'un copain qui risque d'être renvoyé. Il veut le lui rapporter. L'autre habite loin, ailleurs. La recherche va durer de longues heures. Ce conte sur l'amitié enfantine révèle en France Abbas Kiarostami. Par certains aspects, il fait penser à l'univers de l'Italien Luigi Comencini.

## PLANÈTE

20.35 Tsar Boris. Le président russe est-il un despote ou une marionnette aux mains de ses conseillers ? Le second volet du documentaire de Paul Mitchell, *Intrigues au Kremlin*, éclaire d'un jour cru les sept années de gestion du premier président démocratiquement élu de la Fédération de Russie et souligne l'inroyable atmosphère de suspition dans laquelle le pays a été gouverné ces dernières années. Diffusion en v.o.

## CINÉMA 2

0.25 Chacun sa chance [1/2]. Karel Reisz, Debra Winger (EU, 1989, v.o., 90 min) O. Cinéstar 2  
0.40 Rendez-vous [1/2]. André Téchiné (France, 1985, v.o., 81 min) O. Canal +  
0.45 A Table pour Loving [1/2]. Richard Quine (Etats-Unis, 1969, v.o., 100 min) O. Cinéma 2  
1.05 C'était demandé [1/2]. Nicholas Meyer (Etats-Unis, 1979, 110 min) O. Ciné Cinéma 2  
1.20 Die grosse Liebe [1/2]. Otto Preminger (Autriche, 1931, N, v.o., 85 min) O. Arte

## FILMS

13.45 Annie Hall [1/2]. Woody Allen (Etats-Unis, 1977, 95 min) O. Cinéma 1  
14.20 Stromboli [1/2]. [1973-1998] (Italie, 1949, N, v.o., 105 min) O. Ciné Classics  
15.15 Peppy Sue s'est mariée [1/2]. Francis Ford Coppola (EU, 1965, 105 min) O. Cinéstar 2  
15.20 1947 [1/2]. Steven Spielberg (Etats-Unis, 1979, 175 min) O. Cinéma 2  
16.30 Viva l'Italia [1/2]. Roberto Rossellini (Italie, 1960, 120 min) O. Histoire  
16.45 Au fil de l'eau [1/2]. Henri René (France, 1991, 95 min) O. Ciné Cinéma 1

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF1

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Cosby. O. 20.30 Tout le sport.

21.20 22.00 Questions pour un champion. France 2 - France 3 : le match. 22.45 Météo. Soir 3.

23.20 Comment ça va ? Au bonheur des démons.

0.10 Magazine olympique.

0.40 Les Blanchisseuses de Magdala. Echos de vies.

20.00 La Cinquième/Arte. 17.00 Au nom de la loi. O. 17.30 100 % question. 18.00 Le Cinéma des effets spéciaux. 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 Connaissance. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les pâtes.

19.45 Météo. Arte info. 20.15 Reportage. Preuves virtuelles.

20.45 Le Mercredi de l'histoire. 21.20 22.00 Questions pour un champion. France 2 - France 3 : le match.

22.45 Le Six Matres. 23.00 Nuits magnétiques. [2/4]. 0.05 Du jour au lendemain.

23.07 Le Dialogue des muses.

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

21.25 Les Mouvements néo-zapatistes. Invités : Anne Dattier Morales, Henri Savin, Yann Le Bot, Carmen Legoretta, Bruno Moro. Forum Planète

23.25 La Rue vers... le 7-art. Forum Planète

## MAGAZINES

14.30 Les Dossiers de l'histoire. Les frères des frères. Histoire

15.55 Saga-Cités. Bouquet misère. France 3

17.10 Le Débat de Pierre-Luc Séguillon. LCI

18.00 et 21.00 Le Grand Journal. LCI

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Madame de Fontenay, Élisabeth Pompolio, Beverly Scott, Alain Gauthier, Sébastien Chassagnac. Canal +

19.30 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI

20.00 20h Paris Première. Paris Première

20.45 Les Mercredis de l'histoire. D'un amour d'autre droite extrême [2/2]. Arte

21.45 Les Dossiers de l'histoire. Nathan Charamy. Histoire

22.50 Ushuaïa nature. Les glaces racontent "Groenland". TF1

23.05 Hors série : D'un amour à l'autre. France 3

21.05 L'Hebdo. Graines de gendarmes. TV5

22.35 Draft de savoir. Anglais : fric et floc. TF1

22.40 Ça se discute. Les animaux saignent ont-ils leur place à la maison ? France 2

23.05 Un siècle d'écrivains. Hallor Kilian Lænnes. France 3

23.50 Génération Albatros, le retour des héros. France 3

0.50 Le Cercle. Les incommunables. Avec Hubert Féline. France 2

0.50 Le Canal du savoir. Mark Rothko. Paris Première

## DOCUMENTAIRES

18.00 Divination, cigares et saint Simon. Odyssee

18.30 Cinq colonnes à la une. Planète

18.30 Une saga scandinave. [1/2]. Histoire

19.00 Connaissance. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les plates. Arte

19.30 La Chine, dragon millénaire. Odyssee

19.35 Les Grands Compositeurs. [7/7]. Mozart. Planète

20.00 On the Road Again. Chansons et chansons. Planète

20.15 Reportage. Preuves virtuelles. Arte

20.25 Voyage en Paragonie. L'île des démons. Odyssee

20.30 Zapata mort ou vif. Forum Planète

20.35 Radio Bikiñi. Planète

20.55 La Momie au pouvoir des femmes. Odyssee

21.05 L'odyssée d'Antigone. Odyssee

21.20 Les Tribus indiennes. Odyssee

21.30 Brocéliande, entre légende et réalité. Odyssee

21.45 Les Pasteurs himalayens. Planète

22.30 Stades, des dieux et des hommes. TSR

23.00 Vacances au purgatoire. Marc Siponen. RTL 9

23.00 Vacances au purgatoire. Marc Siponen. M6

23.20 Quand on aime la vie, on va au cinéma ! Forum Planète

23.20 Quand on aime la vie, on va au cinéma ! Forum Planète

23.20 Pinochet, un dictateur face à ses victimes. Juhana Manner. Arte

23.25 Les Pasteurs himalayens. Arte

23.25 Stades, des dieux et des hommes. TSR

23.25 Vacances au purgatoire. Marc Siponen. TMC

23.30 Vacances au purgatoire. Marc Siponen. TMC

## Le gouvernement négocie avec les chasseurs

Compromis possible sur les dates de fermeture

**L'ORTOLAN**, petit oiseau très prisé par les gourmets du Sud-Ouest, apparaîtra bientôt aux « espèces protégées ». Un décret en ce sens, signé par Dominique Voynet, ministre de l'environnement, et Jean Glavany, ministre de l'agriculture, devrait être publié début mars. Fruit de laborieuses discussions entre les représentants des chasseurs et les défenseurs de l'environnement, ce texte représente le premier acte d'un compromis global entre les « frères ennemis » de la nature.

Les hostilités s'étaient nouées autour de la loi pro-chasse, votée par le Parlement le 3 juillet 1998. En fixant à la fin février les dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs et au gibier d'eau, députés et sénateurs français contrevraient aux dispositions d'une directive européenne qui stipule, elle, que les fusils doivent être rangés dès la fin janvier. Cette contradiction a créé un imbroglio juridique dont le gouvernement veut sortir. Pour cela, il a entamé des négociations discrètes, début janvier. « Il n'est pas question de renégocier [la] directive européenne », a expliqué Dominique Voynet, lundi 22 février, sur Europe 1, mais de permettre, tout en la respectant, « aux chasseurs d'exercer leur passion ».

**COHN-BENDIT DÉFEND VOYNET**

L'accord sur l'ortolan est un premier signe d'apaisement. Une nouvelle réunion, mercredi 22 février, à l'hôtel Matignon cette fois, sous la responsabilité de Bettina Laviglie, conseillère auprès du premier ministre, et en présence du directeur de cabinet de M. Voynet, pourrait dégager un compromis.

**Jean-Michel Aphatie et Alain Beauve-Méry**

## Iran : dix-huit morts lors d'une manifestation kurde

**DIX-HUIT PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES** et des dizaines d'autres blessées, lundi 22 février, au cours de manifestations qui ont eu lieu à Sanandaj, chef-lieu du Kurdistan iranien, selon les Moudjahidines du peuple (opposition armée au régime iranien). Les victimes sont tombées « dans une attaque des forces de sécurité et des Gardiens de la révolution contre les dizaines de milliers de manifestants à Sanandaj », a indiqué un communiqué du Conseil national de la Résistance iranienne (CNR) reçu mardi à Nicosie. « L'état de siège a été décreté dans la ville, les forces de l'ordre ayant été incapable de contenir la foule qui protestait contre la mort de manifestants à Oroumieh et dans autres villes d'Iran, durant les protestations contre l'arrestation par Ankara du leader kurde Abdullah Öcalan. » La police a arrêté 270 personnes, selon le communiqué. — (AFP)

## Le président de l'exécutif corse veut attaquer « Le Point » en diffamation

**LE PRÉSIDENT DE L'EXÉCUTIF DE L'ASSEMBLÉE DE CORSE**, Jean Baggioni (RPR), a dénoncé, lundi 22 février, lors d'une conférence de presse dans sa mairie de Ville-di-Pietrabugno (Haute-Corse), la publication, par l'hebdomadaire *Le Point* du 19 février, d'une note attribuée à la Direction de la protection de la sécurité de la défense (DPSD) qui le présente comme détenteur d'informations sur l'assassinat du préfet Erignac. Estimant que « son honneur avait été jeté en pâture », il a annoncé le dépôt d'une plainte pour diffamation devant le tribunal de grande instance de Paris. M. Baggioni a demandé au premier ministre, au ministre de la défense, ainsi qu'au président de la République de faire toute la lumière sur cette note. Le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a condamné, dimanche, la mise en cause de Jean Baggioni et demandé « qu'une enquête soit diligentée sans délai » pour découvrir « les auteurs et les causes de cette divulgation inadmissible ».

## Le Parti socialiste apporte son soutien à Claude Allègre

**LE PARTI SOCIALISTE** a apporté son soutien, lundi 22 février, à Claude Allègre, tout en rappelant qu'« on ne change pas l'éducation nationale sans les enseignants ni contre eux ». « Quelles que soient les critiques qui peuvent être formulées, estime Jean-Pierre Sueur, chargé de l'éducation au secrétariat national, si on en venait à accréditer (...) l'idée qu'il est impossible de réformer l'éducation nationale, ce serait une grande victoire pour les conservateurs ». M. Sueur juge « assurément positive » l'avancée de M. Allègre sur les heures supplémentaires. Pour autant, le Syndicat national des enseignements du second degré ne désarme pas. Dans un communiqué, il s'est dit, mardi, « déterminé à imposer une autre politique gouvernementale scolaire par l'action le 15 et 20 mars ». Pour le SNES, la mise en cause par M. Allègre de « la volonté transformatrice du syndicat majoritaire en faisant pour cela les positions qu'il a défendues montre que, pour ce ministre, la fin justifie les moyens ».

Tirage du *Monde* daté mardi 23 février 1999 : 498 749 exemplaires. 1 -

## La France et les autres pays alpins souffrent d'une situation météorologique très difficile

Des avalanches ont fait au moins cinq morts en Suisse, en Italie et en Autriche

**INONDATIONS EN ALSACE**, tempêtes de neige dans les Alpes, Pyrénées et Jura... Pluies de France, mais aussi de Suisse, d'Autriche et d'Italie, restent confrontées, mardi matin 23 février, à des conditions climatiques particulièrement difficiles. La situation était préoccupante dans l'ensemble du massif alpin où les risques d'avalanches étaient élevés. Le travail des équipes de secours. En plusieurs endroits, l'accès aux stations de sports d'hiver — bonnes en cette période de vacances scolaires — était pratiquement impossible.

En Suisse, deux personnes sont mortes et huit autres ont été portées disparues, dimanche soir, à la suite d'une avalanche dans la vallée d'Hérens, près de Sion. Mardi matin, il semblait peu probable de retrouver des survivants, enfouis sous plusieurs mètres de neige. Sept Français figuraient parmi les personnes recherchées. Toutes sont originaires de l'ouest de la France. Il s'agit de quatre membres d'une famille de l'agglo-mération de Caen (Calvados) : une femme, un jeune couple et son petit garçon, qui étaient en vacances dans la région. Un couple d'Aron (Mayenne) et leur fille d'une dizaine d'années figuraient également parmi les disparus. Ils ont été pris par l'avalanche alors qu'ils effectuaient une promenade.

Dans d'autres cantons de Suisse, des dizaines de routes ont été coupées, des voies ferrées endommagées, des touristes évacués par hélicoptères. De nombreuses rivières ont dépassé leur cote d'alerte, provoquant des inondations et des glissements de terrain.

A Morzé, dans la région ita-

lienne du Val d'Aoste, une femme a été tuée et trois autres personnes blessées, mardi, dans une avalanche. La neige a recouvert plusieurs habitations. En fin de matinée, les secouristes continuaient de fouiller les décombres à la recherche d'autres victimes. Dans l'ouest de l'Autriche, deux personnes sont mortes dans une avalanche qui a enseveli un restaurant de montagne. Lundi soir, vingt mille personnes étaient bloquées dans les stations de sports d'hiver autrichiennes.

**« Cela arrive tous les dix ou vingt ans »**

Depuis le 27 janvier, il est tombé 3,63 mètres de neige à La Plagne, 4,37 mètres à Flaine et 4,38 mètres à Avoriaz, indique-t-on au Centre d'étude de la neige (CEN) de Métabief à Grenoble. En un mois, trois « épisodes » (ensemble de perturbations ponctuées de brèves accalmies) ont été recensés dans les Alpes. Le dernier a débuté la semaine dernière et « devrait » s'achever ces jours-ci. La principale préoccupation des services météorologiques est la stabilité du manteau neigeux. Le risque d'avalanche reste maximal, tant en Savoie qu'en Haute-Savoie.

Mais, pour les experts du CEN, ce type de temps n'a rien d'exceptionnel. « En ce qui concerne le cumul des précipitations (chutes de neige successives), on retrouve des conditions identiques dans la période 1987-1988 pour la Haute-Savoie et 1977-1978 pour la Savoie », précise l'un d'eux. **« En gros, cela arrive tous les dix ou vingt ans. »**

Côté français, trois randonneurs ont passé, lundi soir, leur septième nuit bloqués dans un « igloo » à plus de 3 000 mètres d'altitude, dans le massif de la Vanoise. Les sauveteurs, eux-mêmes contraints de rester dans un refuge, n'ont pu les secourir à cause des conditions météorologiques. Les trois hommes, un Parisien et deux Perpignanais âgés d'une trentaine d'années, avaient pu donner de leurs nouvelles, dimanche en dé-

homme de vingt-cinq ans porté disparu depuis la veille dans le massif de la Chartreuse (Isère). Dans divers hameaux des environs de Chamonix (Haute-Savoie), deux cent personnes ont été évacuées, en raison des risques de coulées de neige. Alors que la station reste traumatisée par l'avalanche qui avait tué douze personnes le 9 février, la municipalité a interdit la circulation dans plusieurs secteurs jugé dangereux. En Savoie, des routes ont été coupées, notamment celle reliant Bourg-Saint-Maurice à Val d'Isère. Lundi, le garde des sœurs, Elisabeth Guigou, n'a pu quitter cette station, où elle avait passé le week-end en famille.

D'autres régions françaises sont confrontées à des graves intempéries, en particulier des inondations. C'est le cas de la Franche-Comté où plusieurs localités ont été isolées dans la vallée du Doubs. A Pontarlier, dans le Doubs, les pompiers ont dû évacuer six familles, soit une trentaine de personnes, et la préfecture a recensé une trentaine de routes coupées.

Dans le massif pyrénéen du Montaigu, les recherches pour retrouver deux randonneurs ont repris, mardi matin, en dépit de mauvais temps. Une trentaine de CRS de montagne, aidés de chiens d'avalanche, des gendarmes du peloton de haute-montagne de Pierrefitte-Nestalas et deux médecins du SAMU, sont partis à 4 h 30 de la commune d'Argelès-Cazos (Hautes-Pyrénées) malgré un vent violent. Il semble que les deux randonneurs, bloqués à 1 400 mètres d'altitude, soient blessés. L'homme, âgé de vingt-six ans, souffrait d'une blessure à la tête et la femme, âgée de trente-trois ans, de blessures légères. Tous deux sont équipés de vêtements de montagne et disposent de couvertures. Ils faisaient partie d'un groupe de six personnes, surprises par le mauvais temps. Les quatre autres ont pu regagner la vallée.

**Philippe Broussard**  
(avec AFP et Reuters)

**Souvenir d'Angleterre...**

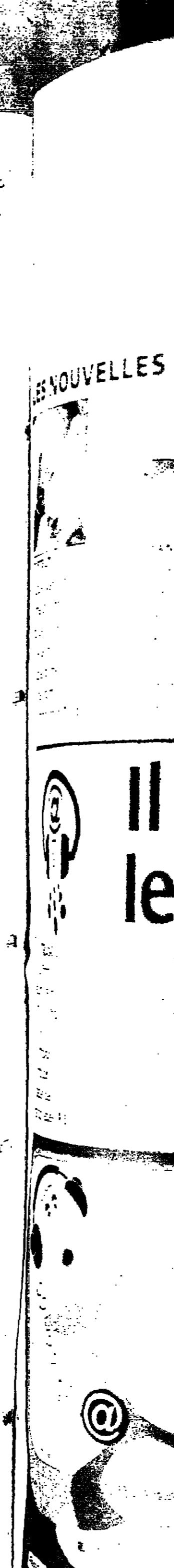


Traversée avec aire de jeux, cinéma, pont promenade et casino.

\* Prix pour 1 voiture, 2 adultes avec 3 enfants (moins de 16 ans) pour un séjour de 3 jours en Grande Bretagne que vous n'êtes pas près d'oublier.

**P&O PORTSMOUTH**

Cherbourg ou Le Havre → Portsmouth  
Notre brochure des horaires (tous les départs par jour) et tarifs 1999 avec un choix de formules d'hébergement est disponible dans votre agence de voyages ou par téléphone au 0803 013 013



Marcel Scotto

Le pays alpins souffre  
d'écologie très difficile

# Le Monde INTERACTIVE

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

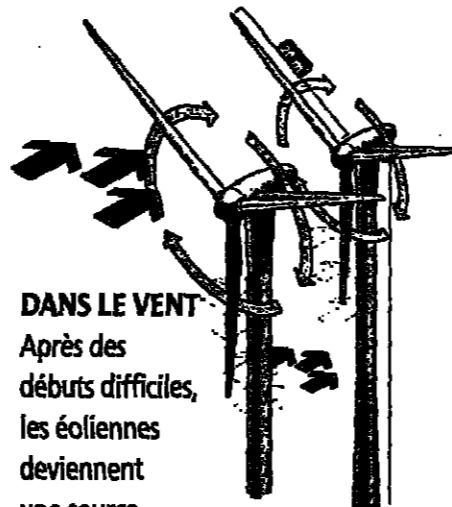
MERCRIDI 24 FÉVRIER 1999

[www.lemonde.fr/nvtechno](http://www.lemonde.fr/nvtechno)



## PORTRAIT

Jacques Marescaux a créé un centre de téléchirurgie avec des collectivités locales, des chercheurs et des industriels du monde entier. P. VIII



## DANS LE VENT

Après des débuts difficiles, les éoliennes deviennent une source d'énergie d'appoint crédible. P. V

## MICROPROCESSEUR

Le 26 février, Intel sort la nouvelle mouture de sa célèbre puce : le Pentium III. P. IV



## ROBOT

Des scientifiques japonais vont fabriquer un chat au cerveau de silicium. P. IV



**PETITES ANNONCES**  
6 pages d'offres d'emplois. P. VI, VII et IX à XII



## Il faudra payer les notes sur Internet

**TROUBADOURS**  
M. Chomb et Dom Kiris ont trouvé sur le Web le moyen de promouvoir leurs chansons sans passer par les grands labels. P. II

**CONCERT** d'annonces. C'est d'abord IBM qui s'associe avec Universal, Sony, Warner, EMI et BMG. Une union pour tester, dès printemps à San Diego, Californie, un service baptisé « projet Madison ». Le but : permettre aux consommateurs d'acheter et de télécharger en toute sécurité des œuvres musicales sur Internet. L'expérience devrait durer six mois auprès des foyers câblés de la ville.

Ce sont aussi, à Strasbourg et Bruxelles, les artistes qui se mobilisent pour faire valoir leurs droits à une juste rémunération lors de l'utilisation de leurs compositions sur Internet. Et sont entendus : le 10 février, le Parlement européen a adopté un projet de directive visant à étendre aux nouvelles technologies la législation existante sur les droits d'auteur et droits voisins. Ce texte n'attend plus que son passage devant le Conseil des ministres de l'Europe.

C'est encore l'entreprise de capital-risque Sequoia Capital qui

isent pour faire valoir leurs droits à une juste rémunération lors de l'utilisation de leurs compositions sur Internet. Et sont entendus : le 10 février, le Parlement européen a adopté un projet de directive visant à étendre aux nouvelles technologies la législation existante sur les droits d'auteur et droits voisins. Ce texte n'attend plus que son passage devant le Conseil des ministres de l'Europe.

C'est encore l'entreprise de capital-risque Sequoia Capital qui

dépose 10 millions de dollars (58 millions de francs, 8,9 millions d'euros) dans la corbeille de MP3.com, un site musical américain. Les grandes manœuvres ont bel et bien commencé sur le front de l'Internet musical. Il faut dire que, des artistes aux producteurs, en passant par les éditeurs et les distributeurs, qui actent de la filière ne peut plus se faire d'ignorer par la diffusion de fichiers audio en ligne : de la musique de qualité CD circule rapidement sur le Web et peut se reproduire facilement à des milliers d'exemplaires partout dans le monde et à moindre coût. Voilà, en substance, ce qui se cache réellement derrière le sigle MP3.

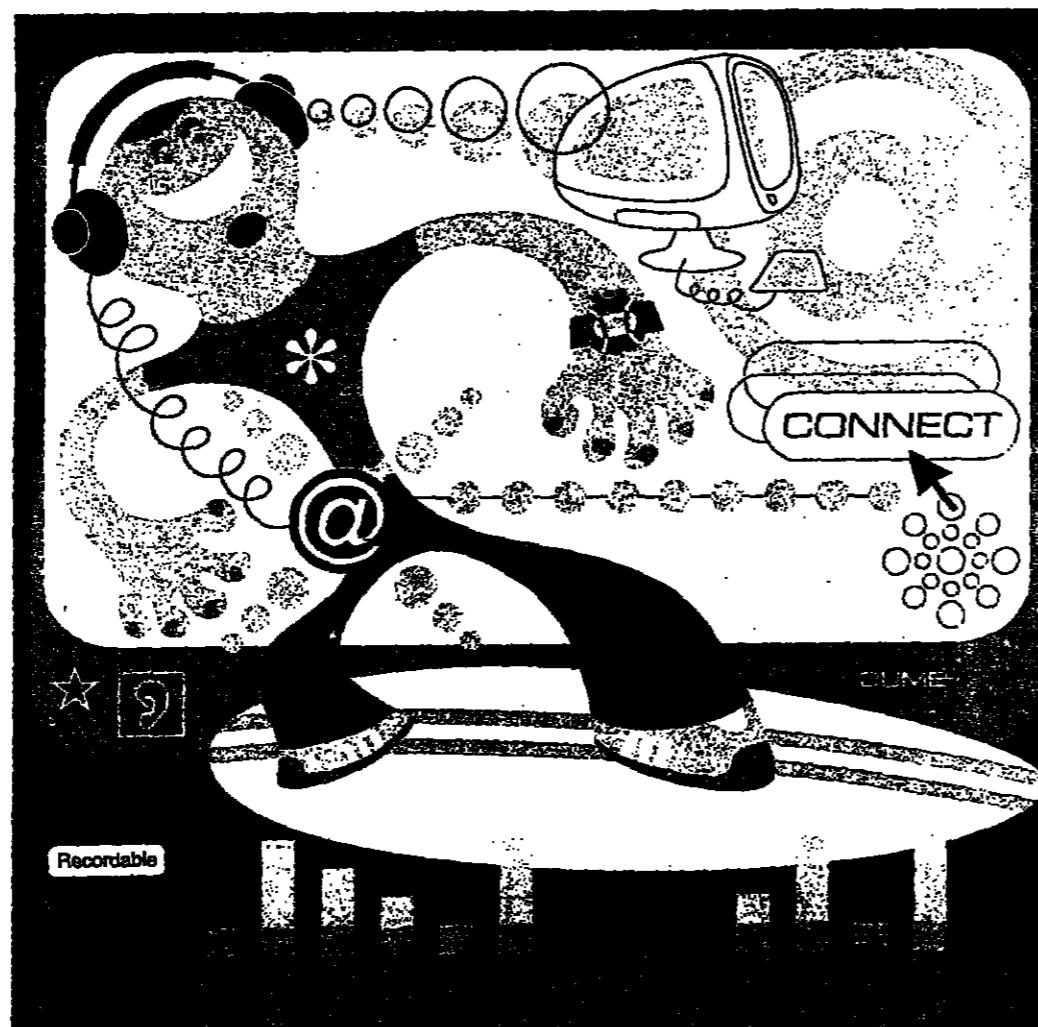
De quoi donner quelques sueurs froides à l'industrie du disque. Pour l'heure, la réalité de la diffusion musicale sur le Net s'avère moins importante et moins facile qu'on ne la laisse parfois entendre. Un rapport de Jupiter Communication estime que, en 2002, à peine 1% des ventes mondiales de musique sera par téléchargement de fichiers numériques. De nouvelles lois et de nouveaux règlements suffiront-ils à contrôler une activité sur un média qui n'est pas facile à maîtriser par nature ? Avant même que la technologie MP3 ne se répande, un disque sur trois vendu dans le monde était un disque pirate, et le manque à gagner, pour l'industrie musicale, se montait, en 1998, à plus de 30 milliards de francs (4,5 milliards d'euros). Qu'en sera-t-il demain, quand, par exemple, il faudra moins de quarante secondes pour récupérer trois minutes de musique de bonne qualité sur le disque dur d'un micro-ordinateur, c'est-à-dire quinze fois plus vite qu'actuellement (chiffres avancés par Liquid Audio, qui commercialise des fichiers musicaux sécurisés sur Internet) ?

Autant de dangers potentiels qui n'empêche cependant pas Thierry Hildiou, directeur du disque à la Fnac, de croire avec d'autres à ce mode de diffusion : « Quand Canal Plus est arrivé, tout le monde disait que cela allait tuer le cinéma. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il n'est rien. Je pense donc que, dans le domaine de la musique et d'Internet, les choses vont s'autoréguler, comme ce fut le cas pour le cinéma. » En attendant, les maisons de disques vont suivre avec beaucoup d'intérêt l'expérience Madison, qui devrait aboutir à une norme de fichiers non dupliqués. Chez Sony Music Enter-

**Format de compression numérique musical, le MP3, qu'on croyait inoffensif parce que réservé à un petit nombre, provoque l'enthousiasme des internautes entraînés. L'Europe légifère, et l'édition prépare sa riposte**

Guillaume Fraissard et Olivier Zilbertin

Téléchargement et vente en ligne : les nouvelles formes de diffusion vont obliger éditeurs et distributeurs à repenser leur métier



« MP3 » est le troisième mot-clé le plus recherché sur Yahoo ! et le deuxième sur Lycos. Le Web, pourtant, est loin d'être devenu l'auditorium géant qu'on imagine. C'est la faute à la technique

## Consultants SAP



en page centrale



t 3  
15

fait  
unes  
27 fe  
e mo  
et le  
ait au  
n tête  
de en  
Après  
le dé  
à his  
. Marc  
ire es  
de ré  
nagée.  
le Au  
Soldini  
bateau  
e. Il est  
tape, à  
rs.  
page 22

ITIA  
mou, plu  
dessus, il ne  
e débit aîn  
d'Air France  
dit-dit de cé  
la SHO, ne  
le Force ouv  
he a conquis  
rait d'un pa  
; qui confe  
st ruminant  
»

Lire page 13  
vakation 13  
au de bord 19  
affid 22  
ondologie 25  
re 25  
e culturel 26  
e télévision 29

## Le MP3 est mort, vive le MP3 !

**Les labels phonographiques annoncent régulièrement la fin d'un norme qui grignote leurs bénéfices, tandis que les fabricants de matériaux exploitent le filon**

Première à monter au front, la puissante RIAA (Record Industry Association of America), qui regroupe l'ensemble des professionnels de la musique outre-Atlantique, avance régulièrement la fin d'un norme qui grignote leurs bénéfices, tandis que les fabricants de matériaux exploitent le filon.

Demande rejetée avec l'argument que l'appareil commercialisé par Diamond Multimedia ne possède pas de sortie

numérique qui permettrait de s'échanger les fichiers MP3. En France, l'importateur du Rio a accepté de reverser à la Sacem (Société des auteurs-compositeurs éditeurs de musique)

1,50 F (0,23 €) sur chaque unité vendue.

Depuis, la chasse au MP3 est

ouverte, et on ne compte plus les demandes de fermeture de sites proposant de tels fichiers.

D'après la Sacem, « 99 % des fichiers MP3 diffusés sur Internet

le sont de manière illégale ». Il

ne se passe pas une journée

sans qu'un constructeur

annonce le lancement

d'appareils compatibles avec le MP3 ou

qu'un artiste propose ses compositions sur

Internet diffusées de cette façon. La société anglaise Empe devrait proposer, dans les prochains mois, un autoradio MP3 ; Samsung ou encore Saehan commercialisent déjà des concurrents du Rio, et des chercheurs de l'université de Darmstadt, en Allemagne, viennent de mettre au point une platine dotée d'un lecteur de CD-ROM qui pourra être reliée à une chaîne hi-fi classique. Un seul CD peut contenir près de cent cinquante morceaux. Enfin, depuis quelques semaines, Lycos propose un moteur de recherche entièrement consacré à ce genre de fichiers.

Les investisseurs aussi semblent séduits. Le 19 janvier, la firme de capital-risque américaine Sequoia Capital, connue pour avoir parié sur le démarquage de Yahoo ! et 3Com, investissait plus de 60 millions de francs (9,1 millions d'euros) dans le site mp3.com, pionnier du genre aux Etats-Unis.

La norme MP3 semble donc promis à un bel avenir malgré l'excommunication décrétée par l'industrie musicale. Elle devra toutefois affronter ses concurrentes, que les « majors » vont expérimenter au printemps, et se contenter d'artistes moins connus comme c'est déjà le cas actuellement. Mais n'est-ce pas cette particularité qui a fait son succès auprès des internautes ?

G. F.

## Des mots et des sons

**MP3**  
Diminutif de MPEG Layer 3, Moving Picture Experts Group. Ce groupe de spécialistes a défini plusieurs normes permettant de transmettre de la vidéo et du son sous forme numérique dans un format compressé. Le MP3 permet de diviser par douze la taille d'un fichier audio classique, sans perte audible de la qualité sonore. Il faut compter environ 1 Mo pour une minute de son en qualité CD (44,1 kHz, 16 bits, stéréo) et moins de trente minutes pour télécharger un fichier de 3 à 5 Mo avec un modem classique.

**WINAMP**  
Principal logiciel utilisé pour lire les fichiers MP3. Gratuit, il se télécharge en quelques minutes à l'adresse [www.winamp.com](http://www.winamp.com).

**MADISON**  
Nom d'un projet qui réunit autour du constructeur informatique IBM, les cinq principales maisons de disques mondiales - EMI, Sony, Warner, Universal et BMG - pour la mise au point d'une nouvelle norme technique d'enregistrement numérisé. Un site commun pour acheter des chansons sous forme de fichiers numériques est aussi à l'étude et devrait être expérimenté au printemps aux Etats-Unis.

**SDMI**  
Secure Digital Music Initiative. Lancé à l'initiative de la Recording Industry Association of America (RIAA) le 15 décembre 1998, le SDMI est un forum dans lequel tous les acteurs de l'industrie musicale sont invités à réfléchir à la mise au point d'une norme ouverte et sécurisée pour la diffusion numérique de la musique sur la Toile. Le projet devrait aboutir à la fin 1999.

**SNEP**  
Syndicat national de l'industrie phonographique. Présidé par Paul René Albertini, PDG de Sony Music France, le SNEP défend les droits des producteurs (maisons de disques). Crée en 1922, il est composé de membres issus des différents métiers liés au phonogramme : fabrication, production, édition et distribution.

**SACEM**  
Société des auteurs-compositeurs et éditeurs de musique. En France, la Sacem assure la gestion collective des droits d'auteur et leur perception, en autorisant sous forme de contrat la diffusion publique des œuvres protégées.

**CDR**  
Compact disc enregistrable. Il s'en est vendu plus de 35 millions en 1998 en France. Selon le SNEP, plus de 20 % sont utilisés pour des copies illégales de disques musicaux. Un chiffre qui semble largement sous-estimé.

**Ci-contre, le lecteur miniature de MP3 de Cambridge Design. A droite, le Yépp de Samsung, principal concurrent du Rio de Diamond Multimedia**

## La technique reste la meilleure défense du disque

**De la chasse aux mirifiques fichiers musicaux on revient souvent bredouille**

qu'oth.net conserve dans son arrière-boutique de l'œuvre de Madonna. Au catalogue, une vingtaine de lignes en hiéroglyphes ou presque : « 5781k .ftp : //mp3 : mp3@131.104.242.100 : 5500/ MP3-alternative/ (Madonna) frozen. mp3 ; 4808k .ftp : //mp3 : mp3@131.104.242.100 : 5500/ MP3-alternative/ Madonna-Like a Prayer. mp3 ». Sans plus d'explications...

Le passage par les moteurs traditionnels (« MP3 » sera le troisième mot-clé le plus recherché sur Yahoo ! et le deuxième sur Lycos) et quelques heures de tâtonnement n'y changeront rien. Au final, la chasse se révélera bien maigre : des logiciels à télécharger pour écouter du MP3 sur son ordinateur, des conseils pour transformer audit format des titres issus de CD audio ; au mieux, quelques courts extraits de morceaux à la mode. Des compositions personnelles, beaucoup (une cinquantaine d'artistes demandent chaque année à la Sacem, une vingtaine de magistrats et des commissaires de police afin de les sensibiliser à ces problèmes).

Si vous faites allusion aux ventes de supports pirates par des particuliers à partir de fichiers MP3, rappelez-vous qu'il y a toujours eu des activités de piraterie. Nous avions vu cela avec la cassette audio. Ces supports sont destinés à enregistrer, à titre privé, des œuvres protégées. Les ayants droit s'étaient mobilisés, et cela a débouché sur la loi Lang de 1985 instituant la rémunération pour copie privée : pour chaque support sonore enregistrable vendu, 1,50 F (0,23 €) hors taxes par heure est redistribué aux auteurs et 2,25 F (0,34 €) / le son / pour la vidéo. Avec les disques durs, les CD-ROM enregistrables et Internet, la notion de support est devenue plus floue.

2 Est-ce à dire que le droit d'auteur n'est plus adapté aux modes de diffusion actuels ? Pourquoi, aujourd'hui, cette protection ne conviendrait-elle plus ? Elle date de 1791 et n'a été retouchée qu'en 1957 et en 1985 par la loi Lang. Les mêmes textes, la jurisprudence ont permis de prendre en compte la radio et la télévision. Il en est de même pour Internet : la rémunération pour copie privée s'applique au Rio. Nos tarifs, en revanche, doivent certainement être revus, car la



taine d'artistes demandent chaque année à la Sacem, une vingtaine de magistrats et des commissaires de police afin de les sensibiliser à ces problèmes.

3 Que faites-vous pour lutter contre la piraterie sur Internet ?

Nous ne sommes pas des officiers de police judiciaire. Nous ne pouvons pas intervenir directement. Pour qu'une affaire de piraterie organisée puisse aboutir, il nous faut d'abord convaincre policiers et magistrats de s'intéresser à la propriété intellectuelle. Cela commence donc par l'information, et nous recevons chaque année, à la Sacem, une vingtaine de magistrats et des commissaires de police afin de les sensibiliser à ces problèmes.

Nous disposons par ailleurs d'enquêteurs qui surfent sur le Web et ont recours à des moteurs de recherche spécialisés afin de détecter l'usage illicite d'œuvres sur Internet. Une fois repéré l'auteur de ces pratiques, nous lui faisons parvenir un courrier électronique, et, faute de réponse, nous nous adressons ensuite à l'hébergeur pour qu'il intervienne auprès du contrevenant. Le meilleur moyen de lutter contre la piraterie reste, malgré tout, l'adoption d'un code mondial d'identification des œuvres. On devine le temps qu'il faut pour imposer à tous une telle norme.

Propos recueillis par Olivier Zilbertin

1 En quoi Internet pose-t-il des problèmes spécifiques et nouveaux concernant les droits d'auteur ?  
Si vous faites allusion aux ventes de supports pirates par des particuliers à partir de fichiers MP3, rappelez-vous qu'il y a toujours eu des activités de piraterie. Nous avions vu cela avec la cassette audio. Ces supports sont destinés à enregistrer, à titre privé, des œuvres protégées. Les ayants droit s'étaient mobilisés, et cela a débouché sur la loi Lang de 1985 instituant la rémunération pour copie privée : pour chaque support sonore enregistrable vendu, 1,50 F (0,23 €) hors taxes par heure est redistribué aux auteurs et 2,25 F (0,34 €) / le son / pour la vidéo. Avec les disques durs, les CD-ROM enregistrables et Internet, la notion de support est devenue plus floue.

2 Est-ce à dire que le droit d'auteur n'est plus adapté aux modes de diffusion actuels ? Pourquoi, aujourd'hui, cette protection ne conviendrait-elle plus ? Elle date de 1791 et n'a été retouchée qu'en 1957 et en 1985 par la loi Lang. Les mêmes textes, la jurisprudence ont permis de prendre en compte la radio et la télévision. Il en est de même pour Internet : la rémunération pour copie privée s'applique au Rio. Nos tarifs, en revanche, doivent certainement être revus, car la

perte de rémunération, pour l'auteur, est plus importante avec ces clones parfaits.

3 Que faites-vous pour lutter contre la piraterie sur Internet ?

Nous ne sommes pas des officiers de police judiciaire. Nous ne pouvons pas intervenir directement. Pour qu'une affaire de piraterie organisée puisse aboutir, il nous faut d'abord convaincre policiers et magistrats de s'intéresser à la propriété intellectuelle. Cela commence donc par l'information, et nous recevons chaque année, à la Sacem, une vingtaine de magistrats et des commissaires de police afin de les sensibiliser à ces problèmes.

Nous disposons par ailleurs d'enquêteurs qui surfent sur le Web et ont recours à des moteurs de recherche spécialisés afin de détecter l'usage illicite d'œuvres sur Internet. Une fois repéré l'auteur de ces pratiques, nous lui faisons parvenir un courrier électronique, et, faute de réponse, nous nous adressons ensuite à l'hébergeur pour qu'il intervienne auprès du contrevenant. Le meilleur moyen de lutter contre la piraterie reste, malgré tout, l'adoption d'un code mondial d'identification des œuvres. On devine le temps qu'il faut pour imposer à tous une telle norme.

Propos recueillis par Olivier Zilbertin

## « Je suis comme je suis »

### Les marqueurs électroniques

IBM, NEC, Hitachi, Sony et Pioneer ont annoncé la formation d'un consortium chargé de mettre au point une technique anti-piratage des images et des vidéos sur Internet. Le groupe, baptisé Galaxy, sera chargé d'unifier les méthodes de marquage développées par les cinq industriels. Selon le porte-parole d'IBM-Asie, cité par l'agence Associated Press, « cette technologie devrait permettre de protéger des documents, pourvu qu'ils soient stockés sous forme numérique ». Les chercheurs savent d'ores et déjà insérer des marques indélébiles (watermarks) dans les documents informatiques sans altérer leur contenu. Visible ou masqué, le marquage est à l'univers numérique ce que le filigrane est au papier : toute tentative de suppression de celui-ci endommage le document. La méthode envisagée devrait permettre d'autoriser une copie unique du fichier informatique, par exemple pour transférer dans un magnétoscope numérique le contenu d'un film téléchargé depuis Internet. Le marquage devrait également renforcer la protection des DVD-videos, qui restent sujets au piratage en dépit des techniques de cryptographie employées aujourd'hui.

■ [www.research.ibm.com/image\\_apps/watermark.html](http://www.research.ibm.com/image_apps/watermark.html)

O. Z.

O. Z.

## Fuites maîtrisées dans le nucléaire

### Le difficile apprentissage du syndicalisme en ligne

LES SECTIONS CGT des centrales EDF de la région Centre ont discrètement lancé en octobre 1998 un site sur lequel elles publient les petits bôches des centrales nucléaires dans lesquelles elles travaillent. Après l'avoir mis en veille à la demande de la direction d'EDF, elles viennent de le relancer. « Les incidents sont en général rendus publics avec plusieurs jours voire plusieurs mois de retard, même quand il n'y a aucune gravité. C'est l'affaire de Belleville qui a tout déclenché », confie Hugues Savariaud, le responsable du site atomique.com. La direction d'EDF avait, semble-t-il, attendu deux mois, cet automne, pour révéler l'indisponibilité de la tranche n° 2 de ladite centrale. « Cela faisait un moment qu'nos militants nous disaient qu'il fallait aller sur Internet, l'obstruction de la direction nous a convaincu de nous lancer. »

Sur atomique.com, il n'y a pas de secret, simplement la chronique des grèves syndicales et les comptes-rendus des envois techniques. « Au syndicat, [nous] ne sommes pas antinucléaires », dit, pour nuancer, Hugues Savariaud. A EDF, direction et CGT se sont

sont toujours entendues sur ce terrain. Hugues Savariaud sera presque inquiet du succès rencontré par le site, qui reçoit certains jours plus de cinq cents visiteurs. « On pensait faire un petit site pour s'amuser, mais il faut qu'on fasse gaffe. Internet est un sacré outil. Nous apprenons les règles de la communication avec les moyens du bord. Ce n'est pas évident. »

Les sources ne finissent pas aux militaires de la CGT : « Il y a de nombreux

employés dans les centrales d'EDF qui partagent notre vision de la transparence. Mais, attention, nous ne publions pas d'informations non vérifiées. On a un truc sous le coude depuis un mois, mais on attend de pouvoir recueillir d'autres sources avant de le mettre en ligne. »

La direction d'EDF ne semble pas s'émouvoir des activités du site. « Il y a eu quelques pressions locales pour savoir qui nous communiquait les informations », note Hugues Savariaud. Au siège d'EDF, on se bat pour expliquer que « tous les incidents sont rendus publics par l'entreprise, quel que soit leur niveau de gravité ». Sur le site de l'entreprise, seules les communiqués de presse nationaux sont affichés. « Les petits problèmes locaux sont simplement signalés à la presse locale. Mais nous réfléchissons à améliorer notre communication. »

D. D.

■ [www.atomique.com](http://www.atomique.com)

■ [www.edf.fr](http://www.edf.fr)

### curry.edschool.virginia.edu/go/frog/menu.html

Fini les odeurs nauséabondes de formol ! Fini les évacuements sur les paillasses en classe de biologie ! L'université de technologie de Virginie (Etats-Unis) invente, sur son site, la dissection virtuelle. Le cobaye est une grenouille. Avant de se lancer, scalpel virtuel en main, le visiteur doit suivre une leçon d'anatomie batracienne et mémoriser les différentes étapes à suivre durant le protocole. Des photographies et des séquences audiovisuelles détaillent les gestes à accomplir pour dissecquer correctement la grenouille. L'internaute peut alors s'exercer, en incitant, par simples cliques de souris, l'épiderme, les muscles puis les organes internes du batracien.

Les sources ne finissent pas aux militaires de la CGT : « Il y a de nombreux

employés dans les centrales d'EDF qui partagent notre vision de la transparence. Mais, attention, nous ne publions pas d'informations non vérifiées. On a un truc sous le coude depuis un mois, mais on attend de pouvoir recueillir d'autres sources avant de le mettre en ligne. »

La direction d'EDF ne semble pas s'émouvoir des activités du site. « Il y a eu quelques pressions locales pour savoir qui nous communiquait les informations », note Hugues Savariaud. Au siège d'EDF, on se bat pour expliquer que « tous les incidents sont rendus publics par l'entreprise, quel que soit leur niveau de gravité ». Sur le site de l'entreprise, seules les communiqués de presse nationaux sont affichés. « Les petits problèmes locaux sont simplement signalés à la presse locale. Mais nous réfléchissons à améliorer notre communication. »

CHRISTIAN FERREIRA



■ [www.edf.fr](http://www.edf.fr)

## le. top.des.réseaux

### Les sites technologies et scientifiques à visiter

dossier illustré relate l'histoire des multicoques et des fiches techniques reprenant les dernières innovations technologiques apportées aux bolides des mers.

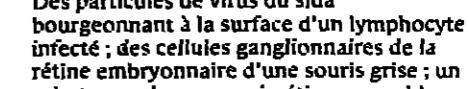
#### [www.phy.ntnu.edu.tw/java/index.html](http://www.phy.ntnu.edu.tw/java/index.html)

Fu-Kwun Hwang est professeur de physique à la National Taiwan Normal University. Pour qu'un maximum d'étudiants puissent profiter de ses enseignements, il a transformé son site en laboratoire d'expérimentations physiques. De la mécanique à la thermodynamique, en passant par l'étude des champs électromagnétiques, initiés et débutants peuvent s'adonner à de multiples expériences. La leçon pratique s'appuie sur une simulation en réalité virtuelle. Le visiteur pourra par exemple observer les trajectoires prises par deux corps entrés en collision et mesurer les déformations induites par cette dernière, tout en modifiant les variables vitesse ou poids.



#### [www.cybersessions.com](http://www.cybersessions.com)

Conçue par la société canadienne Conceptis Technologies, les CyberSessions médicales ont reçu le Grand Prix de l'interactivité lors du Milia de Cannes. Diffusée en direct sur Internet, les cybersessions sont des conférences médicales interactives. Une interface intuitive permet aux participants d'intervenir en temps réel tant en mode vidéo qu'audio, et de débattre avec des professionnels de la santé. Plus d'une dizaine de conférences ont déjà été organisées en Europe et aux Etats-Unis ; elles sont consultables sur le site.



■ [www.infobiogen.fr/SDVI/phototexte.html](http://www.infobiogen.fr/SDVI/phototexte.html)

Des particules de virus du sida bourgeonnant à la surface d'un lymphocyte infecté ; des cellules ganglionnaires de la rétine embryonnaire d'une souris grise ; un robot-mouche neuroimmatique, capable de se déplacer dans un champ d'obstacles qu'il n'a jamais visité auparavant : le site du département des sciences de la vie du CNRS, met à la disposition des visiteurs une banque de plus de 4 000 images. En douze planches, des photographies légendées avec précision donnent à voir, à travers ses résultats, ses appareils ou ses équipements, l'étendue du savoir dans le domaine de la recherche en sciences du vivant.

Une sélection de Stéphane Mandard

t 3  
15

disque

## « Je suis manipulé comme je manipule »

### Entretien avec Luke Ford, colporteur de ragots en ligne sur le monde du porno

le support le plus facile pour éditer et le plus simple aussi pour apporter des corrections. C'est une forme de révolution pour un milieu corrompu comme le porno. Jusqu'à présent la presse pornographique était employée par l'industrie du film X. De plus, elle ne peut se permettre de contrarier de grands annonceurs.

— Les stars des médias traditionnels sont trop complaisantes envers les pouvoir ?

— Oui. Et c'est encore plus vrai pour la presse porno, davantage corrompu, à l'image de l'ensemble du milieu. Je dois faire des compromis en permanence, savoir me taire sur une histoire pour décrocher ultérieurement le scoop.

— Estimez-vous avoir bousculé le milieu du porno à Los Angeles ?

— J'ai fait paraître sans relâche les reportages les plus durs que l'industrie du porno ait eu à supporter. Cela [a] rendu plus transparent et plus accessible pour le grand public. J'ai encouragé mes confrères à faire des reportages plus incisifs et plus critiques. Mais les magazines classiques réalisent aussi qu'ils ne peuvent pas rivaliser dans cette course au scoop : leurs délais de parution sont trop longs ! Reste, pour eux, à s'orienter vers des analyses à long terme. Ce qui commence à faire.

— Qu'est ce qui motive vos informateurs ?

— Certains ont intérêt à dévoiler des informations parce qu'ils espèrent se mettre en avant, que l'on pariera d'eux, faire la promotion de leurs idées. D'autres sont animés par un esprit revanchard et se

disent qu'ainsi ils peuvent poignarder leurs adversaires dans le dos.

— Avez-vous quelquefois le sentiment d'être manipulé ?

— Je suis utilisé et manipulé comme l'utilise et, peut-être, je manipule. Ce qui m'intéresse, ce sont des histoires, des histoires vraies. Mes informateurs ont également leurs propres buts. Dès lors nous pouvons marchander et échanger les uns avec les autres.

— Vous êtes partisan d'une totale liberté d'expression, mais n'y a-t-il pas des informations

que vous avez refusé de publier ?

— Il y en a beaucoup, notamment des informations personnelles (adresses et téléphones), sans véritable intérêt et dont la divulgation porterait préjudice à certains sans faire avancer le débat. J'accepte souvent de ne pas raconter certaines histoires embarrassantes si les personnes impliquées me donnent une information encore plus intéressante. »

Propos recueillis par Frédéric Mahé

## Drudge rapporte

### Poursuivi par l'entourage du président Clinton, l'homme qui a lancé le « Monicagate » est l'un des grands perdants de l'affaire

LA VICTOIRE est amère. L'homme par qui le « Monicagate » est arrivé à finir par lasser, Matt Drudge, cyberreporter sans scrupules, fait figure — aux côtés de Kenneth Starr, de Monica Lewinsky et de la droite républicaine — de grand perdant de l'affaire Clinton. A force de le présenter comme le champion de la liberté de la presse sur Internet, on avait un peu trop vite oublié qu'il n'avait fait que récupérer une enquête dévoilant l'existence de l'affaire Monica Lewinsky que le magazine Newsweek souhaitait approfondir avant publication.

Le son petit appartement de Los Angeles et sur un ordinateur bon marché, Matt Drudge lâche l'information le 17 janvier 1998. Quatre jours plus tard, les principaux quotidiens américains s'emparent du « Monicagate ». Il distille ensuite des petits scoops comme la fameuse histoire de la robe et sa tache présidentielle. A trente et un ans, Matt Drudge est alors au sommet de sa gloire. Lui qui a abandonné ses études pour s'installer en Californie et travailler comme vendeur dans une boutique de souvenirs se retrouve dans l'arène, attaqué par la presse. On ne parle plus de Monica sans citer Matt ! Les télévisions se l'arrachent. En juin, il prononce un discours aux prestigieux National Press Club, retransmis par la chaîne C-Span. « Il y a clairement une demande pour les informations non publiées affirme notre cyberpirate de l'information. [Avec Internet], chaque citoyen peut devenir un reporter. Le Web donne autant de voix à un jeune fêté d'informaticque comme moi qu'à un PDC ou un porte-parole de la Maison Blanche. Nous devons tous égaler. » Au

## Faire son cinéma sur la Toile



### D. Film permet de monter des animations en ligne

pour le cinéma domestique. Depuis plus de trois ans, ils organisent un festival du film numérique au cours duquel sont présentées les œuvres de cinéastes épris de technologie. Des réalisateurs qui ont trouvé le 16 mm contre le Caméscope numérique, le banc de montage traditionnel contre des logiciels de montage virtuel en temps réel.

Certains de ces artistes ont d'ailleurs eu les honneurs du Sundance Festival, le rendez-vous du cinéma indépendant aux Etats-Unis. D. Film organise aussi depuis 1998 un festival pour les films tournés en ligne d'une diffusion exclusive en ligne. Autant de longs-métrages que l'on peut retrouver et regarder sur leur site. Avant ou après s'être essayé à Moviemaker.

En proposant cette application sur leur site, les responsables de D. Film confirment leur intérêt

G. F.

## chapitre.com

VOTRE LIBRAIRIE SUR INTERNET

“TOUS les livres français, même les introuvables”

350 000 LIVRES NEUFS ET 50 000 LIVRES INTROUVABLES

www.chapitre.com - minitel : 3615 ALIR

E-mail : librairie@chapitre.com - 43, rue de Riebelot - 75001 Paris • Fax : 01 42 97 94 96

fait  
lunes  
27 fé  
et dé  
e le  
ait au  
n tête  
de en  
Après  
le dé  
à his  
. Marc  
ire es  
de ré  
ragée.  
de Au  
Soldini  
bateau  
. Il est  
tape, à  
rs.

page 22

mou, plu  
'dessus, il re  
e décrit aîn  
d'Air France  
it-fils de ce  
la SFO, ne  
le Force ou  
he a conquis  
rôle d'un pa  
qui confie  
de ruminant

Lire page 13  
unication — 18  
au de bord — 19  
mobil — 22  
ondologie — 25  
re — 26  
e culturel — 28  
o-télévision — 29

## Du rififi dans le milieu du X

LE 23 AVRIL, Luke Ford a annoncé — avant de se rétracter — que Marc Wallice, un vétéran du film X, était séropositif. Le 28 avril, un fonctionnaire du Protecting Adult Welfare (PAW), un organisme de contrôle, confirme l'information. Au moins trois actrices ayant tourné avec Marc Wallice sont également infectées. Dans le milieu, l'information fait l'effet d'une bombe : les certificats médicaux sur le « statut HIV » des acteurs sont manifestement faux. Le PAW exige alors de certifier les tests médicaux, les producteurs, jusqu'alors opposés aux préservatifs sur les tournages, s'engagent à en imposer l'utilisation.

■ [www.lukeford.com](http://www.lukeford.com)

Nicolas Bourcier

de  
pas jeux

## Stratégies

## Batman signe chez Ubi Soft

Dans la bataille des licences qui oppose les principaux éditeurs de jeux vidéo, Ubi Soft vient de marquer un point. L'éditeur français a en effet signé un accord avec l'américain Warner Bros Interactive Entertainment pour la réalisation des aventures sur console de Batman, le célèbre héros de comics inventé par Bob Kane. Prévu pour l'an 2000, le jeu Les aventures de Batman et Robin sera disponible sur tous les formats : micro-ordinateur, Sega Dreamcast, Nintendo 64, Game Boy Color et PlayStation de Sony. Ubi Soft espère ainsi rattraper son retard sur Infogrames qui possède déjà une licence Warner (Looney Tunes) et exploite aussi les personnages d'Astérix ou de Lucky Luke.

## Le groupe de Richard Branson s'envole aussi

Revenu sur terre, Richard Branson met son groupe, Virgin, à l'heure du commerce électronique. Dès à la fin 1999, ce sont plus de 472 millions de francs (72 millions d'euros) qui vont être injectés dans cette activité. Tous les secteurs du groupe sont concernés : le transport aérien, la musique, les loisirs électroniques... Richard Branson souhaite que d'ici à la fin de l'année les internautes qui se connectent sur le site Virgin puissent acheter leur billet d'avion, réservés des places de cinéma ou commander le disque de leur choix. L'accès au site Virgin Net devient gratuit ainsi que les services financiers proposés sur sa chaîne Business.

## Eurosport lance un portail sportif

Présente sur bouquet numérique de Canal Plus, CanalSatellite, la chaîne sportive européenne Eurosport a l'ambition de devenir le premier portail dédié aux sports sur la télévision. Réservez aux abonnés de la chaîne, le service Eurosport est gratuit et offre une gamme de rubriques allant des brèves sportives actualisées en permanence à des tableaux retenant l'ensemble des classements et des derniers résultats. Eurosport lance aussi une boutique grâce à laquelle les spectateurs pourront, dans un avenir proche, acheter des places pour les événements sportifs.

## Emachines veut faire mieux que Microsoft

Stephen Dukker en est persuadé. Sa société Emachines, basée en Californie, sera la première de l'histoire américaine à franchir la barre du milliard de dollars en moins d'un an grâce à ses ventes d'ordinateurs à bas prix. « Une performance que même Microsoft n'a pas réussi à atteindre », se plaît-il à souligner. Raison de cet optimisme : la société devrait vendre près de 2 millions de micro-ordinateurs dans les douze prochains mois. Des ordinateurs bon marché, cédés 399 \$ (2 326 F, 532 €), alors que la moyenne actuelle se situe autour de 599 \$ (3 492 F, 532 €). 180 000 machines ont été vendues en six semaines à la fin de 1998.

## Les sauts de puce d'Affymetrix

DEPUIS quelques mois, Affymetrix, une société californienne spécialisée dans la fabrication de puces à ADN, donne l'impression d'être omniprésente. Le 10 février, bioMérieux a annoncé un partenariat de recherche avec la Lyonnaise des eaux pour développer une puce à ADN spécialisée dans l'analyse microbiologique de l'eau (*Le Monde* du 13 février). Les deux sociétés ont décidé d'investir 56 millions de francs (8,5 M€) et s'appuieront sur la technologie d'Affymetrix. Mi-janvier, Rhône-Poulenc-Rorer avait signé un contrat avec Affymetrix pour bénéficier d'un accès préférentiel à sa technologie. La startup compte également des géants de la pharmacie comme Roche, Hoechst, Eli Lilly, Glaxo parmi ses partenaires.

Pourquoi ce succès ? « Parce qu'Affymetrix a été la première société à avoir l'idée de la puce à ADN, que la propriété intellectuelle est difficilement contournable et qu'elle est très forte sur les grandes densités », analyse Philippe Archinard, directeur général adjoint de bioMérieux. Les puces à ADN sont de petits supports d'un centimètre carré sur lesquels sont accrochées des brins d'ADN à la queue desquels a été accroché un marqueur fluorescent. Quand l'un de ces brins est complémentaire du produit analysé, la puce est capable d'accrocher plusieurs centaines de milliers de brins. A ce procédé bien protégé s'ajoute une vision claire des gains de productivité que la puce à ADN peut apporter aux entreprises pharmaceutiques et une stratégie commerciale adaptée. « Affymetrix cherche surtout à mettre au point des normes, à être l'« Intel inside » des biotechnologies », dit Philippe Archinard. « Nous avons choisi d'entrer dans le programme proposé par la société sur la simple base d'une analyse financière entre coûts et bénéfices », explique Laura Hahn, de Rhône-Poulenc-Rorer. Nous comptons utiliser un volume de produits suffisamment important pour que les remises accordées dépassent ce que nous coûte l'accès et l'exploitation des technologies d'Affymetrix. »

La stratégie de l'entreprise s'avère efficace : elle a annoncé début février un chiffre d'affaires en augmentation de 163 % pour 1998 (16 MS, 14 M€, 91,6 MF), et un bond de 377 % des ventes de matériels et de puces. Des résultats à faire pâlir d'envie plus d'un entrepreneur.

Co. M.

Une startup californienne multiplie les partenariats pour diffuser sa technologie, qui permet d'identifier toutes sortes de produits en utilisant l'ADN

chaînes d'ADN directement sur le support. En emplantant les couches sensibles ainsi obtenues, Affymetrix est capable d'accrocher plusieurs centaines de milliers de brins. A ce procédé bien protégé s'ajoute une vision claire des gains de productivité que la puce à ADN peut apporter aux entreprises pharmaceutiques et une stratégie commerciale adaptée. « Affymetrix cherche surtout à mettre au point des normes, à être l'« Intel inside » des biotechnologies », dit Philippe Archinard. « Nous avons choisi d'entrer dans le programme proposé par la société sur la simple base d'une analyse financière entre coûts et bénéfices », explique Laura Hahn, de Rhône-Poulenc-Rorer. Nous comptons utiliser un volume de produits suffisamment important pour que les remises accordées dépassent ce que nous coûte l'accès et l'exploitation des technologies d'Affymetrix. »

La stratégie de l'entreprise s'avère efficace : elle a annoncé début février un chiffre d'affaires en augmentation de 163 % pour 1998 (16 MS, 14 M€, 91,6 MF), et un bond de 377 % des ventes de matériels et de puces. Des résultats à faire pâlir d'envie plus d'un entrepreneur.

Co. M.

## L'Actualité Multimédia sur France Info

tous les samedis dans "Multimédia"  
tous les dimanches dans "Info-Net"

avec Jérôme Colombain

FRANCE  
info

105.5

## Le Pentium III fait des vagues

## Le 26 février, Intel sort son nouveau microprocesseur

LE 26 FÉVRIER, Intel lancera le Pentium III, quatrième mouture depuis 1993 de ce microprocesseur, après le Pentium, le Pentium Pro et le Pentium II. Pas moins de 300 millions de dollars (268 millions d'euros, 1,75 million de francs) ont été investis pour promouvoir la puce.

D'un point de vue technique, le Pentium III reprend les grandes lignes de son prédecesseur. La nouvelle puce reçoit 70 nouvelles instructions destinées à accélérer la manipulation des images en 3 dimensions, de la vidéo et du son. Intel proposera des versions fonctionnant à 450 MHz et 500 MHz avant qu'un nouveau procédé de fabrication permette de grimper jusqu'à 600 MHz dès cet automne et probablement jusqu'à 800 MHz en début d'année prochaine. Les Pentium III devraient équiper les ordinateurs haut de gamme dans un premier temps, avant de rejoindre progressivement le marché grand public sous l'effet conjugué de la baisse des coûts de production et de la concurrence.

Intel mise gros sur le Pentium III. La firme, qui affiche des résultats exceptionnels depuis la concurrence achamnée d'AMD et Cyrix, doit impérativement profiter de son avance technologique pour assurer l'avenir de son outil industriel. Avec un quart du marché mondial des semi-conducteurs, Intel assure près de 40 % de l'effort de recherche du secteur. Le géant entend couper les vivres de ses concurrents en les enfermant sur le marché peu lucratif du bas de gamme. En dépit de leur percée dans les ordinateurs moins de 1 000 dollars (890 euros, 5 850 francs), AMD et Cyrix ne parviennent pas à dégager suffisamment de liquidités pour investir dans les composants à hautes performances. Intel profite des subtilités bénéfiques réalisées sur le haut de gamme pour faire chuter les prix de ses puces Celeron d'entrée de gamme. Le Pentium III sera commercialisé aux alentours de 500 euros (3 280 francs) en volume alors que le prix du Celeron

est tombé à 56 euros (367 francs) début février. Lors du quatrième trimestre de 1998, AMD a réalisé 19,6 millions d'euros de bénéfice (128 millions de francs), soit cent fois moins qu'Intel. Quelques semaines avant sa commercialisation, le Pentium III était déjà au cœur d'une polémique dont Intel se serait bien passé. Le géant avait cru bien faire en ajoutant dans ses puces un numéro d'identification unique destiné à authentifier les transactions commerciales sur Internet. C'était sans compter avec la réactivité des associations américaines de protection des droits civiques, qui tentent d'organiser un boycott des nouvelles puces. A priori, la solution proposée par Intel pouvait sembler anodine : l'utilisateur choisit ou non de télécharger un petit programme sur le site marchand, qui transmettra le numéro de série de la puce pour authentifier les transactions. Hormis la gêne occasionnée pour l'utilisateur - qui est contraint d'utiliser le même ordinateur pour ses achats - les militants américains estiment que le numéro de série peut être détourné de son usage initial. Par exemple, pour la détection à distance des logiciels des internautes.

Chez Intel, on ne semble pas comprendre l'objet de la polémique. « Notre technologie ne pose pas de problème de vie privée », nous a affirmé fin janvier Hans-Jürgen Werner, responsable de programmes techniques chez Intel Europe. « Nous allons faire un effort pour expliquer le principe. » Le lendemain, Intel faisait machine arrière en annonçant qu'un logiciel permettrait aux internautes de désactiver le numéro de série. Une décision qui n'a pas convaincu les ardeurs de l'EPIC, l'association qui a pris la tête du boycott. Cette dernière depuis début février d'entrainer d'autres organisations et la toute-puissante Commission fédérale du commerce (FTC) dans sa fronde contre ce qu'ils qualifient de « Big Brother Inside », en clin d'œil aux campagnes Intel Inside (Intel à l'intérieur) destinées à promouvoir les processeurs de la marque.

Denis Delbecq

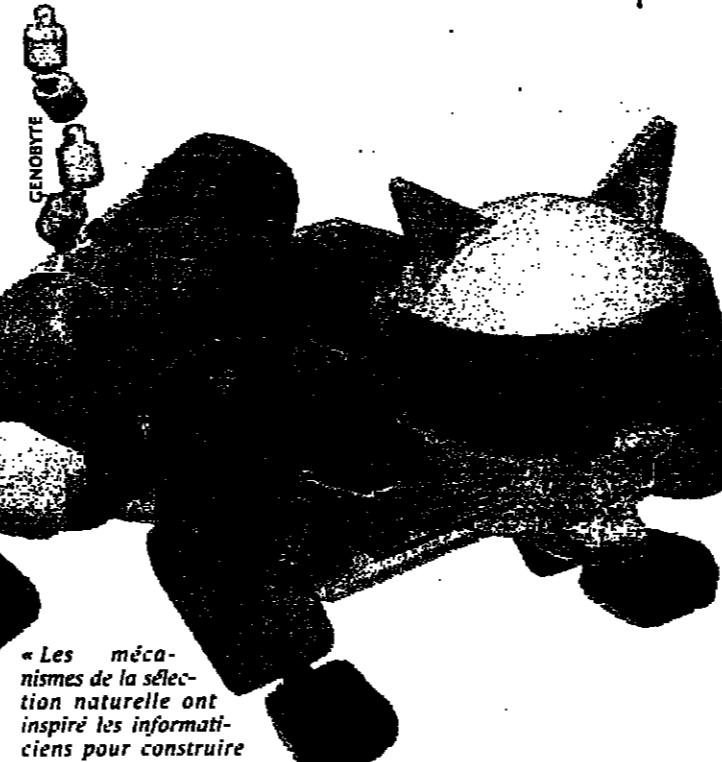
■ [www.epic.org](http://www.epic.org)

■ [www.intel.com](http://www.intel.com)

## Cap sur le gigahertz

LES PREMIÈRES SÉRIES de Pentium III reposent sur la technologie de fabrication déjà mise en œuvre pour le Pentium II et les Celeron : les tracés fondamentaux sont assemblés par millions, y sont intégrés de 250 millions de transistors. Intel prévoit de lancer des lignes de fabrication à 180 nm cette année. « En électronique, les scientifiques ont de la science », aime à dire Gordon Moore, cofondateur d'Intel et auteur d'une règle appliquée par l'industrie depuis trente ans qui stipule que le nombre de transistors intégrés dans les puces double tous les 18 mois. La réduction de la taille des transistors permet d'augmenter la fréquence des puces et de réduire leur tension d'alimentation, leur consommation électrique et surtout leur taille. Les puces sont gravées par centaines sur des jetées de silicium. Plus elles sont petites et plus on peut en loger : on peut augmenter de manière significative le coût de fabrication : la galette. Intel est passé maître dans cet art en dépit de procédés de fabrication moins avancés que ceux de certains de ses concurrents. Si les industriels comme IBM peuvent mettre en avant leur avance scientifique avec des méthodes comme l'interconnectage de pistes en cuivre ou le silicium sur isolant, ils seraient bien en peine de produire des dizaines de millions de processeurs chaque année.

## Le chat est l'avenir du robot



Les mécanismes de la sélection naturelle ont inspiré les informatiens pour construire des cerveaux évolués.

Ceux-ci leur permettent de prendre des raccourcis, de faire l'impossible sur des fastidieuses étapes analytiques. Ils ne connaissent pas les détails de fonctionnement du cerveau artificiel, mais il fonctionne, c'est l'essentiel !

L'intérieur de la petite tête de Robokoneko est doté de dizaines de composants électroniques qui portent le fonctionnement de 38 millions de cellules logiques, chacune reliée à ses 6 proches voisins par des connexions électriques qui peuvent être activées ou désactivées. L'ensemble forme ainsi un pseudo-cerveau tridimensionnel. « Faire croître une cellule artificielle, c'est lui envoyer des codes, des instructions pour qu'elle se connecte à ses voisins, explique Gary Felt. Ces codes peuvent être vus comme un gène, déterminant la manière dont la cellule artificielle se comporte et sur quelles cellules elle se connecte. L'ensemble des "gènes" des cellules est analogue aux chromosomes qui spécifient la configuration du cerveau artificiel et la manière dont ses cellules se comportent. »

Le projet en est à : 32 768 modules logiques reliés entre eux et une batterie de logiciels pour faire évoluer le cerveau et lui permettre de garder en mémoire les informations contenues dans ses chromosomes numériques (le gène

A Kyoto, une équipe de chercheurs travaille à la mise au point du plus puissant réseau neuronal jamais construit

gor b. andel avec ses fils. Il s'agit d'un réseau des algorithmes génétiques qui, en combinant des gènes, donnent des ordres aux cellules, de multiplier les chromosomes en s'arrangeant pour qu'à chaque génération ils s'apportent et échangent des bouts de programme. Toute innovation qui donne un avantage à un cerveau artificiel est conservé : les autres sont éliminées. De manière empirique, Robokoneko devrait ainsi parvenir à un fonctionnement proche de celui d'un vrai chaton. Avec une puissance électrique estimée à 1 000 watts dans le cerveau, on ne peut qu'espérer que lui souhaiter de garder la tête froide.

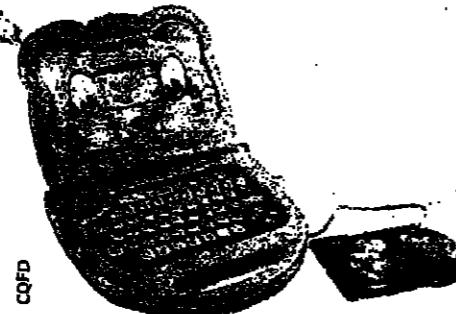
Corinne Manoury

## Un cerveau plastique plutôt qu'un cerveau parfait

SI LA PERFORMANCE de Robokoneko impressionne les chercheurs français, les motivations de leurs homologues nippons le semblent futilles. Les Français privilient d'autres approches. Pour Frédéric Alexandre, chargé de recherche à l'Institut national de l'informatique et de l'automatique (Inria), « la grande originalité de Robokoneko réside dans l'implantation de cellules électroniques ». Des petits robots qui déambulent dans les laboratoires tout en portant les étiquettes des écoles d'ingénieurs (*Le Monde* du 8 juillet 1998). Mais les premiers, dès lors qu'ils ont un semblant de quotient intellectuel, restent souvent reliés à l'ordinateur sur lequel tournent leurs programmes. Les seconds sont spécialisés dans l'exécution d'une tâche. Pour en venir à bout, une caméra succinte et une poignée de neurones artificiels suffisent. Là, toute l'intelligence du chaton va reposer sur une structure qui n'a été développée que pour former un cerveau. Travailler, selon Frédéric Alexandre, « n'a rien d'une sinécurie ».

Le chercheur se montre plus réservé, en revanche, sur les algorithmes génétiques, qui permettent de sélectionner les meilleurs éléments d'une population, celle des neurones dans Robokoneko. Lui qui simule les fonctions du cerveau en essayant de comprendre les préférences logiciels d'apprentissage. Frédéric Alexandre ne travaille pas à la mise au point d'un prototype, mais cherche à valider les hypothèses des biologistes sur la schizophrénie ou la maladie de Parkinson.

Les étoiles



COFD

**Initiation**  
Destiné aux enfants à partir de 4 ans. Souris'max, avec son clavier et son petit écran à cristaux liquides, imite l'ordinateur des parents tout en ressemblant à un objet sorti tout droit d'un dessin animé. Vert, jaune et rouge, repliable comme un portable, il initie les petits au maniement de la souris et les invite à créer des mélodies et des dessins. 25 activités amusantes et éducatives leur sont proposées : apprentissage de l'alphabet, calculs simples, exercices d'association et de réflexion pour développer la mémoire... Souris'max sait aussi prononcer à voix haute 150 mots de vocabulaire. 449 F (68,45 €). ■ COFD : 0-803-34-40-00

**Parlant**

« Viens, on va jouer ! », dit Klara à Kovo, deux superbes peluches, figurant la fille du Roi lion et le fils de la méchante Reine Zira. Ces jouets patient entre eux ou avec un enfant grâce à un système de microphone et infrarouges. Ils sont lancés à l'occasion de la sortie en cassette vidéo du *Roi lion II - L'honneur de la tribu* (la suite du dessin animé *Le Roi lion*, de Disney, et du jeu sur CD-ROM, disponible le 1<sup>er</sup> avril. Mesurant 40 cm de haut, les peluches chantent également sur la musique originale du dessin animé. 220 F (33,54 €) par peluche. ■ Lansay : 0-139-98-98-98

## Jeux de demain, pas jeux vilains

**Des peluches pleines de puces et des manettes pas bêtes**



de ressentir directement les chocs dans ses mains. La navigation dans les menus et la programmation des parties s'effectue à partir du volant. 549 F (83,69 €). ■ Guillemot : 02-99-08-90-88 ■ www.guillemot.com

**Interactif**

Avec les livres à paroles Alto rangés dans une mallette colorée, les tout-petits peuvent commencer l'apprentissage du langage, de la lecture et des langues étrangères. Posé sur un pupitre électronique, l'ouvrage se consulte à l'aide d'un stylo promené sur les mots, les phrases ou les images pour entendre des paroles, des sons (le barissement d'un éléphant, par exemple) ou des musiques. De nouveaux titres sortent en avril : *J'apprends l'anglais* ; *Les Formes et les Couleurs* 400 F (61 €) la mallette, la cartouche et le livre de démonstration et 150 F (19,82 €) le livre et la cartouche supplémentaire. ■ www.tomy.co.uk

**Produits sélectionnés par Agnès Bafifoulier**

TONY DREAM

### Dans les labos

#### Empreintes digitales

Le géant des télécommunications NTT a mis au point une puce électronique capable d'identifier une empreinte digitale en une demi-seconde. D'une surface de 2,2 cm<sup>2</sup>, le composant pourrait être intégré dans les cartes à puce, les téléphones mobiles ou des systèmes de contrôle d'accès. Le système fonctionne par comparaison de l'image numérisée avec les données d'une base préenregistrée.

#### Vive les pores !

Des chercheurs de la Penn State University (Pennsylvanie) ont mis au point un nouveau matériau poreux à base de silice dont les cavités ont des dimensions comprises entre 10 et 100 nanomètres. Ce cristal d'un nouveau genre devrait permettre de piéger des enzymes pour mettre au point des capteurs biologiques ou encore de fabriquer des matériaux dotés d'une faible constante diélectrique, gage de bonne isolation dans les composants électroniques.

#### Un logiciel antimines

Un équipe de la Johns Hopkins University (Etats-Unis) a mis au point un logiciel de traitement d'images capable de deviner la présence de mines à partir de photographies aériennes. Un système de filtrage permet de prendre six images dans six couleurs différentes à l'aide d'un appareil photographique, qui sont ensuite analysées pour repérer d'éventuelles mines posées sur le sol. Selon les chercheurs, le système a montré un taux de détection de 95 % lors des essais qui ont été réalisés.

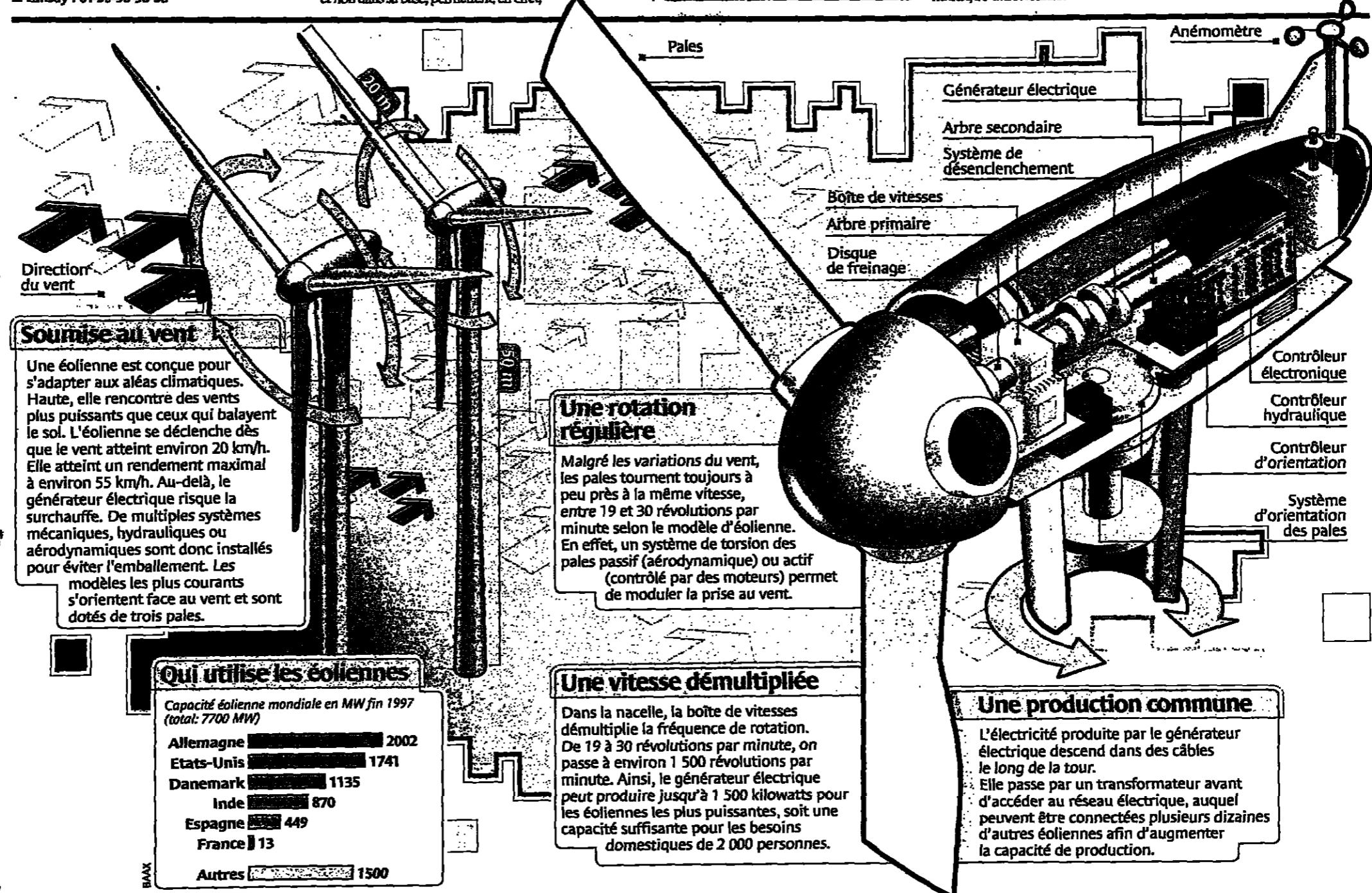
#### L'émotion synthétique

Un étudiant de l'université de Floride affirme avoir mis au point un programme capable d'ajouter des émotions dans les phrases dictées par un système de synthèse vocale. En jouant à la fois sur la tonalité, le niveau sonore, l'accentuation et la longueur des voyelles, le logiciel permet de recréer cinq types d'émotion dans la voix synthétique - la peur, la tristesse, la colère, la joie et la neutralité. Au dire de l'étudiant, les trente personnes qui ont testé le système ne sont pas parvenus à distinguer la voix en coulisse du ton neutre.

#### Autoroutes dans le ciel

La NASA s'est associée à sept industriels américains pour mettre au point des cockpits et des systèmes de navigation aérienne pour les avions de tourisme. L'objectif est de disposer en 2001 des technologies permettant de développer de petits appareils de deux à six places accessibles au grand public pour stimuler l'industrie aéronautique américaine.

enir du robot



## Les éoliennes sont dans le vent

**TOUT A COMMENCÉ** par un fiasco : au début des années 80, la Californie se lance massivement dans la production d'électricité « propre » et construit de gigantesques champs d'éoliennes. Les départs se peuplent de *windfarms*, de fermes à vent. Mais la technologie n'est pas prête, et l'expérience est coûteuse, portée à bout de bras par les finances publiques. En 1986, les autorités fédérales coupent les vivres, provoquant fusions et faillites chez les constructeurs.

Aujourd'hui, les conditions semblent enfin réunies pour une nouvelle envolée du marché des éoliennes dans le monde. De 50 MW il y a quinze ans, la puissance des plus grosses d'entre elles a grimpé à 1,5 MW (1 500 kW). Par comparaison, un seul réacteur nucléaire délivre 900 à 1 300 MW.

L'électricité produite par les éoliennes est devenue la source d'énergie renouvelable la plus économique dans les pays où les « éoliennes » - lieux de production - sont nombreux. Elle reste tout de même au moins 20 % plus chère que l'électricité classique. Par ailleurs, la Commission européenne envisage de doubler d'ici à 2010 le pourcentage de l'utilisation d'énergies renouvelables dans l'Union européenne qui est actuellement de 6 %. L'industrie éolienne devrait bénéficier de cette directive. Même tendance aux Etats-Unis, où les constructeurs danois d'éoliennes Vestas et NEG Micon livreront respectivement 67 MW et 131 MW courant 1999. Les professionnels tablent sur une croissance

du marché mondial de 18 % par an. En France, pays du nucléaire, l'énergie éolienne est un phénomène marginal. Pourtant les projets existent, notamment dans le cadre d'un programme lancé par le ministère de l'Industrie en 1996 qui vise à installer une puissance éolienne de 500 MW d'ici à 2005. Jeumont Industrie, filiale

de Framatome, testera prochainement à Widdehem (Pas-de-Calais) un tout nouveau concept d'éolienne de 750 kW, deux fois plus compact qu'une éolienne classique.

On trouve aussi en Nouvelle-Zélande : la société Vortex a érigé au sud d'Auckland un prototype de 1 MW doté d'un accélérateur de vent inspiré des technologies de réacteurs d'avion. Un diffuseur placé en arrière des pales crée une dépression qui augmente la vitesse d'écoulement. Autre piste explorée : la construction d'éoliennes offshore à quelques kilomètres de la côte. Les mains vous le diront : rien ne vaut la force des vents du large !

Eric Lecluyse

### La filière danoise

A L'ÉPOQUE DU BOOM californien, des sociétés danoises de production de machines agricoles se sont reconvertis dans la construction d'éoliennes. Elles y ont laissé des plumes, mais ont fait du Danemark le premier producteur d'éoliennes au monde. Respectivement premier, deuxième et troisième constructeur mondial, les danois Vestas, NEG Micon et Bonus Energy trustent plus de la moitié du marché international. Ils ont par ailleurs défini et stabilisé l'éolienne danoise, qui a rendu l'électricité produite à partir de cette technique attractive aux yeux des investisseurs : un modèle à axe horizontal doté de trois pales conçu pour produire entre 500 à 600 kW. Depuis, d'autres modèles plus puissants (1 685 kW chez Vestas), construits sur le même type, ont fait leur apparition. Pourvu de tels atouts industriels, le Danemark est aussi devenu, proportionnellement, le premier consommateur d'énergie éolienne au monde : 7 % de l'électricité qui y est consommée provient des fermes éoliennes. Et l'objectif est de parvenir à 20 % en 2008. Au-delà, la manœuvre est périlleuse. Car une partie importante de la production électrique serait conditionnée par les aléas climatiques.

t 3  
15

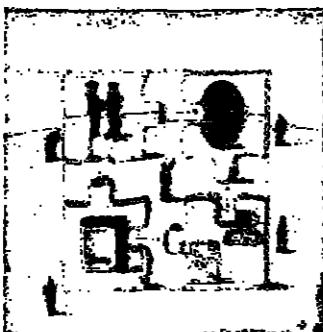
fait unies 17 fe-  
2 mo-  
et dé-  
e ait au  
n tête  
de en  
Après  
le dé-  
à his-  
. Marc  
ire es-  
de ré-  
tagé.  
le Au-  
Soldini  
bateau  
. Il est  
tape, à  
rs.  
page 22

mou, plutôt  
de dessus, il ne  
e déficit ains-  
d'Air France  
dans le cè-  
la SFIO, ne  
le Force ou-  
he a conquis  
rait d'un pa-  
qui confi-  
é rurant.

Lire page 13  
unification 18  
au de bord 19  
au fil 22  
ménage 25  
re 26  
e culturel 28  
o-télécom 29

## Informatique - Réseau

## Ingénieurs



Pionnier de l'industrie dans le domaine des solutions basées sur le traitement numérique du signal, **Texas Instruments France** recherche pour renforcer la position de leader de sa branche **composants pour téléphonie mobile** à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes) :

- **Ingénieur d'application en radiofréquence** (réf. 1A) expérimenté, chargé de la conception de modules RF pour GSM/UMTS.
- **Ingénieur d'application et de support logiciel** (réf. IASL) chargé du développement et du support des couches logicielles applicatives et de protocoles (microcontrôleurs et DSP).

• **Ingénieur d'application et de support système** (réf. IASS) responsable de l'intégration logiciel et des tests, ainsi que des mesures et de l'amélioration des performances. Ingénieur diplômé en électronique, vous avez une **expérience** dans la téléphonie mobile ou dans les télécommunications.

Vous maîtrisez **l'anglais** et vous êtes motivé par un travail au sein d'une équipe jeune et dynamique dans un contexte de haut niveau technologique (standards **GSM** et **UMTS**) avec de **nombreux contacts internationaux**.

Valérie GIOVANNETTI, chargée du recrutement, vous remercie de lui adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous la référence choisie à : **TEXAS INSTRUMENTS**  
821 av. Jack-Kilby, MS 55, BP 5, 06271 Villeneuve-Loubet Cedex.

**TEXAS INSTRUMENTS**



**SDEL** est un ensemble de 130 entreprises réalisant dans le monde un C.A. de plus de 4 Milliards de Francs (650 Millions d'€) avec 6 500 salariés dans les métiers de l'ingénierie électrique.

Pour accompagner notre développement, nous renforçons nos équipes informatiques et offrons un poste en fixe de :

**CHEF DE PROJET**  
**E.R.P.**

Au sein de la Direction Informatique, vous pilotez la mise en place d'un

projet E.R.P. dans les filiales au niveau Européen. Vous analysez les flux d'information, définissez les adaptations, encadrez la réalisation. Vous fédérez également les intervenants participant au projet afin d'en garantir le succès.

Ingénieur, doté d'une double compétence informatique et gestion, on vous reconnaît une autorité naturelle et une aisance dans le travail d'équipe. Vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum, acquise de préférence sur un projet d'intégration d'un E.R.P. dans un contexte international.

L'ANGLAIS courant est indispensable; l'allemand est souhaité.

Pour ce poste basé en proche banlieue parisien, merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. SD/CP/LM à notre Conseil : **JBM SEARCH**  
55, rue A. Brizard 92300 LEVALLOIS.

**JBM**  
Search

**Directeur de Projets**

**Poste basé en Espagne**

**Bilingue français/espagnol**

**H/F**

Votre mission : directement rattaché au Directeur de la filiale, vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos grands clients (banques, institutions financières...). Vous analysez et comprenez leurs besoins, avant de préconiser les solutions les mieux adaptées et d'en piloter la mise en œuvre (animation d'équipes de 5 à 50 personnes). Votre compréhension des problématiques et des enjeux de l'entreprise vous permet d'acquérir une vision globale du fonctionnement de nos clients et de leur proposer une véritable démarche de conseil.

Votre profil : âgé d'au minimum 35 ans, vous bénéficiez d'une expérience significative de la conduite de projets informatiques en environnement complexe (conseil auprès de Directions Informatiques, assistance au développement, planification...). Véritable chef d'orchestre, vous maîtrisez des outils de gestion de projet (élaboration, suivi, outil de métrique...) mais vous vous distinguez surtout par votre personnalité : leadership, crédibilité, souci de la performance et de l'atteinte des objectifs... La connaissance du monde de la finance ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais sont des atouts supplémentaires.

Nous vous offrons de partager une "certaine idée du service client" au sein d'une équipe performante et engagée et de nous aider à vous confier à terme la responsabilité d'un centre de profit.

Merci d'adresser lettre, CV, et votre rémunération actuelle à notre Conseil  
**MERCURI URVAL**, 4 rue Léon Jost 75017 Paris, s/référence 32.DP/LM portée sur lettre et enveloppe ou par Email : [xp@mercuri-urval.fr](mailto:xp@mercuri-urval.fr)  
<http://www.mercuri-urval.fr>

**Mercuri Urval**

**Manager reconnu**  
**Informaticien confirmé**

Nous sommes la filiale française d'un Etablissement Financier de dimension internationale. Notre métier : les activités de marché. Nos forces : un savoir-faire reconnu, des outils à la pointe de la technologie. Notre ambition : l'efficacité. Dans ce cadre nous renforçons notre service informatique.

Votre mission : en véritable homme de terrain, vous serez responsable de l'organisation, de la coordination et du management de nos différentes équipes. Vos solides compétences techniques vous permettront de gérer efficacement nos projets et crédibiliser votre action, auprès des collaborateurs, dans un environnement réactif et sensible.

Votre profil : âgé de 35 ans environ, de formation supérieure informatique (Ingénieur, DESS...), vous managez des équipes (15 personnes environ) dans un milieu exigeant où rapidité et gestion des priorités sont votre quotidien. Vos différentes expériences vous ont apporté des compétences micro et gros systèmes (DEC ALPHA sous VMS et UNIX...). La maîtrise de l'anglais est nécessaire, la connaissance des activités de marché est un plus.

De réelles possibilités d'évolution s'offriront à des candidats de valeur, dans un groupe mondialement reconnu.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser lettre, CV, photo, (+ rémunération actuelle) à notre Conseil **MERCURI URVAL**, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08 sous la référence 40.8232/LM portée sur lettre et enveloppe ou par Email : [pj@mercuri-urval.fr](mailto:pj@mercuri-urval.fr)  
Site Internet : [www.mercuri-urval.fr](http://www.mercuri-urval.fr)

**Mercuri Urval**

**Adjoint**  
**au Directeur**  
**Informatique**

**H/F**

**Que faites-vous**  
**le 25 février à 19h**



Merci de nous contacter  
au 01 40 89 72 66

**Consultant SAP**

→ Ce n'est pas seulement pour

que vous ne

En 1996, Europe Informatique épouse l'évolution de ses marchés : elle devient Syntegra. Une union placée sous le signe de nouveaux savoir-faire qui marie conseils, services et intégration de systèmes au sein d'un groupe de 4500 personnes. Fort d'une équipe de plus de 160 collaborateurs spécialisés dans la mise en place du progiciel SAP, le pôle ERP français de Syntegra s'inscrit dans cette dynamique de nouveaux savoir-faire. Sa croissance annuelle supérieure à 100% et son positionnement global sont le reflet de ce dynamisme. Les opportunités qui en résultent sont nombreuses. Nous recherchons aujourd'hui :

**CONSULTANT**  
**SUPPLY CHAIN**

Vous avez une expérience dans le secteur logistique. Vous avez pris de l'expérience avec les outils SAP (une connaissance de SAP serait un atout). Une formation vous prépare à intégrer les équipes de nos clients sous SAP.

**Europe Informatique**

**JEUNE COMM**

**PROJET**

**com**

**Directeur**  
**Grands Proj**  
**et Manag**  
**Activités**

matique - Rése

N INTERDITE

## Télécommunications

SEL

CHEF DE PROJET  
E.R.P.

Intégrer un Groupe de conseil et de services informatiques de dimension mondiale.

Notre Groupe est l'un des leaders mondiaux du conseil en management et des services informatiques.

Notre métier : transforme les systèmes d'information en accompagnant le développement des entreprises.

Assurer la maîtrise d'œuvre de grands projets d'intégration.

Et bien plus encore...

400-600 KF+

PARIS-RP

Âgé de 32 à 45 ans, de formation Grande Ecole (X, Centrale, Mines, ENST... ou équivalent), vous possédez 8 à 15 ans d'expérience acquise en cabinet de conseil, SSII, chez un constructeur ou un grand client utilisateur. Vous avez été amené à conduire plusieurs grands projets de systèmes d'information, bâti des propositions en avant-vente et/ou diriger un département ou un pôle d'activité. Vous souhaitez aujourd'hui donner une forte impulsion à votre carrière en rejoignant un Groupe international leader.

Différentes opportunités vous attendent : • la direction de grands projets : à la tête d'équipes de 10 à 50 personnes, vous managez un ou plusieurs projets en parallèle, en étant l'interlocuteur privilégié des clients au plus haut niveau • l'avant-vente et la responsabilité technique de comptes : en lien étroit avec nos responsables commerciaux, vous intervenez en amont dans le cycle d'affaires importants, la construction de propositions d'envergure (5 à 100 MF), le développement d'affaires ou de comptes stratégiques • le management d'activité : vous dirigez un pôle de compétences en centre de profit, en développant l'offre et en assurant la croissance.

Ces postes sont fortement évolutifs. Nous recherchons des candidats à fort potentiel, capable de jouer un rôle moteur dans nos nouvelles stratégies de développement et d'évoluer vers des responsabilités de plus en plus larges. Anglais courant souhaité.

Pour nous rencontrer rapidement avec notre Conseil, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, s/nf. 59.8072/LM sur lettre et enveloppe ou Email : rk@mercuri-urval.fr - <http://www.mercuri-urval.fr>

Confidentialité assurée.

Mercuri Urval

### Directeurs de Grands Projets et Managers d'Activités

H/F

LEMONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999 / VII

KPMG

Audit

Fiduciaire de France

Membre de l'un des principaux réseaux mondiaux d'audit et de conseil, leader en France sur son marché, développe son département Information Risk Management. Nous recherchons :

### Passionné(e)s d'Informatique de Gestion du Risque et de Management

Merci d'adresser

votre candidature

avec lettre de motivation

manuscrite et CV à

Marie-Corinne

BRUNNER

Département IRM

APAC Audit

International XING

J. cours Volney

92925 Paris

Le Bignon Cedex

Audit de projets ou de systèmes d'information, analyse du risque informatique, assistance à maîtrise d'ouvrage ou missions informatiques dans le cadre d'advis financiers, nos interventions s'étendent de la technique aux aspects contractuels et réglementaires de l'informatique. Organisés par métier, présents à Paris, Lyon et Marseille, nous sommes à la recherche de personnalités à fort potentiel, ouverts sur le monde de l'entreprise...

Vous avez une formation supérieure en informatique (Bac + 4 minimum), de 1 à 3 ans d'expérience, et vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière au sein d'une structure de niveau international, en forte croissance.

Nous vous offrons un poste au sein d'une équipe jeune et motivée, un plan de formation interne et externe à nos méthodes et outils, et la participation à des missions à haute valeur ajoutée auprès de clients prestigieux.

ARS COM

JEUNE COMMERCIAL (H/F)

PME spécialisée dans les radiocommunications, recherche pour son développement

Mobile et motivé de niveau BAC + 2

(sensibilité technique souhaitée)

Débutant accepté, formation assurée.

Envoyer lettre de motivation + CV et photo à :  
ARS COM - 189, rue d'Aubervilliers  
75886 PARIS Cedex 18

### Participez à de grands projets internationaux...

Nous sommes un important Groupe international en forte croissance.

l'un des leaders mondiaux dans le domaine de l'intégration de systèmes et des services informatiques. L'une de nos Divisions est totalement dédiée au secteur des opérateurs de télécommunication.

Face à son fort développement, nous recherchons plusieurs

### Directeurs de Projets - Chefs de Projets

Systèmes d'Information pour les Opérateurs TÉLÉCOM

H/F

Vous serez responsable de la conception et de la réalisation de grands projets de systèmes d'information pour nos clients opérateurs, en France, en Europe ou dans le reste du monde. Interlocuteur privilégié du client, vous êtes le garant de sa totale satisfaction, dans le respect de nos engagements coûts/délais/qualité. En fonction de votre expérience, vous managez 5 à 40 personnes. Vous gérez des projets d'intégration de systèmes et/ou de projets.

A 30-40 ans environ, Ingénieur Grande Ecole, vous possédez 5 à 15 ans d'expérience de la conduite de projets informatiques, acquise en SSII, chez un intégrateur ou au sein d'une grande entreprise du secteur des télécommunications (opérateur ou constructeur). Vous possédez de solides compétences dans un ou plusieurs des domaines suivants : facturation et gestion de clientèle - centres d'appels - réseaux intelligents - administration de services en ligne - Internet - réseaux d'entreprise. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée.

Nous vous proposons des projets passionnnants, ainsi que de nombreuses possibilités d'évolution, en France comme à l'international.

Les postes sont basés à PUTEAUX (92), mais supposent une réelle mobilité. Merci d'adresser lettre, CV, photo et réimprégnation actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex, s/nf. 36.8041/LM, portée sur lettre et enveloppe, ou par E-mail : ya@mercuri-urval.fr - <http://www.mercuri-urval.fr>

Mercuri Urval

Division d'un important groupe international spécialisé en micro-électronique, parmi les leaders mondiaux de son domaine, recrute pour son centre situé dans une capitale régionale du bord de Loire

### Ingénieurs Marketing Stratégique (ref.1430 A)

350 KF +

■ Responsable d'un segment (électronique grand public, automobile, télécommunications et conversion d'énergie), vous définissez les orientations stratégiques de votre marché. Vous identifiez, définissez et accompagnez le développement de nouveaux produits stratégiques par le biais d'opérations marketing. Vous identifiez les opportunités majeures dans des applications émergentes.

■ A 28/35 ans, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs et vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans le secteur de l'électronique. Vous parlez couramment anglais. Vous êtes disponible et mobile à l'international (25% de déplacements). Nombreuses possibilités d'évolution à l'international.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil, à l'attention de Guillaume Balmesque, en précisant la référence concernée.

AD HOMINUM  
Commercial & Marketing

5, rue de Solférino - 75008 Paris  
Fax : 01 47 42 08 06  
[adhominem@fronie.fr](mailto:adhominem@fronie.fr)

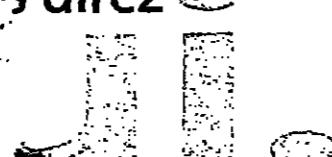
t 3  
15

fait  
dunes  
27 té-  
mo-  
et dé-  
e. le  
ait au  
n tête  
de en  
Après  
le dé-  
à his-  
. Marc  
ire es-  
de ré-  
tagée.  
le Au-  
Soldini  
bateau  
z. Il est  
tape,  
rs.

page 22

otre RCOM

s direz



ref.CSM

DIRECTEUR DE PROJET

réf.DPM

Fort d'une première expérience de mise en œuvre du produit SAP en tant qu'expert produit et/ou expert métier acquis au sein de grands groupes, vous recherchez la prise en responsabilité de projets ERP ambitieux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf choisie, à Syntegra

Christine Doré - Ressources Humaines - Immeuble Lavoisier - 4, place des Vosges - 92052 Paris La Défense cedex. [www.syntegra.fr](http://www.syntegra.fr)

Syntegra est une branche de BT (British Telecom)

  
Syntegra

### Ingénieurs Marketing Produits (ref.1430 B)

300 KF +

■ Responsable d'un secteur géographique (France ou international), vous définissez et mettez en œuvre la meilleure politique possible afin de faire augmenter les ventes. Vous assurez la promotion des produits et le support technique auprès de la Force de Vente et des clients, dans le but de générer des affaires nouvelles. Vous organisez les actions commerciales ainsi que des séminaires.

■ A 27/32 ans, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'un IUT électronique complété par une école de commerce. Vous avez une expérience de 2 à 4 ans dans le secteur de l'électronique. Vous parlez couramment anglais. Véritable vendeur, vous êtes autonome, disponible et mobile à l'international (50% de déplacements). Nombreuses possibilités d'évolution à l'international.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil, à l'attention de Guillaume Balmesque, en précisant la référence concernée.

mou, plutôt  
dessus, il ne  
e décrit ain-  
d'Air France  
its-fils de la  
SFIO, n'e-  
le Force ou-  
he a conquis  
rait d'un pa-  
qui confie,  
s'rumiant.

Lire page 13

18

19

22

25

25

26

26

26

26

26

## Agenda

### RENCONTRES

**DU 23 AU 25 FÉVRIER**  
IEC Europe '99  
La première édition européenne du Salon Internet and Electronic Commerce a lieu à Amsterdam, Pays-Bas.  
[www.ieceurope.com](http://www.ieceurope.com)

**DU 1<sup>ER</sup> AU 3 MARS**  
MarketSpace 99 à Atlanta  
Trois journées de conférences et d'expositions consacrées au commerce électronique.  
[www.xplormarketspace.org](http://www.xplormarketspace.org)

**DU 3 AU 6 MARS**

**LE 4 MARS**  
Marcher à quatre pattes sur la Terre  
Conférence de Sabine Renou, directeur de recherche au CNRS, dans l'auditorium de la Grande Galerie de l'évolution du Muséum national d'histoire naturelle, à Paris.  
[www.mnhn.fr](http://www.mnhn.fr)

**JUSQU'AU 7 MARS**  
La Cité de l'espace décroche la lune !  
Une exposition et des animations pour célébrer les trente ans de l'exploration lunaire et découvrir toutes les



### Les rendez-vous de février et de mars

entretiens d'embauche avec des consultants.  
[www.lesjeudi.com](http://www.lesjeudi.com)

**JUSQU'AU 14 MARS**  
Internet et vous

Conférences, démonstrations et séances d'initiation pour accéder à l'Internet et au multimédia.

Plusieurs rendez-vous consacrés aux logiciels libres sont également au programme.

A suivre notamment : une install

Party de Linux, le logiciel créé par le finlandais Linus

Torvalds, le 27 février de 10 heures à 18 heures.

L'entrée est libre.

[www.cite-sciences.fr/new/agendas/inria.htm](http://www.cite-sciences.fr/new/agendas/inria.htm)

**LE 11 MARS**

Jardin planétaire 99

Le symposium « Jardin

planétaire » fait partie des

douze Ateliers du siècle

prochain organisés à

l'initiative de l'association

2100. C'est le

premier symposium

international sur la gestion

durable des écosystèmes.

[www.2100.org](http://www.2100.org)

**DU 14 AU 18 MARS**

Jardin planétaire 99

Le symposium « Jardin

planétaire » fait partie des

douze Ateliers du siècle

prochain organisés à

l'initiative de l'association

2100. C'est le

premier symposium

international sur la gestion

durable des écosystèmes.

[www.2100.org](http://www.2100.org)

**DU 19 AU 21 MARS**

Réte de l'Internet

Trois jours et deux nuits

pour fêter l'Internet. Les

trois millions d'internautes

français sont appelés à

tendre la main à ceux qui

ne connaissent pas encore

le réseau des réseaux.

L'Association pour la Fête

de l'Internet lance un appel

aux initiatives sur son site.

[www.webbar.fr](http://www.webbar.fr)

**DU 22 AU 26 FÉVRIER**

Technique de recherche

d'emploi

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 22 AU 26 FÉVRIER**

Technique de recherche

d'emploi

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

livre réserve un espace aux

éditeurs multimédias. 30 F

(4,57 €)

**DU 17 AU 22 MARS**

Salon du multimédia

et de l'édition

électronique

La 19<sup>e</sup> édition du Salon du

Sur  
haut

## Informatique - Réseaux Télécommunications

Important organisme du service public recherche un :

### RESPONSABLE ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

A 35 ans environ, ingénieur de formation, vous avez 5 à 7 ans d'expérience de responsable d'études ou de gestion de projets très importants en informatique de gestion.

Animant les 90 informaticiens de votre département, vous assurez le développement cohérent des projets en collaboration avec les Caisses Régionales, supervisez le déroulement et la mise en œuvre des projets en environnement client / serveur (plate forme Windows, Unix, logiciel Mega, Powerbuilder, base de données Oracle), assurez la maintenance des systèmes d'informations de gestion en environnement IBM (Cobol CICS) et BULL (Cobol TDS).

Nous sommes dans une période d'évolution, nous voulons un leader qui sait convaincre, entraîner, associer rigueur et méthode.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence A9 02 07, à notre Conseil Catherine BALBARIE, FAVEREAU Consultants, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.



### Alibabook.com

Votre nouvel espace de travail est là. Vous éprouvez une forte attirance vers les nouvelles technologies. Sûr de vos compétences techniques, vous alliez rigueur, sens de l'autonomie, et créativité. Vous aimez les challenges.

PME en forte croissance, [www.Alibabook.com](http://www.Alibabook.com) est la librairie francophone leader sur le Net. Nous recherchons :

### Des Ingénieurs

pour le développement informatique et logistique, issus des Grandes Ecoles

### Un Responsable de base de données

pour le développement de notre base bibliographique, ayant une bonne connaissance du domaine de l'édition

### Un Infographiste

Postes basés à Paris.  
envoyer CV et lettre de candidature à  
Alibabook.com - 29, rue de Condé - 75006 PARIS.

Société de Services, en croissance permanente, partenaire des plus grands comptes industriels français, spécialisée dans des domaines de pointe tels que : La Radiotéléphonie GSM, l'Automobile, la Télévision numérique, la Monétique, la Cryptologie, la Biométrie, les architectures Client/Server, ... recherche des

**INGÉNIEURS** (Bac - 4 / 5) - 6 mois d'expérience minimum.  
**TECHNICIENS/A.P.** (Bac - 2 / 3) - 2 ans d'expérience minimum.

pour travailler sur des projets en

### INFORMATIQUE EMBARQUÉE

• Con C - Assemblage 16 ou 32 bits  
• Développement en Chaine croisée (Outil : Emulateur ou Débugger)  
• Expérience minimum 4/5 ans Réel ou Interruptions  
• Les plus : Cycle en V, SART, OPEN IV, Normes GSM, DVB, MPEG2, ...

### ELECTRONIQUE ENBARQUÉE

• Conception/Réalisation de Cartes à base de µProcessseurs  
• Mise au Point/Tests/Validation de Cartes numériques/analogniques  
• Débutant

### INFORMATIQUE MICRO-CLIENT/SERVEUR

• Développement C/C++ - DELPHI, POWERBUILDER, NSDK  
• SGBR : ACCESS, ORACLE, SYBASE sur plates-formes UNIX  
• Système sur Windows ME

Merci d'adresser CV, lettre, photo, disponibilité et préférences / réf. chez à

PRÄESTAR - 40, Rue de la Montagne Sainte Geneviève - 75005 PARIS

(ou par fax au : 01 44.01.36.67 ou E-mail : [praestar@wanadoo.fr](mailto:praestar@wanadoo.fr)).

lot

## Achats - Logistique - Organisation

ALSTOM est l'un des 1<sup>er</sup> fournisseurs mondiaux sur le marché des infrastructures.  
**ALSTOM TRANSPORT : TGV, Locomotives, Automotrices, Métros, Tramways, Signalisation**  
25 000 personnes - 33 établissements répartis dans 13 pays.  
Son **PLUS IMPORTANT** établissement **ENSEMBLIER** intégrateur de matériaux roulants : conception, production, essais, après-vente, [1 200 personnes dont 170 Ingénieurs et Cadres] à LA ROCHELLE [120 000 hab. - 3h de Paris en TGV]  
CREE dans le cadre d'une **POLITIQUE AMBITIEUSE DE SOURCING** :

### RESPONSABLE ACHATS DE FAMILLE DE PRODUITS

#### PERSPECTIVES CERTAINES D'EVOLUTION DANS LE GROUPE.

Au sein du Département Achats, vous serez responsable d'une famille de produits (fonction complète : freins et équipements pneumatiques, agencement intérieur) pour les TGV et Automotrices (TAIWAN, SHANGAI, TER, etc.). Force de proposition permanente auprès des directions internes, vous participerez notamment : à la conception et/ou à la redéfinition des produits à l'élaboration de la stratégie achats • aux appels d'offres nationaux et internationaux.

Vous gerez un panel de fournisseurs réduit et négociez les contrats dans le souci du meilleur rapport qualité / coût et délai en relation avec le Coordinateur Achats Stratégiques du Siège.

29 ans mini. de formation supérieure, vous avez une expérience analogue dans un groupe industriel international intégrant des équipements, la maîtrise de l'anglais et si possible d'une 2<sup>me</sup> langue.

#### DEPLACEMENTS INTERNATIONAUX.

### ALSTOM

Merci d'écrire sous réf. ALSTOM RO/BAP/114M en indiquant votre salaire actuel à notre conseil Bertrand Padovani  
**GROUPE BBC** - 1<sup>er</sup> bis place de Valois - 75001 Paris.  
DISCRETION ABSOLUE et réponse assurée.

### Logiciel de gestion de la chaîne de production et distribution - Développement & Prévision

Directeur commercial du développement

#### Situé à Paris

#### Salaire de base élevé de: Environ 1,093,000F jusqu'à 1,367,000F

Depuis plus de deux décennies cette société américaine de services et conseils en informatique a aidé les entreprises à maximiser leur rentabilité et leur productivité grâce au développement et à l'application de solutions informatiques de qualités supérieures. L'objectif extrêmement spécialisé des activités de la compagnie est la provision de solutions pour une planification de la chaîne de production et distribution et ses clients, qui sont typiquement des sociétés de Fortune 500, sont situées à travers le monde.

Ayant déjà prouvé l'énorme potentiel du marché européen, la filiale européenne de la compagnie a atteint l'équilibre lui permettant de se développer rapidement - la France représente une première occasion se situant dans une stratégie à long terme. Ceci a créé une position de prestige pour un directeur commercial national qui devra être responsable du développement des affaires avec des clients importants à travers la France.

Pour être retenu, vous devrez :

- Comprendre les principes de la prévision et de la logistique de la chaîne de production et distribution.
- Démontrer de manière impressionnante que vous êtes capable de développer les affaires au plus au niveau.
- Posséder une approche structurée vous permettant d'identifier et de prendre le contrôle de nouvelles occasions commerciales.
- Avoir assez d'assurance pour diriger au niveau du conseil d'administration et exprimer clairement des propositions complexes.

Si vous êtes un vrai professionnel de la vente, couronné de succès et possédant un antécédent prouvé dans la gestion de la chaîne de production et distribution, cette position est exceptionnelle. Vous représentez un leader mondial établi ayant des alliances solides et vous jouirez d'une autonomie et d'une liberté considérable vous permettant de vous développer à votre façon. Par conséquent, vous devrez démontrer un haut degré d'auto-suffisance et avoir une pleine confiance à tous les niveaux du cycle des ventes. Une bonne connaissance de l'anglais au travail est aussi requise.

Visiblement, seul des professionnels très expérimentés de cette industrie, doué d'un sens commercial aigu, devront postuler à ce travail à responsabilités. Cependant, les récompenses immédiates sont conçues pour attirer ce genre d'individus, mais il est probable que les possibilités à long terme excéderont toutes les attentes.

Afin d'avoir plus de renseignements sur cette position exceptionnelle, veuillez contacter Karen Whelan dans la plus stricte confidentialité à:

PW Select, Bankside Business Centre,  
107-112 Leadenhall Street, London EC3A 4AH,  
Royaume Uni.

Téléphone +44 (0)171 891 2628. Télécopie +44 (0)171 891 2629.  
E-mail [karen.whelan@pwselect.com](mailto:karen.whelan@pwselect.com)  
Web-séite [www.pwselect.com](http://www.pwselect.com)

**Vu sous cet angle,**  
pour vos recrutements  
vous ne serez plus seul.

SYNDICAT DU CONSEIL EN RECRUTEMENT

**CADRES**  
ON LINE

Retrouvez toutes les annonces du Monde :  
INTERNET • <http://www.cadresonline.com> • <http://www.lemonde.fr/emploi>  
MINITEL • 3615 cadresonline (2,23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

t 3  
15

fait  
dunes  
27 fé-  
2 mo-  
et dé-  
e le  
ait au  
n tête  
de en  
Après  
le dé-  
à his-  
. Marc  
ne es-  
de ré-  
agée.  
de Au-  
Spoldini  
bateau  
2. Il est  
tape, à  
rs.

page 22

mou, plu-  
de-  
tissu  
d'Air France  
it-fil de  
la SFO, ne  
le Force ou-  
he a conquis  
rait d'un pa-  
qui confie-  
se ruminant.

Lire page 13

unification 18  
au bord 19  
avion 22  
métro 25  
25  
26  
e culturel 28  
n-tévision 29

## Le monde de l'industrie et de la recherche

### LOUIS VUITTON

Une certaine idée de la création... Depuis 1854, Louis Vuitton exprime le changement dans le respect de la tradition. Bagages, maroquinerie et aujourd'hui prêt-à-porter : Louis Vuitton anticipe sans cesse les tendances. Avec 5.000 collaborateurs, nous réalisons 8,8 milliards de francs de CA dont plus de 90 % à l'international. Pour satisfaire une haute exigence de qualité, nous contrôlons l'ensemble de nos 11 sites de production.

#### RESPONSABLE DE FABRICATION

Dépendant du Directeur de notre site industriel d'Issoudun (36), vous animez une unité de fabrication d'environ 230 personnes. Vous avez sous votre responsabilité une équipe d'agents de maîtrise et travaillez en étroite collaboration avec l'ensemble des services de l'unité de production. Un excellent leadership, une attirance pour la technique alliée à un sens de la qualité et de l'esthétique ainsi qu'une attitude pragmatique sont des atouts nécessaires pour réussir dans cette fonction. Grâce à votre sens aigu de l'équipe et de l'animation des hommes, vous responsabilisez les agents de maîtrise et les accompagnez dans leur mission.

Nous recherchons pour ce poste un ingénieur de 30 ans environ ayant un fort potentiel, une expérience de 4 ans minimum dans une fonction impliquant la gestion d'importantes équipes. Une bonne connaissance de l'anglais serait un plus. Notre très forte croissance permettra à une personne qui en démontrera les capacités d'accéder à des postes de responsabilités plus larges.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, et photo) sous référence RF/M/02 à Louis Vuitton Malletier, Direction des Ressources Humaines, 2 rue du Port-Neuf, 75034 Paris Cedex 01.

V

**DUOY**

**División Laiterie**

Ces marques que vous connaissez déjà bien, c'est la Division LAITERIE des Fromageries BEL (un groupe performant : 9,2 milliards de CA, 7100 personnes) qui vous propose aujourd'hui un challenge

Dans le cadre de la politique industrielle déterminée par le Groupe et la Division, le Chef de Projet Ingénierie a pour mission :

- d'aider les exploitants dans la définition des besoins d'investissements et en particulier dans l'élaboration des plans directeurs,
- de proposer toutes améliorations d'équipements,
- de faire réaliser dans le meilleur rapport qualité/prix et dans le meilleur délai les investissements demandés.

Nous recherchons pour ce poste un ingénieur généraliste possédant une expérience de plusieurs années dans la maîtrise des procédés et des processus :

- idéalement 5 à 10 ans d'expérience,
- de formation Grandes Ecoles (Centrale, Arts & Métiers...),
- expérience dans le secteur agro-alimentaire appréciée,
- mobile géographiquement (ce poste basé à Vincennes nécessite de nombreux déplacements).

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur CV et une lettre manuscrite de motivation en précisant la rémunération souhaitée, sous référence CPI à Fromageries BEL - Service du Personnel Laiterie - 4, rue d'Anjou - 75008 PARIS.

**bel**



Sogitec

Filiale d'un grand groupe aéronautique. Leader dans le domaine de l'Image de Synthèse Temps Réel

#### INGÉNIEURS EN ELECTRONIQUE

##### Responsable de développement : réf. : EH1

**Mission :** Vous prenez en charge les spécifications et études d'architecture de systèmes de traitement et synthèse d'image. Vous encadrez un groupe d'ingénieurs chargé du développement de cartes et Asics numériques.

**Profil :** Avec une expérience d'au moins 7 ans en conception en électronique digitale et des connaissances en analogique, vous maîtrisez la conception de calculateurs de traitement du signal ou d'image. Une expérience d'encadrement dans un contexte de sous-traitance internationale serait un plus.

##### Ingénieurs d'études : réf. : EH2

**Mission :** Vous participez aux études d'architecture de cartes et Asics de traitement et synthèse d'image. Vous assurez le développement de sous-ensembles, de la définition jusqu'aux tests des prototypes.

**Profil :** Avec une expérience d'au moins 2 ans en électronique digitale, vous maîtrisez la conception structurée, en langage VHDL, de circuits Fpgas ou Asics.

Merci d'adresser votre candidature à Mme Vicaire, Sogitec 4, rue M. Monge 92158 Suresnes Cedex.

## Systèmes industriels à l'export

Nous sommes l'un des grands partenaires internationaux des entreprises industrielles et proposons une gamme complète de prestations : étude, réalisation, mise en service, exploitation, assistance... Notre entité spécialisée Pétrole/Gaz, intégrée dans le cadre de son développement, des responsables de projets et des ingénieurs spécialisés.

### Responsable de projet

#### • Instrumentation/Systèmes

REF. C 313 H

Depuis les études préalables (faisabilité, conception, définition de cahiers des charges...) jusqu'à la réalisation des contrats, vous prenez en charge la conduite de projet aux plans humain, technique et de gestion, en instrumentation, électricité et contrôle. Assisté par des « experts techniques », des ingénieurs « métiers », vous êtes impliqué

dans la réalisation des projets. Ingénieur généraliste, vous justifiez de 8 ans environ d'expérience en animation d'équipes techniques et gestion de projet. Vous maîtrisez parfaitement la conception et la mise en œuvre des systèmes de contrôle, commande, des installations électriques et connaissez les procédés Pétrole/Gaz.

### Ingénieurs spécialistes

#### • Electricité mt/bt, réseaux, énergies

REF. C 313 I

#### • Systèmes de contrôle de procédés (DCS, ESD, superviseurs...)

REF. C 313 J

Expert de votre spécialité, vous intervenez à tous les stades des projets depuis l'étude préalable, l'exécution des lots concernés en coordination avec le BE, les fournisseurs, le chantier... jusqu'à la mise en service. Ingénieur de formation, vous justifiez de 5 ans

minimum d'expérience en tant que spécialiste d'un de ces domaines et vous souhaitez aujourd'hui valoriser cet acquis. Capable de rédiger des dossiers d'ingénierie pour votre partie, vous connaissez les spécificités des procédés industriels Pétrole et Gaz.

Ces postes nécessitent une bonne aisance relationnelle, de la rigueur et un sens profond de l'équipe. Ils sont à pourvoir en très proche région parisienne Ouest et impliquent des déplacements de courte durée à l'étranger.

La pratique de l'anglais est évidemment indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence choisie, à Olivier Chauvette, OC Conseil, 3 rue E.-A.-Peugeot, Tour Corvo, 92508 Rueil-Malmaison Cedex.



E-mail : [occonseil@wanadoo.fr](mailto:occonseil@wanadoo.fr)

Bruxelles • Casablanca • Frankfort • Londres • Madrid • Milan • Varsovie • Vienne

### Nos nouvelles coordonnées à Paris...



MacCormick Hamilton  
International

3, rue de Penthièvre, 75008 Paris  
Tél. : 01 53 30 70 10  
Fax : 01 53 30 09 79  
e-mail : [paris@mchigroup.com](mailto:paris@mchigroup.com)

FRANCE TELECOM, se positionne mondial, 157 milliards de francs de chiffre d'affaires, possède le premier centre européen de recherche et développement en télécommunications, dont les innovations contribuent à donner au Groupe une réputation d'excellence technique. Afin de maintenir l'ensemble de la filière de l'innovation face à un marché en constante évolution et fortement concurrentiel, nous renforçons nos équipes de Propriété Intellectuelle avec des ingénieurs brevets spécialisés dans les hautes technologies (télécoms, électronique, logiciels, informatique) et pratiquant l'anglais.

### Ingénieur brevet senior

#### Marquetaire européen

Vous prenez en charge la détection, la protection et la défense des intérêts du Groupe en matière de propriété intellectuelle, assurez la mise en œuvre de la politique définie dans ce domaine, animez l'équipe d'ingénieurs brevets qui vous assiste dans votre mission.

Le poste est basé à Issy-les-Moulineaux (92).

### Ingénieurs propriété intellectuelle

#### Diplômés du CEIPI (5 années d'expérience)

Interface entre la R&D et le service central de Propriété Intellectuelle, vous détectez les inventions et incitez à les faire protéger. Les postes sont basés à Caen (14) et Lannion (22).

Vos qualités de rigueur, de méthode et votre sens relationnel favorisent votre réussite au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser, sous référence FTB, votre dossier de candidature à notre conseil, qui vous garantit une totale confidentialité.

SM CONSEIL, 67 rue de Miromesnil, 75008 Paris.



Nous allons vous faire aimer l'an 2000

## Carrières internationales

# Phenomenal growth Unprecedented challenge

Spain &amp; The Netherlands

As the world leader in high-performance engineering thermoplastics, GE Plastics manufactures state-of-the-art products that serve the automotive, business equipment, construction and electronic industries.

GE Plastics de Espa<sup>n</sup>a has announced plans to build a second polycarbonate plant in Cartagena, Murcia, Spain. We now have the following vacancies for two technical minded and service oriented individuals.

**Monomer & Polymer Process Chemistry Technologist**  
Ref: MPPCT

and a

**Monomer & Polymer Process Engineering Technologist**  
Ref: MPPET

In both positions you will lead lab and pilot scale process development programs in carbamate and alcohol synthesis or in polycarbonate synthesis. Key aspects are:

- Coordinate scale-up and implementation of new technology developments;
- Mathematical modeling of polymer reaction processes or monomer processes (reaction and separations);
- Validation of process models using statistical data analysis tools;
- Application of mathematical models to new process development, process optimization and plant issue resolution.

A Master Degree in Chemistry (desirable Ph.D. in Chemistry or Chemical Engineering) and a minimum of 3 years of experience in chemical process development is essential. Excellent analytical capabilities are needed. The successful candidate should have the ability to excel in a fast paced global team environment, interacting with both technicians, peers and leadership teams. Your written & verbal communication skills are therefore excellent. You are fluent in English and Spanish.

For more information, please contact Bob Tatterson, phone +34 968 129 328, or send your CV by mail, e-mail or fax to GE Plastics de Espa<sup>n</sup>a, attn. Mr. Bob Tatterson, Apdo. Correos 569, Ctra. Cartagena - Alhama de Murcia, 30390 La Aljera, Cartagena (Murcia), fax: +34 968 129 893, e-mail: Bob.Tatterson@gepex.ge.com.

From our European HQ in Bergen op Zoom we work with customers and

colleagues to deliver engineering solutions throughout Europe, Africa and the Middle East. The European HQ has the following vacancies:

**Color Technologist**

Ref: CT

In this position you will be responsible for the technical development and commercialization of new engineering plastic products with unique aesthetic/coloristic characteristics predominant focusing on improved outdoor durability.

Your requirements are:

- Ph.D. in inorganic, analytical or polymer chemistry;
- Demonstrated technical leadership in the area of color or colorants technology in combination with a solid knowledge of engineering thermoplastics;
- Proven ability to work cross-functionally with customers, suppliers and marketing, sales & manufacturing plants, translating color requirements into final applications;
- Proven ability to commercialize new products from technology to manufacturing to final customer application ensuring optimal cost:quality balance;
- Excellent (global) communication skills;
- English and German speaking: writing;
- Key words: action oriented, 'hands on' attitude, open mindset, team player.

If you want more information, please contact Jan de Boer, manager Crystalline Technology, phone +31 (0) 164 292 772, or Rick Joyce, manager Cycloc Technology, phone +31 (0) 164 292 308. To apply, send your CV by mail, e-mail or fax. General Electric Europe, attn. Mr. Jan de Boer, PO Box 117, 4600 AC Bergen op Zoom, The Netherlands, fax: +31 (0) 164 292 327, e-mail: Jan.DeBoer@gepex.ge.com, e-mail: Rick.Joyce@gepex.ge.com.

**Lexan® Product Specialist**

Ref: LPS

In this position you will be responsible to lead the development and commercialization of new Polycarbonate Products. Key responsibilities include:

- Identify new product opportunities with customers and the marketing and commercial organizations;
- Implement innovative solutions to achieve the required product performance;

• coordinate activities with local and global commercial, manufacturing, and technical resources to develop, scale-up and sample new products;

- communicate results and report progress to key stakeholders.
- A Ph.D. degree in Material Science with a minimum of 3 years of industrial experience in product development are essential. Knowledge of reactive extrusion and polymer blends is highly desirable. The successful candidate must have excellent written and verbal communication skills and the ability to innovate and implement technical solutions in a dynamic global environment. You should have an energetic and flexible personality with the ability to collaborate effectively across functions and organization levels.

If you want more information please contact Greg Stoddard, manager Lexan Technology Europe (phone +31 (0) 164 293 248), or send your resume by e-mail (Gregor.Stoddard@gepex.ge.com), fax +31 (0) 164 292 734) or mail to General Electric Europe, attn. Mr. Greg Stoddard, PO Box 117, 4600 AC Bergen op Zoom, The Netherlands.

**Teamleader Process Technology Development**

Ref: PTD

As a teamleader you will lead polymer and monomer process technology development programs and team effort. Key responsibilities include:

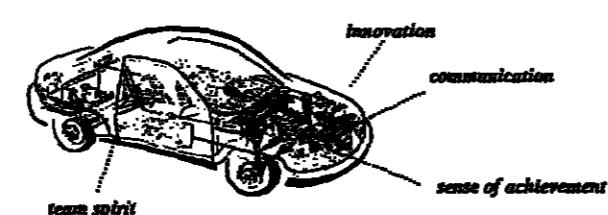
- Initiate and drive polymer and monomer process technology development programs in close cooperation with corporate research and global technology and manufacturing teams;
- Translate manufacturing and business needs into process development programs and lead them from concept to successful implementation.

An academic degree and a Ph.D. in Chemical Engineering or equivalent experience/education is required. Also at least 5 years of technical and project leadership experience in process technology programs. The successful candidate is a creative and innovative worker with excellent communication skills.

If you need more information, please contact Marin Ovezar, Site Leader Lexan Process Technology, or send your CV by mail, e-mail or fax. General Electric Europe, attn. Mr. M. Ovezar, PO Box 117, 4600 AC Bergen op Zoom, The Netherlands. Phone: +31 (0) 164 292 655, fax: +31 (0) 164 292 734, e-mail: Marin.Ovezar@gepex.ge.com.



GE Plastics



We have a  
lot in common.

We are the most important and most diversified automobile outfitters in the world (200,000 people, 171 plants, 17 technical units in 36 different countries). Technological innovation is the basis of our vast range of solutions. The taste for initiative allows us to respond to all European demands in terms of systems and components. If these values are a motivation for you, if team spirit is also your strong point, let's face the future together.

We are looking for

### Product Marketing Managers

Delphi Delco Electronics Systems

European Headquarter Wiesbaden, Germany

For the areas: Passive Safety Systems, Cockpit and Vehicle Architecture.

Your job responsibilities will include:

- Definition and execution of all elements of the marketing mix
- Definition of new product opportunities
- Analysis of target markets and competition
- Close cooperation with our sales/engineering centers across Europe and with our headquarters in USA
- Representing Delphi Delco at European vehicle OEM's as well as exhibitions, conferences, etc.
- Development and implementation of product strategies throughout Europe

Candidates must possess a university degree in Engineering; additional business education/trainings preferred. We also require 2 - 5 years experience in the international automotive/automotive electronics industry.

We are looking for globally-thinking and ambitious individuals who are fluent in English and at least in one additional language. Candidates must also be willing to travel and to work in multi-functional and multi-cultural teams. Computer skills with programs such as MS Word and Excel are essential.

We offer competitive salary and benefits, and access to international promotion and career opportunities within a global corporation.

If you meet our criteria, please fax or mail your application including your salary requirement in English to the address below:  
Karin Peschl, Human Resources Manager, Delco Electronics Europe GmbH, Gustav-Nachtigal-Straße 5, 65189 Wiesbaden, Fax: +49-611-7877851, e-mail: kpeschl@delcoelectronics.com

**DELPHI**  
Automotive Systems

**F / I / A / T**

Le groupe Fiat est l'un des plus grands groupes industriels du monde, présent dans 60 pays, avec 220 usines de production et 221 000 employés. Aujourd'hui Fiat, grâce à sa présence internationale, opère principalement dans le secteur des véhicules automobiles, avec l'objectif de développer son activité au niveau mondial et d'accroître les services liés à son activité. Pour vaincre ce défi, le Groupe Fiat recherche :

#### JEUNES INGENIEURS

pour former le futur management au sein du groupe avec pour objectif une croissance générale.

Les candidats doivent posséder le

profil suivant :

- Diplôme d'ingénieur
- Être membre de la communauté européenne
- Très bonne connaissance de la langue anglaise
- Être intéressé par le secteur des véhicules automobiles
- Ouverture internationale et disponibilité à se déplacer.

En échange les candidats sélectionnés

recevront :

- Engagement de la part du Groupe Fiat de Londres
- Programme de formation, à Turin
- Expériences dans différents pays et secteurs du Groupe Fiat comme celui des projets, de la production et de la vente.
- Rémunération motivante et opportunité de carrière.

Les lettres de motivation écrites en anglais, accompagnées du CV avec photo, devront être envoyées à :

Graduates Recruitment

PHAROS - FIAT SEPIN. S.p.A.

C.so Marconi, 20 - 10125 TORINO (ITALIE)

FAX : 0039.011.6862389

E-MAIL : Phars3@fiatgroup.com



IVECO

## RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

**Le Monde**

1<sup>er</sup> quotidien fran<sup>ç</sup>ais à l'étranger

fait  
dues  
27 fé-  
27 mo-  
et dé-  
le le  
ait au  
n tête  
de en  
Après  
le dé-  
. Marc  
ire es-  
de ré-  
1agée.  
de Au-  
Soldini  
bateau  
. Il est  
tape, à  
rs.

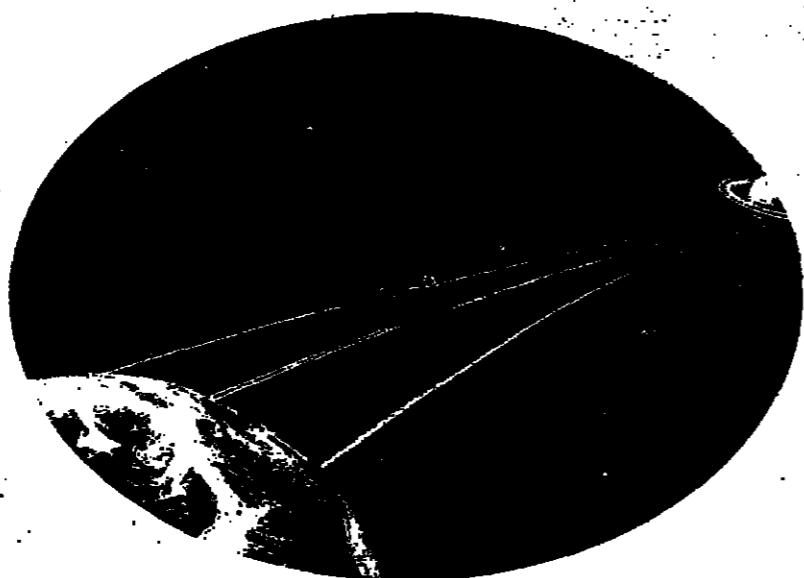
page 22

mou, plu-  
de dessus, il ne  
e décrit ain-  
d'Air France  
it-fils de ce-  
la SFR, ne-  
le Force ou-  
he a conquis  
rait d'un pa-  
qui confie-  
se réunient,

Live page 13  
nunciati- 18  
au de bon- 19  
au fil 22  
mologie 25  
re 25  
a culturel 26  
a télévision 29

## Informatique - Réseaux Télécommunications

**C'est fou  
ce que l'homme peut faire  
grâce à la technologie.**



**C'est fou  
jusqu'où la technologie  
peut aller grâce à l'homme.**

**ALTEL** : avec plus de 600 millions de francs de chiffre d'affaires (95,6 millions d'euros) et près de 1 600 collaborateurs, le Groupe est aujourd'hui un acteur majeur dans le domaine du Conseil et de l'Ingénierie en Technologies Avancées. Pour poursuivre sa forte croissance (+ 50 % en 1998), ALTEL recrute en 1999 plus de 800 collaborateurs, et notamment :

CONSEIL ET INGENIERIE EN TECHNOLOGIES AVANCEES

### INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Pour gestionnaire d'un centre de profit, vous avez pour mission de développer votre portefeuille de clients, d'assurer le recrutement ainsi que le management d'une équipe. De formation supérieure (ingénieur ou école de commerce), vous avez une première expérience dans la vente grands comptes de prestations ou de solutions techniques liées à l'informatique ou aux métiers de l'ingénierie. Réf. LM 907 IA

### INGÉNIEURS TÉLÉCOMS

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience en spécification/développement, intégration, supervision de systèmes et d'équipements dans les environnements GSM, DECT, DCS, auto-communications, routeurs, protocoles, communications RNS, X25, SNMP, CIDMA, ATM, applications Internet et Intranet. Réf. LM 907 TR2

### ADMINISTRATEURS

#### SYSTÈMES/INGÉNIEURS RÉSEAUX

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez 1 à 5 ans d'expérience dans le domaine des systèmes et réseaux en : administration des plates-formes UNIX (Solaris, HP-UX, AIX) et Windows NT, administration de réseaux : HP Openview, ISM, Netview 6000... architecture réseaux Lan et/ou Wan, configuration, déploiement et une bonne connaissance des équipements du marché. Réf. LM 907 ASR

### INGÉNIEURS TECHNOLOGIES OBJET

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience du développement objet (C++) en environnement industriel et maîtrisez les méthodologies de conception objet (OMT, BOOCH...). Réf. LM 907 IT0

### INGÉNIEURS TEMPS RÉEL

De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez de 1 à 5 ans d'expérience : autour d'un moteur temps réel de type VRTX, VX Work, en C, C++, Ada sous UNIX, NT. Réf. LM 907 TR1

### ADMINISTRATEURS

#### SYSTÈMES/SGBDR

NT - UNIX/ORACLE - SYBASE - INGRES. De formation ingénieur ou universitaire, vous justifiez d'une expérience intéressante en administration et évolution des systèmes et/ou des bases de données relationnelles. Réf. LM 907 ASS

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence correspondante, à ALTEL, Direction des Ressources Humaines, 221 bis bd Jean-Jaurès, 92514 Boulogne-Billancourt Cedex.

e-mail : cv@alten.fr

<http://www.alten.fr>



**Nous vous offrons  
toutes les chances  
de saisir  
votre chance**

**CADRES**

le 1<sup>er</sup> service Internet  
d'offres d'emploi

Toutes les offres d'emploi

de 20 titres de presse de référence.

20 titres de presse de référence s'unissent pour vous offrir grâce à CADRES ON LINE, plus de 2500 offres d'emploi cadres sur Internet et sur Minitel, actualisées en permanence. CADRES ON LINE, est le premier service d'offres d'emploi à vous proposer une fonctionnalité d'alerte sur profil. CADRES ON LINE, c'est aussi une palette de services uniques (évaluation de salaires, conseils pour une réponse en direct aux annonces, commandes d'ouvrages de référence...).

Connexez-vous, pour avoir toutes les chances de construire votre avenir.

Web : <http://www.cadresonline.com>

3615 cadresonline (0,23 F la mn)

CADRES ON LINE regroupe toutes les offres d'emploi de ces 20 titres de presse.

**L'EXPRESS**

**Le Monde**

**LE MONITEUR**

**01 RESEAUX**

**property DECISION**

**L'ÉCHO**

**L'USINE NOUVELLE**

**ouest france**  
**01 Informatique**

**LE GÉANT**  
**INTERNATIONAL**  
**La France Agricole**

**LSA**  
**RIA**

**Restauration**  
**AGRO**  
**Caractère**

**D'ARGUS**  
**INTERNET**

Le sang

Le plaisir  
tomber